

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°364**

**JUILLET 2015**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **TURQUIE : VERS LA FIN DU PROCESSUS DU PAIX ?**
- **SYRIE : LES KURDES FONT RECULER LE DAESH**
- **KURDISTAN : POINT SUR LA GUERRE CONTRE LE DAESH**
- **PARIS : MORT DU PEINTRE REMZI**
- **CULTURE : LECTURES POUR L'ÉTÉ**

---

## TURQUIE : VERS LA FIN DU PROCESSUS DU PAIX ?

**A**près le succès électoral du HDP, en juin dernier, la situation sécuritaire au Kurdistan de Turquie s'est dégradée avec une telle violence que le processus de paix initié par Öcalan et l'AKP en mars 2013 a paru gravement compromis.

Déjà, en début de mois, l'Union des communautés du Kurdistan (KCK), considérée comme « l'aile urbaine » du PKK avait menacé de reprendre les armes si la Turquie poursuivait ses constructions de barrage dans les régions kurdes. Le projet d'Anatolie du Sud-Est (Güneydoğu Anadolu Projesi ou

GAP) élaboré dans les années 1970, prévoit la construction de 22 barrages sur les bassins du Tigre et de l'Euphrate, afin d'irriguer 1,7 million d'hectares de terres et de fournir 746 MW fournis par 19 centrales hydroélectriques. Ce projet, qui doit réduire le débit des deux fleuves est une source de conflits entre la Turquie, la Syrie et l'Irak, d'une part, et entre les Kurdes et Ankara, les premiers accusant la Turquie de chercher à vider les régions concernées de sa population kurde, poursuivant ainsi la politique de déplacements forcés et de destruction de villages des années 1990.

Mais le projet du GAP ne datant pas d'hier, la déclaration du KCK envisageant de reprendre les combats si d'autres barrages étaient construits, doit plutôt être considérée comme une réaction de « l'aile dure » du PKK, cherchant à reprendre la mainmise dans un processus de négociations qui favorisait, jusqu'ici, les partisans d'une solution politique et non militaire. Le 13 juillet, le Premier Ministre Ahmet Davutoglu a répliqué dans une déclaration à la presse que la construction de routes et de barrages se poursuivrait, et que son pays ne « plierait pas » devant les menaces du PKK.

---

Ce climat de surenchère dans la provocation ne pouvait que mettre le HDP en position difficile, sommé de se distancier de la guérilla kurde, sous peine d'être poursuivi pour « liens organiques » avec le PKK. Le 18 juillet, Recep Tayyip Erdogan s'est adressé directement au HDP, via une conférence de presse donnée le jour de la rupture du Jeûne, à la mosquée Atasehir Mimar Sinan, en lui demandant de « couper tout lien » avec le PKK : « une ramification qui est parvenue à obtenir une représentation au Parlement devrait faire de son mieux [pour couper ses relations avec le PKK], alors qu'ils maintiennent apparemment un lien indirect, si ce n'est direct, avec cette organisation terroriste. »

Le climat post-électoral, déjà mauvais, s'est dramatiquement assombri avec l'attentat-suicide survenu le 20 juillet, à Suruç, localité kurde près de la frontière syrienne, attentat qui a fait 33 morts et 104 blessés. L'explosion a eu lieu dans le jardin du centre culturel Amara, et visait plus de 300 volontaires de la Fédération des associations de jeunes socialistes et du Parti socialiste des opprimés (ESP), venus de l'ouest de la Turquie ou de villes kurdes, qui devaient participer à la reconstruction de Kobanî. Le terroriste s'est fait exploser à midi, au moment où la conférence de presse donnée par les volontaires prenait fin.

Les premiers soupçons concernant le commanditaire de l'attentat se sont naturellement portés sur l'État islamique, dont les attaques meurtrières se sont multipliées au Kurdistan de Syrie, notamment à Kobanî le mois dernier. L'explosion de Suruç pourrait être une extension, au-delà de la frontière, de la lutte acharnée que se livrent le Daesh et les Kurdes du PYD en Syrie. Mais la colère des Kurdes s'est aussi dirigée contre le gouvernement AKP, qu'ils accu-

sent, depuis deux ans, de collusion avec Daesh pour écraser les cantons kurdes en Syrie. Des manifestations de Kurdes ont éclaté spontanément dans tout le pays, soutenues par une partie de la gauche turque et les mouvances issues de Gezi Park. Mais au Kurdistan de Turquie, ce sont des actions armées qui ont enflammé à nouveau le pays, la nuit même qui a suivi l'attentat : à Igdir, le PKK a barré une autoroute et ouvert le feu sur des forces de sécurité, tandis qu'à Cizrê, des manifestants masqués ont attaqué un bâtiment de la police avec des explosifs artisanaux et ont tiré également sur les forces de sécurité. Le 21 juillet, un poste de police d'Istanbul a essuyé des coups de feu, de la part d'inconnus, mais sans faire de victime.

Le Premier ministre Ahmet Davutoglu a nié une fois de plus toute entente ou soutien tacites de la part de son gouvernement envers l'EI, et a mentionné un suspect originaire d'Adiyaman. Un officiel turc, s'exprimant sous anonymat, a fait état auprès de l'agence Reuters de « preuve solide » permettant d'identifier l'auteur de l'attentat comme étant un homme âgé de 20 ans, né dans la province d'Adiyaman et qui aurait voyagé en Syrie l'année dernière : « Il était actif au sein d'un groupe lié à la Syrie qui soutient l'EI. Nous savons qu'il est parti en Syrie illégalement. Il n'était pas possible de le pister durant tout ce temps-là. » Toujours selon ce responsable, le terroriste aurait eu également des liens avec l'auteur de l'attentat qui a frappé Diyarbakir le 7 juin dernier.

Mais le point faible de cette piste est que l'attentat n'a jamais été revendiqué par Daesh lui-même, ce qui n'est pas dans ses habitudes.

Dans le même temps, le gouvernement AKP lançait un vaste coup de filet à travers le pays, avec plus de 500 personnes arrêtées, soup-

çonnées, selon Davutoglu, de liens avec l'EI mais qui vont s'avérer, à une écrasante majorité, être liées à l'activisme kurde ou d'extrême-gauche et non djihadiste. L'accès aux réseaux sociaux, comme twitter, facebook et youtube, était également, une fois encore, bloqué en Turquie, afin d'entraver les appels à manifester, mais avec peu d'efficacité. Ainsi, le 22 juillet, près de 800 personnes se sont rassemblées dans le quartier Kadiköy, sur la rive asiatique d'Istanbul pour dénoncer le massacre de Suruç, ainsi qu'à Şişli, sur la rive européenne. La plupart de ces manifestations ont été réprimées à coups de gaz lacrymogène et de jets d'eau.

Indépendamment des protestations pacifiques de la société civile, le PKK a entamé un cycle de représailles, avec l'assassinat, à Ceylanpinar, en bordure de la Syrie, de deux policiers abattus à leur domicile. Dans son communiqué revendiquant les meurtres, le PKK a affirmé que les deux hommes avaient « coopéré » avec l'EI et qu'il s'agissait aussi d'une « action punitive » afin de « venger » les victimes de Suruç. Mais une semaine plus tard, le 30 juillet, un haut responsable du KCK, interrogé par la BBC turque, a nié toute implication directe du PKK dans ces assassinats, peut-être parce que cette action s'apparentant à une exécution extra-judiciaire a été fortement critiquée. Selon Demhat Agit, porte-parole du KCK pour les questions internationales, « il y a des unités indépendantes du PKK. Il y a des forces locales qui se sont elles-mêmes organisées et ne nous sont pas affiliées. Nous n'avons pas de problème à assumer la responsabilité de ce que nous avons fait. Quand une action est menée par le PKK ou les HPG (Forces de défense du peuple, c'est-à-dire l'aile militaire), alors nous pouvons nous expliquer et mener notre auto-critique. »

Dans la nuit du 24 au 25 juillet, la Turquie lançait alors une série de frappes aériennes contre les positions du PKK au Kurdistan d'Irak, ce qui ne s'était plus produit depuis plusieurs années, alors que de part et d'autre, Erdogan et la direction du PKK annonçaient que le processus de paix avait cessé.

Dans une interview donnée au journal turc Radikal, le 28 juillet, le co-leader du HDP est revenu sur l'escalade des violences et l'avenir du processus de paix, ainsi que les conditions de son instauration avant la dégradation du climat politique, dont il tient l'AKP, et surtout Erdogan, pour responsables.

Ainsi, interrogé sur les accusations émanant du Premier Ministre, sur le fait que le PKK n'a pas tenu ses « promesses » de retrait du Kurdistan de Turquie, Demirtaş indique qu'Abdullah Öcalan souhaitait, au début des pourparlers, en 2013, que ce retrait soit « rapide » pour éviter les « provocations » car il y avait eu un accord avec l'État turc, qui devait promulguer une loi afin que les combattants ne soient pas inquiétés durant leur retrait de Turquie par l'armée ou les forces de sécurité. Demirtaş rapporte que le ministre de la Justice de l'époque, Sadullah Ergin lui avait confirmé en personne que le projet de loi était en cours d'élaboration. Murat Karayilan, alors à la tête du KCK, avait aussi assuré à la délégation du parti BDP (prédécesseur du HDP), que le retrait aurait lieu sitôt la loi promulguée.

« Le retrait était prévu 45 jours après la promulgation de la loi et, se fiant à la parole d'Öcalan, Karayilan avait planifié un retrait sur trois mois. Le retrait a commencé, nous en avons informé le gouvernement, qui était satisfait. C'est alors que Bülent Arınç, le porte-parole du gouvernement, a

déclaré dans une conférence de presse : « Qu'ils aillent au diable, ils peuvent se retirer où ils veulent ! », ce qui a choqué Qandil. Mais ils n'ont pas mis fin au retrait. Ils ont vu alors que l'État faisait des bunkers et des routes asphaltés dans les lieux d'où ils se retiraient et se sont demandés pourquoi construire des bunkers dans les montagnes alors qu'ils s'en allaient ? Le retrait a alors été ralenti, mais pas stoppé. »

Öcalan pensait que les combattants seraient transportés rapidement hors de Turquie par bus ou camions et la planification sur trois mois décidée par Karayilan l'avait mécontenté. Ce serait apparemment Erdogan qui aurait empêché son ministre de la Justice de faire voter cette loi : « Avec le ministre [Sadullah Ergin], nous avons fait tout fait le nécessaire, mais Erdogan a tout bloqué. Nous sommes retournés à Imrali, Öcalan a insisté sur la nécessité de cette loi, mais nous avons compris qu'il n'y en aurait pas. Malgré cela, Öcalan a déclaré : « Je veux que les troupes se retirent. » Erdoğan a répliqué : « Qu'ils enterrent leurs armes et se retirent. ! »

Par la suite, quand ont eu lieu les réunions précédant l'appel au désarmement d'Öcalan, en mars 2015, les délégations du HDP ont présenté un texte contenant les points jugés nécessaires pour les négociations et le désarmement : « le gouvernement a refusé notre texte et nous en a proposé un autre qui ne contenait que l'appel au désarmement [...] nous avons envoyé quand même une délégation à Qandil qui a transmis le texte du gouvernement aux responsables du PKK, [...] qui a dit : « Non, le texte ne contient pas ce dont il a été question à Imrali, nous avons les procès-verbaux des entretiens, ce n'est pas le même texte. S'ils font un tel appel, nous ne le respecterons pas [...] Notre

délégation a transmis au gouvernement et nous avons dit, "Venez, on va préparer un texte pour que tout le monde soit d'accord." Donc, avec une délégation de l'Etat nous sommes allés à Imrali. Nous avons montré les deux textes à Öcalan et il nous a proposé le texte du consensus de Dolmabahçe divulgué le 28 février. Après, les représentants du gouvernement se sont réunis avec le Président de la République [...] ils ont présenté le texte qui a été confirmé par le Président de la République. »

Selon Demirtaş, « chaque étape, même le protocole, tout a été confirmé par le Président de la République. Il était dans le processus dès le début jusqu'à la fin, donc c'est lui qui a changé d'avis, [...] parce qu'il a vu dans les sondages que le HDP montait dans les intentions de votes et que l'AKP en avait perdu beaucoup. Nous avons entendu au sein de l'AKP : « Si ce n'est pas bénéfique pour nous, pourquoi faire ? »

Interrogé sur la mort de policiers de Ceylanpinar et Adiyaman, Selahattin Demirtaş répond que « la guerre a une logique interne que nous, civils ne pouvons comprendre. Si nous n'intervenons pas contre cette logique interne de la guerre, qui nous paraît absurde et douloureuse, on ne pourra empêcher ces morts [...]. Il ne fallait pas les tuer, il ne faut tuer personne. Je ne peux pas trouver d'excuse à cela [...] si je 'avais su qu'il n'y allait y avoir des provocations, je serais venu aux obsèques de ces policiers, j'aurais baisé les mains de ses parents. Condamner ces actes ne suffit pas, il faut des négociations pour arrêter le sang coulé. »

Interrogé sur les actions politiques envisagées par le HDP après ces événements, Selahattin Demirtaş lance un appel au calme et au cessez-le-feu des deux côtés.

## SYRIE : LES KURDES FONT RECULER LE DAESH

**A**ux premiers jours de juillet, les forces YPG contrôlaient entièrement Girê Spî (Tell Abyad), après en avoir chassé les forces de Daesh. Mais une semaine plus tard, le 6 août, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) annonçait que l'État islamique avait repris la localité de 'Ayn Issa, située à 55 km de Raqqa, et tombée aux mains des Kurdes et de l'Armée syrienne de libération (ASL) le 23 juin dernier.

Daesh lançait le même jour une contre-offensive dans le voisinage de Hassaké, sans succès, car les Kurdes ont finalement, dans leur contre-attaque, progressé à la fois « contre les positions de Daesh et au détriment du régime ». Selon l'OSDH, le 7 juillet, les YPG contrôlaient la majorité de la ville (peuplée à un tiers de Kurdes) : « Les YPG contrôlent 70% de Hassaké, l'EU en contrôle 10% et le régime 20% », alors qu'avant l'offensive de Daesh, les Kurdes ne contrôlaient que la moitié de Hassaké. La raison en est qu'en repoussant Daesh, les YPG se sont aussi déployés, mais sans combats, dans des zones auparavant tenues par l'armée syrienne.

Ces succès militaires kurdes, à la fois dans la province de Raqqa et à Hassaké, ont ravivé la position hostile des Turcs envers le PYD syrien, et Ankara a de nouveau suggéré l'instauration d'une zone-tampon, dont la Coalition fermerait l'espace aérien à la Syrie. Mais le porte-parole du département d'État américain, John Kirby, a réitéré l'opposition de son pays à la proposition d'Ankara, invoquant à la fois l'inutilité d'une telle mesure et ses difficultés d'application.

Une zone-tampon gérée par l'armée turque prendrait surtout pour

cible les YPG et empêcher, selon les Kurdes, l'établissement d'une autonomie réclamée par le PYD en Syrie. Le président turc, lui, ne cesse d'affirmer son opposition formelle à un « État kurde » à sa frontière syrienne, malgré l'assurance du PYD qu'il ne souhaite pas une indépendance des Kurdes de Syrie.

À la mi juillet, le PYD avait signalé aux media que l'armée turque était déployée le long de la frontière syrienne et avertit Ankara dans un communiqué officiel :

« Toute intervention militaire au Rojava aura des répercussions locales, régionales et internationales, contribuera à compliquer la situation politique en Syrie et au Moyen-Orient, et menacera la sécurité internationale et la paix. » Le PYD a appelé aussi l'OTAN à dissuader la Turquie d'une telle intervention.

Pour sa part, le Premier Ministre turc, Ahmet Davutoğlu, a nié tout plan d'invasion dans l'immédiat : « Il est vrai que nous avons pris des précautions pour protéger notre frontière. Si quelque chose se produit au-delà de la frontière qui menace la sécurité turque, des ordres ont été donnés. Mais il ne faut pas s'attendre à ce que la Turquie entre en Syrie demain ou dans un prochain jour. » (Kanal 7 TV).

Finalement, un incident de frontière et des échanges de tirs avec l'armée turque ont bien eu lieu, le 23 juillet, mais avec l'État islamique et non les YPG. Un soldat turc a ainsi été tué dans la province de Kilis et deux autres blessés, quand un poste-frontière au nord de la province d'Alep a été attaqué. Les Turcs auraient répliqué à l'arme lourde, tuant au moins un combattant de Daesh.

Le lendemain 24 juillet, la Turquie lançait des frappes aériennes contre des positions de l'EI en Syrie, tandis que les tanks turcs bombardaient des villages tenus par les Kurdes, de l'autre côté de la frontière, ainsi que des positions tenues par des groupes de l'Armée syrienne de libération, pourtant armés et soutenus par Ankara. Selon les YPG, quatre combattants de l'ASL ont été blessés, ainsi que plusieurs civils, dans le village de Zurmikhar, près de Djarablous. Les bombardements ont repris les 26 et 27 juillet, et les YPG ont essuyé un feu nourri à l'ouest de Girê Spî (Tell Abyad). Mais les autorités turques ont nié avoir délibérément visé les forces YPG.

Dans le même temps, la Turquie autorisait enfin l'aviation américaine et la coalition à mener ses frappes aériennes en Syrie à partir de la base d'Incirlik et lançait une série de frappes aériennes au Kurdistan d'Irak contre les bases du PKK.

Malgré les bombardements turcs, les YPG ont poursuivi leur avance vers Raqqa et se sont emparé de la ville de Sarrin, au nord-est d'Alep, coupant ainsi une voie de communication et d'approvisionnement importante pour Daesh, l'autoroute M4, qui relie Raqqa à la province d'Alep. D'après le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme, « Sarrin était aussi utilisée comme une base d'où partaient les attaques de l'EI contre les Kurdes de la province d'Alep, ce qui fait que ces attaques vont probablement diminuer. »

Dans le même temps, mais à l'autre bout du pays, les YPG, alliés cette fois avec l'armée du régime, lançaient une ultime offensive et réussissaient à chasser totalement l'EI de la ville de Hassakeh (ville à majorité kurde tenue,

depuis le début du conflit, à la fois par l'armée et les milices du Baath et par les YPG) après un mois de combat. Daesh n'était plus présent

à Hassakeh que dans le district de Zuhur et ils ont été repoussés dans la périphérie sud de la ville. D'après l'OSDH, 287 combattants

du Daesh ont perdu la vie, dont 26 mineur, aussi bien dans les combats au sol que touchés par les frappes de la Coalition.

## KURDISTAN : POINT SUR LA GUERRE CONTRE LE DAESH

**D**ans un entretien accordé au journal Al-Monitor et daté du 3 juillet, Masrour Barzani, fils de Massoud Barzani et qui dirige les services secrets du Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak, a exposé la situation générale du front kurde contre l'EI :

« Il y a des hauts et des bas. L'avance de [l'EI] a été stoppée et il a été défait sur plusieurs fronts. Nous avons libéré une vaste zone, principalement à l'ouest du Tigre, dont Rabia et Zumar. Des territoires au sud d'Erbil, près de Makhmour et Gwer, et à l'ouest et au sud-est de Kirkouk, entre Erbil et Kirkouk ont été aussi libérés. Nous avons pris aussi Djalawla, Saadiya et Khanaqin : le tout fait près de 20 000 km<sup>2</sup>. Malheureusement, nous avons perdu 1280 peshmergas depuis août dernier et près de 7000 ont été blessés. Mais l'EI a lui aussi beaucoup souffert et près de 11 000 [d'entre eux] ont été tués sur le front, à la fois par nos forces et par les frappes de la Coalition. Pendant un moment, nous avons senti qu'il déclinait. Mais les chutes de Ramadi et de Palmyre lui ont donné un énorme coup de pouce en termes de logistique et de moral. Cela a envoyé un message clair aux peuples des régions sous son contrôle : « Nous sommes capables de nous réorganiser et de lancer des attaques. » Ils ne sont pas du tout faciles à vaincre. »

Cependant, Masrour Barzani se dit persuadé que Daesh pourra être défait, que ce n'est qu'une « question de temps » mais le

problème est que hormis les Kurdes, personne d'autre n'en « fait assez contre eux », et que la Coalition n'est pas assez réactive et trop lente à mettre en place ses actions. Ainsi, l'entraînement par la Coalition des nouvelles forces anti-EI, en Irak et en Syrie se fait encore attendre, alors que l'EI va utiliser ce temps pour recruter plus de combattants. La question se pose donc de savoir à quel point la Coalition est déterminée à vaincre l'EI « le plus tôt possible ».

Interrogé sur la tiédeur de la Turquie à s'engager dans cette lutte au sein de la Coalition, et la « déception » de Massoud Barzani quand, en août 2014, la Turquie ne s'est pas portée au secours d'Erbil menacée par Daesh, Masrour Barzani admet que lui aussi « attendait plus de la Turquie ». Il se dit soucieux de la détérioration de la situation en Syrie, mais aussi celle du processus de paix en Turquie « Ce que nous souhaitons, c'est la défaite de l'EI, que le processus de paix soit accompli et que soit résolu une fois pour toutes le problème des Kurdes et des Turcs en Turquie. » Concernant l'hostilité turque envers un « État kurde » sur sa frontière syrienne, Masrour Barzani estime qu'un État islamique sur cette même frontière devrait être plus préoccupant.

En ce qui concerne l'indépendance du Kurdistan d'Irak, il ne voit pas l'Irak comme un « projet faisable ».

« Il est temps que le monde réalise qu'un système qui a échoué a

besoin d'être revu. Répéter les mêmes erreurs en croyant que cela va donner des résultats différents est une folie. C'est exactement le cas de l'Irak. Combien de fois avons-nous essayé de soutenir un gouvernement central fort et uni à Bagdad ? Cela n'a pas marché. Le Kurdistan est contrôlé par les Kurdes, les régions sunnites par l'EI et les régions chiïtes par les forces chiïtes et les Unités de mobilisation populaire. Le Premier Ministre Al-Abadi a fait de gros efforts pour arranger les choses. Mais le gouvernement irakien doit accepter cette réalité et chercher d'autres solutions. Nous ne poussons pas à une séparation forcée. Nous sommes pour un divorce à l'amiable. »

L'indépendance du Kurdistan ne doit pas dépendre, selon lui, de la défaite de l'EI, car personne ne peut dire quand cela aura lieu. Par ailleurs, la chute de Daesh ne signifiera pas la fin du terrorisme, qui « prendra d'autres formes ». Mais un Kurdistan indépendant faciliterait cette défaite, puisque les Kurdes pourraient ainsi passer leurs propres accords et s'armer eux-mêmes, sans passer par Bagdad et toutes les difficultés actuelles pour être équipées.

La question de Sindjar et les tensions entre le GRK et le PKK-YPG dans la région yézidie a inspiré l'idée à la Turquie de se proposer comme médiatrice entre le PDK et le PYD. Masrour souligne ironiquement qu'Ankara vient « un peu tard » pour jouer un rôle à Sindjar, rôle qui aurait pu être bien plus grand si la Turquie était

intervenue activement en août 2014 contre l'EI mais il rappelle que « Sindjar est un territoire kurde à l'intérieur de l'Irak et que le PYD y est un invité, au même titre que l'ont été nos forces Peshmergas quand ils sont partis les soutenir à Kobanî, et qu'ils s'en sont retournés. C'est ce qu'attend la population du Kurdistan d'Irak : que les combattants étrangers finissent par partir et retournent d'où ils venaient [...] le PKK n'a pas de rôle à jouer [à Sindjar]. Ils devront se retirer et ils le doivent parce que le peuple de Sindjar doit se déterminer sur son propre avenir qui est le Kurdistan d'Irak. Est-ce que le PKK serait heureux si un parti politique kurde d'Irak se mêlait des affaires de Diyarbakir ou de Mardin ? »

Interrogé sur la présence du PKK à Qandil, Masrour Barzani a estimé de même qu'il devait en partir, et que c'est une des raisons pour lesquelles le GRK soutient si ardemment le processus de paix en Turquie.

Ce terme d' « invités » et ce souhait de voir quitter les YPG et le PKK de Sindjar et Qandil ont fait réagir le PKK et Demhat Agit, le porte-parole du KCK a quelques jours plus tard déclaré que son mouvement ne quitterait pas le Kurdistan d'Irak, affirmant que cette requête émanait du Parti démocratique du Kurdistan PDK et non du Gouvernement régional du Kurdistan. Demhat Agit a ajouté que le KCK ne faisait pas de « différence entre les parties nord et sud du Kurdistan ».

Ce refus de « différencier » les Kurdistan du nord et du sud est, en tout cas, partagé par la Turquie qui, dans la nuit du 24 au 25 juillet a repris ses bombardements aériens contre les bases du PKK, à Qandil, et dans la province de Duhok, faisant deux victimes civiles et violant un espace aérien qui est, théoriquement, encore irakien. Les bombardements se sont poursuivis les 26 et 27 juillet, Ahmet

Davutoglu affirmant que les opérations ne cesseraient pas tant que le PKK ne déposerait pas les armes. Le Premier Ministre turc a aussi déclaré qu'informé de l'opération militaire contre Qandil, le président Massoud Barzani l'avait assuré de sa « solidarité ». Cette affirmation très peu vraisemblable a tout de suite été invalidée par un communiqué de la présidence kurde, qui a indiqué qu'au contraire, Massoud Barzani avait immédiatement appelé Davutoglu pour lui signifier son mécontentement. La présidence a, au contraire, condamné les attaques contre le PKK qui ont occasionné des victimes civiles mais ajoute, dans son communiqué, que le PKK doit se battre loin des localités habitées par des civils. Enfin, Massoud Barzani appelle la Turquie et le PKK à relancer le processus de paix : « il vaut mieux des années de négociations qu'une seule heure de guerre » a déclaré le président kurde.

---

## PARIS : MORT DU PEINTRE REMZI

**L'**Institut kurde a appris avec une profonde tristesse le décès à Paris du grand peintre kurde REMZI des suites d'une longue maladie, à l'âge de 87 ans.

Né en 1928 à Kirikhan dans la province d'Antioche (Antakya) dans une famille kurde connue, les Raşa (Racha), il s'intéresse très tôt à la peinture, qui deviendra la grande passion de sa vie. Ses premières œuvres sont exposées en 1947 à Kirikhan, Antalya et Iskenderun (Alexandrette). En 1946, il est admis à l'Académie des Beaux-Arts d'Istanbul, dirigée alors par Léopold Lévy qu'il termine en 1953. Aussitôt, il

vient s'installer à Paris à Montparnasse, centre vivant où se retrouvent peintres, artistes et écrivains de toutes provenances. Il s'installe en 1965 dans un atelier à Alésia où jusqu'à ces dernières années il peindra des natures mortes, des portraits, des objets de la vie quotidienne.

Ses œuvres ont été exposées dans de nombreuses galeries, ainsi qu'aux musées Carnavalet, du Montparnasse, de Dourdan, au Musée national de Laon et au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

Enfin, en 2012 une rétrospective de ses œuvres 1946-2006 a été organisée d'abord au Santral

d'Istanbul puis à Diyarbakir où elle a rencontré un vif succès.

Peintre universel avant tout, Remzi était très attaché à son identité kurde. Il a appartenu à l'association France-Kurdistan avant de devenir co-fondateur de l'Institut kurde de Paris. Solidaire, accueillant et généreux, il a aidé nombre de jeunes Kurdes dans leurs parcours. Sa disparition a suscité une vive émotion dans la communauté kurde et parmi ses nombreux amis de toutes origines.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi 31 juillet 2015 à 16h, au cimetière Montmartre, en présence de sa famille et de ses nombreux amis.

---



## CULTURE : LECTURES POUR L'ÉTÉ

**L**n liste de lectures estivales, voici quelques ouvrages sur les Kurdes parus au premier semestre 2015 que nous conseillons :

*Us et coutumes des Kurdes*, de Mahmoud Bayazidi, paru le 4 mars, chez L'Asiathèque en co-édition avec Geuthner : traduit et présenté, par Joyce Blau et Sandrine Alexie, avec une préface de Kendal Nezan, ce texte de Mahmoud Bayazidi décrit l'organisation sociale, les valeurs et les traditions du peuple kurde au XIXe siècle :

« Les Kurdes occupent une région stratégique, depuis toujours à la croisée des empires et objet de convoitise. Héritiers d'une riche tradition culturelle, ils n'ont pas hésité à prendre les armes à maintes reprises pour défendre leur territoire, leur mode de vie et leurs valeurs. Aujourd'hui, ils apparaissent plus que jamais comme des acteurs incontournables de la stabilité régionale.

Le présent ouvrage constitue un témoignage historique de premier ordre décrivant dans une langue simple l'organisation sociale et les traditions du peuple kurde : structure de la famille et des villages, rôle des femmes, code de conduite – notamment à la guerre –, déroulement des grandes fêtes et cérémonies, ou encore questions relatives à la religion, aux croyances et à la divination. Il présente les valeurs traditionnelles des Kurdes et permet de comprendre les fondements historiques de leur pugnacité si souvent admirée – ou crainte – par les peuples voisins.

Traduit du kurde (kurmandji)

par Joyce Blau et Sandrine Alexie, ce texte du mollâ kurde Mahmoud Bayazidi (1797-1859) constitue le premier document profane en prose jamais écrit dans cette langue, ainsi que l'un des rares témoignages de l'intérieur sur le mode de vie des Kurdes, détaillant aussi bien les aspects jugés favorablement par l'auteur que ceux qu'il réprovoque.

Joyce Blau est professeur émérite de l'Institut national des Langues et Civilisations orientales à Paris, où elle a dirigé la chaire de kurde pendant trente ans. Membre de l'équipe de recherche de l'Institut kurde de Paris, elle est l'auteur de nombreux ouvrages et travaux sur la langue, la littérature et la civilisation des Kurdes.

Sandrine Alexie est écrivain et traductrice. Auteur de romans sur le Kurdistan mythique, médiéval et contemporain, elle a également traduit *Mem et Zîn* d'Ahmed Khanî, chef d'œuvre de la littérature classique kurde. »

*Mourir pour Kobané*, de Patrice Franceschi, paru en avril 2015, revient sur le siège dramatique de Kobané par l'État islamique et la résistance farouche des combattants kurdes

« Contrairement à Dantzig abandonnée autrefois à Hitler, Kobané symbolise une résistance réelle, celle des Kurdes contre ce nouveau totalitarisme : l'islamisme radical – sans doute la plus grande barbarie enfantée par le début du XXIe siècle. Pour les djihadistes de Daech, habités par la haine de tout ce qui ne leur ressemble pas, l'idée même de démocratie doit disparaître à jamais. Celle-ci est au cœur du mouvement révolutionnaire des

Kurdes de Syrie qui combattent l'État islamique pour en faire vivre les valeurs essentielles : liberté individuelle et collective, égalité homme/femme, laïcité, respect des minorités, justice économique. Deux visions opposées de l'homme et du monde s'affrontent dans ce roide morceau du Moyen-Orient.

*Mourir pour Kobané* paru le 9 avril 2015 aux éditions des Équateurs, est le récit de deux années de compagnonnage avec les Kurdes de Syrie. Un récit de terrain, engagé, à hauteur d'homme, volontairement trempé dans le seul « savoir de la chair ». Au-delà des concepts et théories, au-delà de ce qui ne peut être dit encore, il veut donner à voir et comprendre le quotidien saisissant d'un peuple luttant sans esprit de recul pour des valeurs identiques aux nôtres.

Une guerre qui, comme à Dantzig autrefois, nous concerne tous.

Depuis longtemps, Patrice Franceschi s'intéresse et soutient la cause des Kurdes et des chrétiens de Syrie. Avec l'émergence de l'État islamique et le génocide mis en place par les fanatiques, ce combat est devenu une urgence humanitaire. Ce livre est un mélange de choses vues et un appel à la conscience de l'Humanité et des Français en particulier. Patrice Franceschi décrit merveilleusement les combattantes kurdes, Jeanne d'Arc du XXIe siècle. Il prend la plume et les armes à la main. Rarement on aura écrit un texte aussi bouleversant sur ces Kurdes entraînés de mourir de l'indifférence des Occidentaux.»

Farouche défenseur de la cause kurde depuis toujours, Patrice

Franceschi partage sa vie entre écriture et aventure. Il est l'auteur de nombreux romans d'aventures réédités en Point Seuil. Il a publié ses souvenirs chez Arthaud sous le titre Avant de passer la dernière ligne droite. Il est membre du groupe des écrivains de marine et l'auteur de nombreux documentaires. Enfin, il est capitaine d'une goélette mythique, La Boudeuse. »

*La question kurde à l'heure de Daesh*, paru le 15 mai 2015 aux éditions du Seuil, co-signé par Gérard Chaliand et Sophie Mousset analyse l'effondrement des frontières moyen-orientales sous les coups de l'État islamique et la résistance énergique que leur opposent les Kurdes, la seule force au sol en mesure aujourd'hui de faire reculer l'État islamique :

« Avec l'irruption inattendue des combattants de Daech (ou État islamique) dans le Nord de l'Irak, la chute de Mossoul et le long siège de Kobané, en Syrie, la question kurde est revenue sous les feux de l'actualité internationale depuis l'été 2014. Les Kurdes, sunnites à 80 %, sont

alors apparus comme une des rares forces régionales déterminée à combattre le djihadisme. Mais, divisés entre mouvements concurrents (PDK, UPK, PKK, etc.) et entre l'Irak, la Syrie, la Turquie et l'Iran, leurs voix contradictoires restent difficiles à déchiffrer.

Dans cet ouvrage synthétique et éclairant, les auteurs, qui ont régulièrement séjourné au Kurdistan d'Irak depuis une quinzaine d'années et connaissent l'ensemble des États de l'espace kurde, interrogent les sources de ce nationalisme très particulier, qui a vu les Kurdes lutter pour la reconnaissance de leur identité, voire de leur indépendance. Ils permettent ainsi de saisir les tenants et les aboutissants d'une question kurde désormais posée au cœur du brasier moyen-oriental.

Gérard Chaliand, spécialiste des conflits internationaux particulièrement engagé aux côtés de la communauté kurde, est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages de géopolitique parmi lesquels *Vers un nouvel ordre du monde* (avec Michel Jan, Points Essais, n° 746).

Sophie Mousset est écrivain et photographe. »

Enfin, paru le 29 mai 2015 aux éditions l'Harmattan, *Tchurück*, de Yann Gabriel Appéré, est un roman dont le héros est un jeune Kurde de Mahabad dont la vie va se trouver bouleversée par la proclamation de la République kurde et la répression qui s'ensuit :

« Tchurück est né à Mahabad, dans la communauté kurde au nord de l'Iran. A 14 ans, il quitte sa ville pour étudier à l'école militaire de Bakou. Nous sommes en 1946, année où les dirigeants kurdes de la région proclament la République autonome du Kurdistan. La violence de cette période, l'assassinat de son père et le conflit guerrier avec l'Iran vont conduire l'adolescent à ne pas rentrer chez lui. Il suit la route de la Géorgie sans savoir qu'elle le mènera, à travers l'Europe de l'après-guerre, jusqu'à Paris.

Yann Gabriel Appéré est né dans la région parisienne. Après une carrière de négociateur de crédits en faveur des pays en voie de développement, pour le compte d'une banque publique, il se consacre à la littérature. Il est déjà l'auteur de six ouvrages. »

# Erdogan songe à envoyer l'armée en Syrie

## La Turquie entend lutter contre l'EI pour mieux contrer les Kurdes

ISTANBUL - correspondante

Réuni à Ankara, lundi 29 juin, le Conseil national de sécurité (MGK) a examiné « en détail » les menaces potentielles et « les mesures de sécurité qui s'imposent le long de la frontière » turco-syrienne, selon un communiqué de la présidence. Cette annonce n'a fait que renforcer les spéculations de la presse locale sur une intervention militaire turque dans le nord de la Syrie.

La réunion intervient quelques jours après le cri d'alarme lancé par le président Recep Tayyip Erdogan à propos de la formation éventuelle d'un Etat kurde en Syrie. Alarmé par les gains territoriaux des forces kurdes sur le terrain, le chef de l'Etat a rappelé vendredi 26 juin que son pays « ne permettrait jamais la formation d'un Etat » sur sa frontière sud, une allusion à la création redoutée d'une région autonome kurde au nord de la Syrie.

« Nous sommes prêts à toutes les options en cas de menace à notre sécurité », a renchéri le premier ministre, Ahmet Davutoglu, dimanche 28 juin. Détaillées par la presse turque, les mesures envisagées par Ankara consisteraient à déployer 18 000 soldats sur une bande de terre de 100 kilomètres de long sur 30 kilomètres de large, actuellement tenue par les djihadistes de l'Etat islamique (EI), l'Armée syrienne libre ou d'autres groupes rebelles entre les villes de Kobané et de Marea. La « ligne Marea », comme écrit la presse, devrait permettre à l'armée turque de réaliser la « zone de sécurité » réclamée, en vain, par Recep Tayyip Erdogan depuis le début de la guerre en Syrie en 2011.

Selon la presse turque, le prési-

dent Erdogan et son premier ministre chercheraient à « faire d'une pierre deux coups », débarrassant la zone de la présence de l'EI dans ses derniers bastions le long de la frontière tout en empêchant les forces kurdes syriennes de faire la jonction entre les cantons de Kobané (reprise aux djihadistes en janvier 2015) et d'Afrin (au nord-ouest d'Alep). Lundi, l'agence de presse Dogan a diffusé une vidéo montrant des djihadistes en train de poser des mines et de creuser des tranchées aux abords de la ville de Djarabulus, au nez et à la barbe des soldats turcs postés de l'autre côté de la frontière.

### Impératif de prudence

De cette façon, les Turcs éclaircissent leur position dans le conflit syrien. En octobre 2014, le président avait soulevé une vague d'indignation chez les Kurdes en déclarant que la ville de Kobané, encerclée par l'EI, « était sur le point de tomber » entre les mains des hommes en noir, un dénouement

présenté comme inéluctable sans qu'il soit envisagé de le contrer. Cette déclaration avait sonné le début d'une vague de protestations sans précédent chez les Kurdes de Turquie, causant la mort d'une cinquantaine de manifestants à l'automne 2014.

Aujourd'hui, M. Erdogan veut à tout prix empêcher l'EI de gagner du terrain, une façon de redorer son blason auprès des forces de la coalition. Membre de l'OTAN, la Turquie avait jusqu'ici rechargé à prendre une part active dans la lutte contre le « califat » autoproclamé par l'imam Abou Bakr Al-Bagdadi, voici un an, laissant passer armes et combattants étrangers à travers les 800 kilomètres de frontière qu'elle partage avec la Syrie. Soupçonnés par les Kurdes de complicité active avec l'EI, les officiels turcs mettaient en avant

kurdes des Unités de protection du peuple (YPG, le bras armé du Parti de l'union démocratique [PYD], affilié au Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, interdit en Turquie). En prenant Tal Abyad, un fief de l'EI à l'est de Kobané, les Kurdes syriens semblent en passe de concrétiser leur rêve d'une continuité territoriale entre les trois cantons kurdes de Syrie (Afrin, Kobané, Djézireh). Une fois l'armée turque installée à Marea, la jonction entre Kobané et Afrin sera impossible.

Les Turcs n'ont qu'une crainte : voir se répéter le scénario irakien de formation d'une région autonome kurde, administrée de surcroît dans ce cas précis par un parti inféodé au PKK. D'autant que les combattants kurdes syriens, aidés dans leurs conquêtes territoriales par les frappes de l'aviation américaine, ont acquis

une certaine légitimité auprès de la coalition anti-EI. Le chef du parti kurde syrien PYD, Saleh Muslim, a eu beau chercher à rassurer Ankara sur ses intentions, rien n'y a fait, tant l'imaginaire turc vit dans la hantise de la création d'un Kurdistan susceptible d'englober les régions kurdophones de Turquie.

A l'évidence, l'armée turque n'est pas très chaude pour entrer en Syrie. Le chef d'état-major, Necdet Özel, a dit qu'il souhaitait attendre la formation du gouvernement de coalition issu des élections du 7 juin. « Entrer, c'est facile, mais comment en sortir ? Tout d'abord, il faut préparer le terrain diplomatique, sans cela, le pays sera en difficulté », soulignait l'ancien chef d'état-major Ilker Basbug dans une interview au journal nationaliste *Sozcu*. ■

MARIE JÉGO



l'impératif de prudence, arguant du risque de représailles encourues par le pays, où les djihadistes disposeraient de plus de 3 000 « agents » dormants, selon une estimation récente des services secrets turcs (MIT).

Avant tout, Ankara voit d'un très mauvais œil les récents gains territoriaux engrangés par les milices



A la frontière avec la Syrie, un soldat turc regarde la fumée des combats s'élever de Kobané, le 27 juin.

BULENT KILIC/AFP

# Quand les Kurdes mènent la danse

**Avec l'aide des raids de la coalition internationale, les forces kurdes réalisent des avancées sur le terrain, notamment en Syrie. Ce qui remet sur le tapis la question des vellétés kurdes dans la région.**

Maha Salem avec agences  
01 juillet 2015

<http://hebdo.ahram.org.eg>

Pour la deuxième fois en quelques mois, les combattants des Unités de protection du peuple kurde (YPG), principale force kurde syrienne, ont chassé de la ville kurde de Kobané, dans le nord de la Syrie, les djihadistes du groupe Etat Islamique (EI). Le militant kurde, Roudi Mohammad, a indiqué que « la semaine dernière les djihadistes ont réussi à entrer dans la ville stratégique de Kobané, mais les YPG ont repris le contrôle de toute la ville de Kobané, faisant état de nombreux morts dans les rangs de l'EI ».

Et ce n'est pas la seule avancée enregistrée par les kurdes contre les djihadistes. Les combattants des YPG ont aussi pris le contrôle total de la ville syrienne de Tel Abyad, à la frontière turque, qui était tenue jusqu'ici par les djihadistes. Les Kurdes, soutenus par les frappes aériennes de la coalition internationale conduite par les Etats-Unis, avaient auparavant annoncé avoir encerclé la ville et coupé l'axe d'approvisionnement des djihadistes entre Tel Abyad et Rakka, bastion de l'EI, à moins de 100 km plus au sud. Garder le contrôle de Tel Abyad revêtait une importance stratégique pour l'EI, car c'était l'un des principaux points de transit du trafic d'armes et de pétrole des djihadistes. L'EI ne tient plus désormais qu'un seul point de passage à la frontière turque, celui de Djarablous. Pour les peshmergas, la prise de Tel Abyad assure la liaison entre les secteurs qu'ils contrôlent dans la province de Hassaki et la ville de Kobané.

Il semble donc que ce sont les Kurdes qui mènent la danse. « Les Kurdes sont les seuls à réaliser des victoires sur les djihadistes. Ils ont enregistré des avancées considérables. Ils s'imposent sur le terrain en Syrie et en Iraq », explique Dr Mohamad Gomaa, analyste au Centre des Etudes Politiques et Stratégiques (CEPS) d'Al-Ahram, au Caire.

En effet, l'expérience du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le combat contre des armées conventionnelles se reflète dans la bataille des YPG contre l'EI. Selon les analystes, l'EI se comporte de plus en plus comme une armée, plutôt que comme un groupe d'insurgés. Les YPG, qui ont été entraînés par le PKK, peuvent les combattre aisément. Les autres groupes rebelles, et même le gouvernement syrien, n'ont pas le même niveau d'expérience, de motivation ou de coordination. Même le financement ne leur cause pas de problème. Les YPG peuvent compter sur des dons des Kurdes de la diaspora et des taxes locales collectées dans les zones à majorité kurde en Syrie. « Depuis la création de la coalition anti-Daech, les Etats-Unis ont cherché un allié puissant et présent sur le terrain. Le choix s'est porté sur les Kurdes, d'abord financés directement par la communauté internationale et surtout par les Américains. Ils reçoivent des aides, des armes et des équipements comme un Etat autonome qui possède une forte armée régulière. Les peshmergas, eux, ont d'autres sources de financement car ils contrôlent des puits pétroliers en plus de leur quota dans les revenus du pétrole prévu par le gouvernement iraquien », explique Dr Mohamad Gomaa.

D'après un rapport de l'International Crisis Group de 2014, les YPG paient des salaires à 25 000 ou 30 000 combattants, même si les experts affirment qu'aucune statistique n'est disponible sur les effectifs. Le point faible des YPG, en manque d'armes lourdes et dont l'arsenal est des armes anciennes de fabrication russe. A Kobané, des forces kurdes iraqiennes (peshmergas) avaient été autorisées à entrer de Turquie avec des armes lourdes, mais en petites quantités. Le commandement des YPG a appelé l'Occident, maintes fois, à leur fournir des armes plus modernes pour combattre l'EI, considéré comme le groupe d'insurgés le mieux armé de la région.

## INQUIÉTUDE TURQUE

Une alliance qui s'est rendue nécessaire, mais qui ne plaît pas à



**Des combattants des Unités de protection du peuple kurde (YPG) brandissent leur drapeau face au poste de frontière d'Akçakale entre la Syrie et la Turquie. Mardi 16 juin, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a annoncé la reprise du contrôle de la ville syrienne de Tal Abyad, passage clé des djihadistes à la frontière. (15.06.2015 AFP PHOTO / BULENT KILIC)**

tous. En effet, c'est Ankara qui s'inquiète le plus de l'éventualité de la montée du rôle kurde. D'ailleurs, Ankara voit d'un mauvais oeil les gains enregistrés par les forces kurdes et dénonce les liens supposés des YPG avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui combat depuis plus de trente ans le pouvoir d'Ankara. La Turquie s'inquiète aussi de la progression des forces kurdes, en les accusant de vouloir installer un bastion autonome à sa frontière. Le vice-premier ministre, Bülent Arinç, a accusé les Kurdes de mener une campagne de « purification ethnique » contre les autres populations de Tel Abyad, en majorité arabes, et de vouloir y créer une région autonome qui irait de l'Iraq jusqu'à Kobané, dans la province syrienne d'Alep à l'ouest. Les YPG ont immédiatement riposté aux accusations turques, qualifiées de « diffamation ». « Nous répétons clairement que les YPG défendent l'unité syrienne et non pas sa dissolution », a assuré le mouvement dans une déclaration.

La présence kurde dans le nord de la Syrie alarme ouvertement la Turquie depuis 2012. Cette année-là, le président syrien Bachar Al-Assad avait retiré ses troupes des zones de peuplement kurde pour confier la sécurité de ce territoire aux milices kurdes. Le patron du YPG, Salih Muslim, a affirmé à plusieurs reprises ses intentions en affirmant que ses troupes quitteraient Tel Abyad, sitôt l'ordre et la sécurité restaurés. L'homme fort de Turquie a accusé les forces kurdes de vouloir changer la structure démographique des zones, dont elles se sont emparées. Les forces kurdes en Syrie (YPG) entretiennent des relations avec le PKK, qui a lancé en 1984 une insurrection armée en Turquie et est considéré

par les autorités d'Ankara comme un groupe terroriste. La création éventuelle d'une zone autonome sous contrôle du PKK dans le nord de la Syrie est une source d'inquiétude pour Ankara, parce que ce territoire est frontalier à la région autonome du Kurdistan au nord de l'Iraq.

Pourtant, les inquiétudes d'Ankara ne sont pas si justifiées que cela, du moins à court terme. D'abord parce qu'en Iraq, les Kurdes sont loin d'être unis. « Malgré l'autonomie établie dans cette région, il existe un conflit féroce entre les deux camps puissants du Kurdistan iraquien, les deux partis, celui de Barzani et celui Talbani, et les élections présidentielles ont été reportées à plusieurs reprises », explique Dr Gomaa. Des divisions qui touchent l'ensemble des Kurdes et non seulement ceux d'Iraq. « Les Kurdes restent divisés et souffrent de différends qui menacent toujours l'établissement de leur Etat. En effet, chaque camp est sous l'influence de certains pays de la région. Ces derniers vont alimenter les différends pour protéger leurs intérêts. Autrement dit, la création d'un état kurde affrontera beaucoup de défis, de différends et d'obstacles », souligne Dr Gomaa. Ensuite, la victoire réalisée par les Kurdes dans les élections turques est un symbole que les Kurdes ont commencé à s'intégrer à la scène politique turque. « Si cette intégration se confirme et si elle va dans le bon sens, ils n'auront plus besoin de lutter pour décrocher leur droit, ils deviendront des Turcs tout simplement et non pas des Kurdes. Dans ce cas, les vellétés pour créer un Etat peuvent diminuer », conclut Dr Gomaa.

◆◆◆

# Déguisés en forces kurdes les jihadistes massacrent des civils à Kobané



Adrienne SIGEL / 04 juillet 2015  
Journaliste BFM TV  
<http://www.bfmtv.com>

**Le 25 juin, les jihadistes du groupe État islamique ont à nouveau pénétré dans Kobané, cette ville syrienne kurde dont ils avaient été chassés en janvier, et y ont perpétré l'un de leurs pires massacres. En 24 heures, plus de 230 civils, hommes, femmes et enfants, ont été délibérément visés et assassinés. Pour tromper leurs victimes, les jihadistes avaient revêtu des uniformes semblables à ceux des YPG, les combattants kurdes de Syrie.**

Le 25 juin dernier, le groupe État islamique commettait l'un de ses pires massacres en Syrie. Ce jour là, les combattants de l'organisation jihadiste ont mené un assaut surprise contre Kobané, cette ville syrienne kurde, située à la frontière avec la Turquie, qui avait été libérée de l'emprise de Daesh en janvier dernier. Plus de 230 civils, hommes, femmes et enfants, ont ainsi été massacrés - tués par balles, par des tirs de roquettes ou de grenades, ou à l'aide de couteaux, par des tireurs à pied ou embusqués - en l'espace de 24 heures, avant que les jihadistes ne soient chassés de Kobané par les forces kurdes.

## Des assaillants déguisés en combattants kurdes

Mais l'horreur ne semble pas s'être arrêtée là. Dans un rapport publié vendredi, l'ONG Human Rights Watch, qui se base sur le récit de témoins ayant survécu à l'assaut, explique que les jihadistes ont cherché à tromper leurs futures victimes et à gagner leur confiance en se grimant en combattants des forces kurdes, les YPG (Unités de protection du peuple), ou de l'Armée syrienne libre, en enfilant des uniformes ressemblants. Une méthode d'action visant à terroriser les populations locales et faire le maximum de victimes, et qui laisse peu de doute quant au caractère planifié de l'attaque.

L'assaut aurait ainsi commencé aux alentours de 4 heures du matin, lorsque les jihadistes ont fait exploser trois voitures piégées dans la ville, avant de sillonner les rues en voiture ou à pied, en tirant sur tous les civils croisés dehors, parfois depuis les toits. Certains assaillants sont même allés jusqu'à suivre les habitants jusqu'à leur domicile, pour y assassiner des familles entières, quand d'autres ont délibérément tué des passants qui cherchaient à porter secours à des civils blessés gisant au sol.

## Des témoignages accablants



Des proches de victimes des attentats à la voiture piégée commis dans la nuit du 25 juin, à Kobané. - Ilyas Akengin - AFP

"Ils nous ont tiré dessus intentionnellement, nous ne sommes pas des combattants, nous cherchions juste à nous rendre à l'hôpital", témoigne Fatima, 33 ans, qui se trouvait dans sa voiture avec son mari au moment de l'attaque, alors qu'elle se rendait à l'hôpital pour y reconnaître le corps de son père, mort la veille des suites d'une maladie. Visé par des tirs de Daesh, son mari a été tué. Fatima a été touchée par trois balles, à la jambe et au bras.

**"Nous avons vu deux voitures remplies de femmes et d'hommes dans des uniformes des YPG. Nous avons cru qu'ils étaient des membres des YPG et ne nous sommes pas doutés qu'il y avait un problème", raconte Fatima. "Ils nous ont visé et ont commencé à tirer. Ils ont tué mon mari et son ami".**

Dans une vidéo publiée sur le site de Human Rights Watch, et visible ci-dessous, Mohammed raconte avoir perdu onze membres de sa famille lors de cette attaque. "J'ai entendu des bruits de balles dehors, aux alentours de 4h30. Mon jeune frère est sorti, pour voir ce qu'il se passait. Un groupe d'hommes armés lui a tiré dessus", raconte-t-il. "Sa femme est sortie à son tour. Elle a vu son mari gisant sur le sol. Alors qu'elle essayait de le relever, ils lui ont également tiré dessus".

# La Turquie veut freiner l'expansion kurde en Syrie

Par Jacques Deveaux / 3 juillet 2015  
<http://geopolis.francetvinfo.fr>

Alors que le gouvernement turc issu des élections n'est pas encore formé, Ankara fait pourtant monter la pression et évoque une intervention militaire en Syrie. Il s'agit d'y installer une zone tampon protégée par l'armée turque, et surtout d'empêcher les Kurdes, en Syrie, d'étendre leur contrôle le long de la frontière.

La nouvelle coalition n'est pas encore formée à l'issue des élections du 7 juin. Qu'importe, l'AKP fait comme si elle était encore seule à décider. Et le président Erdogan et son Premier ministre seraient pour une intervention militaire au nord de la Syrie. Depuis plusieurs jours, les

médias turcs bruissent de rumeurs et de bruits de bottes. Selon France 24, des forces sont massées le long de la frontière.

L'information a été confirmée par le Premier ministre, Ahmet Davutoglu, qui a précisé qu'il n'était pas envisagé dans l'immédiat une intervention en territoire syrien. Le gouvernement turc préfère parler de mesures de protection de la frontière.

Citant le quotidien Yeni Safak, France 24 précise que 18.000 soldats pourraient participer à cette opération. Son but : repousser Daech et placer sous protection militaire une population pour l'instant réfugiée en Turquie. Mais il s'agit surtout de stopper l'avancée des forces kurdes de Syrie.

## VERS UN KURDISTAN SYRIEN?

De victoire en victoire, l'YPG, proche du PKK, contrôle presque toute la frontière entre la Syrie et la Turquie. Les Kurdes sont proches, vu l'état de déliquescence du pouvoir, de régir une province autonome. Ankara ne veut pas d'un tel cas de figure. Pour Erdogan, l'YPG est l'antenne syrienne du PKK, et donc un mouvement terroriste.

La Turquie continue donc ce jeu ambigu, qui laisse à penser que Daech n'est pas forcément son ennemi. L'YPG a d'ailleurs mis en garde Ankara, évoquant qu'une intervention serait une menace pour la paix, et que les milices kurdes sont prêtes à faire face à toute agression.

Curieusement, le plus grand allié des Kurdes dans cette affaire serait... l'armée turque. Elle craint des réactions négatives dans le pays, notamment des populations kurdes. De plus, l'armée ne veut pas recevoir ses ordres d'un gouvernement qui n'est là que pour expédier les affaires courantes.

Une nouvelle coalition et un nouveau gouvernement seront connus au plus tard à la mi-août 2015. ♦

# Turkey has no choice but to accept a Syrian Kurdistan

Turkey will soon have to contend with a Western-backed nation-building exercise in Syrian Kurdistan.



**Ranj Alaaldin**  
02 July 2015  
www.aljazeera.com

For the last three years of the four-year Syrian conflict, Turkey has had to contend with the increasing strength of the autonomous Syrian Kurdish region along its northeastern border and its de facto government - the Democratic Union Party (PYD), a sister group of the Kurdistan Workers' Party (PKK) that has fought Turkey over the last 40 years for a combination of political and territorial rights for Turkey's 15 to 20 million Kurds.

After several media reports indicating that Turkey was considering taking military action in the Syrian Kurdish region, Turkey appears to have rejected the idea. But that is because Turkey's choices are limited and Ankara has no choice but to accept the emergence of Syrian Kurdistan - Rojava, in Kurdish - and the PYD, which is likely to dominate the region for years to come.

The PYD shot to international prominence in January after it repelled Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) fighters from the besieged town of Kobane. It is now a force in its own right, with not only an organised and disciplined armed wing but also a viable autonomous region in a country embroiled in devastating conflict.

Turkey has no alternative but to accept that a Syrian Kurdistan has become more sovereign and more powerful.

## IMPACT OF KURDISH FORCES

One year on since ISIL declared its so-called caliphate, Syria's Kurds have proven to be effective fighters capable of not just containing ISIL, but also retaking areas under the group's control and forcing it into retreat. Although the development was given little coverage, last week, Kurdish forces in Syria took a town just 48km from Raqqa - ISIL's so-called capital. This came a week after the Kurds took another strategic city, Tal Abyad, and cut off a major supply route for ISIL fighters.

The military success of the PYD and its armed wing, the People's Protection Units (YPG), has strengthened the Kurdish case internationally. The international community now recognises that the organisation, along with the PKK, constitutes a crucial partner in the war against ISIL. Soon, the US and Europe may find it too difficult to resist the removal of the PKK from its terror lists.

Such a development would be particularly significant given the growing international resentment at Turkey's inability or unwillingness to prevent ISIL fighters from using its territory to enter Syria and commit atrocities.

The rise of Syria's Kurds also presents something of a headache for Turkey because of the considerable overlap between the Kurdish populations of Syria and Turkey.

## UNDERMINING ITS OWN STABILITY?

Any action Turkey takes against Syria's Kurds will undermine Turkey's own stability, bolster Kurdish nationalism as well as the PKK's legitimacy at home, especially after the historic victory of the pro-Kurdish party, the Peoples' Democratic Party (HDP), in Turkey's recent elections. The HDP has historic ties with the PKK and just entered parliament for the first time.

The Kurds, therefore, wield significant local and regional influence in a volatile region struggling to stabilise and redefine itself. While Turkey continues to adopt a hardline position in response, President Recep Tayyip Erdogan and the Turkish state are facing a rapidly evolving region that continues to shift in the Kurds' favour.

In the foreseeable future, Turkey may not only have to contend with growing international support for the Kurds but also a Western-backed nation-building exercise in Syrian Kurdistan, similar to the one successfully undertaken by Iraq's Kurds in 1991, following the first Gulf War and the establishment of a no-fly zone over Iraq by the West.

As it is doing today with respect to Syria's Kurds, Turkey in the 1990s attempted to undermine the Iraqi Kurdish nation-building process - to no avail. Turkey regretted this strategic miscalculation after the 2003 invasion of Iraq, when it found itself marginalised and on the back foot in terms of its ability to influence the new Iraq.

## RELYING ON REGIONAL DIVISIONS

Turkey may attempt to rely on regional divisions between Kurds, as it has done historically - particularly rivalries between the PKK/PYD leadership and the Iraqi Kurdish party, the Kurdistan Democratic Party (KDP). The KDP is currently the ruling party of Iraq's Kurdistan Region. It is close to Erdogan and has historically been at odds with the PKK.

But despite such rivalries, there has been nothing to suggest, even remotely, that the Kurds could use their arms against one another.



*YPG women fighters in a check point at the outskirts of the destroyed Syrian town of Kobane [Getty]*

er. Political divisions have marked the Kurds' relations throughout the region, but so far there has been little indication that political maturity and leadership could give way to conflict.

When speaking to senior officials from the PYD and KDP in March, it was clear to me that the Kurds recognise that they have far more enemies to contend with than they have ever had in their history, especially given the proliferation of hardline and powerful non-state groups that seek their demise.

Additionally, the Kurds have recently achieved far more success than they could have ever imagined. The Kurds today are no longer as dependent upon regional patronage as they were in the past, further protecting them from outside influence and manipulation. It is this sense of leadership, as well as their newfound capacity to shape the future, that makes the Kurds a far more independent and formidable force today. ♦

*Ranj Alaaldin is a visiting scholar at Columbia University and a doctoral candidate at the London School of Economics and Political Science.*

*The views expressed in this article are the author's own and do not necessarily reflect Al Jazeera's editorial policy.*



July 9, 2015

# KDP official: Kurdistan seeks 'amicable divorce' from Baghdad

By Yerevan Saeed / July 9, 2015  
<http://rudaw.net>

**WASHINGTON**— The head of Kurdistan Democratic Party (KDP) Foreign Relations, Hemen Hawrami, told a panel in Washington Wednesday that the process of Kurdistan's independence is ongoing and that Erbil is seeking an "amicable divorce" from Baghdad, which he argued would contribute to the stability in the region.

"This[independence] is a process that is happening and it's going to happen. The referendum will be held very soon, I mean in less than two years. It will be for all Iraqi Kurdistan citizens," said Hawrami in a panel at the Middle East Institute in Washington. "Frankly speaking, Iraq is broken."

Hawrami added that Kurds will talk to Baghdad for a peaceful separation, arguing that the current system of governance in the Middle East had failed and a new system based on the socio-ethnic realities should be the premise for a new map of the region.

"The first capital we are going to talk with is Baghdad. Baghdad is important for us. We want to do it in an amicable way. We want to add to the stability of the area and Kurdistan is the anchor of stability," said Hawrami. "It's time for the world to



*"The first capital we are going to talk with is Baghdad. Baghdad is important for us. We want to do it in an amicable way. We want to add to the stability of the area and Kurdistan is the anchor of stability," said Hawrami. "It's time for the world to realize that a failed system needs a review." Photo: Rudaw*

realize that a failed system needs a review."

On the participation of Kurds in the current Iraqi government, Hawrami said that there is representation, but no power-sharing in Baghdad, citing as example the exclusive Shiite control over Iraq's Defense Ministry with marginal Kurdish and Sunni presence.

"Unfortunately, his [PM Abadi] government has not fulfilled the agreement and the promises we have agreed on and he has not fulfilled the agreements that they had with the Sunnis as well," he explained.

On the budgetary and energy disputes between Erbil and Baghdad, Hawrami said that the Kurds fulfilled their obligation of exporting 550K barrels of oil per day for several months, but that Baghdad didn't send Kurdistan Region's 17 percent budget share.

"Baghdad claims they don't have

cash, but they have cash for PMU [Shiite militias]. Each member of PMU gets \$800. There is money for them, but not for the Peshmerga," he said.

The KDP official said that Kurdistan Region was on the path to financial independence to help its citizens and more than 1.4 million refugees, and he urged Baghdad not to interfere in these efforts.

Hawrami rejected any notion that Kurds were exploiting the war against ISIS to make territorial expansion, saying, "We have not carried out territorial expansion. It was Maliki's army, as a friend of mine described, that peacefully handed over territories to ISIS. Maliki's army surrendered to ISIS and they withdraw from all those territories, if we were not there, ISIS would have taken Kirkuk and other areas."

"If we leave those areas, who is going to fill in? ISIS?" he asked.

Hawrami added that the Kurds were not fighting ISIS to promote their independence project. "Fighting ISIS does not mean that Kurdistan is fighting for independence. They are two different issues."

The KDP diplomat also warned that defeating ISIS would not mean the end of terrorism in the region.

"Even if ISIS could be defeated in the longer term, and it can be defeated, that will not be the end of terrorism in the Middle East," he maintained. "ISIS is a symptom of a bigger illness in the Middle East. The illness is the failed system that we have-- that the borders of the Middle East don't reflect realities on the ground-- do not reflect the wish and will of the people."

Hawrami argued that Iraq's Sunni areas suffered major setbacks due to lack of leadership, adding that the Sunni community is now concerned about the post-ISIS era.

"The question and concerns Sunnis have are between [Shiite] militias and ISIS, which one is better?" said Hawrami. "The best thing is to give them assurances that whenever their areas are liberated, you govern and protect your areas."

Hawrami said that Erbil could help the Sunnis for a better future once Kurdistan breaks away from Iraq. "The most important thing for us is to act for stability in the area."

The KDP official also encouraged Washington to pursue an independent policy towards the Kurds, and in the meantime recognize the actual redrawing of borders on the ground by Iraq's different communities. ■



July 10, 2015

# Financial crisis shuts down 6,000 projects in Kurdistan Region

July 10, 2015 - <http://nrtv.com>

**SULAIMANI** – A slowed and deteriorating economic climate in the Kurdistan Region has shut down thousands of development projects, according to a senior official.

Speaking in an interview published on the Kurdistan Regional Government (KRG) website, Safeen Dizayee said the current financial crisis has halted 6,000 projects.

"This crisis has led to a slowdown in the movement of markets in the region," Dizayee said.

According to him, the crisis has been espe-

cially difficult for developers who have had their contracts terminated by the KRG.

One solution that Kurdish officials have devised is selling oil independently, as Erbil has been locked in a budget dispute over oil-revenue sharing with the central government since early 2014.

"Exporting oil directly to international markets will be a priority for the [KRG] [to solve] the deficit in the budget," Dizayee added.

The KRG increased independent oil sales in June, significantly drawing back transfers to the Iraqi State Organization for Marketing Oil (SOMO) at Ceyhan Port in Turkey.



Independent sales in May alone brought in \$750 million in revenue for the region, which in addition to suffering from a cash crisis, is hosting over 1.5 million refugees and displaced Iraqis, as well as fighting a war against Islamic State (IS) militants that is entering its second year.

KRG officials have now threatened to sell Kirkuk's oil independently if the central government does not transfer the resource-rich province's budget. (NRT) ●

## REPORTAGE

CHAKLAVA (IRAK) - envoyé spécial

Juchée sur les premières hauteurs du pays kurde, à 50 kilomètres d'Erbil, Chaklava, réputée pour la fraîcheur de ses étés, attirait naguère des familles venues de tout l'Irak pour échapper, le temps de quelques jours de vacances, à la fournaise et la violence des villes du sud du pays. Depuis janvier 2014 et les premières conquêtes de l'Etat islamique (EI) dans le gouvernorat d'Al-Anbar, cette villégiature prisée de la classe moyenne avec ses marchands de glaces, ses restaurants en plein air et ses imitations de chalets suisses sert de refuge à des dizaines de milliers de déplacés venus pour l'essentiel des villes de Fallouja, et, plus récemment, de Ramadi, un autre bastion arabe sunnite tombé aux mains des djihadistes en mai.

Bien que ces deux villes ne soient situées respectivement qu'à 75 et 130 kilomètres de Bagdad, c'est dans cette petite localité du Nord kurde que s'est arrêtée la route de ces réfugiés et que, jour après jour, leurs espoirs de retour s'amenuisent. Pour la plupart d'entre eux, la capitale irakienne, siège d'un gouvernement central dominé par les factions chiïtes, n'est plus une ville sûre. « Anbar est occupée par Daech [acronyme arabe de l'Etat islamique], Bagdad est occupée par les milices chiïtes, il n'y a pas de différence », explique un déplacé sunnite.

Fin juin, dans le jardin pelé de la petite maison de vacances que les siens partagent avec une autre famille depuis un an et demi, Abdallah (nom modifié), autrefois journaliste à Fallouja, dit n'accorder aucun crédit à l'armée de son pays : « Toute l'armée irakienne est devenue une milice chiïte. » Quand bien même sa ville serait libérée, il ne se voit pas rentrer chez lui en sécurité : « Il n'y a rien de moins cher que la vie humaine en Irak. »

**Zone neutre**

Pour Abdallah comme pour des milliers d'autres, le Kurdistan autonome fait figure de zone neutre, hors de portée des tensions, professionnelles qui n'ont cessé de travailler la société irakienne au cours de la décennie passée.

Attirés pour les premiers pendant l'hiver 2014 par les tarifs

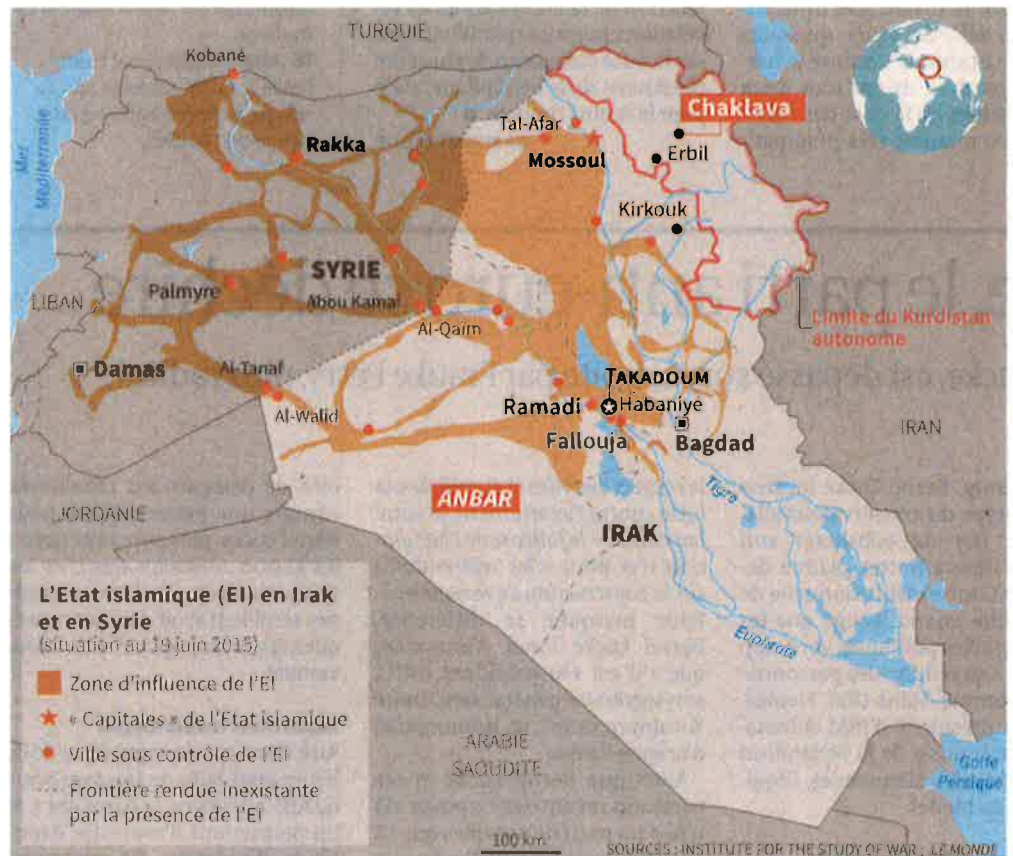
abordables de la basse saison, croyant pour beaucoup ne rester que quelques mois, les déplacés sont aujourd'hui plus de 41 000 pour une population locale kurde de 20 000 personnes. « Chaklava est un aimant à ONG, c'est pour cela que les gens restent ici », explique Omar, un déplacé embauché depuis près d'un an par une organisation humanitaire européenne.

Jusqu'à la chute de Mossoul puis l'avancée en août 2014 de l'EI vers les localités chrétiennes avoisinantes, les réfugiés originaires d'Al-Anbar étaient largement ignorés par l'aide internationale. « Je remercie Dieu tous les jours de la venue l'an dernier de familles chrétiennes à Chaklava, se félicite Omar, ils ont attiré l'attention des organisations internationales, qui ont découvert notre existence. Sans eux, nous serions restés dans l'oubli. »

Depuis, les chrétiens sont partis vers des camps des environs

# Dans le refuge kurde des déplacés de l'Anbar

## A Chaklava, dans le nord de l'Irak, les Kurdes offrent un asile précaire aux déplacés fuyant les combats



### La solidarité des Kurdes envers les déplacés arabes est réelle, mais leur présence prolongée provoque des tensions

d'Erbil. Les déplacés de Chaklava, majoritairement issus des classes moyennes, jouissent de conditions de vie bien meilleures qu'ailleurs. Les autorités kurdes n'autorisant dorénavant plus l'entrée de déplacés sur leur territoire par la route, seuls ceux qui peuvent se permettre un billet d'avion de Bagdad à Erbil peuvent rejoindre la ville.

Les fonctionnaires peuvent encore percevoir leurs salaires, certains acceptent de travailler à des postes subalternes. Ceux qui res-

tent doivent compter sur leurs économies et sur l'aide humanitaire. Les moins aisés sont refoulés à la périphérie, à la merci de marchands de sommeil kurdes qui les logent à des tarifs parfois prohibitifs dans des cabanes de parpaing.

C'est la situation dans laquelle se trouve Oum Ahmed, originaire de Fallouja et installée avec la famille de son fils aîné dans les deux pièces nues d'un réduit de dix mètres carrés dont elle ne peut plus payer les 170 dollars de loyer mensuel. Assise sur le sol de ciment de la pièce obscure et surchauffée, la vieille veuve n'a plus d'espoir : « Je ne pense pas que ma situation peut s'améliorer. Si les combats s'arrêtent, nous retournerons à Fallouja, quitte à vivre sous une tente et avec Daech. »

L'une de ses filles restée sur place – une autre est morte dans un bombardement de l'armée – lui a appris au téléphone que l'Etat islamique avait commencé à dis-



tribuer des denrées de base à la population : « Ils donnent de l'huile, du riz, du sucre... Moi, ici, je vais devoir vendre nos couvertures et nos matelas pour acheter de quoi manger le mois prochain. » En attendant, Oum Ahmed cherche à joindre le propriétaire d'un supermarché mitoyen dont la construction a été interrompue. Elle espère pouvoir y installer sa famille gratuitement.

La crise économique qui sévit au Kurdistan irakien a mis fin aux projets immobiliers anarchiques que les années fastes de l'autonomie kurde avaient vu sortir de terre. Nombre de bâtiments abandonnés avant d'être achevés servent de refuges aux déplacés qui ont afflué depuis les grandes offensives djihadistes de 2014.

Si la solidarité des populations kurdes envers les réfugiés est réelle, la présence prolongée de déplacés arabes au Kurdistan ne va pas sans provoquer d'importantes tensions. Traumatés par les violentes campagnes d'arabisation menées par l'ancien président Saddam Hussein dans les années 1970 et 1980, les Kurdes d'Irak ne voient pas tous favorablement l'arrivée massive de ces populations dans leur région autonome.

#### « Il faut tourner la page »

L'incompréhension de certains Kurdes est d'autant plus grande que la région sunnite d'Anbar, bastion du régime au temps de Saddam Hussein, était aussi un important foyer de recrutement pour l'ancienne armée irakienne, celle qui a ravagé le Kurdistan

pendant les tristement célèbres campagnes dites « Anfal ». Ironie du sort, nombre d'anciens officiers se trouvent ainsi parmi la population réfugiée à Chaklava.

Le général Omar est l'un d'entre eux. En poste à Erbil de 1974 à 1976, aux débuts de l'insurrection kurde, il est aujourd'hui protégé par ceux qu'il a contribué à réprimer il y a quarante ans. « Je suis très heureux de retrouver le Kurdistan », dit-il avec un sourire ironique derrière la fumée de ses cigarettes fines, avant d'ajouter : « Bien sûr, nous avons eu des moments difficiles à l'époque, mais rien de bien sérieux. Il faut tourner la page, maintenant. » Un euphémisme pour désigner les innombrables cas de torture, de disparition et de massacres commis par l'armée irakienne dans la région

kurde avant sa dissolution en 2003.

Dans le petit appartement qu'il occupe à Chaklava et où il passe ses journées à regarder les nouvelles de la guerre en cours sur un petit poste de télévision, le général Omar connaît trop bien son pays pour espérer quoi que ce soit : « Le gouvernement de Bagdad et [le chef de l'EI, Abou Bakr] Al-Baghdadi ont le même but, faire en sorte que Daech et les sunnites ne fassent qu'un. » ■

ALLAN KAVAL

Le Monde

SAMÉDI 4 JUILLET 2015

## Les milices chiites au cœur de la reconquête

La grande bataille de reconquête de la province d'Anbar, annoncée par le gouvernement irakien après la chute de Ramadi le 17 mai, se prépare lentement. Sur le terrain, rien ne semble indiquer une offensive imminente dans cette région sunnite presque entièrement tombée aux mains de l'Etat islamique (EI), constituée principalement d'un immense désert allant des portes de Bagdad aux frontières jordaniennes, syriennes et saoudiennes.

Pour le moment, les opérations militaires se concentrent plutôt à Baiji (200 kilomètres au nord de Bagdad), théâtre d'une bataille acharnée entre les forces gouvernementales et les combattants djihadistes. La libération de la ville et de sa raffinerie stratégique marquerait la fin de la reconquête de la province de Salaheddine et

ouvrirait la perspective à un assaut contre Mossoul et la province de Ninive, l'une des principales places fortes de l'EI.

Annoncée depuis des mois, la bataille de Mossoul, à 180 kilomètres au nord de Baiji, attendra. Le gouvernement irakien a désigné l'Anbar comme sa priorité. Dans le délicat équilibre que le premier ministre, Haïder Al-Abadi, s'efforce de maintenir entre les différentes forces qui participent à la lutte contre l'EI – milices chiites appuyées par l'Iran, combattants kurdes et sunnites, armés et formés par la coalition internationale menée par les Etats-Unis –, les milices chiites et leur mentor iranien semblent avoir pris l'ascendant. Ce sont leurs chefs militaires qui ont eu le dernier mot : alors que M. Abadi avait fait de Ramadi, chef-lieu de l'Anbar, son objectif

premier, c'est Fallouja qui a finalement été choisie, cette ville constituant une menace potentielle pour les villes saintes chiites de Samarra, Nadjaf et Kerbala.

#### Perspective de dérives sectaires

Les Américains espéraient que seules les forces sunnites formées par leurs soins mèneraient la reconquête de l'Anbar. La chute de Ramadi, le 17 mai, en a décidé autrement. Face à la déroute de l'armée irakienne et des miliciens sunnites locaux, Bagdad a dû se résoudre à envoyer les milices chiites. Cette décision a suscité l'ire des chefs locaux sunnites, qui voient dans l'arrivée de ces forces alliées à l'Iran la perspective de dérives sectaires et d'une marginalisation accrue des sunnites.

Washington, qui a accentué ses pressions pour que le gouverne-

ment de M. Abadi, dominé par les partis chiites, tienne ses promesses, a décidé d'accélérer la formation de milliers de combattants sunnites depuis la base d'Habbaniyé. Mais les quelques milliers d'hommes déjà formés seront insuffisants pour espérer reconquérir et sécuriser l'immense province d'Anbar. Cette réalité a conduit les Américains à infléchir leur position envers les milices chiites qui composent la « mobilisation populaire ». Washington s'est dit prêt à soutenir leur avancée dans l'Anbar tant que celles-ci se placent sous les ordres du haut commandement de l'armée irakienne. Mais les premiers combats engagés autour de Ramadi et Fallouja ont déjà douté de la bonne volonté des miliciens chiites. ■

H.F.S.

AFP

## Syrie: frappes sur le groupe EI à Raqa pour soutenir les avancées des Kurdes (Pentagone)

Washington, 6 juillet 2015 (AFP)

**LES BOMBARDEMENTS américains de ces derniers jours à Raqa (Syrie), capitale autoproclamée du groupe Etat islamique, visaient à soutenir les avancées des forces kurdes, sans particulièrement cibler les chefs de l'EI, a indiqué lundi le secrétaire américain à la Défense Ashton Carter.**

Les objectifs de ces frappes "n'étaient pas des individus en particulier", a expliqué le secrétaire à la Défense lors d'une conférence de presse commune au Pentagone avec le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian.

Les frappes visaient réduire "la liberté de manoeuvre de l'EI et sa capacité à contrer l'avancée de ces solides forces kurdes", a-t-il expliqué.

"C'est le succès sur le terrain des Kurdes" qui justifie ces bombardements, a-t-il dit.

La coalition dirigée par les Etats-Unis a mené ces derniers jours des raids aériens sans précédent sur Raqa, la capitale de facto du groupe Etat islamique en Syrie, endommageant des infrastructures utilisées par les jihadistes.

Les frappes ont fait au moins 30 morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Le président Barack Obama doit se rendre lundi après-midi au Pentagone pour faire le point avec les principaux responsables militaires américains sur la guerre contre le groupe EI.

Lors de leur conférence de presse, tant M. Carter que M. Le Drian ont défendu le modèle actuel d'action de la coalition menée par les Etats-Unis, visant à combattre l'EI via des bombardements aériens tout en laissant les combats au sol à la charge des forces locales.

L'EI est battu de manière durable "quand il y a des forces locales efficaces que nous pouvons soutenir, qui peuvent prendre des territoires, les tenir, et faire en sorte qu'il y ait une bonne gouvernance ensuite", a dit M. Carter.

"Il faudra qu'il y ait des forces au sol suffisamment aguerries, suffisamment formées, pour avec l'appui aérien, permettre de reprendre des territoires" au groupe Etat islamique, a déclaré M. Le Drian.

# Kurdish militia proving to be reliable partner against Islamic State in Syria

By James Rosen  
July 6, 2015  
www.mcclatchydc.com

**WASHINGTON** — Nearly a year into a bombing campaign intended to degrade and destroy the Islamic State, the United States finally may have found a reliable partner on the ground in Syria.

In comments Monday, Defense Secretary Ash Carter acknowledged that Kurdish fighters from the YPG militia are identifying bombing targets for U.S.-led airstrikes. He referred to the militia as “capable,” hailed its “effective action,” and said because of the Kurds’ actions, U.S. forces had been able to “support them tactically.”

It was the first public description by a senior Obama administration official detailing the cooperation that has been unfolding for months between the United States and the militia, which has drawn the ire of key NATO ally Turkey.

The militia’s success is one of the reasons the United States is intensifying its bombing campaign against the Islamic State in Syria, Carter said.

“That’s what we were doing over the week-end north of Raqqa, which is conducting airstrikes that limit ISIL’s freedom of movement and ability to counter those capable Kurdish forces,” Carter said, referring to the Islamic State by a common acronym.

Carter’s singling out of the YPG, or the People’s Protection Units, comes after months in which U.S. officials have said they were putting off a more concerted campaign in Syria in favor of pressing against the Islamic State in Iraq because the U.S. lacked a capable ground partner in Syria. As long ago as October, then Pentagon spokesman John Kirby was blunt about why U.S. activities there were lagging: “We don’t have a willing, capable, effective partner on the ground inside Syria. It’s just a fact.”

But at a briefing for reporters with visiting French Defense Minister Jean-Yves Le Drian, Carter praised the YPG’s recent successes against the Islamic State. Backed by U.S. air power, he said, YPG forces have advanced in the past weeks to within 18 miles of Raqqa, the main stronghold of the Islamic State in Syria.

“That’s the manner in which effective and lasting defeat of ISIL will occur, when there are effective local forces on the ground that we can support and enable so that they can take territory, hold territory and make sure that good governance comes in behind it,” Carter said.

How far the YPG will push its offensive is uncertain. Raqqa is not traditionally a Kurdish



*Defense Secretary Ash Carter used a joint briefing with French Defense Minister Jean-Yves Le Drian on Monday to provide details of U.S. cooperation with Kurdish militia forces in Syria. Carter’s comments came before a two-hour briefing by military leaders with President Barack Obama.*

area, and Kurdish forces, which are said to number an estimated 16,000 troops, are not expected to try to take the city alone.

But the YPG offers a much more robust anti-Islamic State force inside Syria than does the training program the United States has undertaken: so far, only about 190 so-called moderate rebels have been enlisted in the program, which is intended to train 5,000 anti-Islamic State fighters a year.

The United States last month also expanded its airstrikes to northern Aleppo, another key northern Syria city about 100 miles west of Raqqa, putting the Islamic State on notice that a new drive to remove them from what is called the Marea front could be in the offing.

President Barack Obama also spoke of an intensifying campaign in Syria Monday after he attended a briefing at the Pentagon with Carter and other top Pentagon leaders.

Obama did not mention the Kurdish fighters by name, but he ticked off Islamic State losses in Syria and Iraq going back to last August, many of them defeats in which either the YPG or Iraqi Kurdish peshmerga troops played important roles.

“Over the past year we’ve seen that, when we have an effective partner on the ground, ISIL can be pushed back,” Obama said.

**WE ARE DOING MORE IN SYRIA FROM THE AIR . . . AND THE OPPORTUNITY TO DO THAT EFFECTIVELY IS PROVIDED . . . BY THE EFFECTIVE ACTION ON THE GROUND OF KURDISH FORCES.”**

*Defense Secretary Ash Carter*

Obama repeated Pentagon claims that the Islamic State “has lost more than a quarter of the populated areas that it had seized in Iraq,” an assertion that some analysts have criticized for failing to account for the militant group’s offsetting gains in the same period.

The closer links between the Pentagon and the Kurdish fighters, however, seem likely to increase tension between the United States and Turkey, the only predominantly Muslim nation among the 28 members of the North Atlantic Treaty Organization.

The YPG is the armed wing of the Democratic Union Party, known as PYD, which represents the 2.2 million Kurds in Syria.

The PYD, in turn, has close ties to the Kurdistan Workers’ Party, called the PKK, which has waged a 30-year armed struggle against the Turkish government to establish an independent Kurdistan.

Turkey fears the Syrian Kurds will establish an autonomous zone along the Turkish border and encourage Turkish Kurds to press their autonomy campaign. Last week, Turkey said it was willing to establish a working relationship with the Syrian Kurds, but only if the Kurds gave up on plans to establish local governments in the Syria towns its captured.

Neither Carter nor Obama made reference to such disputes in their comments Monday.

Carter made it clear that U.S. and allied warplanes are increasingly depending on the Kurdish forces as part of the Pentagon’s broader campaign to defeat the Islamic State.

“We are doing more in Syria from the air,” Carter said. “I think you saw some of that in recent days. And the opportunity to do that effectively is provided in the case of the last few days by the effective action on the ground of Kurdish forces, which gives us the opportunity to support them tactically.”

The Kurds in Syria provide Washington with a more secular Muslim ally than Islamist militants fighting to oust the government of President Bashar Assad, who have often cooperated with the al Qaida’s Nusra Front, the terror group’s Syrian affiliate.

Carter made no reference to the YPG’s affiliation with the PKK, which the U.S. State Department designated a terrorist organization in 1997.

The war in Syria is not the only violence that is creating odd bedfellows for Washington.

In Iraq, the United States has relied on Shiite Muslim militias with ties to Iran, still a U.S. enemy despite a recent thaw in relations, to confront Islamic State militants in that country. ■

*Lesley Clark in Washington and Roy Gutman in Istanbul contributed*

# As Iraq splinters, Kurds' own unity put to test

ERBIL, Iraq July 9, 2015 (Reuters) By Isabel Coles

**THEIR COMMON enemy is Islamic State, but Iraq's Kurds are preoccupied by a struggle within their autonomous Kurdistan region, where political parties are jousting over the presidency and their supporters are invoking an old civil war.**

Several factions that hold the balance of power say they will only agree to extend President Massoud Barzani's mandate to avoid a leadership vacuum if the entire system is overhauled in a way that would ultimately reduce his authority.

Barzani, 68, a veteran guerrilla leader who fought against dictator Saddam Hussein for decades, has ruled the region since its presidency was established in 2005. His Kurdistan Democratic Party (KDP) rejects the proposed reforms.

The power struggle is putting Kurdish unity to the test at a time of acute economic hardship, when Iraq itself is being pulled apart by Islamic State. The disunity undermines the Kurds' ability to capitalize on the fragmentation of the country and pursue their longterm dream of independence.

"Today, Kurdistan is going through an exceptional and important phase," Barzani said in a speech last week addressing the debate surrounding his presidency. "Now more than ever before, we need our ranks to be united".

The divisions go back decades and culminated in civil war among Kurds during the 1990s, between the KDP and another Kurdish party, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

Since Saddam was toppled in a 2003 U.S. invasion, the two parties have largely cooperated to run the Kurdish region under a strategic agreement, sharing government posts between them and using their joint majority in the region's parliament to maintain the status quo.

While Barzani has held the top post within the region, a PUK leader has served in Baghdad as president of Iraq, a largely ceremonial post set aside for a Kurd in the post-Saddam order.

The KDP mainly predominates in western Kurdish provinces, while the PUK dominates in the east. The two parties run parallel administrations and each have their own units of the region's security forces, known as peshmerga.

But with the issue of the presidency whipping up rivalries, some of their more zealous supporters are now invoking the history of war between them.

Pro-PUK websites released old video of an interview with Barzani after he received help from the hated Saddam to recapture Erbil from the PUK in the 1990s. KDP supporters, meanwhile, have superimposed pictures of the Iranian flag over rival politicians to paint them as puppets of Tehran.

Renewed conflict is almost unthinkable, but the 1990s "war of fratricide" has left a profound imprint on the Kurdish regional government, known as the KRG. Most senior politicians are former guerrillas who fought in repeated uprisings against the Iraqi government before turning their guns on each other, and to this day nurse grudges.

"These internal fissures have side-tracked the KRG and political parties from capitalizing on a weak Baghdad and international support against ISIS," said Bilal Wahhab, assistant professor at the American University of Iraq, Sulaimaniyah.

Baghdad lost control of nearly a third of the country to Islamic State last summer, allowing the Kurds to expand their territory in the north unopposed, while doubts about the future of Iraq as a unified state have strengthened their case for independence.

For Barzani, the chaos presents an opportunity to secure his legacy by

leading the region towards statehood.

Disunity, however, "has already undermined a lot of the efforts President Barzani has made for greater sovereignty", said Dlawer Ala'Aldeen, president of the Middle East Research Institute (MERI), a Kurdish think-tank. "These efforts include lobbying in Washington and Europe for recognition and direct political, military and economic support."

Having held their ground against Islamic State, the peshmerga have emerged as the most reliable partner on the ground in Iraq for the U.S.-led coalition against Islamic State, earning military support and raising the Kurds' profile abroad.

"The Kurds have won significant international respect for their role in the fight against ISIL," said a Western diplomat, using one of the English acronyms for Islamic State. "If they cannot come to agreement their standing could suffer".

Factionalism also makes the region susceptible to manipulation by its neighbors, whose competing agendas in Iraq and the wider Middle East converge on keeping Kurdish ambitions in check.

KDP supporters have framed their domestic rivals' campaign to change the political system as an Iran-backed scheme to undercut Barzani, who leans more towards Turkey and represents an impediment to Tehran's interests in Iraq.

## STATUS QUO

The question is how to distribute power in the region as it becomes more diffuse, and new parties such as Gorran (Change), vie for votes and resources.

In 2013, PUK lawmakers backed the extension of Barzani's presidency beyond a two-term limit, overriding the opposition, which decried the move as a coup against democracy and hurled water bottles at the speaker of parliament. This time however the PUK has turned its back on the KDP, lining up with Gorran and the region's Islamist bloc to demand that the president be elected by parliament rather than the people.

That would make the president accountable to the assembly, thereby weakening him and the Barzani family, which has been at the forefront of the Kurdish movement since World War II and is the KDP's backbone.

"The KDP has a lot more to lose than anyone else in this game," Ala'aldeen said.

For the other parties who have struggled to deliver on election promises, the presidency issue is also a "low cost, high yield" way to divert attention and gain lost credibility with the Kurdish public, Wahab said.

Despite the heated rhetoric diplomats and analysts expect a compromise to be found once the other parties have squeezed as much as they can from the KDP in return for renewing Barzani's presidency for another two years.

If that is the outcome, the region's constitution, which is currently being re-drafted, may allow Barzani to run for office again when his term next expires, potentially setting the stage for further challenges and deadlock in future. ●



# Iraq's Kurds Bypass State for Oil Exports to Tighten Control

by **Khalid Al Ansary, Bruce Stanley and Anthony Dipaola**  
July 14, 2015 <http://www.bloomberg.com>

**Iraq's self-ruled Kurds are bypassing the government in Baghdad and independently selling all the crude oil exported from their region for the first time as they take greater control of their own affairs.**

The Kurds are shipping as much as 600,000 barrels of oil a day from their fields and haven't sold any oil through the national marketing agency since June, Safeen Dizayee, a spokesman for the Kurdistan Regional Government, or KRG, said on Monday.

In a further step toward financial independence from the central government, the Kurdish parliament has approved a plan to sell as much as \$5 billion in bonds to pay for infrastructure projects, he said in a telephone interview from the city of Erbil. It may issue \$2 billion in an initial sale, he said.

"Since July 1, our exports have become independent," Dizayee said. "This doesn't mean that there is no place for talks or understanding. Any new deal should be done on a win-win basis."

Iraq's minority Kurds, who historically have resisted control by Arab-dominated governments in Baghdad, are independently developing oil reserves they say may total 45 billion barrels -- equivalent to almost a third of Iraq's deposits, according to BP Plc data. The Kurds have long operated a separate military force, which last year occupied the long-disputed, oil-rich territory around Kirkuk as the Iraqi army fled from Islamist militants. Shortly afterward, the Kurds started to sell some crude on their own, a process completed by this week's announcement.

## Oil Surge

The KRG's decision to sell all its oil production may rekindle political conflict with Baghdad and threaten a surge in Iraq's output.

Increases this year in oil exports from OPEC's second-biggest producer may fall short of a fifth monthly record if the federal government and Kurds revive a dispute over crude revenue. The KRG's decision to export

unilaterally suggests a December agreement between the two sides to jointly market crude from Kurdish fields is unravelling.

The accord "seems close to collapse, if not there already," Robin Mills, a Dubai-based analyst at Manaar Energy Consulting, said Wednesday by e-mail. "I still find it hard to see the KRG de facto annexing Kirkuk and its oil, or Baghdad tolerating that."

## Islamist Rebels

Iraq is exporting the most crude in at least 25 years, even after Islamist rebels seized much of the country's northwest. It produced 4.39 million barrels a day in June, second only to Saudi Arabia in the Organization of Petroleum Exporting Countries, data compiled by Bloomberg show. Exports reached a record of 2.98 million barrels a day in March and have risen each month since, adding to a worldwide glut.

Kurdish officials have said they haven't received funds owed them under a revenue-sharing agreement, while Iraqi officials said the KRG hasn't supplied Baghdad with enough crude for sale.

"Whether the deal can be maintained seems doubtful," Edward Bell, a commodities analyst at Dubai-based bank Emirates NBD PJSC, said Sunday. "It does raise questions for buyers of Kurdish oil since it will leave doubt about the legitimacy of what they're buying."

When the KRG sought to export oil on its own last year, the central government waged a legal battle to stop the cargoes from unloading, including a tanker that reached the Texas coast.

"All oil sales that happen outside SOMO are illegal," Laith Al-Shaher, director general of the legal department at the oil ministry in Baghdad, said on Sunday.

Tensions between the two governments threaten the reliability of exports from northern Iraq, according to Harry Tchilinguirian, head of commodity market strategy at BNP Paribas SA in London.

Questions over who has title to the oil, the KRG or the central government, "may cause some reluctance about whether buyers choose to lift that crude," he said Tuesday. "They will have to find a resolution. It's in their mutual interest." ●



July 22, 2015

# 5 of 36 new Iraqi F-16s will be piloted by Kurds

By **HEVIDAR AHMED**  
July 22, 2015 /rudaw.net

**ERBIL, Kurdistan Region** — Five of the 36 F-16 fighter jets Iraq purchased from the US in 2011 will be flown by Kurdish pilots.

So far Iraq has received four of those jets, one of which will be piloted by a Kurd.

Muhammad Anwar is the name of the Kurdish pilot and he is from

Erbil. He achieved the highest scores among the 40 Iraqi pilots sent to Arizona in the US for training and was assigned as the head of the Iraqi pilots.

However, the Kurdistan region still has doubts regarding the possibility of these jets being used by the Iraqi government against the Kurds in the future.

"The Iraqi army is not a national army, therefore the arrival of



these jets worries us," said Kakamin Najar, a politburo member of the Kurdistan Democratic Party (KDP), to Rudaw. "Without a guarantee these jets will become a threat, especially after sidelining the Kurds and the Sunnis in the Iraqi army."

Safin Dizayi, a spokesperson of the Kurdistan Regional Government, said he believes that the US will not allow the Iraqi

government to use these jets against the Kurds. However, a member of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) politburo thinks differently.

"The Kurds are worried about the policies and approaches of the Iraqi government in Baghdad towards the Kurds," said Adnan Mufti to Rudaw.

Another member of the PUK politburo said there was no guarantee that the Iraqi government would not use its warplanes against the Kurds as it did during the Saddam Hussein era, and worried the planes could fall into the wrong hands.

"The Iraqi army might abandon its weapons to the terrorists groups as they did with the US weapons they left for ISIS," Tariq Gardi, a Kurdish MP in the Iraqi parliament in Baghdad, told Rudaw. ■

# Obama vows to defend Iran deal

## ‘Verification’ will be basis for judging nuclear curbs

VIENNA

BY DAVID E. SANGER  
AND MICHAEL R. GORDON

Iran and a group of six nations led by the United States said Tuesday that they had reached a historic accord to significantly limit Tehran’s nuclear ability for more than a decade in return for lifting international oil and financial sanctions.

The deal culminates 20 months of negotiations on an agreement that President Obama had long sought as the biggest diplomatic achievement of his presidency. Whether it portends a new relationship between the United States and Iran remains a bigger question after decades of hostility since the Islamic Revolution in 1979, including hostage-taking, terrorism and sanctions.

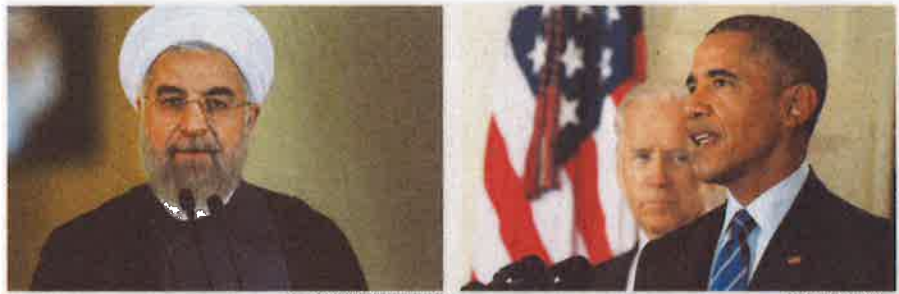
Mr. Obama, in an appearance at the White House at 7 a.m. that was broadcast live in Iran, where it was 3:30 p.m., began what promised to be an arduous effort to sell the deal to Congress and the American public, saying the agreement is “not built on trust — it is built on verification.”

Mr. Obama made it abundantly clear that he would fight to preserve the deal from critics in Congress who are beginning a 60-day review, declaring, “I will veto any legislation that prevents the successful implementation of this deal.”

Almost as soon as the agreement was announced, to cheers in Vienna and on the streets of Tehran, its harshest critics said it would ultimately empower Iran rather than limit its capability. Israel’s prime minister, Benjamin Netanyahu, called it a “historic mistake” that would create a “terrorist nuclear superpower.”

A review of the 109-page text of the agreement, which includes five annexes, shows that the United States preserved — and in some cases extended — the nuclear restrictions it sketched out with Iran in early April in Lausanne, Switzerland.

Yet, it left open areas that are sure to raise fierce objections in Congress. It preserves Iran’s ability to produce as much nuclear fuel as it wishes after the 15th year of the agreement, and allows it to conduct research on advanced centrifuges after the eighth year. Moreover,



**HISTORIC DAY** In Tehran, President Hassan Rouhani, top left, said Tuesday that the Iranian people’s “prayers have come true.” President Obama spoke at the White House, while in Vienna, diplomats took the stage: from left, Federica Mogherini of the European Union, Mohammad Javad Zarif of Iran, Philip Hammond of Britain and John Kerry of the United States.

the Iranians won the eventual lifting of an embargo on the import and export of conventional arms and ballistic missiles — a step the departing chairman of the Joint Chiefs of Staff, Gen. Martin E. Dempsey, counseled against just last week.

American officials said the core of the agreement, secured in 18 consecutive days of talks here, lay in the restrictions on the amount of nuclear fuel that Iran may keep for the next 15 years. The current stockpile of low-enriched uranium will be reduced by 98 percent, most likely by shipping much of it to Russia. That limit, combined with a two-thirds reduction in the number of its centrifuges, would extend to a year the amount of time it would take Iran to make enough material for a single bomb should it abandon the accord and race for a weapon — what officials call “breakout time.” By comparison, analysts say Iran now has a breakout time of two to three months.

But American officials also acknowledged that after the first decade, the breakout time would begin to shrink. It was unclear how rapidly, because Iran’s longer-term plans to expand its enrichment capability will be kept confidential.

The concern that Iran’s breakout time could be sharply reduced in the waning years of the restrictions has already been a contentious issue in Congress. Mr. Obama contributed to that in an interview with National Public Radio in April, when he said that in “Year 13, 14, 15” of the agreement, the breakout time might shrink “almost down to zero,” as Iran is expected to develop and use advanced centrifuges then.

Pressed on that point, an American official who briefed reporters on Tuesday said Iran’s long-term plans to expand its enrichment capability would be shared with the International Atomic Energy Agency and other parties to the accord.

“It is going to be a gradual decline,” the official said. “At the end of, say, 15 years, we are not going to know what that is.” But clearly there are intelligence agency estimates, and one diplomat involved in the talks said internal estimates suggested that Iran’s breakout time could shrink to about five months in Year 14 of the plan.

Secretary of State John Kerry, who led the negotiations for the United States, sought in his remarks Tuesday to blunt criticism on this point. “Iran will not produce or acquire either highly enriched uranium or weapons-grade

plutonium for at least the next 15 years," he said. Verification measures, he added, will "stay in place permanently."

He stressed that Tehran and the International Atomic Energy Agency had "entered into an agreement to address all questions" about Iran's past actions within three months, and that completing this task was "fundamental for sanctions relief."

Compared with many past efforts to slow a nation's nuclear program — including a deal struck with North Korea 20 years ago — this agreement is remarkably specific. Mr. Kerry said he had insisted it must be "airtight." But some mysteries remain. For example, it is not clear whether the inspectors will be able to interview the scientists and engineers who are believed to have been at the center of an effort by the Islamic Revolutionary Guard Corps to design a weapon that Iran could manufacture in short order.

In building his argument for the deal, Mr. Obama insisted that the accord was vastly preferable to the alternative: no agreement and an unbridled nuclear arms race in the Middle East. "Put simply, no deal means a greater chance of more war in the Middle East," he said. He said his successors in the White House "will be in a far stronger position" to restrain Iran for decades to come than they would be without the pact.

As news of a nuclear deal spread, Iranians reacted with a mix of jubilation, cautious optimism and disbelief that decades of a seemingly intractable conflict could be coming to an end.

"Have they really reached a deal?" asked Massoud Derakhshani, a 93-year-old widower who had come down to the lobby of his apartment building for his daily newspaper. Mr. Derakhshani remained cautious, even incredulous. "I can't believe it," he said. "They will most probably hit some last-minute snag."

**"I am desperate to feed my three sons. This deal should bring investment for jobs so they can start working."**

Across Tehran, many Iranians expressed hope for better economic times after years in which crippling sanctions severely depressed the value of the national currency, the rial. That in turn caused inflation and shortages of goods, including vital medicines, and forced Iranians to carry fat wads of bank notes to pay for everyday items like meat, rice and beans.

"I am desperate to feed my three sons," said Ali, a 53-year-old cleaner. "This deal should bring investment for jobs so they can start working for a living."

National dignity, a major demand of Iran's leader, did not matter to him, Ali



Carpet merchants in a Tehran bazaar watching the news from Vienna on Tuesday. Iran state television broadcast President Obama's announcement from the White House live.

said. "I really do not care if this is a victory for us or not," he said. "I want relations with the West. If we compromised, so be it."

Iran's president, Hassan Rouhani, who was elected in 2013 on a platform of ridding the country of the sanctions, made a brief statement, saying that the Iranian people's "prayers have come true." A senior Iranian official in Vienna, speaking to reporters on the condition of anonymity, in accordance with diplomatic protocol, called the agreement "a good deal that the Iranian people will support."

One of the last, and most contentious issues, was the question of whether and how fast an arms embargo on conventional weapons and missiles, enforced starting in 2006, would be lifted.

After days of haggling, Secretary of State Kerry and his Iranian counterpart, Mohammad Javad Zarif, agreed that the missile restrictions would remain for eight years and that a similar ban on the purchase and sale of conventional weapons would be removed in five years.

Those bans would be removed even sooner if the International Atomic Energy Agency reached a definitive conclusion that the Iranian nuclear program was entirely peaceful and that there was no evidence of cheating on the accord or any activity to obtain weapons covertly.

The provisions on the arms embargo are expected to dominate the coming debate in Congress on the accord.

Even before the deal was announced, critics expressed fears that Iran would use some of the billions of dollars it will receive after sanctions relief to build up its military power in the region. Iranian officials, however, have said that Iran should be treated like any other nation, and not be subjected to an arms embargo if it meets the terms of a nuclear deal.

Defending the outcome, Mr. Kerry told reporters here that China and Russia had favored lifting the entire arms embargo immediately, suggesting he had no choice but to try to strike a middle ground.

Mr. Kerry appeared to secure another

commitment that was not part of the preliminary agreement negotiated in Lausanne. Iranian officials agreed here on a multiyear ban on designing warheads and conducting tests, including those using detonators and nuclear triggers, that would contribute to the design and manufacture of a nuclear weapon. Accusations that Tehran conducted that kind of research in the past led to a standoff with international inspectors.

Diplomats also came up with unusual procedure to "snap back" the sanctions against Iran if an eight-member panel determines that Tehran is violating the nuclear provisions. The members of the panel are Britain, China, France, Germany, Russia, the United States, the European Union and Iran itself. A majority vote is required, meaning that Russia, China and Iran could not collectively block action. The investigation

and referral process calls for a time schedule of 65 days, tight compared with the years the I.A.E.A. has taken to pursue suspicious activity.

With the announcement of the accord, Mr. Obama has now made major strides toward fundamentally changing the American diplomatic relationships with three nations: Cuba, Iran and Myanmar. Of the three, Iran is the most strategically important, the only one with a nuclear program, and it is still on the State Department's list of state sponsors of terrorism.

While the agreement faces heavy opposition from Republicans in Congress, and even some Democrats, Mr. Obama's chances of prevailing are considered high. Even if the accord is voted down by one or both houses, he could veto that action, and he is likely to have the votes he would need to override the veto. But he has told aides that for an accord as important as this one — which he hopes will usher in a virtual truce with a country that has been a major American adversary for decades — he wants a congressional endorsement.

Mr. Obama will also have to manage the breach with Mr. Netanyahu and the leaders of Saudi Arabia and other Arab states who have warned against the deal, saying the relief of sanctions will ultimately empower the Iranians throughout the Middle East. •

# L'accord sur le nucléaire prépare le grand retour de l'Iran

## L'ACCORD

### LE « BREAKOUT TIME »

L'objectif est de porter à un an, au minimum, et pendant au moins dix ans, le « breakout time », soit le temps nécessaire à l'Iran pour produire suffisamment de matière fissile pour la fabrication d'une bombe atomique, et de rendre une telle démarche immédiatement détectable. Ce délai est actuellement de deux à trois mois.

### L'ENRICHISSEMENT D'URANIUM

L'enrichissement d'uranium au moyen de centrifugeuses doit être porté à 90 % pour une bombe atomique. Le nombre de centrifugeuses de l'Iran passera de plus de 19 000 actuellement à 5 060, à un taux ne dépassant pas 3,67 %, durant quinze ans. L'Iran pourra poursuivre ses activités de recherche sur des centrifugeuses plus performantes, mais Natanz et ses 5 060 centrifugeuses sera son seul site d'enrichissement de l'uranium.

L'Agence Internationale de l'énergie atomique (AIEA), déjà présente en Iran, sera en charge de contrôler régulièrement tous les sites nucléaires iraniens et voit ses prérogatives étendues à toute la filière nucléaire iranienne, de l'extraction d'uranium à la recherche-développement, en passant par la conversion et l'enrichissement d'uranium.

### LE PLUTONIUM

L'Iran ne doit plus pouvoir produire du plutonium 239, l'autre composante possible d'une bombe nucléaire. Le réacteur à eau lourde en construction à Arak sera modifié afin d'arrêter la production de plutonium de qualité militaire et ses déchets seront envoyés à l'étranger. Téhéran ne pourra pas construire de nouveau réacteur à eau lourde pendant quinze ans.

### LES SANCTIONS

Les sanctions américaines et européennes en lien avec le programme nucléaire iranien et visant les secteurs des finances, de l'énergie (gaz et pétrole) et du transport seront levées « dès la mise en œuvre » par l'Iran de ses engagements attestée par l'AIEA, soit probablement pas avant 2016. Les sanctions sur les armes de l'ONU seront maintenues pendant cinq ans, sauf exceptions accordées par le Conseil de sécurité. Tout commerce lié à des missiles balistiques ayant une capacité d'emporter des têtes nucléaires reste interdit, pour une durée illimitée.

Le texte signé à Vienne apporte à Téhéran la reconnaissance internationale et lui permet de renouer avec Washington, mais ravive les tensions avec Israël et les pays sunnites du Golfe.



Photo de groupe, mardi à Vienne, en Autriche, des représentants des pays signataires avec l'Iran de l'accord sur son programme nucléaire. CARLOS BARRIA/AP

ALAIN BARLUET @abarluet

**DIPLOMATIE** Historique, l'accord signé à Vienne, dans la nuit de lundi à mardi, ne l'est pas seulement parce qu'il est censé garantir la nature pacifique du programme nucléaire de l'Iran contre une levée des sanctions imposées à ce pays, mais aussi parce qu'il replace un poids lourd du Moyen-Orient sur la scène internationale. C'est un « point de départ » pour rétablir la confiance avec les Occidentaux, a déclaré le président iranien Hassan Rohani. Ouverte après douze ans d'efforts diplomatiques, cette perspective vaut d'abord pour l'Administration américaine. Barack Obama a mis son poids dans la balance pour refonder les relations avec la République islamique, rompues en 1980 après l'arrivée au pouvoir des mollahs, qui avaient fait de la diabolisation des

### « Un point de départ »

HASSAN ROHANI, AU SUJET DE L'ACCORD

États-Unis une pierre angulaire de leur régime. Se félicitant de l'accord, Barack Obama a martelé mercredi qu'il s'agissait d'une « occasion à saisir ». Fait rare, l'intervention du président américain a été retransmise en direct à la télévision iranienne.

Préparant la bataille du Congrès – qui doit maintenant se prononcer –, M. Obama a averti son opposition républicaine,

très remontée contre l'accord, qu'il mettrait son veto à toute initiative qui entraverait le texte de 109 pages signé entre l'Iran et les cinq membres du Conseil de sécurité (États-Unis, Chine, France, Grande-Bretagne, Russie), ainsi que par l'Allemagne. « C'est un accord très important qui a été signé cette nuit », a réagi François Hollande, lors de son interview du 14 Juillet, appelant Téhéran à « en finir » avec le conflit syrien. La délégation française, sous la férule de Laurent Fabius, a campé sur une ligne de fermeté. Lors de son entretien télévisé, le chef de l'État a répété trois principes : limiter la prolifération, vérifier la mise en œuvre de l'accord et, le cas échéant, réintroduire des sanctions si l'accord n'est pas respecté. L'Union européenne, l'ONU ou encore Londres ont également salué cet accord, tout comme Moscou, où Vladimir Poutine a poussé « un grand soupir de soulagement ». Cet accord va permettre de lever « les obstacles (...) à la constitution d'une large coalition pour combattre l'État islamique », a déclaré mardi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

En revanche, Benyamin Nétanyahou a parlé de « grave erreur pour le monde ». « Israël n'est pas lié par cet accord avec l'Iran, parce que l'Iran continue de rechercher notre anéantissement », a déclaré le premier ministre israélien. « Nous nous défendrons toujours par nous-mêmes », a-t-il ajouté. Barack Obama a annoncé qu'il avait parlé par téléphone au chef du gouvernement israélien pour l'assurer de

l'engagement total des États-Unis pour la sécurité d'Israël.

L'accord signé à Vienne complète et concrétise plusieurs grands principes actés à Lausanne, en avril : Téhéran s'engage à réduire ses capacités nucléaires (centrifugeuses, stock d'uranium enrichi...) pendant plusieurs années et à laisser les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) procéder à des inspections plus poussées. Le but est de rendre quasiment impossible la fabrication d'une bombe atomique par l'Iran, tout en lui permettant de développer une filière nucléaire civile. Une fois les installations iraniennes réduites, selon les termes de l'accord, il faudrait en effet un an à Téhéran pour fabriquer une bombe, contre deux à trois mois aujourd'hui.

En contrepartie, le régime iranien obtient ce qui était son objectif numéro un : la levée progressive des sanctions inter-

nationales adoptées depuis 2006 par les États-Unis, l'UE et l'ONU, qui garrottaient l'économie. En réintégrant la communauté internationale, le pays va redevenir un marché de premier plan, très convoité par les entreprises occidentales. Les gros investisseurs attendent que l'Iran soit reconnecté au réseau international de transactions bancaires SWIFT, qui empêche actuellement la

plupart des entreprises présentes dans le pays de transférer ou de recevoir directement des fonds de l'extérieur. L'Iran, qui possède les quatrième et cinquième réserves mondiales de pétrole - un secteur vital pour le pays -, a vu sa production chuter à moins de 3 millions de barils par jour (mbj) depuis 2012, et ses exportations diminuer de moitié, environ 1,3 mbj actuellement, contre 2,5 mbj en 2011. Le pays pourrait produire 1 mbj supplémentaire dans les six mois suivant la fin des sanctions, mais des investissements

sont impératifs pour moderniser des installations vieillissantes.

En bénéficiant d'une levée progressive des sanctions qui pesaient sur ses secteurs bancaires et pétroliers, Téhéran va pouvoir compter sur une manne de 100 milliards de dollars (90,5 milliards d'euros), selon des responsables américains. Un regain de puissance qui inquiète certains, monarchies sunnites du Golfe en tête. Ces pays redoutent que l'Iran ne profite de ses nouveaux moyens pour continuer à avancer ses pions au Moyen-Orient, où Téhéran soutient le régime de Damas et les communautés chiïtes, de Bahreïn au Yémen, en passant par le Hezbollah libanais. Pour répondre à ces craintes, l'accord maintient l'embargo sur les armes lourdes pendant cinq ans et prescrit pour une durée illimitée tout commerce qui concernerait des missiles balistiques pouvant emporter des têtes nucléaires. ■

LE FIGARO

mercredi 15 juillet 2015

## Téhéran rêve de lendemains meilleurs

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot  
ENVOYÉ SPÉCIAL À TÉHÉRAN

DANS LES BUREAUX de l'entreprise Néon Perse, sur les hauteurs de Téhéran, toutes les employées étaient mardi à leurs ordinateurs, mais personne ne travaillait vraiment. « *Je suis tellement heureuse !* », s'écrit Nessa, une jeune attachée commerciale, le regard fixé sur l'écran de son PC sur lequel défilent les images de « happy end » de Vienne, retransmises par la télévision d'État. Autour d'elle, ses copines s'esclaffent dans une effervescence qui malmène parfois quelques voiles, la tenue imposée aux femmes en République islamique. « *C'est une grande victoire pour tous les Iraniens, renchérit Merceda, une comptable finement maquillée. Notre gouvernement sort gagnant de ces douze ans de négociations. On s'attend à beaucoup de retombées, que ce soit politiquement ou dans nos relations avec l'extérieur, y compris avec les États-Unis* », l'ex-Grand Satan, désormais fréquentable.

Comme la majorité des 80 millions d'Iraniens, Nessa et Merceda n'ont connu que les rigueurs de la République islamique, ses interdits et cette réputation d'État paria qui lui colle à la peau. Pour elles, cet accord représente une fenêtre qui s'ouvre sur le monde, une brise d'espoir qui vient souffler dans leur vie un peu grisâtre.

« *C'est notre 14 juillet à nous !* », s'exclame leur patron, Abolfazl, dynamique industriel francophone qui débarque avec son téléphone portable à la main, pour suivre les variations du dollar. Car en Iran, la politique, c'est aussi du commerce. « *Le dollar, ces dernières heures, a chuté de 200 tomans avant de remonter, car le marché iranien n'est pas complètement sûr que les sanctions contre les ban-*

*ques seront levées* », explique-t-il. Peu importe, « *aujourd'hui, nous respirons plus facilement*, dit-il. *Avant cet accord, nous étions comme dans une cage. Maintenant, notre horizon s'ouvre* ». Et pour l'Iranien de la rue, cette promesse d'ouverture a un nom que l'on souhaite vite oublier : les sanctions qui ont fait si mal à l'économie de ce pays riche en gaz et en pétrole. « *Je ne pouvais pas importer certains médicaments* », fulmine un pharmacien. « *Vous êtes sûr qu'elles vont être levées ?* », se demandait avant l'accord Ramine, un chauffeur de taxi qui attend « *une baisse du prix de l'essence* ». « *Et maintenant, ajoute-t-il, le gouvernement n'a plus d'excuses pour nous dire que la situation va rester mauvaise.* »

### Une joie encadrée

C'est le défi auquel va être confronté le gouvernement du président modéré Hassan Rohani : montrer à sa population que la vie deviendra meilleure après cet accord. Dans un décor emplí de solennité, à la présidence de la République, Hassan Rohani s'est adressé à la nation dans un discours retransmis à la télévision, juste après celui de Barack Obama, également diffusé sur la chaîne publique iranienne, fait extrêmement rare.

Cet accord est « *un point de départ pour rétablir la confiance. S'il est correctement appliqué, nous pouvons peu à peu éliminer la méfiance* », a déclaré un président iranien visiblement soucieux de ne pas soulever de vains espoirs. Sa prudence tranche avec l'empressement affiché dès dimanche soir par le religieux au turban blanc qui affirmait avoir « *tenu sa promesse électorale* ». Puis, une nouvelle fois, lundi après-midi, lorsque, sur son compte Twitter, Hassan Rohani écrivait que l'accord avait été conclu, avant de rectifier par l'emploi du conditionnel.

Au-delà des compliments adressés par ses adversaires conservateurs et des scènes de liesse, nul n'ignore que la route du progrès sera longue. « *Les retombées de l'accord ne sont pas encore très claires, concède Nessa. On doit attendre un peu.* » Elle promet d'aller acclamer l'équipe des négociateurs à l'aéroport de Téhéran à leur retour de Vienne. « *C'est très dur, dix-huit jours de négociations non-stop face à six pays* », s'étonne-t-elle, en montrant sa nouvelle idole sur Twitter, Javad Zarif, le chef de la diplomatie iranienne, avec, en incrustation sur sa photo, cette phrase : « *Ton sourire est devenu éternel.* » Mais « *j'espère que Zarif n'aura pas de crise cardiaque, car des fondamentalistes l'attendront eux aussi à l'aéroport* », sourit Abolfazl, son patron.

Dès lundi matin, le ministère de l'Intérieur se tenait prêt à faire face aux manifestations de joie, rappelant qu'elles ne devaient pas transgresser les lois de la République islamique, sous-entendu que les voiles ne devaient pas tomber des têtes des Iraniennes. De quoi refroidir l'optimisme de nombreux jeunes, à l'image de Sadek, un photographe en promenade sur la grande avenue Vali Asr, qui relie Téhéran du nord au sud : « *Je suis content, parce que les sanctions vont être levées, mais je suis un peu amer, parce que nos souffrances ont duré bien trop longtemps. Les ultras qui nous dirigent auraient pu parvenir au même résultat, mais bien avant.* » Et pour rappeler une nouvelle fois Hassan Rohani au réalisme, quelques milliers d'habitants de Téhéran sont descendus mardi soir dans les rues pour fêter cet accord historique. Mais place Vali Asr, les manifestants scandaient « *Rohani, n'oublie pas Moussavi* », l'opposant politique toujours assigné à résidence. ■





**Ekurd Daily** www.ekurd.net  
Kurdistan Daily News

## KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

### ANY SYRIA INCURSION WILL INFLAME WAR IN TURKEY: TOP PKK COMMANDER CEMIL BAYIK

July 5, 2015

The co-chairperson of the Kurdistan Workers' Party (PKK) leading council, Cemil Bayik, has warned Ankara that any Turkish army incursion into Syrian Kurdistan (Syrian Kurdish regions) would ignite war inside Turkey. Syria Kurdistan is under serious danger with Turkey's planned buffer zone inside Syria as Turkey seeks to create the zone to back the Islamic State easier logistically, Bayik said. He stated this is not an issue that both Kurds and PKK leading council can accept, warning that there would be a war inside Turkish borders if the state decides to send its forces into Syria. Turkish President Recep Tayyip Erdogan is responsible for the IS recent attacks in Kobani and killing hundreds of civilians, adding that Turkey is disturbing life for Syria people. Bayik added that the liberation of the Syrian strategic city of Tel Abyad from the IS jihadists was a big damage inflicted on Turkey. kp | [Ekurd.net](#)

### 30 ARAB REFUGEES ARRESTED IN SLEMANI FOR ISLAMIC STATE TIES

July 6, 2015

**Sleman:** Kurdish Asayish (security) forces of Slemani (Sulaimaniyah) have arrested 30 Arab refugees in recent months for allegedly pledging allegiance to the Islamic State, or IS, and a number of those detained were recruited as fighters for the extremist group. With the advance of IS fighters, thousands of Arab families fled from Anbar and Tikrit and took refuge in the cities of the Kurdistan region. Many of those refugee families were settled in camps, while others rented houses. Brigadier Ahmed Nadir, chief of the western branch of the Sulaimani Asayish in Chamchamal town, told Rudaw his forces had arrested 30 Arab refugees in the last six months. The arrests, which were carried out according to Article No.4 of the Terrorism Law, took place in Chamchamal and the districts of Bazyan, Takyia, and Shorish. All the arrested individuals were originally residents of Anbar province, Nadir said...[rudaw.net](#) | [Ekurd.net](#)

### SIX KURDISH PESHMERGA KILLED IN SOUTHERN KIRKUK CLASHES

July 6, 2015

**Sleman:** Six Peshmerga were killed in clashes with Islamic State (IS) militants in southern Kirkuk late Sunday. IS launched attacks on Kurdish positions in late Sunday, capturing three villages in the process. NRT's correspondent in Kirkuk, Alla Wshyar, said militants took control of three villages around 11 PM local time after Peshmerga forces withdrew from the areas. Local commander Wasta Rasul told NRT six Peshmerga were killed and 19 others wounded in clashes that lasted until dawn. Kurdish forces regained the villages by Monday morning and began collecting the bodies of militants. Rasul said up to 100 IS fighters were killed in the clashes. Coalition jets provided air support during the battle, launching airstrikes on IS positions early Monday. [nrttv.com](#)

### TENSION BETWEEN KDP AND PUK HURTS SECURITY IN KURDISTAN REGION: FOR- MER PESHMERGA MINISTER

July 7, 2015

**Erbil:** The Ex-Peshmerga minister Iraq's Kurdistan Regional Government (KRG) has warned that if ties between ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) are hurt the security of the Kurdish region would be at danger. Speaking to NRT, Shiekh Jaafar Sheikh Mustafa, warned about a civil war in the Kurdish region and its ominous effects and reiterated no political party in the region should have its special military force, adding that it is necessary for all armed forces in the region

to go under the control of the ministry. He warned that any tensions between the KDP and PUK, as the parties have their own armed forces, would be a serious danger for the region's security. Mustafa went on to say that he accepts whatever decision the PUK makes about the ruling system of the region. The region is to elect a new president or prolong President Massoud Barzani's term for 2 or 4 more years. [kurdpress](#) | [Ekurd.net](#)

### ENERGY: KURDISTAN EXPORTS FOR 6 MONTHS IN LINE WITH THE OIL ACCORD

July 8, 2015

**Erbil:** The parliamentary oil and energy committee considered on Wednesday Kurdistan Region's oil exports over the past 6 months, as in line with the terms of the oil agreement signed between Baghdad and Erbil, indicating that one billion and \$ 120 million still owed by the federal government and was not paid to the Kurdish region. The committee's member, Tariq Sadeq said that "Kurdistan Region could not export quantities set forth in the oil agreement during the first three months of this year in January, February, March due to technical problems and this is included in the oil agreement, which gave the region a period of three Months to allow to increase oil production." He added that "the region during April, May and June delivered the federal government with the largest amounts of oil from the oil specified in the agreement amounts, thus the agreement was executed by the federal government by delivering about 80 million barrels of oil to the federal government over the past six months." He said a member of the parliamentary committee that "the federal government handed over the provincial government two billion and 285 million Iraqi dinars, less than two billion dollars, while in the custody of the Federal Government is still about one billion and 120 million dollars for the region's share of oil exports in the past six months..."[shafaqa.com](#) | [Ekurd.net](#)

### NOMINATED TOP US GENERAL SAYS HE CAN IMAGINE A KURDISH STATE IN IRAQ

July 10, 2015

**Washington:** General Joseph Dunford, the nominee to serve as the next chairman of the US Joint Chiefs of Staff, said that he envisions Iraq breaking into two separate Kurdish and Shiite states, but was uncertain about a Sunni portion. "From my perspective, I can imagine two states in Iraq," Dunford said Thursday during exchanges with senators at his confirmation hearing in the Senate Armed Services Committee. "I have difficulty imagining a third separate state, given the lack of resources that would be available for the Sunnis," said Dunford. "Frankly, I think from a pure economic and resources and governance perspective, the Shiites and Kurds are much more equipped to set up separate states than the Sunni would be," Dunford said in response to questions put to him by senators. Asked whether Kurdish forces are receiving US weapons delivered through Baghdad in a timely manner for the war against the Islamic State (IS) group, Dunford said his understanding is that the issue of weapons delays has been resolved. He said that, if confirmed in his position, he would follow up the issue personally...[rudaw.net](#)

### GERMANY DELIVERS NEW WEAPONS TO KURDS

July 11, 2015

**Erbil:** A German cargo plane delivered more weapons and ammunition to the Kurdish Peshmerga forces on Thursday evening, including effective MILAN anti-tank rockets, the German army said Friday. The delivery consisted of 60 tons of weapons included renewed ammunition supplies for the Peshmerga forces. The Antonov AN-124 cargo plane left on Thursday morning from Leipzig airport. After a stopover in Baghdad, the material was unloaded in Erbil and handed over to representatives of the Kurdish government. The cache included 200 Milan missiles, 900 anti-tank Panzerfaust 3 weapons, including DM12A1 charges, 5,000 hand grenades, and 1,000,000 cartridges for the German G36 weapon. In total, Germany has delivered 1,900 tons of weapons to the Peshmerga forces. US Secretary of Defence Ashton Carter said last Wednesday in the US Senate that the Peshmerga in some cases 'prefer the equipment of other countries'. "For example German anti-tank weapons. That's fine with us, the Germans are providing those," he said. "They have done a great job of equipping the Kurds," he added. [basnews.com](#)

### BADR MOVEMENT ASKS FOR BAGHDAD'S

## SOLID STANCE AGAINST MASSOUD BARZANI

July 11, 2015

**Baghdad:** The chief of Badr Movement faction in Iraqi parliament asked the central government in Baghdad to take a firm position against Kurdistan Region President Massoud Barzani. Baha al-Aaraji told a press conference that Kurdistan Region and Barzani are trying to export the region's problems and troubles into the other parts of Iraq. Aaraji said 679,000 clerks in the Kurdish region are receiving their salaries from Baghdad but Erbil claims a half of its population receives payment from the Kurdistan Regional Government and Baghdad should pay it. The region's claim is at a time that the people in central, southern and western parts of Iraq are jobless and their oil incomes are sent to the Kurdish region in the north, he added. The official asked Iraqi National Coalition and federal government to take a solid stance against the region and Barzani "who is seeking to continue his rule on the region at whatever cost." [kurdpress.ir](#) | [Ekurd.net](#)

## THREE PLANES OF SUNNI ARAB REFUGEES ARRIVE KURDISTAN REGION DAILY FROM BAGHDAD

July 11, 2015

**Slemani:** Statistic data confirm that almost 2 million refugees from Iraqi cities are in Iraq's Kurdistan region and everyday three passenger planes full of Sunni Arab refugees arrive in Kurdistan region from Baghdad apart from hundreds others using land transportation. Journalist Sartip Jawhar revealed latest refugee figures in Kurdistan region stating that nearly 2 million refugees from middle and western parts of Iraq are currently living in Kurdistan region. Jawhar added "Baghdad and other cities in middle and south of Iraq do not accept Sunni refugees easily, and only in the period of 15 April to 20 May 2015 34737 families from Anbar province and surrounding areas displaced to Kurdistan region. "Everyday 400-500 refugees arrive in Slemani and Erbil Airport apart from hundred others using the roads". Some activists consider this refugee flow as a dangerous step in effecting Kurdistan region and changing demography of the region. Despite hosting 2 million refugees, Kurdistan Regional government ignored at most of the international meetings held to discuss refugees support. [milletpress.com](#) | [Ekurd.net](#)

## ONLY FORCES UNDER PESHMERGA COMMAND CAN OPERATE IN SHINGAL: COMMANDER

July 13, 2015

**Duhok:** Only forces under a special Peshmerga KDP command will be allowed to operate in the Kurdish Yazidi area of Shingal (Sinjar), a Kurdish military official told Rudaw. "Forces not under the Kurdistan Regional Government's (KRG) Peshmerga Ministry will not be allowed to stay in Shingal," said Qasim Shasho, the Yazidi commander assigned to lead the Shingal Command and who have been arrested by KDP security earlier this year. He said the Shingal Special Forces Command would bring together all the different forces protecting Shingal, following a devastating attack by the Islamic State (IS) group nearly a year ago. Shasho added that Muslims, Arabs and Yazidi Kurds would be part of the Shingal Special Forces, which so far is organized into 10 regiments and 26 companies. The Shingal force was established on the orders of Kurdistan Region President Masoud Barzani, who is also commander-in-chief of the Peshmerga army. Shasho said that another special force established by the Iraqi government had been merged into the Shingal Special Forces...[rudaw.net](#) | [Ekurd.net](#)

## ISLAMIC STATE SUICIDE CAR BOMB KILLS AT LEAST 100 IN DIYALA PROVINCE

July 18, 2015

**Baghdad:** More than 100 people were killed in a suicide car bombing at a busy market in Iraq's Diyala province on Friday, in one of the deadliest attacks carried out by Islamic State militants since they overran large parts of the country. The blast brought down several buildings in Khan Bani Saad, crushing to death people who were celebrating the end of the Muslim fasting month of Ramadan, police and medics said. Islamic State has claimed responsibility for the attack in the mixed eastern province of Diyala where Khan Bani Saad is located and said the target was "rejectionists", as the group refers to Shi'ite Muslims. Iraqi forces and Kurdish Peshmerga

fighters have since retaken those areas, but clashes between the militants and security forces continue...[Reuters](#) | [AP](#) | [Ekurd.net](#)

## PKK TO KDP: 'WE ARE GOING TO STAY'

July 25, 2015

**Duhok:** The Kurdistan Workers Party (PKK) has vowed not to retreat from the Shingal Mountains in the Kurdish region of Iraq. "We are not a visiting force, we are here and we are going to stay," said Raparin Angizak, commander of the Protection Units of Shingal (YPS), which is an affiliate of the PKK. The PKK recently completed a military training course in the Military Academy they established on the Shingal Mountains, reported the PKK media. The academy teaches military skills and ideological values to the Yazidi Kurds and prepares them to be recruited by the YPS. YPS is under PKK command and was formed in 2014 after the fall of Shingal to the Islamic State. "Our people will protect themselves with the YPS and the YPG of Shingal," said Angizak during the graduation ceremony of 21 Yazidi Kurds from the PKK military academy. "Freedom and Shingal are not in Europe," said Angizak, commenting on the mass immigration of Yazidi Kurds to Europe. The Kurdistan Democratic Party (KDP) is opposed to the presence of PKK forces on the Shingal Mountains and considers them an illegal force in the Kurdistan Region. In response to the KDP's opposition, Angizak said, "We are not guests here, we will stay here and we will be victorious." [rudaw.net](#)

## KURDISTAN PARLIAMENT CONDEMNS TURKISH AIRSTRIKES ON PKK BASES

July 26, 2015

**Erbil:** The Kurdistan Parliament has condemned the Turkish air campaign that began targeting bases of the Kurdistan Workers' Party (PKK) inside Iraqi Kurdish territory late Friday. Parliament issued a statement Saturday, saying none of Turkey's previous governments had successfully solved their issues with the Kurdish fighters through war. "The previous governments of Turkey tried to solve the issues with Kurds by war, but this way will not produce anything except blood-shedding, poverty and destruction," the statement read. It called for a quick end to the airstrikes on PKK bases and headquarters and a return to the 2013 ceasefire, but it also called on the PKK to hold back. "The PKK should exercise restraint and focus on the peace process because peace is the only way to a better future," the statement further said...[nrttv.com](#)

## NO ONE CAN REPLACE MASSOUD BARZANI NOW: MAHMOUD OTHMAN

July 30, 2015

**Baghdad:** A leading Kurdish politician and a former Iraqi parliament deputy Mahmoud Osman believes there is currently no person to replace Iraqi Kurdistan Region President Massoud Barzani and the president's term should be prolonged. Osman told AIN news agency that there is no one to replace Barzani now and the Kurdistan Region and Kurds' interests stipulate Barzani's remain in power. Barzani's prolonged term end in August and most parties in the Kurdish region are against extending his term for more years. Osman went on to say that the region's political system is neither parliamentary nor presidential but a party system and parties decide the fate of the region and none of parliament or president can decide the fate of the region. [kurdpress.ir](#) | [Ekurd.net](#)

## NECHIRVAN BARZANI CALLS ON UN TO SUPERVISE OIL EXPORTS

July 30, 2015

**Erbil:** Iraq's Kurdistan Region PM Nechirvan Barzani has called on the United Nations to monitor the region's oil exports to Turkey, saying he's ready to visit Baghdad for further talks with the Iraqi central government. On Wednesday July 29th Barzani met with German ambassador to Iraq Ekkehard Brose and a German government delegation in Erbil. During the meeting, the German envoy expressed a desire to see recent issues between Erbil and Baghdad resolved and said the federal system is the best system for Iraq. Barzani agreed that the Kurdistan wishes to solve its issues with Baghdad through dialogue and for that he's ready to visit Baghdad and meet with Iraqi leaders. He also invited the UN to monitor the Kurdistan Region's oil exports to Turkey. [basnews.com](#) | [Ekurd.net](#) ♦

# Nucléaire iranien, les enjeux d'un accord

► Après douze ans de crise, l'Iran et les Occidentaux ont conclu, hier, à Vienne, un accord qualifié d'« historique » sur le nucléaire.

► Pour le chercheur Abbas Milani, de l'université Stanford, cela marque un rapprochement spectaculaire entre Téhéran et Washington, qui ont trouvé une convergence d'intérêts.

► Si la levée, progressive, des sanctions économiques devrait bénéficier au peuple iranien, cet accord suscite la colère en Israël et dans les pays du Golfe.

► L'accord conclu hier à Vienne vise à mettre fin à douze ans de contentieux nucléaire avec Téhéran.

► Une mise en œuvre réussie de ce document pourrait créer une dynamique positive au Moyen-Orient.

C'est un pari sur l'avenir, l'espoir que le règlement d'un contentieux vieux de plus de douze ans avec l'Iran ouvrira la voie à une coopération sur le règlement des crises régionales. Pour les puissances du groupe P5 + 1 (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie et Allemagne), l'accord sur le pro-



Le secrétaire d'État américain John Kerry (de profil) et le ministre iranien Mohammad Javad Zarif (second plan à g.), hier à Vienne.

non-prolifération (TNP) et le rôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Pour en arriver là, une concession de taille a été consentie à l'Iran, dès la signature de l'accord intérimaire, conclu à Genève le 24 novembre 2013 : Téhéran conservera sa capacité d'enrichissement de l'uranium. Le « plan d'action global conjoint » n'élimine pas les capacités technologiques permettant de mettre au point l'arme nucléaire mais autorise à les encadrer et à les surveiller.

« La plupart des experts pensent que l'ambition iranienne était d'arriver au « seuil », sans entrer en contradiction avec le traité de non-prolifération nucléaire, pour bénéficier d'un « effet de statut », explique François Nicoulaud, ancien ambassadeur de France à Téhéran. Rien n'indique que les dirigeants y aient renoncé mais, depuis l'élection à la présidence de Hassan Rohani, le gouvernement iranien a fait de la relance de l'économie sa priorité, ce qui passe par le déblocage du problème nucléaire et la levée des sanctions.

Les détracteurs de l'accord ne manqueront pas de souligner qu'il crée un précédent négatif en légitimant a posteriori la capacité d'enrichissement développée par l'Iran alors qu'il ne respectait pas ses engagements vis-à-vis de l'AIEA.

L'accord – une centaine de pages dont cinq annexes – impose des limites sérieuses au programme nucléaire iranien sur la capacité d'enrichissement de l'uranium, les activités de recherche et développement, le nombre de centrifugeuses, le stock d'uranium enrichi et la production de plutonium dans le réacteur d'Arak.

En échange, l'Iran obtient la levée des sanctions internationales imposées par six résolutions du Conseil de sécurité entre 2006 et 2010, de même que des sanctions européennes et américaines, à partir du premier semestre 2016, dès la vérification par l'AIEA de la mise en œuvre de ses engagements.

Certaines mesures liées à la lutte contre la non-prolifération nucléaire seront toutefois maintenues, ainsi que l'embargo sur les armes conventionnelles, reconduit pour cinq ans, et sur les missiles balistiques, pour huit ans. En cas de violation par l'Iran de ses obligations, les sanctions pourront être réintroduites par un mécanisme de rétablissement automatique. Enfin, l'accord met en place un régime d'inspections renforcé, avec un accès de l'AIEA, dans certaines conditions, aux sites militaires soupçonnés d'activité nucléaire.

À terme, une mise en œuvre réussie de l'accord pourrait créer une dynamique positive dans un

Moyen-Orient marqué par la rivalité exacerbée entre Iran ●●●

●●● et Arabie saoudite. Barack Obama et ses successeurs devront convaincre les Saoudiens de l'utilité d'une détente, sinon d'un rapprochement, avec l'Iran, pour tenter d'apaiser les crises en Irak, en Syrie, au Liban, au Yémen et en Afghanistan. C'est loin d'être gagné.

Les monarchies du Golfe redoutent que l'Iran utilise le déblocage de près de 135 milliards d'euros d'avoirs gelés à l'étranger pour augmenter son soutien au Hezbollah libanais et au régime de Bachar Al Assad. À l'inverse, le succès diplomatique du président Hassan Rohani pourrait l'aider à élargir son mandat à la politique régionale, jusque-là domaine réservé des gardiens de la Révolution et du guide suprême Ali Khamenei.

En revanche, les relations entre l'Iran et Israël sont peu susceptibles d'évoluer à la suite d'un accord condamné avec véhémence par le premier ministre Benjamin Netanyahu. La position fondamentale des conservateurs iraniens, hostiles à « l'entité sioniste » et parrains actifs du Hezbollah et du Hamas, a peu de chances de changer.

Avec Washington, si des coopérations ponctuelles et discrètes sont envisageables, en particulier dans la lutte contre Daech et l'extrémisme sunnite, une normalisation complète des relations n'est pas à l'ordre du jour.

Les conservateurs iraniens continuent à voir dans les États-Unis une puissance déterminée à saper le régime de l'intérieur, sinon à le renverser, et redoutent l'ouverture de la société iranienne au monde extérieur, perçue comme une menace pour la pérennité de la Révolution islamique. Au même titre que le rejet d'Israël, la « résistance » aux États-Unis, « exemple parfait de l'arrogance », restera, dans un avenir proche, un fondement de la République islamique.

FRANÇOIS D'ALANÇON

## VU D'AILLEURS

# Un accord historique pour les uns, une tragique erreur pour les autres



Le président iranien Hassan Rouhani a déclaré lors d'un discours télévisé qu'« un nouveau chapitre » s'ouvrirait dans les relations entre l'Iran et le reste du monde.

## ► Un succès diplomatique pour Barack Obama

Avec cet accord conclu au forceps, le président américain, prix Nobel de la paix en 2009, tient un succès diplomatique de taille. Trente-cinq ans après la rupture de leurs relations diplomatiques dans la foulée de la Révolution islamique et de la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran, le document signé hier concrétise en effet un spectaculaire rapprochement entre Téhéran et Washington. « Cet accord nous donne une chance d'aller dans une nouvelle direction », a déclaré Barack Obama, tout en précisant que « si l'Iran viole l'accord, toutes les sanctions seront remises en place ».

Aux États-Unis, l'accord compte toutefois de nombreux détracteurs, chez les républicains mais aussi, dans une moindre mesure, dans les rangs démocrates. L'attention va

donc maintenant se porter vers le Congrès, qui doit l'examiner dans les soixante jours et dispose du pouvoir de le bloquer. Or, dans la lutte qui s'annonce, chaque voix comptera : si les élus du Capitole adoptent une motion de désaccord, Barack Obama pourra encore mettre son veto. Mais ce dernier pourra être surmonté si deux tiers des membres du Congrès s'opposent au président, ce qui semble difficile.

« Nous sommes encore très loin d'une normalisation entre les États-Unis et l'Iran », tempère Aaron David Miller, du Wilson Center, qui rappelle les nombreuses sources de tension dans la région : soutien de Téhéran au régime Assad en Syrie, au Hezbollah au Liban, au Hamas dans la bande de Gaza ou encore aux houthistes au Yémen.

## ► Une bouffée d'oxygène pour la société civile iranienne

« Tous nos objectifs ont été atteints. Dieu a exaucé les prières de notre nation. » Dès la signature de l'accord, le président iranien, Hassan Rohani, s'est publiquement réjoui. Car ce texte ouvre non seulement la voie à une normalisation des relations diplomatiques entre l'Iran et la communauté internationale, mais également à la levée progressive des sanctions économiques imposées depuis 2006. Une véritable bouffée d'oxygène pour la société civile iranienne. Même si le ministère de l'intérieur a indiqué qu'il ne souhaitait pas de célébrations publiques, « il va y avoir des coups de klaxon et des manifestations de joie spontanée », prévoit Bernard Hourcade, directeur de recherche au CNRS.

En Iran, un fossé de plus en plus grand s'est creusé depuis dix ans entre riches et pauvres. « À cause des sanctions, les banques refusent tout commerce. Il y a une pénurie de médicaments, certaines usines ferment car elles ne peuvent pas remplacer les pièces défectueuses et l'État a réduit son budget pour l'aide sociale », poursuit Bernard Hourcade, qui juge « large » le consensus en faveur de l'ouverture internationale du pays.

Reste que 20 % des députés – les plus radicaux – maintiennent un discours conservateur, y compris par rapport à celui du guide suprême, Ali Khameneï. « L'Iran ne va pas abandonner son identité islamique et révolutionnaire », indique Bernard Hourcade.

## ► Une source d'inquiétude pour les monarchies du Golfe

En Arabie saoudite, grand rival sunnite de l'Iran chiïte, comme dans la plupart des monarchies du Golfe, cet accord inquiète. Dans la péninsule arabique, beaucoup redoutent que Téhéran profite de ce regain de puissance pour continuer à avancer ses pions au Moyen-Orient, où il soutient le régime de Damas, le Hezbollah libanais et les communautés chiïtes de Bahreïn et du Yémen.

Résultat, au lieu de rassurer en éloignant la perspective d'une bombe atomique iranienne, l'accord signé hier risque de faire monter la pression. En fait, tout dépendra de la réaction de l'Arabie saoudite, qui pour l'heure a plutôt opté pour une ligne dure, d'autant plus qu'elle ne fait plus complètement confiance aux États-Unis pour assurer sa sécurité.

## ► « Une erreur historique » pour Israël

Sans même attendre l'annonce formelle à Vienne, le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, s'est insurgé contre « une calamiteuse erreur historique » qui ouvre, selon lui, la voie à une course à l'arme atomique au Proche-Orient. Après la levée des sanctions économiques, « l'Iran disposera de moyens énormes, a-t-il ajouté, pour alimenter ses projets d'hégémonie régionale et amplifier ses menées terroristes » avec ses auxiliaires du Hezbollah (libanais) et du Hamas (à Gaza).

Depuis plus d'une décennie, Benjamin Netanyahu mène campagne contre les ambitions nucléaires de Téhéran, qu'il qualifie de « menace existentielle » pour son pays, dans la mesure où les dirigeants de la République islamiste appellent régulièrement à la « destruction » d'Israël. « Lorsqu'ils jugeront le moment opportun, les Iraniens violeront inéluctablement l'accord de Vienne », assure Yaacov Amidror, ex-chef du Conseil national de défense. Selon lui, « les Américains ont clairement légitimé le programme nucléaire militaire iranien en renonçant à exiger que Téhéran démantèle ses installations d'enrichissement d'uranium et en écartant l'option d'une intervention armée ».

Loin de paniquer, la haute hiérarchie de l'armée israélienne se satisfait cependant du report de dix ans imposé à ce programme militaire et des contrôles internationaux prévus. À moyen terme, Israël est à l'abri d'une guerre non conventionnelle. D'autant que, sous la pression internationale, la Syrie de Bachar Al Assad a dû détruire la quasi-totalité de son stock d'armes chimiques.

Benjamin Netanyahu indique cependant que « des frappes contre l'Iran demeurent une possibilité (...). Nous nous sommes engagés à empêcher l'Iran d'accéder à la bombe atomique », indique-t-il. En 2012, cette hypothèse avait sérieusement été envisagée par Ehud Barak, alors ministre de la défense. Mais les chefs du Mossad, du Shin Beth et des Renseignements militaires y avaient tous opposé une fin de non-recevoir, et l'on voit mal comment Israël pourrait à présent faire cavalier

seul dans une telle aventure.

Benyamin Netanyahu compte sur une lutte d'influence au Congrès à Washington, au cours des soixante jours imposés pour examiner et éventuellement bloquer l'accord de Vienne. Mais l'opposition israélienne lui reproche déjà d'avoir été écarté des négociations avec Téhéran à cause de son inimitié notoire avec Obama et du blocage persistant du processus de paix dans le volet palestinien. En fait, Israël s'est résigné à l'accord de Vienne et cherche à obtenir des compensations américaines, notamment la fourniture à prix avantageux de F-35 ultra-sophistiqués, en plus des 33 appareils déjà commandés, ainsi qu'une augmentation « substantielle » de l'aide militaire annuelle de 3 milliards de dollars.

## ► Un accord qui répond aux exigences de Paris

À Paris, François Hollande s'est réjoui d'un accord « très important » qui démontre que « le monde avance ». Lors de son intervention télévisée du 14 juillet, le président de la République s'est félicité de ce que l'accord répond aux trois exigences posées par Paris depuis le début des négociations : le risque de prolifération nucléaire, désormais maîtrisé puisque « l'Iran vient d'accepter de réduire ses capacités » ; la mise en place d'un processus de contrôle ; et enfin, le fait que « nous puissions certes lever les sanctions mais aussi les remettre s'il y avait le moindre manquement ».

Prudente, ferme, souple et parfois poussant

les interlocuteurs de la négociation à « trancher », à quelques heures de la fin du marathon, la diplomatie française a joué son rôle. Le chef de l'État a assuré que la France devait « parler à tous » dans la région, refusant toute opposition « entre l'Iran, pays chiïte, et d'autres pays sunnites » avec lequel Paris cultive des liens particuliers. « Nous devons être extrêmement vigilants sur ce que va être l'Iran, et l'Iran doit montrer que ce pays est prêt à nous aider à en finir avec le conflit en Syrie »

JOËL DAVID (à Jérusalem)

et DORIAN MALOVIC

la Croix mercredi 15 juillet 2015

### ENTRETIEN

**ABBAS MILANI**, directeur des études iraniennes à l'université Stanford

## « L'Iran peut redevenir l'un des États pivots du Moyen-Orient »

► Pour cet historien irano-américain, les intérêts des États-Unis et de l'Iran convergent sur plusieurs défis stratégiques majeurs dans la région.

**Peut-on envisager désormais une normalisation des relations entre les États-Unis et l'Iran ?**

**Abbas Milani :** Ces relations ont déjà changé. Le simple fait que le secrétaire d'État, John Kerry, et le ministre des affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, aient multiplié les rencontres depuis deux ans représente une évolution considérable. Les lignes rouges mises en place par le guide suprême Ali Khamenei n'existent plus. En ce sens, à long terme, les relations ne peuvent que s'améliorer.

**À quelques mois de l'élection présidentielle américaine, l'absence d'un consensus bipartisan sur cette question n'est-elle pas un facteur d'incertitude ?**

**A. M. :** Maintenant que les tabous ont été brisés des deux côtés, il sera très difficile de revenir à la phase d'animosité absolue d'avant les négociations, que le président soit républicain ou démocrate. Qui plus est, toute administration devra prendre en compte la réalité du nouveau paysage politique au Moyen-Orient, représentée par la menace de Daech. Dans ce contexte, une tension accrue entre

les États-Unis et l'Iran ou une confrontation militaire entre les deux pays me semble une possibilité absurde.

**L'approbation du Congrès pour la levée des sanctions n'est pas garantie...**

**A. M. :** Les Iraniens comptent clairement sur le fait que le régime des sanctions ne survivra pas à un accord, même si le Congrès tente de le bloquer. Le Congrès ne pourra pas empêcher la levée des sanctions par l'Union européenne, la Russie, la Chine et l'Inde.

**Quelle sera la première implication de l'accord dans les relations entre les deux pays ?**

**A. M. :** L'Iran obtiendra le déblocage des avoirs iraniens gelés aux États-Unis, représentant des dizaines de millions de dollars. Ensuite, les entreprises américaines et européennes seront intéressées à investir en Iran. Mais leur capacité à le faire dépendra de plusieurs facteurs parmi lesquels l'existence d'un système très corrompu avec un corps des gardiens de la révolution islamique (IGRC) très puissant.

Créer un État de droit, mettre fin à cette corruption et limiter le pouvoir des gardiens de la révolution sera un processus long et difficile. L'Iran ne deviendra pas du jour au lendemain un paradis économique libéral. Les médias iraniens mentionnaient récemment le conflit entre l'IGRC et le ministère de la



justice au sujet de chantiers de construction à proximité de sites historiques. Ce genre de tensions augmentera.

**Cela renforcera-t-il le camp des pragmatiques ?**

**A. M. :** Oui, c'est pourquoi Khamenei et ses alliés revendiquent la paternité de l'accord pour empêcher que le camp des Rafsandjani, Khatami et Rohani puisse s'en attribuer le crédit. Khamenei est malade, et ces manœuvres s'inscrivent dans le contexte de sa succession. Au sein du régime, les conservateurs peuvent accentuer la répression mais ils perdent la guerre sur le terrain social et culturel. La révolution souterraine qui a lieu dans le théâtre, la musique, le cinéma, la peinture et l'édition concerne également la sexualité et le rôle des femmes dans la société. 40 millions d'Iraniens ont accès à Internet, 5 à 6 millions ont des comptes Facebook et 1 million d'entre eux utilise Instagram. La grande majorité des Iraniens veulent la fin de l'atmosphère de confrontation, la normalité et la raison.

**Quelles sont les perspectives d'une coopération accrue entre Washington et Téhéran au Moyen-Orient ?**

**A. M. :** Une convergence de fait existe. Les États-Unis et l'Iran ont un intérêt commun dans la défaite de Daech et ils coopèrent déjà, même s'ils disent le contraire. Les relations entre les États-Unis et l'Iran ne reviendront pas à ce qu'elles étaient au temps du chah mais il y a clairement une convergence des intérêts entre les deux

pays sur plusieurs défis stratégiques majeurs dans la région. Le peuple iranien a pleinement conscience de cette convergence en dépit du fait que le régime a un intérêt idéologique et économique au maintien de l'animosité.

En même temps, et cela complique les choses, les États-Unis et l'Iran ont des objectifs divergents en Irak, en Syrie, au Yémen et en Afghanistan. En Irak, Téhéran veut un gouvernement à dominante chiïte tandis que Washington insiste pour un gouvernement plus inclusif des sunnites. La rhétorique officielle iranienne a toutefois baissé d'un cran sur la possibilité d'infliger une défaite rapide à Daech à Ramadi.

En Syrie, Khamenei a beaucoup misé sur Bachar Al Assad, mais des personnalités comme Rohani savent que c'est une cause perdue et que son régime ne peut survivre dans une Syrie unifiée. Si la position de Moscou change, il sera beaucoup plus difficile pour l'Iran d'être

le seul soutien d'un régime à bout de souffle. Quant à l'Afghanistan, Téhéran ne souhaite pas la réussite d'un gouvernement laïc et pro-occidental à Kaboul, tout en redoutant la montée en puissance de Daech.

**Un rééquilibrage des alliances américaines au Moyen-Orient est-il probable ?**

**A. M. :** À long terme, l'opinion de la population iranienne prévaudra. 8 à 10 millions d'Iraniens veulent continuer sur la voie des trente dernières années mais la majorité, ceux qui ont voté pour Khatami et Rohani, veulent un Iran économiquement viable, plus ouvert et moins corrompu. Cet Iran peut redevenir un des États pivots du Moyen-Orient avec la Turquie et l'Égypte. Si l'Iran évolue dans le même sens que la Turquie, cela entraînera le reste de la région dans la même direction. La démocratisation du régime sera aussi la seule façon de garantir un règlement durable de la question nucléaire.

RECUEILLI PAR FRANÇOIS D'ALANÇON

International New York Times  
JULY 21, 2015

UNITED NATIONS

## Security Council move draws Israeli scorn and angers parts of Congress

BY SOMINI SENGUPTA

The United Nations Security Council on Monday unanimously approved a resolution that creates the basis for international economic sanctions against Iran to be lifted, a move that incited a furious reaction in Israel and potentially sets up an angry showdown in Congress.

The 15-to-0 vote for approval of the resolution — 104 pages long including annexes and lists — was written in Vienna by diplomats who negotiated a landmark pact last week that limits Iran's nuclear capabilities in exchange for ending the sanctions.

Iran has pledged to let in international monitors to inspect its facilities for the next 10 years and other measures that were devised to guarantee that its nuclear energy activities are purely peaceful.

The Security Council resolution, which is legally binding, lays out the steps required only for the lifting of United Nations sanctions.

It has no legal consequence on the sanctions imposed separately by the United States and the European Union.

The European Union also approved the Iran nuclear deal on Monday, putting in motion the lifting of its own sanctions, which include prohibitions on the purchase of Iranian oil. Europe will continue to prohibit the export of ballistic missile technology and sanctions related to human rights.

Diplomats have warned that if the United States Congress refuses to lift American penalties against Iran, the Iranians may renege on their commitments as well, which could result in a collapse of the entire deal.

The resolution takes effect in 90 days, a time frame negotiated in Vienna to allow Congress, where members have expressed strong distrust of the agreement, to review it. President Obama, who has staked much of his foreign policy ambitions on the Iran pact, has vowed to veto a congressional rejection of the nuclear accord.

The resolution will not completely lift all Council restrictions on Iran. It maintains an arms embargo, and sets up a panel to review the import of sensitive technology on a case-by-case basis.

It also sets up a way to renew sanctions if Iran does not abide by its commitments. In the event of an unresolved dispute over Iran's enrichment activities, the United Nations sanctions snap back automatically after 30 days. To avoid the sanctions renewal requires a vote of the Council — giving skeptics, namely the United States, an opportunity to veto it.

Mr. Obama's critics in Congress, in-

# U.N. moves to lift sanctions on Iran after nuclear deal



JEWEL SAMAD/AGENCE FRANCE-PRESSE

Samantha Power, United States ambassador to the United Nations, on Monday. She said sanctions relief would start when Iran "verifiably" meets its obligations under the deal.

cluding at least two senior Democrats, objected to the Council vote's taking place before Congress has had a chance to debate it. Their concern was that it would signal the international community's intention to dismantle the sanctions — if Iran meets the nuclear terms of the accord — before American lawmakers have had time to vote on it.

During the closed-door talks in Vienna on limiting Iran's nuclear program, Secretary of State John Kerry argued that Congress should have a chance to review the deal first. But he ran into a wall of opposition from Iran, Russia and even the United States' closest European allies, who argued successfully that Security Council action should come first, according to Western officials.

That decision has complicated Mr. Kerry's and Mr. Obama's efforts to secure much needed support within their own party.

Asked if she thought Democratic lawmakers would support the deal, Senator Dianne Feinstein, Democrat of California, told CBS's "Face the Nation" on Sunday that "the jury is out."

Mr. Kerry on Sunday insisted that the 90-day provision gives lawmakers ample opportunity to carry out their review. Mr. Kerry, a former senator from Massachusetts, scolded some of his erstwhile colleagues. "It's presumptuous of some people to suspect that France, Russia, China, Germany, Britain ought to do what the Congress tells them to do," he said on ABC's "This Week."

The congressional review, which was to formally begin on Monday, will focus on an array of contentious issues, including the duration of the agreement, the strength of inspection provisions and the procedures for reimposing sanctions if the Iranians violate the agreement. Critics have also complained that the lifting of sanctions and the eventual end of an arms embargo

will empower Iran to act against American interests around the world.

In response, the White House has stepped up its campaign to argue that a congressional rebuff would bring about the very outcome lawmakers want to avoid: the collapse of sanctions and an Iran on the threshold of having a nuclear weapon.

"If Congress says 'no' to this deal, then there will be no restraints on Iran," Mr. Kerry told "Face the Nation" on Sunday. "There will be no sanctions left. Our friends in this effort will desert us."

Some legal experts, including those who have worked for Republican administrations, say congressional fears that Security Council action would tie the hands of the United States are misplaced.

Speaking immediately after Monday's vote, the United States ambassador, Samantha Power, told the Council that sanctions relief would start only when Iran "verifiably" meets its obligations under the deal.

"We have a responsibility to test diplomacy," she said.

Iran's ambassador to the United Nations, Gholamali Khoshroo, struck a defiant tone in the council's chambers after the vote, asserting that the sanctions had been "unjustifiably" imposed and lashing out against what he called "Iranophobia."

He took aim at the American ambassador's suggestion that Iran destabilizes the region, and retorted that it was the "feckless and reckless action" of the United States that had sowed crises in the Middle East.

The Israeli government, which considers Iran one of its most dangerous enemies and has expressed strong opposition to the nuclear accord, quickly denounced the Council resolution.

"The hypocrisy knows no bounds," Prime Minister Benjamin Netanyahu of

Israel said of the vote. He asserted that Iran had "systematically" violated prior Council resolutions and "calls for the destruction of Israel."

The ambassadors from France and Russia both described the resolution as historic, but used their Council pulpit to emphasize their own positions. The

French ambassador, François Delattre, said the pact must be carefully monitored. "We will judge by its actions Iran's willingness to make this agreement a success," he said.

The Russian envoy, Vitaly I. Churkin, indirectly nudged the United States to do its part. "We expect all countries will

quickly adopt to the new conditions," he said.

By Michael R. Gordon and David E. Sanger contributed reporting from Washington, and Jodi Rudoren from Jerusalem.

International New York Times JULY 16, 2015

## THE BEST CHANCE TO REIN IN IRAN

With strong limits on Tehran's nuclear program, the accord could potentially reshape Middle East politics.

The final deal with Iran announced by the United States and other major world powers does what no amount of political posturing and vague threats of military action had managed to do before. It puts strong, verifiable limits on Iran's ability to develop a nuclear weapon for at least the next 10 to 15 years and is potentially one of the most consequential accords in recent diplomatic history, with the ability not just to keep Iran from obtaining a nuclear weapon but also to reshape Middle East politics.

The deal, the product of 20 arduous months of negotiations, would obviously have provided more cause for celebration if Iran had agreed to completely dismantle all of its nuclear facilities. But the chances of that happening were effectively zero, and even if all of Iran's nuclear-related buildings and installations were destroyed, no one can erase the knowledge Iranian scientists have acquired after working on nuclear projects for decades.

As described by Mr. Obama and other officials, the deal seems sound and clearly in the interest of the United States, the other nations that drafted it and the state of Israel. In return for a phased lifting of international economic sanctions, Iran will reduce by 98 percent its stockpile of low-enriched uranium, which can be processed further into bomb-grade fuel, and reduce the number of operating centrifuges used to enrich that fuel by two-thirds, to 5,060. These limits mean that if Iran ever decides to violate the agreement and make a dash for a nuclear bomb, it will take a year to produce the weapons-grade fuel needed for a single bomb, compared with a couple of months now.

Many of the various restrictions in the agreement will be in force for 10 to 25 years. Some, notably Iran's agreement to constant and technologically advanced monitoring by the International Atomic Energy Agency, will last indefinitely, as will its commitment under the Nuclear Nonproliferation Treaty to never produce a nuclear weapon. Inspectors will have access to suspicious sites "where necessary, when necessary," President Obama said, and if Iran cheats, that will be detected early enough to respond, including by quickly reimposing sanctions or taking military action.

The deal nearly faltered on a demand by Iran and Russia that United Nations bans on the purchase and sale of

conventional weapons and ballistic missiles be lifted immediately. But in the end, the accord requires that the conventional weapons ban remain in place for five years and the missile ban for eight years — assuming Iran abides by its commitments.

Although Russia split with the other major powers on this issue, the group was remarkably unified in facing off against Iran during the long negotiations and keeping up the sanctions pressure. That contributed significantly to the successful outcome.

It is deeply unsettling that Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel derisively dismissed the deal immediately as a "historic mistake." He, Republicans in Congress and most candidates for the Republican presidential nomination have opposed negotiations with Iran from the outset yet offered no credible alternative to a negotiated settlement. The Republican presidential hopefuls repeated that formula today — condemnation of the deal with no credible alternative to offer.

That said, no one should have any illusions about Iran, which considers Israel a sworn enemy; often condemns the United States; supports Hezbollah and other terrorist organizations; and aspires to greater influence in the region. Once sanctions are lifted, it stands to gain access to billions of dollars from accounts in international banks that have been frozen and from new oil exports and other business deals.

American officials say that Iran will get that money over time, and that its immediate priority will be to deal with pressing domestic needs. More important, many American sanctions will remain in place even after the deal is implemented, including those relating to Iran's support for terrorism and its human rights violations. The United States has to be extremely vigilant in monitoring how Iran uses those new funds and in enforcing those sanctions.

Agreeing on the nuclear deal is just the first step. Congress gets to review and vote on it. Powerful forces, like Mr. Netanyahu, have vowed to defeat it, and Mr. Obama may have to make good on his vow to veto any resolution of disapproval. It would be irresponsible to squander this chance to rein in Iran's nuclear program.

# En Irak, Iran et Etats-Unis alliés malgré eux face à l'EI

## Les milices chiïtes pro-Téhéran sont incontournables sur le terrain

Lorsque les forces américaines ont désigné, mi-mai, la base Takkadoum (« prospérité »), située entre Ramadi et Fallouja, dans le désert de l'Anbar, comme point de chute pour leurs 450 nouveaux conseillers, le drapeau jaune et vert des Kataeb Hezbollah y flottait déjà. La milice chiïte irakienne, obligée de l'Iran, venait d'y prendre ses quartiers pour aider les forces locales à reconquérir la province sunnite aux mains de l'Etat islamique (EI).

Les Américains ont bien tenté de prendre langue, par le biais d'un intermédiaire, avec ce voisin hostile, mais la milice leur a opposé une fin de non-recevoir. « Si l'on croise un Américain, on mènera des actions », menace Jaafar Al-Husseini, son porte-parole militaire. Avant de surenchérir : « Il n'y a qu'une seule issue avec les Américains, ce sont les balles. »



Si ce n'est le désagréable sentiment d'être épiés, les conseillers américains, barricadés et sous haute protection, se sont habitués à cette promiscuité inédite. Elle constitue un pas de plus vers la cohabitation forcée, encore indirecte, avec les milices chiïtes vassales de l'Iran, passées du rang de farouches ennemies sous l'occupation américaine (2003-2011) à celui d'alliées malgré elles dans la lutte contre l'EI.

### Débandade

Depuis sa nomination, en août 2014, le premier ministre irakien, Haïder Al-Abadi, joue les équilibristes entre ces forces antagonistes. Les chefs de milice, fers de lance des unités gouvernementales de la « mobilisation populaire » (MP), ne cessent de contester son autorité et de critiquer sa compromission avec les forces américaines. Ces dernières faisant pression pour forcer à l'inclusion des forces sunnites et éviter les dérives d'une guerre confessionnelle. L'accord sur le nucléaire iranien du 14 juillet apaisera, espère M. Abadi, les tensions entre l'Irak et les Etats-Unis, et l'impact négatif qu'elles font peser sur la stratégie anti-EI et sur la stabilité de l'Etat. Celle-ci n'est pas acquise même dans les zones libérées, comme l'illustre l'attentat revendiqué par l'EI qui a fait, vendredi 17 juillet, plus de cent morts dans la ville chiïte de Khan Bani Saad, au nord de Bagdad.

La débandade de l'armée irakienne, la difficile mobilisation

des combattants sunnites et la réticence à envoyer des troupes au sol ont contraint Washington à acter l'inéluctable prééminence de l'Iran et des milices chiïtes qui lui sont loyales sur le terrain. Chacun se tient à bonne distance l'un de l'autre. Mais l'échec des forces armées et des combattants sunnites locaux à tenir Ramadi, tombée le 17 mai, a forcé les Américains à repenser leur stratégie dans l'Anbar et à offrir leur soutien aux forces chiïtes de la MP qui acceptent de se mettre aux ordres du gouvernement.

Le poids de ces milices chiïtes est dérisoire face à celles loyales à l'Iran, jalouses de leur autonomie. Leurs chefs figurant pour certains sur les listes terroristes, veulent mener les grandes batailles. Avec plus ou moins de véhémence, ils rejettent l'appui aérien de la coalition, accusée de cibler leurs troupes. « Daech est la création des services de renseignement occidentaux et leur instrument militaire pour diviser la région et redessiner

**« Il n'y a qu'une seule issue avec les Américains, ce sont les balles ».**

**JAAFAR AL-HUSSEINI**  
porte-parole des Kataeb  
Hezbollah

les frontières issues des accords Sykes-Picot sur une base ethnique ou religieuse. L'objectif final est la survie de l'Etat d'Israël comme Etat juif », accuse le chef de la milice chiïte Asaïb Ahl Al-Haq.

Enturbanné et portant barbe longue, le sayyed (« descendant du Prophète ») Qaïs Al-Ghazali reste l'ennemi juré des Américains depuis qu'il a créé, avec son ancien compagnon de route, Moqtada Sadr, les « groupes spéciaux » de l'Armée du Mahdi pour « harceler les forces d'occupation américaines ». Ceux-ci n'ont jamais digéré

de voir celui qu'ils considèrent comme le cerveau de l'attaque qui a coûté la vie, à Kerbala, en 2007, à cinq soldats américains, libéré après deux ans de prison, fin 2009, contre cinq otages britanniques en Irak. Aujourd'hui, le dignitaire religieux chiïte de 41 ans, qui reçoit dans la ville sainte de Nadjaf, ne voit « aucun problème à la présence des conseillers américains en Irak, avec l'accord du gouvernement ». L'œil noir perçant, il se contente d'avertir : « S'ils essaient d'avoir des bases et des troupes au sol, alors oui, on reviendrait à la situation d'avant 2011. »

Les Etats-Unis ont conscience que seul l'Iran peut brider ces milices chiïtes. Sa coopération reste illusoire. Les souhaits exprimés, le 3 juillet, par le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, d'une plus grande coopération avec Washington dans la lutte anti-EI ont peu de poids. Les gardiens de la révolution, étendards de l'antiaméricanisme et de l'expansionnisme perse, donnent le « la ». Le

15 juillet, le président américain s'est montré pragmatique. Pour la première fois, il a reconnu l'influence de l'Iran et la nécessité d'apaiser leur relation en Irak, mais a exclu un « accord formel ».

La bataille de l'Anbar n'échappe pas à la règle. Depuis juin, Hadi Al-Ameri, le chef de la milice chiïte pro-iranienne Badr, désigné commandant opérationnel par la MP, mène ses troupes vers Fallouja alors que le gouvernement Abadi et les forces de la coalition ont fait de Ramadi une priorité. « La ville est stratégique, c'est le fief de Daech près de Bagdad. La reprendre portera un coup énorme au moral de Daech », justifie le député chiïte, qui a su se rendre incontournable, sans ménager pourtant ses critiques. A Fallouja, il pourra mener bataille et éviter une cohabitation embarrassante avec les Américains qui appuient, depuis le 13 juillet, l'offensive lancée par les forces gouvernementales autour de Ramadi. ■

HÉLÈNE SALLON



QG des Brigades du Lion victorieux d'Allah, milices chiïtes, près de Garma (ouest de Bagdad), fin juin. HIEN LAM DUC POUR « LE MONDE »



# L'attentat de Suruç sanctionne le jeu trouble de la Turquie face à Daech

Il pourrait annoncer d'autres attaques sur le sol turc, où les autorités ont enfin pris la mesure du danger.

GEORGES MALBRUNOT  @Malbrunot

**TERRORISME** Un suspect a été identifié au lendemain de l'attentat suicide, qui a fait au moins 32 morts lundi dans le jardin d'un centre culturel de la ville turque de Suruç, près de la frontière syrienne, où s'étaient rassemblés des jeunes militants prokurdes. L'acte terroriste n'a pas été revendiqué, mais, pour Ankara, il porte la marque de Daech. Plusieurs médias turcs ont parlé d'une « kamikaze » femme, âgée d'une vingtaine d'années.

Si la piste djihadiste se confirmait, il s'agirait de la première attaque d'envergure perpétrée sur le sol turc par l'État islamique depuis que l'organisation terroriste est apparue sur le devant de la scène en Syrie et en Irak, où elle contrôle des pans entiers de territoire. La Turquie serait-elle soudainement rattrapée par le conflit irako-syrien ? Tout en se défendant de laxisme à l'égard de la mouvance djihadiste, comme l'en accusent ses partenaires occidentaux, le gouvernement turc a promis mardi de renforcer les mesures de sécurité à la frontière avec la Syrie. C'est par là que se sont infiltrés ces quatre dernières années des milliers de djihadistes venus du monde entier pour combattre en Syrie et en Irak.

« La Turquie a fait preuve d'imprudence et joué aux apprentis sorciers », souligne un diplomate à Ankara. « Des éléments de Daech se sont fait soigner dans les hôpitaux turcs, ajoute-t-il. Les djihadistes ont longtemps passé la frontière pour se reposer et tenir des réunions en territoire turc, alors que les services de renseignements turcs étaient parfaitement au courant. » Fin 2014, profitant de la passivité d'Ankara, Daech a même commencé à liquider physiquement des opposants syriens sur le sol turc.

## « Un acte de représailles »

Sur « l'axe du mal » de la Turquie, la lutte contre les Kurdes et celle contre Bachar el-Assad ont longtemps été les deux priorités du président Recep Erdogan. Mais ces dernières semaines, la police a mené une série d'opérations visant, expressément et pour la première fois, les filières de recrutement qui permettent le passage illégal de nombre-



Hier, dans la ville méridionale turque de Gaziantep, une cérémonie funèbre était célébrée pour les victimes de l'attentat suicide attribué à Daech, qui a tué 32 personnes, lundi, à Suruç, près de la frontière syrienne. BULENT KILIC/AFP



ses recrues étrangères vers le « front syrien ». Samedi, près de 500 personnes ont ainsi été appréhendées alors qu'elles s'apprêtaient à pénétrer en Syrie. Une demi-douzaine de sites djihadistes ont également été fermés, ce qui a déclenché la colère des radicaux sunnites : « Les musulmans pourraient se venger », avertissait peu après un groupe proche de Daech.

Pour le quotidien progouvernemental Sabah, « cette attaque terroriste est un acte de représailles contre l'engagement de la Turquie dans la lutte contre le terrorisme ». De son côté, le journal Hürriyet révélait mardi que les services de renseignements turcs (MIT) avaient ré-

cemment mis en garde le gouvernement contre les risques d'attentat sur son territoire. Un rapport du MIT estime à 3 000 le nombre des militants de Daech composant des cellules dormantes en Turquie. Certains commentateurs anticipent désormais un « déplacement sur le sol turc » de la guerre que se livrent les milices kurdes et les djihadistes en Syrie, où près de 3 000 Turcs combattraient aux côtés de Daech.

Pour d'autres, cet acte terroriste va renforcer la volonté d'Ankara de combattre Daech en territoire syrien. Il s'agirait d'un tournant. Bien que membre de la coalition antidjihadiste, la Turquie s'est jusque-là refusée à intervenir militairement contre Daech. Son refus avait provoqué de violentes émeutes prokurdes dans le Sud-Est turc. Il y a quelques semaines, après la victoire des milices kurdes de Syrie face aux djihadistes pour le contrôle de la ville de Tall Abyad, Ankara avait commencé de renforcer son dispositif militaire à la frontière syrienne. Certains avaient alors évoqué la possibilité d'établir « une zone tampon » à l'intérieur du territoire syrien face aux deux ennemis d'Ankara, Daech et les Kurdes. ■

# Risque de blocage entre Erdogan et les Kurdes

Les pourparlers de paix entre Ankara et la minorité kurde sont minés par le chaos en Syrie

ISTANBUL - *correspondante*

**L**e feu couve dans les régions kurdes de Turquie depuis l'attentat-suicide perpétré à Suruç, une bourgade majoritairement peuplée de Kurdes et de réfugiés du conflit syrien, qui a fait 32 morts lundi 20 juillet.

Selon les premières analyses ADN, l'attaque a été perpétrée par un jeune Kurde d'Adiyaman formé en Syrie, qui s'est faufilé sans encombres dans le jardin du centre culturel Amara où 300 jeunes militants s'appêtaient à partir aider à la reconstruction de Kobané, la ville kurde syrienne détruite par les combats entre les milices kurdes et l'Etat islamique (EI) de l'autre côté de la frontière. L'attaque-suicide a déclenché la

colère des proches des victimes, des scènes déchirantes ont eu lieu à l'occasion des cérémonies d'inhumation dans tout le pays. La défiance envers les autorités est à son comble. Friands de scénarios de complot, nombreux sont les Kurdes qui pointent un doigt accusateur vers le gouvernement accusé de complicité envers les terroristes.

## La peur s'est propagée

Les reproches vont bon train sur les sites pro-kurdes, prompts à souligner le fait que les autobus des jeunes de Suruç avaient été fouillés par la police avant d'entrer en ville tandis qu'aucune fouille n'avait eu lieu à proximité du centre culturel où le kamikaze s'est fait exploser et qu'aucun po-

**Le risque est grand de voir le pays engagé dans une confrontation entre le PKK et l'Etat islamique**

licier ne se trouvait sur les lieux.

En ciblant des jeunes idéalistes venus de toute la Turquie – Istanbul, Ankara, Diyarbakir, Bursa –, l'organisation djihadiste a minutieusement calculé son coup. La peur s'est propagée bien au-delà de Suruç, à Istanbul, à Ankara, là où les familles ont vu revenir leurs proches dans un cercueil.

Désormais, la poursuite du processus de paix kurdo-turc, engagé en 2012, ne tient plus qu'à un fil. Le risque est grand de voir le pays engagé dans une confrontation entre les Kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) et l'organisation Etat islamique.

Mercredi, le PKK a revendiqué le double meurtre de deux policiers turcs, tués de plusieurs balles dans la tête dans leur maison à Ceylanpinar à 160 kilomètres à l'est de Suruç. Il s'agissait de « venger » les jeunes victimes de l'attentat de Suruç en tuant deux re-

présentants de l'ordre qui « collaboraient avec les bandes de Daesh » (l'acronyme arabe de l'EI), dit le communiqué du PKK.

Jeudi, deux policiers de la route ont été attirés dans un guet-apens à Diyarbakir. Appelés en urgence pour un accident de la route, ils sont entrés dans le quartier de Sehittik, entièrement contrôlé par le PKK, où des hommes masqués les ont pris pour cible. L'un des policiers est mort pendant son transfert à l'hôpital, l'autre est grièvement blessé. Pour l'heure, le PKK n'a pas revendiqué cet assassinat.

Dans un discours poignant, lors de l'inhumation de plusieurs victimes à Bursa, mercredi 22 juillet, Selahattin Demirtas, le dirigeant du parti pro-kurde HDP, a tenté d'apaiser les tensions, expliquant, sans doute à l'adresse du PKK, que « le sang ne pouvait être lavé par le sang ». Il a également fait preuve de compassion, en évoquant les policiers tués et leurs familles.

Acteur de premier plan dans les négociations entre le gouvernement turc et la direction du PKK, le HDP est pris entre deux feux, l'aile militaire du PKK étant de plus en plus réticente à respecter le cessez-le-feu conclu en 2013. Son chef militaire, Cemil Bayik, a récemment émis des réserves sur le processus de paix, assurant qu'il n'avait rien apporté de concret aux Kurdes de Turquie, soit 15 % à 20 % de la population du pays. ■

M. JÉ.

## Un contexte politique tendu

Affaibli après avoir perdu sa majorité parlementaire, l'AKP du président Recep Tayyip Erdogan est actuellement en quête d'un partenaire pour former une coalition. Le scénario d'un nouveau scrutin n'est pas exclu, l'AKP comptant mobiliser ses militants sur le thème du « vote utile » face au risque d'instabilité inhérent aux coalitions. Le premier ministre, Ahmet Davutoglu, qui est aussi le chef de l'AKP, a récemment demandé aux dirigeants du parti dans les régions de se tenir prêts à de nouvelles législatives. Dans cette hypothèse, l'instabilité qui couve à la frontière turco-syrienne et dans les régions kurdophones voisines placerait les islamo-conservateurs en bonne position pour gagner quelques voix de plus en jouant sur l'impératif de cohésion nationale. Le jour de l'attentat de Suruç, lundi 20 juillet, M. Davutoglu avait rappelé que « l'unité du pays » était en jeu, mettant sur un même pied l'EI et le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan, interdit en Turquie).

AFP

## Le PKK revendique le meurtre de deux policiers turcs en représailles à l'attentat de Suruç

Istanbul, 22 juillet 2015 (AFP)

**LES REBELLES DU PARTI des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont revendiqué mercredi le meurtre de deux policiers turcs retrouvés morts près de la frontière syrienne en représailles à l'attentat suicide meurtrier attribué lundi au groupe jihadiste Etat islamique (EI).**

"Le 22 juillet vers 6h00, une action punitive a été conduite (...) contre deux policiers qui coopéraient avec le gang de Daesh (l'acronyme arabe de l'EI) à Ceylanpinar", a écrit sur son site internet la branche armée du PKK, les Forces de défense du peuple (HPG).

Mercredi matin, deux policiers ont été retrouvés morts, tués d'une balle dans la tête, dans un immeuble de la ville de Ceylanpinar, à la frontière avec la Syrie, avait annoncé dans la matinée le gouverneur de la province de Sanliurfa, Izzetin Küçük.

Cette opération et sa revendication interviennent deux jours après l'attentat qui a fait au moins 32 morts et une centaine de blessés dans une autre ville frontalière de la Syrie, Suruç (sud), située à une centaine de kilomètres plus à l'ouest. L'attaque de Suruç a visé un groupe de jeunes militants de gauche partisans de la cause kurde qui souhaitaient traverser la frontière pour participer à la reconstruction à Kobané. Cette ville syrienne a été détruite par quatre mois d'intenses combats qui se sont soldés par la victoire des milices kurdes de Syrie sur les combattants jihadistes.

Le gouvernement turc a engagé à l'automne 2012 des discussions de paix avec le PKK, qui mène depuis 1984 sur le sol turc une rébellion ayant fait quelque 40.000 morts. Un cessez-le-feu proclamé par le PKK tient tant bien que mal depuis cette date mais les discussions n'ont pour l'heure pas abouti à un accord.

# Assassinat de militantes kurdes : Ankara suspecté

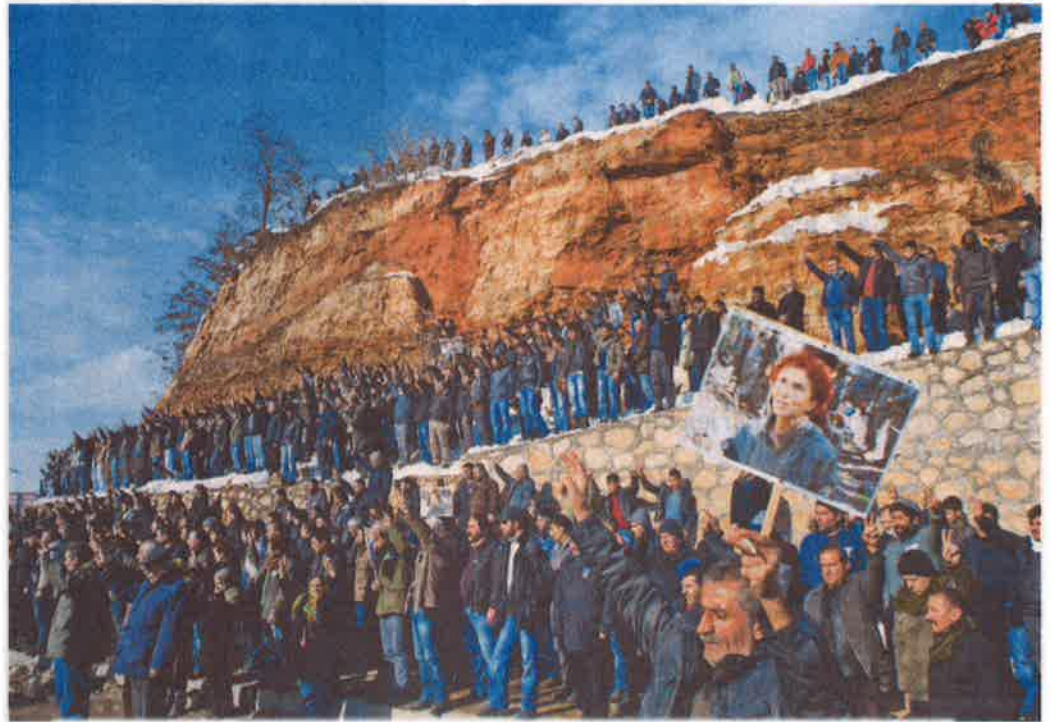
Le parquet de Paris demande le renvoi devant une cour d'assises d'Omer Güney pour le triple assassinat de 2013

**L**e 9 janvier 2013, à l'heure du déjeuner, trois militantes kurdes sont assassinées à Paris, dans un appartement de la rue La Fayette hébergeant une association communautaire. Sakine Cansiz, 54 ans, membre fondatrice du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), Fidan Dogan, 29 ans, surnommée « la diplomate », et Leyla Saylemez, 25 ans, dite « la guerrière », ont été froidement abattues de plusieurs balles dans la tête.

Après deux ans et demi d'enquête, le parquet de Paris a rendu, le 9 juillet, son réquisitoire définitif, que *Le Monde* a pu consulter. Il demande, comme l'a révélé *Le Canard enchaîné* dans son édition du 22 juillet, le renvoi devant une cour d'assises du principal suspect, Omer Güney, pour assassinats en relation avec une entreprise terroriste. Ce document de plus de 70 pages est une pièce unique : pour la première fois, la justice française évoque la possible implication d'un service de renseignement étranger, en l'occurrence le MIT (équivalent turc de la Direction générale de la sécurité intérieure) dans un assassinat politique commis en France.

Faute d'avoir pu identifier avec certitude les commanditaires de ce crime, le parquet reste prudent sur le degré d'implication du MIT. Ce service est en effet dirigé par un proche du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, engagé depuis 2012 dans un processus de paix avec le PKK qui divise profondément l'appareil d'Etat turc. Au terme de l'instruction, la piste d'un coup monté par des factions opposées aux négociations est toujours sur la table.

« De nombreux éléments de la procédure permettent de suspecter l'implication du MIT dans l'instigation et la préparation des assassinats, écrit le parquet. En effet, il est établi qu'Omer Güney avait une activité d'espionnage avérée, qu'il a eu de nombreux contacts secrets avec un ou des individus se trouvant en Turquie (...). Toutefois, il



Enterrement à Dersim (Turquie) de Sakine Cansiz, l'une des trois militantes kurdes assassinées à Paris, en janvier 2013. LEZGIN KANI/NAR PHOTOS-REA

*convient de préciser que les investigations n'ont pas permis d'établir si ces agents du MIT ont participé à ces faits de façon officielle, avec l'aval de leur hiérarchie, ou s'ils l'ont fait à l'insu de leur service, afin de le discréditer ou de nuire au processus de paix. »*

## Lapsus éclairant

Si une « incertitude » demeure sur l'identité du donneur d'ordre, l'exécutant, lui, a rapidement été interpellé et incarcéré une dizaine de jours seulement après les faits : Omer Güney, un Turc de 32 ans arrivé en France à l'âge de 9 ans. Sa présence dans l'appartement de la rue La Fayette au moment présumé du crime est avérée, des traces de poudre ont été retrouvées sur sa sacoche et l'ADN partiel d'une des victimes sur sa parka. Lui n'a cessé de nier les faits.

Lors de son arrestation, le jeune homme commet pourtant un lapsus éclairant en demandant que l'ambassade de Turquie à Paris soit alertée. Réflexe surprenant

## La justice française évoque la possible implication du MIT, le service de renseignement turc

de la part d'un individu qui persiste à se présenter aux policiers comme un « Kurde de cœur » sympathisant du PKK. Ses proches, eux, le qualifient d'« ultranationaliste », farouche opposant de la cause kurde, et affirment qu'il se définissait lui-même comme un « loup gris », du nom de la branche jeunesse du MHP, le parti nationaliste turc.

Cette sympathie feinte pour le PKK lui avait permis d'infiltrer un an plus tôt la communauté kurde

d'Ile-de-France. Parfaitement francophone, il servait régulièrement d'interprète et de chauffeur à de hauts responsables du mouvement vivant à Paris. C'est ainsi qu'il fit la connaissance de Sakine Cansiz, figure emblématique du PKK, réfugiée politique en France après avoir passé onze ans dans les geôles turques. Il était d'ailleurs chargé de la raccompagner en voiture jusqu'à l'appartement de la rue La Fayette le jour où elle est tombée sous les balles avec ses deux camarades.

L'enquête a permis d'établir qu'Omer Güney avait effectué trois voyages en Turquie dans les six mois précédant les assassinats. Il utilisait à l'occasion de ses déplacements une ligne téléphonique « secrète », réservée à des interlocuteurs spécifiques. L'un d'eux intéresse particulièrement les services d'enquête. Un « mystérieux correspondant » qui n'a jamais pu être identifié, les autorités turques refusant « étrangement » de répondre à la commission rogatoire

envoyée en ce sens, prend soin de préciser le parquet. Une litote qui illustre autant la frustration de la justice française que le rôle trouble d'Ankara dans cette affaire.

Dans ce contexte opaque, c'est finalement la presse turque qui donnera un spectaculaire coup d'accélérateur à l'instruction. Signe des violents conflits que ces assassinats révèlent au sein de l'appareil d'Etat, d'innombrables informations vont tour à tour nourrir la thèse du crime d'Etat et du complot interne. Trois semaines après les assassinats, un ancien agent du renseignement turc affirme dans un journal qu'Omer Güney est un agent du MIT et que « *le massacre de Paris est l'affaire de la faction dure au sein du MIT* ». Entendu par le juge d'instruction, il reviendra sur l'ensemble de ses déclarations.

Le 12 janvier 2014, un enregistrement vocal de trois hommes est posté sur YouTube depuis l'Allemagne. En voix off, l'auteur de la vidéo affirme que cet enregistrement a été réalisé par Omer Güney lui-même, lors d'une rencontre en Turquie avec deux membres du MIT pour « *planifier* » sa mission. On y entend les trois individus évoquer des cibles parmi les activistes kurdes européens.

Deux mois plus tard, le 14 mars, un site Internet turc ouvre une nouvelle piste : il affirme qu'une des deux voix non identifiées sur

l'enregistrement est celle d'un certain Omer Kozanlı, présenté comme « *l'imam de la police du mouvement Gülen* », un courant islamiste modéré. Le mouvement de Fethullah Gülen, exilé aux États-Unis, a soutenu l'arrivée au pouvoir d'Erdogan avant de prendre ses distances, tout en restant très influent au sein de l'appareil d'Etat.

Au même moment est publié dans le journal *Sabah* une intervention du premier ministre turc accusant Fethullah Gülen, surnommé « *l'homme de Pennsylvanie* », d'« *avoir commis une série d'assassinats à Paris* » pour « *saboter* » le processus de paix : « *Qui a fait ça ? Un individu de Pennsylvanie, les valets de cet individu, ses partisans. Bien sûr, ces gens-là ont également infiltré l'appareil judiciaire. Malheureusement, ils sont aussi dans la police et dans les autres institutions étatiques...* »

#### Enquête inaboutie

Les efforts de M. Erdogan pour se distancer du triple assassinat sont en partie ruinés avec la parution le 14 janvier 2014 sur un autre site turc d'une note interne du MIT, présentée comme un projet d'assassinat de cadres du PKK en Europe. Le jour même, le MIT publie un démenti. Plusieurs sources confirmeront par la suite au journal allemand *Der Spiegel* l'authenticité du document.

Qui a commandité l'assassinat de trois militantes kurdes à Paris, le 9 janvier 2013 ? Le gouvernement turc, pour faire vaciller un processus de paix qu'il avait lui-même engagé ? Une des factions dures du MIT infiltrée par le mouvement Gülen ? Ou encore le MHP, le Parti d'action nationaliste, proche de l'armée, dont Omer Güney se disait proche ?

Face à cette enquête inaboutie, Antoine Comte, avocat des parties civiles, salue la qualité du travail de la justice française. « *C'est la première fois que l'autorité judiciaire prend position de manière aussi claire sur la possible implication d'un Etat étranger dans un assassinat politique. Le pouvoir politique, lui, s'est toujours bien gardé de s'exprimer sur cette affaire.* » ■

SOREN SEBLOW

## LE CONTEXTE

### PKK

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation nationaliste kurde, a été fondé en 1978 par Abdullah Ocalan pour promouvoir la création d'un Etat kurde indépendant aux confins de la Turquie, de l'Irak et de la Syrie. Une série d'attentats lui vaudront d'être considéré comme une organisation terroriste par plusieurs pays européens, dont la France en 1993. Capturé en 1999, Ocalan purge une peine de prison à vie sur l'île d'Imrali. Le PKK s'engage alors dans un processus de paix avec la Turquie et renonce à la revendication d'un Etat kurde au profit d'un fédéralisme reconnaissant l'identité kurde. Fin 2012, Ocalan lance depuis sa cellule le « *processus d'Imrali* », un cycle de négociations avec l'AKP, le parti au pouvoir en Turquie. Ce processus est vivement reproché au premier ministre Recep Tayyip Erdogan au sein de l'appareil d'Etat-turc, infiltré par des courants plus radicaux. C'est dans ce contexte complexe que trois militantes kurdes ont été assassinées à Paris, le 9 janvier 2013.

## Un projet d'évasion avec « Mutti »

Interpellé une dizaine de jours après l'assassinat de trois militantes kurdes à Paris, Omer Güney est incarcéré à la maison d'arrêt de Fresnes le 21 janvier 2013. Saisie d'une enquête qui s'annonce des plus ardues, la section antiterroriste de Paris décide de « *sonoriser* » son parloir. L'initiative s'avérera payante.

Avec l'un de ses visiteurs réguliers, un Turc d'Allemagne répondant au nom de Ruhi Semen, Omer Güney se montre particulièrement précautionneux : « *Lorsque tu voudras me dire des choses particulières, écris ici, OK ? Moi, je te répondrai par écrit et tu effaceras, OK, car les murs ont des oreilles.* » Omer Güney évoque avec son ami des documents secrets, un certain « *Bey* », et parle souvent de « *maman* ». Leurs discussions sont cryptées : « *Tu ne parleras de ce qu'on s'est dit qu'à ce Bey. C'est mon seul garant, celui à qui je fais confiance, ils prendront une décision, ma mère après.* »

Au vu de ces échanges, le magistrat instructeur décide d'entendre Ruhi Semen, le 27 janvier 2014 en Allemagne. Le visiteur passe aux aveux et admet avoir utilisé un langage codé avec le suspect du triple meurtre : le terme « *maman* », ou « *Mutti* » en allemand, désignait le MIT, les services secrets turcs, dont « *Bey* » serait un agent. Il reconnaît également qu'Omer Güney l'avait missionné pour porter au siège du MIT à Ankara une lettre à « *Bey* », dont le vrai nom commencerait par les lettres « *Kt* ».

#### Liste d'armements

En perquisitionnant son domicile, les enquêteurs mettent la main sur un document intitulé « *plan d'évasion* », contenant des plans d'hôpitaux où Omer Güney, qui souffre d'une tumeur au cerveau, a déjà été transféré. « *Ce plan prévoyait manifestement une évasion depuis l'hôpital de la Salpêtrière lors d'une hospi-*

*talisation pour opération* », écrit le parquet de Paris dans un chapitre de son réquisitoire intitulé « *Un plan impliquant le MIT* ». Une façon pour la justice française d'insister sur le rôle des services turcs dans le triple assassinat, faute d'avoir pu établir avec certitude qu'ils en étaient les commanditaires officiels.

Omer Güney a toujours nié tout projet d'évasion. Les documents retrouvés dans le portable de son visiteur laissent néanmoins peu de place au doute : « *A l'examen, après avoir changé de vêtements, on s'approche de moi avec les dossiers. Je pointerai une arme sur leur tête, ils se rendront, vous les ferez prisonniers. (...) Il me faut 150 kg de C4, c'est-à-dire... si possible deux Uzi... MP5, un Beretta, dix grenades C4.* » Une autre liste d'armements a été retrouvée dans le téléphone : un document manuscrit signé « *Kt* », le fameux agent de « *Mutti* ». ■

so. s.

# Kurdish opposition figures denounce Ankara officials as 'accomplices' of IS after Suruc bombing

After 31 young Turks were killed and many more wounded by a suicide attack in Suruc, protests erupted across the country and politicians scrambled to point fingers.



Author Fehim Taştekin  
July 21, 2015  
www.al-monitor.com

Sanliurfa, where the governor recently had three journalists detained for daring to ask whether Islamic State (IS) militants expelled from Tell Abyad had penetrated the province, was bloodied by a suicide attack July 20.

About 300 young people, mostly university students associated with the Federation of Socialist Youth Associations on their way to support the reconstruction of Kobani, were attacked during a press briefing in Suruc; 31 of them were killed and 104 were wounded, shaking Turkey to its foundations once again.

At a July 11 conference in Samandag-Hatay, three young people approached me and said, "We are members of the Socialist Youth. We are launching a campaign for the reconstruction of Kobani. Will you support us with a video message?" I agreed, and the video they taped was released over the Internet. In photographs taken July 20 before the massacre, I saw them in a mass breakfast at Suruc with the families of Kobani victims. They were happy. A couple of hours later, many of them were torn to bits in a massive explosion.

I didn't know any of them, but now I do. They are the latest victims of a dirty war waged in Syria by militants moved around in ships, planes and buses in the name of changing the regime.

Film producer Omer Leventoglu, who was part of the team going to Kobani, told Al-Monitor, "We were on our way to Kobani with our medical, construction, educational and art teams. We left Istanbul in three buses. We sang and danced all the way. We were stopped at Suruc entrance and the police checked our identities." Leventoglu listed what they had planned to do in Kobani: One group was to work in construction, and another to build a playground for children. They were going to create a child care center, organize a library and show documentary movies.

When the local district governor refused to allow passage for more than 20 people to Kobani, parliamentarians intervened. The group was to cross the border the minute the permission was received.

The attack came at a press briefing the young people had organized at the Amara Cultural Center to explain their Kobani mobilization.

As protests erupted in many cities of the country over the massacre, harsh allegations came from political figures.

Prime Minister Ahmet Davutoglu invited opposition parties to issue a joint declaration against terror, saying, "The first indications point to [IS]."

What made Davutoglu's words so significant was that this was the first time government officials have pointed to IS without instinctively accusing the Syrian regime. Recall that the government had accused Syria of the double car bombing in May 2013 that killed 53 people at Reyhanli and the attack that killed three security officials at Nigde in March 2014.

The man suspected of setting off the bomb at the Diyarbakir rally of the Peoples' Democratic Party (HDP) on June 5, killing four and wounding

more than 100, was found to have once been on a police surveillance list but later taken off it.

The opposition Republican People's Party (CHP) and the HDP directly blamed the Justice and Development Party (AKP) government. Deputy CHP Chairman Veli Agbaba was blunt: "This incident is a result of the Syria policy of the AKP and the MIT [the National Intelligence Organization]. The MIT, which keeps tracks of its critics, did not see those who massacred 31 youngsters. The MIT chief and interior minister should resign."

HDP Co-chairs Selahattin Demirtas and Figen Yuksekdog wrote in a statement, "The officials in Ankara who gently pat the heads of IS are the accomplices of this barbarism." Yuksekdog added, "No force in Turkey can even move without the knowledge of MIT and other state intelligence units in the Sanliurfa-Suruc area. Don't look far for the culprits of the massacre. Those who rule politics today are the responsible ones."

Devlet Bahçeli, the leader of the opposition Nationalist Action Party, chose to question the motives of the victims. He said, "The goals and methods of those who left Istanbul for Suruc with the excuse of Kobani were not pure and ethical."

The disturbing remarks by Bahçeli, who has based his election strategy and coalition bargaining on anti-Kurdish sentiment, are compatible with Turkey's reality and classical state mentality, which allows leftists to be killed with impunity.

The attack followed recent police operations against IS supporters, staged to rebut the accusations against the AKP government of supporting IS but widely interpreted as simply done for appearance' sake. Anti-IS measures became more visible after the recent Ankara visit by a US delegation led by retired Gen. John Allen. The parties were said to have agreed on stepping up anti-IS efforts.

The government is now trying to portray the Suruc attack as retaliation against Turkey for combating IS. The prime minister was asked during a news briefing, "Ten days ago, there was a wide-scale operation against IS in Turkey. Twenty-seven people were detained in four provinces. The Turkish military apprehended six IS members. Could this be retaliation?" Davutoglu seized the opportunity to reply, "You must convey your perceptive view to those who are accusing Turkey and its government. Yes, Turkey has always taken measures to prevent threats by [IS] and similar terror organizations. No doubt such measures are disturbing some."

But the intelligence that IS was going to send a suicide bomber to Turkey was received long before the anti-IS operations of July 10. According to reports reaching Kilis police, IS had dispatched eight suicide bombers from Raqqa to Turkey. Two bombers, one of them female, both wired with explosive vests, reached an IS cell at Haci Veli village June 8. Six other bombers were dispatched July 15 to infiltrate Turkey.

The opposition is asking why appropriate security measures were not taken despite this intelligence.

One reason why the anti-IS operations were not taken seriously was that only one of the 21 people detained on suspicion of organizing the passage of militants to Iraq and Syria was arrested July 10.

That Turkey would be attacked if effective measures were taken to sever IS logistical connections was expected. But we had seen these kinds of threats and attacks at other times, when Turkey was doing nothing to disturb IS.

Given the increasing reactions by the local public and stepped up pressures from the international community, Ankara feels compelled to take more concrete steps. Radikal's Murat Yetkin says that after this attack, Ankara will harden its stance against IS with tougher measures in the political, military and ideological realms.

Ankara may feel it is now the right time to move forward with its efforts to foil the Kurds' designs to expand their turf from Tell Abyad to Afrin, and to implement a safe-zone project controlled by Turkey-supported Syrian opposition forces. However, the government, which has been massing troops on the border, is entangled in efforts to form a new government. The CHP, which could be a coalition partner with the AKP, is warning the government against actions such as marching into Syria.

One must remember, however, that a Turkey rattled by IS attacks may now be more amenable to far-fetched and risky government plans. ♦

*Fehim Taştekin is a columnist and chief editor of foreign news at the Turkish newspaper Radikal, based in Istanbul. He is the host of a fortnightly program called "Dogu Divani" on IMC TV. He is an analyst specializing in Turkish foreign policy and Caucasus, Middle East and EU affairs. He contributes to Al-Monitor's Turkey Pulse as a columnist. He was founding editor of Agency Caucasus. On*

# Turkey strikes Kurdish militants in Iraq, ends truce of more than 2 years

By Liz Sly July 25, 2015  
www.washingtonpost.com

**B**EURUT — Turkish warplanes struck Kurdish militants in northern Iraq early Saturday, expanding and complicating the air war launched by Turkey against the Islamic State in Syria the day before.

The strikes targeted weapons-storage facilities and camps belonging to the outlawed Kurdistan Workers Party, or PKK, at its Mount Qandil headquarters in the remote mountains of Iraqi Kurdistan, according to a government statement.

There were also strikes for a second night in a row against the Islamic State in Syria, indicating that Turkey is now actively engaged in the war against the militants after months on the sidelines.

The strikes against Kurds in Iraq opened a second front for Turkey, effectively ending a two-year truce with the PKK that had been a signature achievement of then-Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's government.

The PKK issued a statement saying that the cease-fire, which had already been strained by a number of PKK attacks in Turkey, is now off. "This truce has no meaning anymore," it said.

The Turkish government has repeatedly maintained that it regards the Islamic State and the PKK as equally culpable of terrorism. Now that Turkey is bombing both of them, authorities are braced for a potential wave of retaliatory attacks by either.

The targeting of Kurdish militants will also complicate the United States' air war against the Islamic State, which has relied heavily on a PKK-allied group of Syrian Kurds to make advances in northern Syria.

**T**he United States, like Turkey, has designated the PKK a terrorist organization, but unlike Turkey it does not apply the label to the PKK's Syrian affiliate, the Democratic Union Party, or PYD, thereby making cooperation possible.

In a series of comments on Twitter, Senior State Department official Brett McGurk said that the Turkish strikes against the Kurds had no connection to the U.S. deal with Turkey under which American warplanes will be permitted to use Turkish bases to launch attacks against the Islamic State. He urged both parties to return to the peace process, but also acknowledged Turkey's "right to self-defense."

"We have strongly condemned the PKK's terrorist attacks in Turkey and we fully res-



**A left-wing protester in the Gazi district of Istanbul throws a molotov cocktail toward a police vehicle during a demonstration against a state operation against Kurdish militants. (Yasin Akgul/AFP/Getty Images)**

pect our ally Turkey's right to self-defense," tweeted McGurk, who serves as the deputy special presidential envoy to the anti-Islamic State coalition.

"There is no connection between these airstrikes against PKK and recent understandings to intensify US-Turkey cooperation against ISIL," he added, using an acronym for the Islamic State.

**S**o keen was the Obama administration to secure Turkish cooperation against the Islamic States that it would be unlikely to object to Turkey also taking on Kurdish militants, said Soner Cagaptay of the Washington Institute for Near East Policy.

"Turkey just pulled the carpet from under the Kurds," he said. "In the name of fighting terrorism ... Turkey now has carte blanche to act against the PKK because it is also acting against ISIS."

The attacks stirred up tensions between Turkey and Kurdish groups across the complex spectrum of alliances and rivalries spanning the territories in Turkey, Iraq and Syria that Kurds claim as their homeland.

PYD leader Saleh Muslim said he did not expect the Turkish attacks on the PKK to affect directly the group's operations in Syria or its collaboration with the United States. "There is no PKK in Rojava," he said, using the name applied by Kurds to the territory they claim in northern Syria and rejecting an allegation frequently made by Turks and Syrian Arabs that the PKK is deeply engaged in the battles there.

He said the bombings in northern Iraq call into question Turkey's embrace of the fight against the Islamic State and suggested that Turkey had agreed to participate in the U.S.-led war as an excuse to take on the Kurds. The agreement with the United States includes permission for U.S. warplanes to use

Turkish territory to launch attacks against the Islamic State.

"I think it's a kind of show to say, 'I am against Daesh.' I think they are not sincere," Muslim said, using the Arabic acronym for the Islamic State.

"All the world knows the Kurds are fighting against Daesh. Even the PKK is fighting against Daesh in northern Iraq. So what they are doing is a kind of support to Daesh because they don't want PKK to fight against Daesh in Iraq."

**T**ensions also surfaced between the Turkish government and Massoud Barzani, the president of the Iraqi region of Kurdistan where the PKK bases were hit. Barzani is no ally of the PKK, but his government has tolerated for decades the presence of PKK camps in the inaccessible mountains in territories bordering Iraq, Iran and Turkey that are beyond the reach of authorities in any of those countries. Some PKK fighters have fought alongside U.S.-allied Kurdish forces in battles against the Islamic State in Iraq.

Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu told reporters in Ankara that Barzani "expressed his solidarity" with Turkey in an hour-long telephone conversation Saturday morning. A statement from Barzani's office said however that the Kurdish leader had "expressed his displeasure" with the air raids.

The strikes came at the end of a week of violence in which the PKK in Turkey as well as the Islamic State had carried out attacks. The PKK has long accused Turkey of cooperating with Islamic State militants, and after a suicide bomber killed 30 people at a gathering of Kurds in the southern Turkish town of Suruc, the Kurdish group retaliated by shooting two Turkish policemen.

In anticipation of further domestic violence, Turkish police have detained nearly 600 suspected Islamic State, Kurdish and other leftist militants in nationwide raids over the past two weeks.

Turkey had regularly bombed PKK targets in northern Iraq throughout the latter years of the last decade with the approval of the United States, which controlled Iraqi airspace at the time. The last strikes were in 2011.

The Turkish government's statement said Turkey had informed its NATO allies and the United Nations ahead of the strikes in Iraq.



# Turkey, America and the Kurds Awkward allies

Turkey may have joined the American-led coalition against Islamic State, but there are plenty of strings attached

July 31st 2015 2015 | ANKARA  
www.economist.com

WHEN news broke of a deal between Turkey and America over Syria last weekend, it was welcomed as a game-changer. But it has speedily become clear that the agreement is riddled with ambiguity and divergent agendas. That should not come as a surprise: the idea that two countries with such a fraught recent relationship were burying their differences to defeat Islamic State (IS) was always unlikely.

The apparent change of heart in Ankara came after the murder of 32 young activists at a Kurdish cultural centre in the border town of Suruc on July 20th. Having long turned a blind eye to IS (and other Sunni jihadist groups fighting Bashar Assad's regime in Syria), the Turkish government seemed to have been shocked out of its complacency about the menace it poses.

In fact, Turkey had been edging towards taking a more active role in the coalition against IS for several weeks, which may well have been the trigger for the suicide attack. The reasons included growing alarm about the strengthening relationship between the Americans and the Kurds; active recruiting by IS inside Turkey's big cities; and worry over the damage being done to Turkey's reputation by its tolerance of IS. In June Barack Obama publicly criticised Turkey for failing to stem the flow of foreign fighters and arms across its border into Syria.

Although the details of the deal remain sketchy,



Turkey has agreed to two long-standing demands from Washington. The first was to allow American warplanes to fly strike missions against IS positions from the big NATO airbase at Incirlik. With far less flying time to IS-held territory than from bases in the Gulf, aircraft can spend more time over their targets, respond more rapidly to real-time information from surveillance drones and maintain a higher tempo of operation. The second demand was that Turkish F-16 bombers would now join the coalition effort against IS.

In return, the Americans agreed to help establish a 65-mile IS-free zone along a western section of the Turkish-Syrian border, running from north of Aleppo to the Euphrates. That helped Ankara save face, but it is not the no-fly zone that the Turks have been demanding since the civil war in Syria erupted. That was intended to create a haven from the forces of Bashar Assad, particularly his aircraft, whereas the aim of this zone is merely to exclude IS.

In briefings earlier this week, the Turks expressed the hope that the zone would eventu-

ally provide a refuge for some of the 1.8m Syrian refugees in Turkey. Before that, though, the main aim of pushing IS out of the area is to sever the access-route to Turkey through which it funnels foreign recruits. As quickly as air strikes have killed the militants (about 1,000 are thought to be dying every month) replacements have filled their shoes. Having lost one crossing in the east at Tel Abyad to the Kurds in June, IS relies on another one, further west, Jarabulus, which is in the zone (see map).

The Turks hope for other benefits for themselves. As well as making this an IS-free zone, they would like to make it a Syrian Kurd-free zone as well, thwarting the Kurds' plan to seize the contiguous territory they need to carve out a self-governing entity on Turkey's frontier akin to the more or less autonomous Kurdistan in northern Iraq. That is a prospect that Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan (pictured, left) still fears far more than IS's potential for mayhem. Although Turkey's declared Syria strategy has been all about getting rid of Mr Assad, its support for the jihadists has always been at least as much about keeping the Kurds in check.

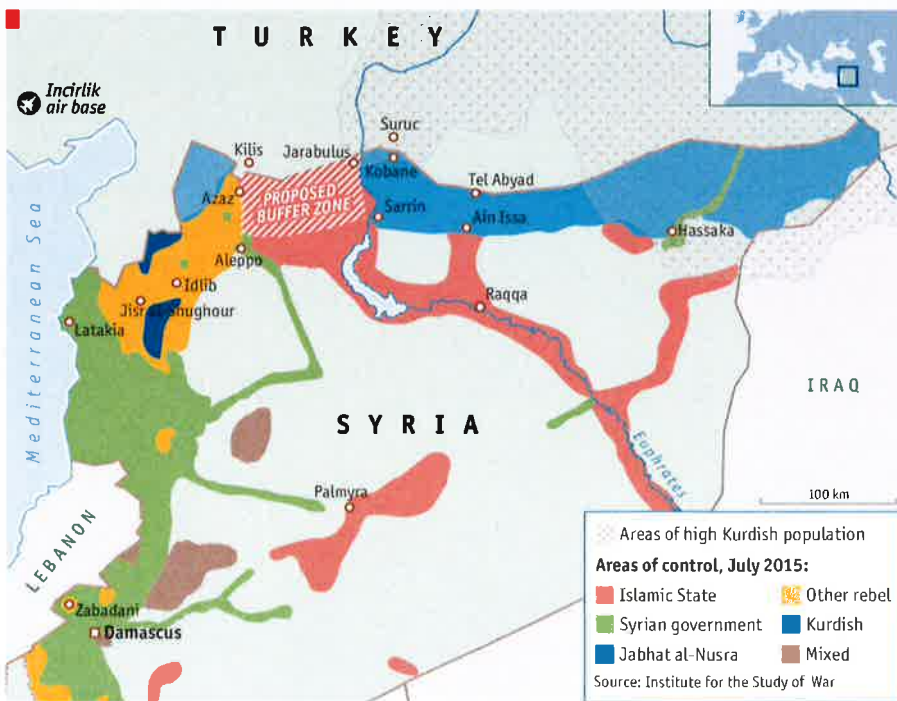
## The real target

That fact can be seen from the targets chosen by the Turkish air force in the past few days. It has carried out some limited strikes against IS in north-west Syria, but it has shown more zeal in pounding positions held by the supposedly separatist Kurdish Worker's Party (PKK) in northern Iraq, ending a two-year ceasefire against one of IS's fiercer foes. The Turks are not bombing IS in Syria's Euphrates valley, where it is fighting Syrian Kurd YPG militias. (The YPG is the armed wing of Syria's Kurdish Democratic Union, an offshoot of the PKK.) Yet American planes are flying in support of YPG units fighting IS near Tel Abyad.

The Americans, who worked closely with the YPG during last year's bitter defence of Kobane, rate the Kurdish militia as their most reliable ally against IS on the ground in Syria and intend to increase co-operation. The Turks say that although they regard the PKK as a terrorist organisation, just like IS, they have no plans to go after the YPG. However, there are reports (denied in Ankara) of Turkish tanks shelling YPG positions this week close to Jarabulus. A proven Turkish attack against the YPG would cross a red line, warn American officials. Yet for all its heroics in areas it seeks to control, the YPG is not going to take the fight to IS's stronghold in Raqqa. For that, the coalition almost certainly needs to include Sunni Arabs.

Other differences will be no less tricky to resolve. One is that the Turks and Americans do not agree on which rebel groups they will work with in expelling IS from the zone. That is vital, because neither country has any intention of putting boots on the ground. The Turks have long been close to Ahrar al-Sham, a well-organised Islamist group that has received arms from the country's intelligence agency and Qatar. The Americans may just about be able to stomach Ahrar and its offshoots—it is at least authentically Syrian and has no designs on the West, though its informal links to the Syrian affiliate of al-Qaeda are deeply problematic.

Another of Turkey's aims is to bring American aircraft into direct confrontation with



Mr Assad's waning but still effective (at least for terrorising civilians) air force. That is something the Americans wish to avoid, not wanting to mount a major operation to take out Syria's air-defence system. Operating across the swathes of Syria the regime no longer controls has not been difficult. But the south-west corner of the zone covers still-contested ground.

Mr Erdogan also hopes for domestic political gains from his deal with the Americans. The PKK

has provided Mr Erdogan with the excuse he needed to send his bombers after it by killing police officers and soldiers. The group alleges that the police were complicit in the Suruc atrocity. If the PKK responds with further outrages, it will play into the president's hands. Renewed PKK terrorism will tarnish the HDP, a mainly Kurdish political party that denied Mr Erdogan's AK party a majority in the election in June, and thus the power to change the constitution to create an executive presidency. Mr Erdogan could

hold a snap election in a bid to get the right result.

Realising that its previous strategy had failed, Turkey has now joined the coalition against IS as an active participant. But even the concept of a very limited anti-IS zone is half-baked. Nobody has explained when and how it will be enforced or governed. The anti-IS coalition has long suffered from conflicting aims and weak commitment. That is not about to change. ■

The Economist July 25th 2015

## A terrible bomb in Turkey

# Why one attack could augur worse

Syria's agony advances north  
July 25th 2015 | SURUC  
www.economist.com

"FOLLOW the flies; you'll find human flesh." These grisly directions were offered at the scene of a suicide-bomb attack by a suspected Islamic State (IS) terrorist in Suruc, a town on Turkey's border with Syria, on July 20th. Sure enough, flies hovered over charred remains in the garden of the Amara cultural centre, where at least 32 people were killed and around 100 more injured.

The bomber was identified as Seyh Abdurrahman Alagaoz, a 20-year-old from Adiyaman, a conservative province in the mainly Kurdish southeast, which is prime recruiting ground for jihadists. Should his links to IS be proven, the implications will be dire. This would be the group's first big strike inside Turkey; it would serve as a warning that support for Syrian Kurds could cause violence to spill across the border, and complicate the American-led campaign against the jihadists. It would also increase tensions between Turkey's ruling Islamists and its own restive Kurds. On July 22nd Kurdish militants said they had killed two Turkish policemen in "revenge" for the big bomb.

Images of dismembered bodies appeared on social media, stirring violent anti-government protests. The authorities briefly blocked access to Twitter on July 22nd, calling for offensive content to be removed. The real aim, say activists, was to stop demonstrators from organising.

Most victims were university students, who had come from across Turkey to help rebuild Kobane, over the border. They hoped to erect a library and playground. Their possessions—stuffed animals and furry boots—were set in a makeshift shrine. "I gathered their arms, their legs," sobbed Yusuf Polat, a retired chemical engineer who was part of the group. "We were going to bring peace to Kobane."

Kobane, the first of three Kurdish-run cantons in northern Syria to declare autonomy from Damascus in 2012, has emerged as a symbol of Kurdish resistance. It was largely destroyed last year when IS fighters sought to wrest control



from the main Syrian Kurdish militia, the People's Protection Units (YPG). The YPG retook Kobane in January with American air support. IS struck back in June, killing hundreds, but was repelled by the Kurds. Many Kurds from Turkey are now joining the fight.

Suruc was tempting to IS. A drab mix of cinderblock buildings and rutted roads, it houses thousands of refugees from Kobane and is run by the Peoples' Democracy Party (HDP), a pro-Kurdish bloc that won seats in parliament for the first time in June, thus stripping the Islamist Justice and Development (AK) party of its majority. The HDP does not hide its sympathy for the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has fought on and off for decades for Kurdish self-rule inside Turkey, though in 2013 it called a ceasefire to help rekindle talks involving its jailed leader, Abdullah Ocalan. The YPG is the PKK's Syrian franchise and helps it battle against IS.

In June there was relief in many quarters when the Kurds drove IS from the town of Tel Abyad, which had served as an IS supply route for arms and fighters slipping in from Turkey. But Osman Baydemir, an HDP deputy from Sanliurfa, sees no room for complacency now: "IS are planning further attacks for sure." Like many, he thinks AK has done too little to stop the flow of jihadists and



Sorrow in Suruc

their arms. Others even say the Islamist president, Recep Tayyip Erdogan, and the AK are secretly backing IS so as to sabotage the Kurds' experiment with self-rule in parts of Syria.

In Suruc, some protesters cried "Killer Erdogan". It did not help that he lamented the fall of Tel Abyad, or that pro-government titles screamed in its aftermath that the YPG was a "bigger threat" than IS. The president caused more dismay by failing to call a day of mourning for the Suruc horror.

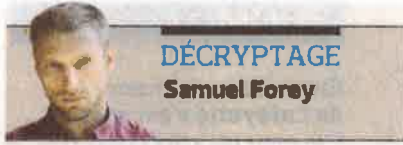
AK strongly denies any secret agenda. Turkish police have detained more than 500 suspected IS militants and sympathisers this year. But although Turkey is formally part of an American-led coalition against IS, it will not let its airbase at Incirlik be used to hit the jihadists. This dragging of feet drove America to team up with the YPG; and that enraged Turkey's army which equates the YPG with its PKK foes.

In the past, Mr Erdogan was praised for his Kurdish policy. As prime minister he was the first Turkish leader to hold formal talks with Mr Ocalan. But since being elected president in August he has grown hawkish. In October he outraged Kurds by crowing that Kobane was about to fall to IS, and he initially blocked Kurdish pleas to resupply Kobane via Turkey, yielding only after America dropped arms of its own. He has disavowed a peace plan agreed between AK and Mr Ocalan in March, claiming not to have known about it. And AK insiders say Mr Erdogan is keen to send Turkish troops to Syria to thwart Kurdish advances.

He may be courting nationalist votes, expecting a new election if AK fails to form a government. And his policy of distancing Turkey from the anti-IS fight may be prompted both by dislike of Kurdish nationalism and by fear of jihadist terror. If that is the strategy, it is not working—as the bombing in Suruc showed. ■



# La révision stratégique forcée d'Ankara



DÉCRYPTAGE  
Samuel Forey

AVEC l'attentat meurtrier commis par un membre de l'État islamique (EI), lundi dernier à Suruç, la menace se précise pour la Turquie. La violence de l'EI oblige les différents acteurs de la région à prendre des positions claires, et Ankara ne pouvait plus montrer une si forte ambiguïté vis-à-vis des djihadistes. Elle ouvre ses bases et elle bombarde. S'agit-il pour autant d'un changement de stratégie ? La Turquie a longtemps été accusée de soigner les combattants de Daech sur son territoire, voire de livrer des armes à l'organisation. Mais la position d'Ankara a progressivement évolué, passant d'une convergence d'intérêts à la « défense active » mise en place aujourd'hui.

Premier revers pour la Turquie : quand l'EI a commencé à s'attaquer aux autres groupes armés islamistes en Syrie, en janvier 2014. Ankara comptait jouer les rebelles islamistes à la fois contre le régime de Bachar el-Assad mais aussi contre les Kurdes syriens alliés au PKK. Ces derniers administrent une région de facto autonome en Syrie depuis l'été 2012 - l'un des pires cauchemars d'Ankara. Mais malgré les attaques répétées de l'EI, les Kurdes syriens ont tenu - notamment à Kobané, localité kurde syrienne -, voire conquis du terrain - par exemple à Tell Abyad, localité arabe syrienne à la frontière avec la Turquie, longtemps point de passage favori des djihadistes.

La convergence d'intérêts - voire le pacte de non-agression tacite - entre l'EI et la Turquie n'a pas vraiment été dans l'intérêt de cette dernière. Ses premiers alliés, les rebelles islamistes du

nord-ouest de la Syrie, ont perdu du terrain. Ses premiers ennemis, les Kurdes syriens, en ont gagné. Et les djihadistes ne se sont pas privés d'attaquer la Turquie et ses intérêts sur son propre territoire, dès le mois de mars 2014, à Nigde. Les attaques n'ont pas cessé, depuis, de la prise d'otages des membres du consulat de Turquie en juin 2014 à Mossoul à l'attentat de lundi dernier, à Suruç.

Ankara a donc changé de position... lentement. Le premier individu accusé d'appartenir à l'organisation État islamique a été arrêté le 5 février 2015. Depuis, le nombre des interpellations n'a fait qu'augmenter. « Ankara avait les yeux rivés sur la chute de Bachar el-Assad et a joué un jeu dangereux avec les groupes armés islamistes. Le gouvernement était tétanisé par la peur des représailles en cas de changement de politique, ce qui explique la longueur de ce revirement », explique Metin Gürçan, chercheur à l'université de Bilkent.

Pour la première fois depuis l'apparition de l'EI en Syrie, la Turquie a bombardé des positions de l'organisation vendredi matin. Une étape est franchie, au risque de voir les attentats se multiplier sur le territoire turc. Après avoir mangé avec le diable - aussi longue la cuillère était-elle -, Ankara doit maintenant payer l'addition. ■

AFP

## En Syrie, le ressentiment arabe face à l'alliance kurdo-américaine

Beyrouth, 18 juillet 2015 (AFP)

**L'ÉTROITE ALLIANCE entre forces kurdes de Syrie et la coalition menée par Washington contre le groupe Etat islamique a engendré des victoires mais aussi un ressentiment chez les communautés arabes, ce qui à terme pourrait entraver le combat antijihadiste.**

Des analystes soutiennent que l'EI ne sera vaincu qu'avec le soutien des Syriens arabes sunnites, or ces derniers s'estiment exclus du "favoritisme" américain envers les Kurdes.

Ces derniers mois, les Unités de protection du peuple kurde (YPG) ont chassé le groupe extrémiste du poste-frontière vital de Tall Abyad et repoussé plusieurs attaques jihadistes.

Les frappes de la coalition ont été capitales dans ces avancées, Washington rendant hommage aux Kurdes comme un allié sûr.

### - LES KURDES, 'CHOUCHOUS' DE L'OCCIDENT -

Mais dans des régions où les rapports entre Arabes et Kurdes sont historiquement tendus, les premiers voient cette alliance avec suspicion.

"Nous rejetons cette politique d'appui sur une base ethnique ou sectaire", a indiqué à l'AFP Oussama Abou Zeid, conseiller au sein de l'Armée syrienne libre (ASL), une des coalitions rebelles luttant à la fois contre le régime de Bachar al-Assad et l'EI.

Les Kurdes "sont considérés comme les chouchous de l'Occident", explique Emile Hokayem, un expert de la Syrie à l'Institut international pour les études stratégiques.

"Ils reçoivent de l'aide militaire, des renseignements, des armes, alors que les Arabes affirment qu'ils souffrent davantage et qu'ils combattent l'EI et Assad" eux aussi.

"La coalition a favorisé les Kurdes, s'aliénant ainsi d'importantes forces arabes", selon l'analyste.

### - UN PASSÉ LOURD DE TENSIONS -

Les tensions et la méfiance règnent de longue date entre Kurdes et Arabes dans le nord de la Syrie.

Depuis 1970, le régime de Damas a implanté des Arabes sunnites dans des régions kurdes dans le double but d'affaiblir leur sentiment indépendantiste et de gagner l'appui des tribus arabes.

La forte concurrence pour les ressources naturelles a exacerbé les différends entre groupes ethniques, surtout durant les années de sécheresse d'avant-

guerre.

Et au moment du soulèvement anti-Assad en 2011, l'opposition syrienne a été irritée par le refus kurde de rejoindre la révolte.

Les Kurdes ont au contraire passé un accord tacite avec le régime pour rester neutre et défendre la sécurité de leurs régions afin d'y établir une administration locale.

Ces dernières semaines, alors que les Kurdes avaient remporté des victoires face à l'EI, une guerre de mots inédite a éclaté entre l'opposition et les YPG, la première accusant les Kurdes d'avoir expulsé les non-kurdes de leurs maisons et occupé les villages repris à l'EI.

Les YPG ont rejeté en bloc ces allégations, qui font toujours l'objet d'une enquête de la part d'organisations de défense des droits de l'Homme.

Un petit groupe rebelle d'ethnie arabe qui combat au côté des Kurdes, Bourkane al-Fourat, a estimé que ces accusations étaient "politisées".

### - LIMITES DE LA STRATÉGIE AMÉRICAINE -

"Dès le début des frappes de la coalition (en septembre 2014, NDLR), les YPG ont été les grands bénéficiaires, alors que les rebelles arabes sunnites ont été passés au crible avant d'être considérés comme des partenaires", indique de son côté Charles Lister, du Brookings Doha Center.

Washington a toujours été réticent à l'idée de fournir des armes aux insurgés combattant Assad, arguant qu'elles pourraient tomber aux mains d'extrémistes.

Sur le terrain, les habitants arabes de Tall Abyad, reconquis par les YPG, ne mâchent pas leurs mots à propos des combattants kurdes.

"Nous n'accepterons pas les Kurdes car ce n'est pas leur terre. C'est la terre des Arabes et nous les combattons jusqu'au bout", affirme Seyh Deham Hasseki, 60 ans. Pour lui, l'EI est "moins diabolique que les militants kurdes".

Pour M. Hokayem, la coordination exclusive entre la coalition internationale et les Kurdes alimente le sentiment de marginalisation des populations arabes.

Les sunnites ont l'impression que leurs "souffrances sont moins prises en compte que celles des autres communautés", explique-t-il.

A terme, cela pourrait entraver la lutte contre l'EI, car les forces kurdes ne combattront pas au-delà de leurs régions, et la participation des arabes sunnites sera nécessaire à un moment donné.

"Nous atteignons les limites de la stratégie américaine", indique M. Hokayem.

"Lorsque les Arabes sunnites sentiront que leurs griefs (contre Assad par exemple) sont reconnus, ils seront capables de voir les Kurdes comme des partenaires dans la lutte anti-EI".

# Le chef du Pentagone érige les Kurdes d'Irak en modèle de la lutte anti-EI

Par Laurent BARTHELEMY  
AFP - 24 juillet 2015

**Erbil (Irak)** — Le secrétaire à la Défense américain Ashton Carter a salué vendredi à Erbil, dans le nord de l'Irak, le combat des Kurdes irakiens contre le groupe Etat islamique (EI) comme un "modèle" à suivre dans la lutte antijihadistes.

Après une visite jeudi à Bagdad, sa première depuis sa prise de fonctions en février, M. Carter s'est rendu à Erbil, la capitale du Kurdistan dont les forces sont un élément central dans le combat contre l'EI qui contrôle de larges pans de territoire en Irak.

"Les peshmergas (combattants kurdes) sont le modèle de ce que nous essayons de faire", a-t-il dit devant une centaine de militaires de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis contre l'EI, après un entretien avec le président de la région autonome du Kurdistan, Massoud Barzani.

En Irak, et à terme en Syrie voisine où le groupe jihadiste s'est aussi emparé de vastes régions, "nous essayons de construire une force capable" de "gagner sur le terrain" et "ensuite tenir (les zones reconquises) et permettre une vie décente" aux habitants, a ajouté M. Carter.

Avec l'aide déterminante des frappes aériennes de la coalition, les Kurdes irakiens ont pu repousser les jihadistes des zones frontalières du Kurdistan et étendre leur contrôle sur des régions disputées avec Bagdad, comme la ville pétrolière de Kirkouk.

Les Etats-Unis et la coalition comptent sur le soutien des forces kurdes pour une future reconquête



Le secrétaire à la Défense américain Ashton Carter rencontre le président du Kurdistan irakien Massoud Barzani le 24 juillet 2015 à Arbil /AFP

de Mossoul, la deuxième ville de l'Irak, un objectif stratégique de la campagne antijihadistes.

Mossoul, située à environ 90 km à l'ouest d'Erbil, avait été prise par l'EI au début de son offensive fulgurante en juin 2014 qui lui a permis de s'emparer d'autres régions, devant la déroute de l'armée et la police irakiennes.

## NE PAS COURT-CIRCUITER BAGDAD

Les relations entre le Kurdistan et le pouvoir central, même si leurs forces se sont alliées dans certains régions contre l'EI, restent tendues en raison de différends politiques et pétroliers.

Les peshmergas ont payé un lourd tribut dans la guerre contre l'EI, avec 1.200 morts. Ils reçoivent des armes des Etats-Unis, mais aussi du Royaume-Uni et de la France.

Néanmoins, M. Carter a souligné

devant son interlocuteur kurde que son pays continuerait à faire transiter par le pouvoir central à Bagdad l'aide au Kurdistan.

"Les Etats-Unis continueront à travailler au côté, avec et à travers le gouvernement d'Irak pour venir en aide aux forces kurdes dans le combat contre l'EI", a-t-il dit, selon un communiqué du Pentagone.

A Bagdad, où il a rencontré le Premier ministre Haider al-Abadi, M. Carter a déclaré que les Etats-Unis étaient "prêts à en faire plus" dans la lutte contre l'EI, "si (les Irakiens) développent par eux-mêmes des forces motivées et capables de reprendre et conserver des territoires".

"Nous ne pouvons pas nous substituer" aux Irakiens dans le combat contre l'EI, a-t-il souligné.

M. Carter a aussi rencontré une

partie des 3.500 militaires américains déployés en Irak pour assister l'état-major local dirigeant l'offensive, mais aussi aider l'armée à former des combattants issus des tribus sunnites.

## ATTENTATS

Washington pousse le gouvernement irakien à majorité chiite à mieux intégrer les groupes sunnites dans les offensives anti-EI, alors que les opérations sont majoritairement menées par l'armée, les milices chiites et les forces kurdes.

Une offensive est en cours actuellement dans Al-Anbar (ouest), la plus grande province d'Irak, qui s'étend de Bagdad aux frontières syrienne, saoudienne et jordanienne, et qui est en grande partie contrôlée par le groupe jihadiste sunnite.

Les forces irakiennes y resserrent l'étau autour des deux principales villes, Ramadi et Fallouja, avec l'appui des frappes de la coalition.

Alors que l'EI est sous pression du fait des raids quasi-quotidiens de la coalition depuis août 2014, le groupe jihadiste pourrait revenir à ses précédents modus operandi, notamment les attentats à la voiture piégée, préviennent des experts.

L'EI a revendiqué d'ailleurs plusieurs attentats ces derniers jours dans Bagdad et ses environs.

Erbil était la dernière étape d'une tournée au Moyen-Orient de M. Carter qui s'est aussi rendu en Israël, en Jordanie et en Arabie saoudite, des alliés traditionnels des Etats-Unis qui tentaient d'obtenir des assurances après l'accord international sur le nucléaire iranien. ♦

REUTERS

## Turkish soldier killed in clash with Kurdish militants

ISTANBUL, July 20, 2015 (Reuters)

A TURKISH SOLDIER was killed and two others wounded in a clash with the PKK Kurdish militant group in the southeastern province of Adiyaman, the army said on Monday, in a further

## blow to a fragile peace process.

Turkey began peace talks in 2012 with Kurdish militants to try to bring a definitive end to a three-decade conflict that has killed more than 40,000 people. But the talks have stalled in recent months and remain on fragile ground.

Also on Monday, at least 28 people, mostly Turkish and Kurdish students, were killed in a town near the Syrian border in what officials said appeared to be a suicide bomb attack mounted by Islamic State militants. ●



## Syrie En autorisant les frappes contre l'organisation jihadiste depuis ses bases, Ankara rejoint de fait la coalition internationale. Un tournant dans le jeu turc.

Par  
**MARC SEMO**

**DÉCRYPTAGE**

Après des mois d'ambiguïtés, la Turquie s'est finalement engagée dans la lutte contre l'Etat islamique (EI). Elle a accepté d'ouvrir la base aérienne d'Incirlik aux avions de la coalition. Trois chasseurs F16 ont mené dans la nuit de jeudi à vendredi des frappes en Syrie contre des cibles du groupe jihadiste dont les positions avaient déjà été pilonnées par des chars depuis le territoire turc. Craignant l'importation du conflit syrien sur son sol, Ankara a aussi lancé vendredi à l'aube une vaste opération antiterroriste mobilisant 5000 policiers, contre des réseaux de l'EI mais aussi contre les rebelles kurdes turcs du PKK et le groupe armé d'extrême gauche DHKPG.

### Que signifie l'ouverture de la base d'Incirlik ?

C'est le signe le plus fort du tournant opéré par le président turc Recep Tayyip Erdogan, leader charismatique de l'AKP, la formation

islamo-conservatrice au pouvoir depuis 2002. Pilier du flanc sud-est de l'Otan et bien que formellement membre de la coalition internationale – 63 pays sur le papier – montée contre l'EI, la Turquie s'était contentée du service minimum. Ainsi elle avait refusé jusqu'ici que cette grande base américaine installée près d'Adana (sud) soit utilisée par l'aviation alliée contre les jihadistes. Incirlik est le papier de tournesol des relations entre Ankara et Washington. Les Américains qui l'avaient utilisée en 1991 dans la première guerre du Golfe ne purent s'en servir lors de la seconde, en Irak en 2003, sur décision d'Ankara. Les avions américains sont obligés de parcourir des centaines de kilomètres, depuis le Golfe, avant de pouvoir frapper des cibles dans le nord de la Syrie ou de l'Irak. «L'accès aux bases turques dont celle d'Incirlik augmentera l'efficacité opérationnelle de la coalition», s'est félicité Washington. Ce feu vert est le résultat de mois de négociations et d'une longue conversation téléphonique entre Barack Obama et Recep Tayyip Erdogan. Les autorités turques

conditionnaient l'utilisation de leurs installations militaires à l'engagement d'instaurer une *no fly zone* – une zone d'exclusion aérienne dans une ou plusieurs régions du nord de la Syrie, afin de limiter le flot des réfugiés sur le sol turc où ils sont déjà 2 millions. A en croire Ankara, Washington se serait finalement engagé à soutenir un tel projet que Paris a toujours appuyé.

### Pourquoi la Turquie s'engage-t-elle contre l'EI ?

Il s'agit d'abord de calmer ses alliés, à commencer par Washington. L'administration américaine reprochait de plus en plus durement à Ankara son absence de coopération et critiquait son laxisme dans le contrôle des 900 kilomètres de frontière avec la Syrie, par où arrivaient les armes comme les volontaires pour les groupes jihadistes, dont l'EI. C'est également par là qu'étaient exportés le pétrole et les œuvres archéologiques pillées, nourrissant le trésor de guerre des jihadistes. Mais le président turc se trouve contraint à prendre acte du fiasco de sa stratégie. «*Désormais la Turquie doit revoir sa politique syrienne, car elle est devenue une cible pour l'EI*», note l'éditorialiste Semih Yildiz dans le quotidien de gauche *Cumhuriyet*. Erdogan avait tout misé sur un renversement rapide de Bachar al-Assad et soutenu la rébellion, y compris les groupes les plus radicaux. Il se trouve maintenant confronté au risque croissant de métastases du conflit syrien à l'intérieur de la Turquie. En témoignent l'attentat à Suruç (32 morts) le 20 juillet visant un groupe de jeunes militants kurdes aussitôt attribué par les autorités à l'Etat islamique puis les exécutions de deux policiers revendiquées par la guérilla kurde du PKK les accusant d'être des complices de l'EI. «*Ce massacre de*

*Suruç montre qu'il y a un risque de projection du champ politique turc sur le terrain syrien, les différents acteurs du jeu turc s'identifiant parfois jusqu'à la compassion active à différents acteurs du sanglant théâtre syrien*», note Jean-François Pérouse, géographe et directeur de l'IFEA (Institut français d'études anatoliennes) sur le site Ovipot. D'où l'opération de police tous azimuts menée vendredi. Mais pour avoir nié la réalité du danger jihadiste, les autorités se retrouvent face à une tâche très difficile. Entre 3000 et 5000 jeunes Turcs combattent en Syrie parmi les islamistes radicaux, en premier lieu dans les rangs de l'EI. Des milliers d'autres les soutiennent en Turquie. C'est vrai dans les banlieues de grandes villes de l'Ouest, fiefs traditionnels des islamistes. «*Désormais, Kobané, c'est Istanbul*», notait le blogueur Ahmet Saymadi évoquant le symbole de la résistance kurde à l'Etat islamique l'automne dernier. Mais il y a aussi de nombreux Kurdes sensibles aux sirènes jihadistes. Plus de la moitié des jeunes citoyens turcs combattant en Syrie viendraient des régions kurdes de l'est du pays et notamment Bingöl, Mardin, Diyarbakir. De petites mani-

festations de solidarité avec l'EI ont régulièrement lieu auprès de certaines mosquées.

### Une intervention turque dans le nord de la Syrie est-elle possible ?

Pour le moment, Ankara insiste surtout sur la sécurisation de sa frontière avec la Syrie déjà hérissée de barbelés et de miradors, notamment dans les zones kurdes. La rumeur d'une intervention limitée n'en revient pas moins régulièrement sur le devant de la scène. « Jamais, quel qu'en soit le prix, nous n'accepterons la création d'un état terroriste à notre frontière sud », lançait ainsi Recep Tayyip Erdogan fin juin, visant aussi bien les jihadistes de l'EI que les Kurdes du PYD, liés organiquement au PKK, qui contrôlent le Rojava, le Kurdistan syrien. Impossible à mener sans un mandat international, une telle option est difficile à mettre en œuvre, d'autant que l'armée rechigne. « Entrer c'est facile, mais comment en sortir ? » avertissait l'ex-chef d'état-major Ilker Basbug. En fait, il s'agit surtout de mettre la pression sur Washington pour la zone d'exclusion aérienne. Cette dernière, tout comme une hypothétique zone protégée par une opération terrestre, s'étendrait sur une centaine de kilomètres de frontière et sur une profondeur d'une cinquantaine de kilomètres dans la région de Marea au nord d'Alep ainsi désenclavée. Les habitants ne vivraient plus dans la peur des bombardements du régime aux barils d'explosifs. Soutenue par Ankara comme par Riyad et Doha, « l'armée de la conquête », regroupant des islamistes radicaux opposés à l'EI, devrait occuper le terrain et permettre la création d'une région incluant Alep, la grande ville du nord, qui deviendrait la capitale de la Syrie libre.

### Quelle est la stratégie politique d'Erdogan ?

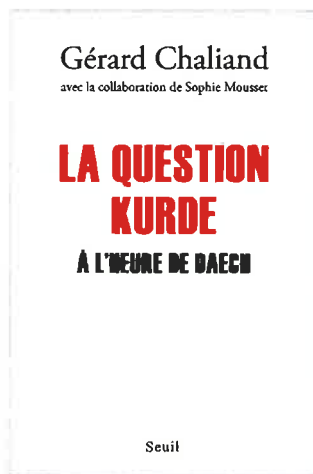
« Le moindre mouvement menaçant pour la Turquie entraînera les plus sévères réactions », a averti vendredi le Premier ministre, Ahmet Davutoglu, clamant que « l'unité du pays est en jeu ». Les poses martiales et les bruits de bottes servent à l'AKP à remobiliser son camp après les élections du 7 juin, où arrivé largement en tête, le parti islamo-conservateur a néanmoins perdu la majorité absolue pour la première fois depuis treize ans. La situation politique est totalement bloquée, l'AKP ne réussissant pas à trouver un partenaire de coalition, ni à droite avec les ultranationalistes du MHP, ni à gauche avec les sociaux-démocrates du CHP, les négociations achoppant notamment sur le rôle d'Erdogan. Il refuse de se retrouver cantonné, en tant que président, à des fonctions plutôt honorifiques comme le prévoit la lettre de la Constitution. D'où l'hypothèse qu'il miserait sur de nouvelles élections à l'automne, inévitables si aucun gouvernement n'est formé. Le réflexe du « vote utile » contre les risques d'instabilité alors que le pays est menacé pourrait jouer à plein, même si le dossier syrien polarise l'opinion, majoritairement hostile à toute intervention. Ce scénario agite le monde politique

## ■ ESSAI **Politis**

9 juillet 2015

# Les Kurdes : une guerre dans la guerre

Un retour sur l'histoire du Kurdistan pour décrypter les enjeux actuels.



◀ La Question kurde à l'heure de Daech, Gérard Chaliand, avec la collaboration de Sophie Mousset, Le Seuil, 155 p., 18 euros.

**A** lors que Daech occupe aujourd'hui un tiers de l'Irak et la moitié de la Syrie, Gérard Chaliand et Sophie Mousset questionnent la place du peuple kurde dans le brasier moyen-oriental. Dans la *Question kurde à l'heure de Daech*, ils dressent le bilan de l'expérience qu'ils ont acquise sur le terrain. Gérard Chaliand est un spécialiste reconnu des conflits internationaux, auteur d'une trentaine de livres de géopolitique. Sophie Mousset est photographe et écrivaine. De 1999 à 2015, ils se sont rendus quasiment chaque année au Kurdistan d'Irak et connaissent également l'ensemble des espaces kurdes. Leur ouvrage met en évidence un conflit dans le conflit dans cet énorme dossier gigogne qu'est le Moyen-Orient.

Celui des Kurdes pour leur émancipation.

Le 10 juin 2014, la ville irakienne de Mossoul est tombée aux mains des jihadistes de Daech, et les troupes irakiennes se sont effondrées. Les Kurdes en ont profité pour prendre le contrôle de territoires qu'ils estimaient devoir leur revenir, avant d'être attaqués en août par Daech.

#### Les jihadistes n'étaient

qu'à quelques dizaines de kilomètres d'Erbil, la capitale du Kurdistan, quand l'intervention de l'aviation américaine a évité le pire aux Kurdes. Mais, au nord de la Syrie, ce sont bien les peshmergas kurdes qui ont opposé une résistance héroïque à Daech pour reprendre finalement le contrôle de la ville frontalière de Kobané, en janvier dernier. Cela alors que, comme le soulignent

Chaliand et Mousset, « la Turquie souhaitait la défaite » des Kurdes. Preuve manifeste de l'interférence du conflit séculaire turco-kurde dans l'affrontement avec les jihadistes.

**Pour décrypter les enjeux actuels**, l'ouvrage revient sur l'histoire du Kurdistan et du nationalisme kurde. L'identité des Kurdes est écartelée depuis un siècle entre quatre contrées : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Les conflits passés, comme la guerre du Golfe de 1991 ou l'Irak en 2003, ont eu des conséquences importantes sur chacun de ces territoires. Il y a, en filigrane, la lutte ancestrale entre les sunnites et les chiïtes, mais aussi le rôle de certaines fractions arabes extrémistes qui ne veulent pas laisser le pouvoir aux Kurdes, sur fond de lutte entre Iraniens et Saoudiens.

Si les Kurdes, sunnites à 80 %, sont l'une des seules forces régionales à combattre le jihadisme, c'est aussi parce que cela correspond à leurs aspirations démocratiques. « *Le Kurdistan*, écrivent les auteurs, *est un territoire sur lequel ne s'exerce pas de discrimination religieuse ou ethnique, et où, au contraire, les minorités sont accueillies et protégées.* » Ce qui est rare dans la région.

› Lauriane Clément

turc. En outre, la montée des tensions avec les Kurdes, la reprise des attentats par le PKK risque en cas de scrutin anticipé de mettre en difficulté le HDP, longtemps vitrine politique de la rébellion kurde mais aujourd'hui parti

de toutes les diversités qui, pour la première fois, avait franchi le seuil des 10% pour entrer au Parlement. Il pourrait ne pas réussir à nouveau cette performance, ce qui garantirait à l'AKP la majorité absolue. ◆

# Ankara joue son propre jeu dans la coalition anti-EI

ISTANBUL, NEW YORK -  
correspondants

Après une première série de raids aériens contre des positions de l'organisation de l'Etat islamique (EI) dans le nord de la Syrie, la Turquie a mené de nouvelles frappes, dans la nuit de vendredi 24 à samedi 25 juillet. « L'opération menée contre l'EI a rempli son objectif et ne s'arrêtera pas », a confirmé le premier ministre, Ahmet Davutoglu. Mais cette fois-ci, Ankara a élargi ses cibles aux camps des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) installés dans le nord de l'Irak. A Istanbul et dans plusieurs villes de province, la police a continué les arrestations de militants kurdes soupçonnés d'appartenir au PKK, de membres de la gauche radicale (DHKP-C) et de sympathisants de l'EI. Selon le dernier bilan, 297 personnes ont été interpellées dont 37 ressortissants étrangers.

Les menaces posées par le débordement du conflit syrien ont décidé la Turquie, après plusieurs mois de pressions américaines, à assumer une participation plus active au sein de la coalition internationale de lutte contre l'EI. Les opérations menées par Ankara à l'encontre de l'Etat islamique sont les bienvenues parmi les membres de la coalition internationale. Le régime islamo-conservateur turc a longtemps été accusé par ses alliés de fermer les yeux, voire de soutenir les organisations radicales en guerre contre le régime de Damas. Toutefois, Ankara met sur un même plan l'EI et les rebelles kurdes du PKK qui ont assassiné des policiers turcs ces derniers jours, en représailles à l'attentat de Suruç le 20 juillet contre de jeunes militants pro-kurdes. Vendredi soir, sept policiers ont été blessés dans l'attaque d'un commissariat à Diyarbakir et un policier a été enlevé près de Mardin.

Dans un discours, le président Recep Tayyip Erdogan, sans un mot pour les 32 victimes de Suruç, a fustigé le « séparatisme » du PKK rappelant que le gouvernement allait poursuivre « tous les groupes terroristes, indépendamment

**Il faudra  
une vingtaine de  
minutes aux F-16  
de la coalition  
pour atteindre  
leurs cibles  
en Syrie**

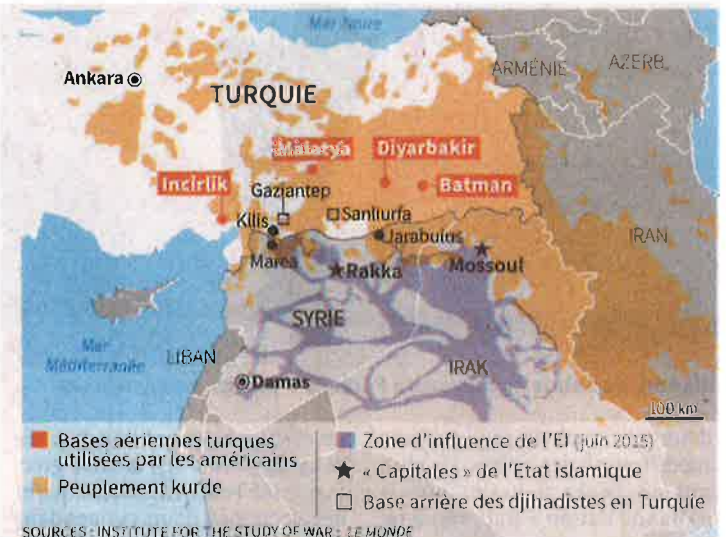
de leur appellation ». Il a confirmé l'autorisation donnée à l'aviation américaine et aux autres membres de la coalition d'utiliser plusieurs bases turques pour mener des missions aériennes en Syrie ou en Irak. Les bases « seront utilisées dans un certain cadre », a-t-il précisé.

Les détails de l'accord intervenu entre Ankara et Washington ont filtré dans la presse vendredi. Les avions de la coalition ont enfin été autorisés à décoller depuis les aéroports d'Incirlik mais aussi de Diyarbakir, de Batman et de Malatya, dans le sud du pays. Selon les responsables américains, ce revirement change radicalement la donne.

Il faudra désormais une vingtaine de minutes aux F-16 de la coalition pour atteindre leurs cibles en Syrie. Les attaques étaient menées jusqu'à présent depuis le Koweït, la Jordanie, l'Irak ou le golfe Persique.

En contrepartie de l'utilisation de ses bases, la Turquie a obtenu ce qu'elle réclamait depuis longtemps, la création d'une zone de non-survol aérien dans le nord de la Syrie, selon le diplomate Feridun Sinirlioglu, qui a pris part aux pourparlers turco-américains, cité par le quotidien *Hürriyet*. La partie turque pourra faire usage de son artillerie et de son infanterie pour « sécuriser l'endroit si nécessaire ». Il s'agit d'une ligne de 90 kilomètres de long, sur une profondeur de 40 à 50 kilomètres, située entre Marea et Jarabulus, face à la ville turque de Kilis. C'est à l'entrée de cette zone actuellement disputée entre l'EI et l'Armée syrienne libre que l'aviation turque a mené son deuxième raid dans la nuit de vendredi à samedi.

Le gouvernement turc veut éviter que ce territoire proche de sa frontière tombe « dans les mains



de l'EI ou du Front Al-Nosra », selon *Hürriyet*. Les milices kurdes de Protection du peuple (YPG, affiliées au PKK), devenues les meilleurs alliés des Américains dans la lutte contre les hommes en noir, ont eu droit à une mise en garde d'Ankara. L'entente turco-américaine « ne vise pas les Kurdes de Syrie », mais une intervention de l'armée turque est envisageable dans l'éventualité où « les YPG menacent la frontière ». Les milices kurdes du YPG, grisées par leur succès à Kobané et à Tal Abyad, rêvent de faire la jonction entre les cantons kurdes d'Afrine et de Kobané.

## « Défense active »

Les Etats-Unis se sont engagés à travailler avec les Européens, en particulier l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, pour renforcer le contrôle des départs de djihadistes étrangers vers la Syrie, via la Turquie, un sujet qui n'est pas uniquement celui d'Ankara, a indiqué le porte-parole du département d'Etat, John Kirby. La Turquie a, de son côté, multiplié depuis six mois les opérations sur son territoire, inquiète de la menace posée par la multiplication des cellules djihadistes. « On est passé de la défense passive à la défense active », a indiqué un haut responsable turc. Les autorités turques ont dit avoir arrêté plus de 500 personnes en lien avec l'EI sur leur territoire. Les contrôles à la frontière ont été renforcés : 1 500 étrangers ont été expulsés pour connexion avec l'EI ; 1 100 se sont vus refuser l'accès en Tur-

**Selon des  
sources militaires  
françaises,  
« l'ennemi  
numéro un pour  
la Turquie reste  
les Kurdes »**

quie ; et 15 000 ont été placés sur une liste noire.

Aux yeux de sources militaires françaises de haut niveau, l'offensive menée par l'armée turque n'est toutefois, à ce stade, qu'une « offensive de rétorsion » qui ne présage d'aucune suite. La Turquie n'a, selon ces sources, aucune raison de changer fondamentalement de position dans le conflit : « l'ennemi numéro un pour la Turquie reste les Kurdes ». Sur le conflit syrien, les divergences entre Ankara et Washington se sont creusées. La Turquie fait du départ du président syrien, Bachar Al-Assad, une priorité, et a accru son soutien à la rébellion syrienne. De leur côté, les Etats-Unis privilégient la lutte contre l'EI et se sont engagés, aux termes d'un accord tacite avec l'Irak, à ne pas viser le régime de Damas. « Rien de spectaculaire ne va se produire. Nous savons tous que ce conflit très complexe ne se règlera que dans la durée, la résolution moyenne des conflits modernes est d'au moins 15 ans », analyse un haut gradé français. ■

NATHALIE GUIBERT (À PARIS),  
MARIE JÉGO, STÉPHANE LAUER  
ET HÉLÈNE SALLON (À PARIS)

# La Turquie vise l'EI, mais tue les Kurdes

Michel Gourd / 26 juillet 2015  
www.lematindz.net

L'offensive de la Turquie contre l'État islamique a toutes les apparences d'un écran de fumée destiné à cacher à la communauté internationale l'entrée en guerre du président Recep Tayyip Erdogan contre une partie de sa population. En attaquant à répétition et avec force et les Kurdes, le gouvernement turc veut les massacrer, sauver ses amis de l'EI et mettre les forces de la coalition devant un fait accompli.

Lors de sa rencontre le 24 juillet avec le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, le secrétaire de la Défense américain, Ashton Carter, a décrit le combat des Kurdes irakiens contre le groupe État islamique comme un «modèle» à suivre. Pourtant, le soir même, la Turquie bombardait les positions kurdes de ce pays. Les F-16 turcs ont mené des raids dans le nord de l'Irak et bombardé le PKK dans les monts Kandil. Ils ont en fait bombardé à plusieurs reprises des positions de la guérilla kurde à Avasin, Basya, Behdinan, Gare, Haftanin, Metina, Qandil, Xakurke et Zap. Cela malgré le fait qu'Ashton Carter tente actuellement de construire avec les Kurdes une force capable de gagner sur le terrain en Irak et en Syrie où les islamistes se sont emparés de vastes régions. La Turquie joue donc double jeu et a ajouté un nouvel échelon à sa coopération avec les partisans de l'État islamique en Syrie et en Irak.

La Turquie intensifie actuellement son offensive contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan. Les forces turques

## Turquie : frappes contre le PKK



Carte localisant les frappes aériennes contre les positions du PKK et l'attentat à la bombe de samedi soir qui a tué 2 militaires (JJ/PLD / AFP).

viennent de ce fait de mettre fin au cessez-le-feu qui tenait depuis 2013. Recep Tayyip Erdogan semble avoir définitivement enterré le processus de paix débuté à l'automne 2012 pour contenir la rébellion qui a fait 40 000 morts en Turquie depuis 1984. Ces frappes contre les forces kurdes en Irak surviennent de plus alors que les États-Unis et la coalition comptent sur leur soutien pour reconquérir d'autres villes en Irak. Les Kurdes irakiens ont d'ailleurs aidé la coalition à repousser les jihadistes des zones frontalières du Kurdistan et ont repris le contrôle de la ville pétrolière de Kirkouk.

Ces faits laissent supposer que la Turquie tente actuellement de faire avec les Kurdes ce qu'elle a fait à ses Arméniens. Pourquoi ne

le ferait-elle pas? L'histoire passée et récente de la Turquie montre qu'elle a réussi à commettre un génocide sans avoir à subir les foudres de la communauté internationale. Elle se sent donc autorisée à continuer ses actions en s'assurant que les cris des victimes ne dépassent pas les bruits ambiants pour qu'ils n'alertent pas les autres nations.

À court terme, il serait donc temps de doter le plus rapidement possible les combattants kurdes, qui reçoivent des armes de la coalition, de missiles sol-air de dernière génération. Si la coalition n'est pas prête à les aider, ils pourront le faire eux-mêmes. À plus long terme, seule la communauté internationale a suffisamment de pouvoir pour obliger la Turquie à poursuivre le processus de paix kurdo-turc engagé en 2012.

En agressant de la sorte ses Kurdes, ceux d'Irak et de Syrie, la Turquie ne fait pas que nuire aux efforts de la coalition contre les forces de l'EI. Elle commet aussi un crime contre l'humanité qui devrait être jugée par la cour pénale internationale. Rappelons que la Turquie n'a pas encore reconnu le génocide arménien qui est pourtant vu comme un fait incontestable un peu partout dans le monde. Devant une mauvaise foi si évidente et les actions qu'elle pose, il est évident que la Turquie n'a pas appris du passé. Elle s'en est tirée avec un premier génocide contre les Arméniens et ses dirigeants semblent décidés à en commettre un second contre les Kurdes si cela sauve leur pays.

Étant donné les actions extrêmement violentes que commet la Turquie contre ses Kurdes, la communauté internationale a dépassé le stade où elle pouvait donner la proverbiale chance au coureur. En fait, le proverbe qui serait plus à-propos dans ce cas-ci serait : "Si quelqu'un te trompe une fois, honte à lui. S'il te trompe deux fois, honte à toi." ■

REUTERS

## Nouveau succès des forces kurdes au sud de Kobani en Syrie

BEYROUTH, 27 juillet 2015 (Reuters)

LA MILICE KURDE syrienne de l'YPG (Unités de protection du peuple) a pris lundi la ville de Sarrin, au sud de Kobani, à l'État islamique (EI) après un mois d'offensive pour couper les lignes de ravitaillement du groupe djihadiste, rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

La ville, située près de l'Euphrate, servait de base arrière aux islamistes radicaux pour lancer des raids contre Kobani, tenue par les Kurdes à la frontière

avec la Turquie.

Les forces kurdes ont été appuyées par des frappes aériennes de la coalition formée par les États-Unis pour lutter contre l'EI, a déclaré le directeur de l'OSDH Rami Abdoullrahmane.

L'YPG, appuyée par de petits groupes rebelles syriens, a enregistré des gains importants ces dernières semaines contre l'EI dans la province de Rakka, "capitale" du califat autoproclamé l'an dernier par le groupe djihadiste.

La milice kurde a capturé la ville de Tel Abyad le 15 juin avant de progresser vers le sud et de s'emparer de la ville d'Aïn Issa, à 50 km au nord de Rakka, le fief des djihadistes en Syrie.

En juillet, la coalition anti-EI dirigée par les États-Unis a effectué des frappes particulièrement soutenues dans le nord de la Syrie, parmi les plus intensives depuis le début de sa campagne aérienne il y a près d'un an.

Les raids visent à réduire au maximum la possibilité pour le groupe djihadiste d'opérer à l'extérieur de Rakka et de l'empêcher de lancer une contre-attaque contre les forces kurdes, selon des responsables américains. ●

# Après Daech, la Turquie concentre son feu contre le PKK

Les derniers bombardements ont surtout visé les positions des rebelles kurdes dans le nord de l'Irak, qui ont revendiqué deux récents attentats.

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

**TERRORISME** Fort du soutien de l'allié américain, l'artillerie turque a de nouveau bombardé pendant plusieurs heures dimanche des positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak. Dans la nuit de vendredi à samedi, l'armée de l'air turque avait déjà mené une série de frappes contre les bases arrière du PKK, détruisant sept abris, hangars ou lieux de stockage de munitions dans les monts Qandil, dans l'extrême nord de l'Irak. Pour le PKK, ces « agressions » ont « rompu les conditions » du cessez-le-feu avec les forces de sécurité en vigueur depuis 2013.

Quelques heures après les bombardements turcs, deux soldats ont été tués et quatre autres blessés par une voiture piégée qui a explosé au passage d'un convoi militaire dans la province à majorité kurde de Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie. L'attentat a été revendiqué par le PKK, qui avait déjà clamé la responsabilité mercredi de celui contre deux policiers à la frontière avec la Syrie. Dimanche, c'est un policier qui a été tué à Istanbul dans de vio-



L'armée patrouille dimanche à Diyarbakir (sud-est de la Turquie) après la mort de deux soldats, samedi, par une voiture piégée qui a explosé au passage d'un convoi militaire.

## Les raids anti-Daech constituent un tournant dans la position de la Turquie, accusée jusque-là par ses alliés occidentaux de complaisance envers la mouvance djihadiste

lents affrontements avec des militants d'extrême-gauche, pendant qu'il procédait à des interpellations dans le quartier de Gazi.

Alors qu'Ankara s'est enfin engagé dans une guerre contre l'État islamique, celui-ci menaçant sa sécurité intérieure, les observateurs expliquent ce durcissement à l'égard du PKK comme un moyen pour le président Recep Tayyip Erdogan d'accroître ses chances de former un gouvernement de coalition, à 35 jours de l'échéance prévue par la Constitution. Pour la première fois, le chef du principal parti de l'opposition (Parti républicain du peuple, social-démocrate) s'est dit prêt dimanche à une telle coalition. Après de premières frappes contre Daech vendredi en Syrie, l'aviation turque a mené samedi une nouvelle vague de bombardements contre des cibles djihadistes dans le nord de la Syrie. Ces opérations, anti-Daech et anti-PKK,

« continueront aussi longtemps que la menace subsistera contre la Turquie », a prévenu le premier ministre, Ahmet Davutoğlu. La Turquie a « le droit de mener des actions contre des cibles terroristes », a souligné le vice-conseiller américain à la Sécurité nationale Ben Rhodes.

Les raids anti-Daech constituent un tournant dans la position de la Turquie, accusée jusque-là par ses alliés occidentaux de complaisance envers la mouvance djihadiste. Mais l'attentat de Suruç lundi dernier - 32 personnes tuées par un Turc pro-Daech -, puis l'attaque jeudi contre deux policiers turcs à partir de la Syrie ont rompu le modus vivendi qui prévalait jusque-là entre Ankara et Daech, tous les deux ayant comme priorité la chute de Bachar el-Assad.

En parallèle, les arrestations de djihadistes et de militants kurdes se sont poursuivies durant le week-end. Dans la province de Diyarbakir, 21 personnes soupçonnées de liens avec le PKK ont été appréhendées, tandis que la police fouillait 44 maisons d'activistes dans ce même fief historique de la rébellion kurde. Vingt-huit personnes soupçonnées d'être liées à Daech, dont treize étrangers, ont été quant à elles arrêtées dans la province de Gaziantep, point de passage des djihadistes vers la Syrie. À Istanbul, un cadre de Daech en charge du recrutement, Abdullah Abdullayev, originaire du Daguestan, dans le nord du Caucase, a également été mis sous les verrous. « Pourquoi n'avait-il pas été arrêté plus tôt ? » se demande un diplomate sur place. Au total, 590 personnes ont été

emprisonnées en trois jours dans une vingtaine de provinces.

Malgré la répression anti-PKK, Ankara ne renonce pas au processus de paix avec les rebelles kurdes. « C'est un processus stratégique », soutient le premier ministre. Mais « il est temps pour le HDP de choisir entre armes et démocratie », dit Ahmet Davutoğlu, en référence au parti pro-kurde impliqué dans les négociations. « Le cessez-le-feu est bel et bien fini », tranche David Romano, spécialiste de la Turquie à l'université du Missouri, aux États-Unis.

Pour lui, « la principale cible » des frappes turques est « le PKK plus que Daech », comme semble le montrer la journée de dimanche. Lors de la campagne pour les législatives du 7 juin dernier, Erdogan avait déjà durci le ton contre le PKK, lequel se préparait depuis des mois à rompre la trêve à partir de ses repaires montagneux du Qandil, en Irak. ■

# Strikes on Kurds end relative peace

ISTANBUL

Turkish attacks in Iraq open the possibility of reviving a bloody conflict

BY CEYLAN YEGINSU

As Turkish fighter jets pounded Kurdish militia targets in northern Iraq late Friday, the implications of the attack weighed heavily on Turks and Kurds across the border in Turkey, as they faced the prospect of being drawn back into a bloody civil conflict after years of relative peace.

In 2013, Turkey brokered a historic settlement with the separatist Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., vowing to grant the long-suppressed Kurdish minority greater rights and autonomy in exchange for a cease-fire following a three-decade insurgency that had claimed more than 40,000 lives.

The cease-fire brought calm and stability to Turkey's volatile, predominately Kurdish southeast region. But peace process sputtered last month, prompting waves of small-scale violence as Kurds grew frustrated over what they saw as the government's inadequate response to their demands. That sudden shift occurred as President Recep Tayyip Erdogan sought to bolster nationalist support before parliamentary elections in June.

Turkey's resumption of raids on the P.K.K. in Iraq has heightened tensions even further — and effectively ended the cease-fire.

"The truce has no meaning anymore after these intense airstrikes by the occupant Turkish army," the P.K.K. said on its website on Saturday.

The offensive in Iraq was carried out as part of a double-pronged counterterrorism operation that simultaneously attacked Islamic State targets inside Syria. In a major tactical shift last week, Turkey assumed an active role in the United

**"The truce has no meaning anymore after these intense airstrikes by the occupant Turkish army."**

States-led campaign against the Islamic State, plunging into its first direct cross-border confrontations with the militants and granting the Americans access to air bases for carrying out sorties in Syria.

Until now, Turkey, a NATO member and longtime ally of the United States, had resisted intense pressure from Western allies to assume a more forceful role in the fight against the Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

But the government in Ankara did not want to embolden Syrian Kurdish militias, which have made significant territorial gains through increased cooperation with the American operations against the Islamic State.

The leading Kurdish militia in Syria, known as the People's Protection Unit, or Y.P.G., is an affiliate of the P.K.K. It is considered a national security threat by the Turks. Although Turkish officials said that large-scale counterterrorism operations had been planned for some time, the measures put into place last week were set off by a suicide bombing at a cultural center in the border town of Suruc last Monday that killed 32 people and wounded more than 100.

The attack, which targeted a group of pro-Kurdish activists and was carried out by a Turkish citizen with suspected ties to the Islamic State, laid bare a sociopolitical fault line in Turkey, as Kurds accused the government of allowing the Islamic State to operate in Turkey.

"The conflict in Syria has spilled across the border into Turkey, and the Turkish state has a big part to play in that reality," said Fatma Edemen, a journalism student at Ankara University who survived the attack. "The government has let ISIS roam freely in Turkey for years."

Ms. Edemen, 22, is a member of a pro-Kurdish socialist youth group that had gathered at the Amara Culture Center on Monday to discuss rebuilding the Syrian border town of Kobani, which was besieged by Islamic State militants last year in a battle that drew crucial support from the American-led coalition.

The Turkish government's reluctance to take part in the Kobani campaign inspired violent protests across Turkey, with Kurdish nationalists accusing Ankara of aiding the Islamic State. At least 30 people died in the demonstrations.

Turkey's lack of response to the situation in Kobani also bolstered the Kurdish election campaign in June, after conservative nationalist Kurds, who had previously voted for Mr. Erdogan's Islamist Justice and Development party, defected to the pro-Kurdish People's Democratic Party, or H.D.P., which won representation in Parliament for the first time by passing a 10 percent threshold in the June 7 election.

The success of the H.D.P. stripped Mr.

Erdogan's party of its majority in Parliament, opening the possibility of a coalition government for the first time in more than a decade. Earlier this month, Mr. Erdogan gave Prime Minister Ahmet Davutoglu a mandate to form a government. If he fails to establish a coalition within 45 days, Mr. Erdogan is likely to call for another election in November.

Selahattin Demirtas, a co-chairman of the H.D.P., has accused the government of supporting the attack in Suruc as part of larger strategy to drag the country into a war — and improve the Justice and Development party's election prospects.

Analysts say that Turkey's campaign to bundle the crackdown on the Islamic State with one on the P.K.K. could help Mr. Erdogan and Mr. Davutoglu regain the disaffected nationalist voters that they lost in the last election.

Analysts say the greatest risk of Turkey's new counterterrorism policy is that it could reignite unrest in the Kurdish southeast.

On Sunday, after a week of violent attacks by the P.K.K., there was a deadly car bombing in the southeastern city of Diyarbakir that killed two soldiers.

Much of Turkey's immediate political future will be defined through the choices made by the H.D.P. leadership in the coming weeks, analysts say. The party's leaders must decide whether to lead a national political movement, or a more marginalized Kurdish nationalist movement.

"As a man who prefers peaceful civilian means over an armed struggle in a party that is backed by an armed group, Demirtas is between a rock and a hard place," said Asli Aydintasbas, a Turkish columnist and analyst for CNN Turk. "He has an appeal far beyond the traditional P.K.K. base, but with no ability to influence what the P.K.K. does. He has the votes, but not the power"

American officials praised Turkey's policy shift last week, condemning the attacks by the P.K.K. and acknowledging Turkey's right to self-defense, while urging that both sides to remain committed to the peace process.

"We look forward to intensifying cooperation with Turkey and all of our partners in the global fight against ISIL," Brett H. McGurk, President Obama's envoy to the coalition battling the Islamic State, wrote in Twitter posts on Sunday.

"There is no connection between these airstrikes against the P.K.K. and recent understandings to intensify U.S.-Turkey cooperation against ISIL," he added.



# A Damas, Assad reconnaît les faiblesses de son armée

Pour la première fois, le président syrien a admis son incapacité à se battre sur tous les fronts

**C'**est un discours en forme d'aveu qu'a livré, dimanche 26 juillet à Damas, Bachar Al-Assad. L'aveu rare des défaites enregistrées par son armée, fatiguée et en manque d'effectifs, contrainte de « hiérarchiser ses priorités » face à la multitude de fronts. Dans un discours fleuve aux décideurs économiques du pays, le président syrien a justifié, pour la première fois en public, la nécessité de redéployer ses forces autour de territoires jugés vitaux, dans une stratégie présentée comme temporaire, « pour que d'autres zones ne s'effondrent pas ».

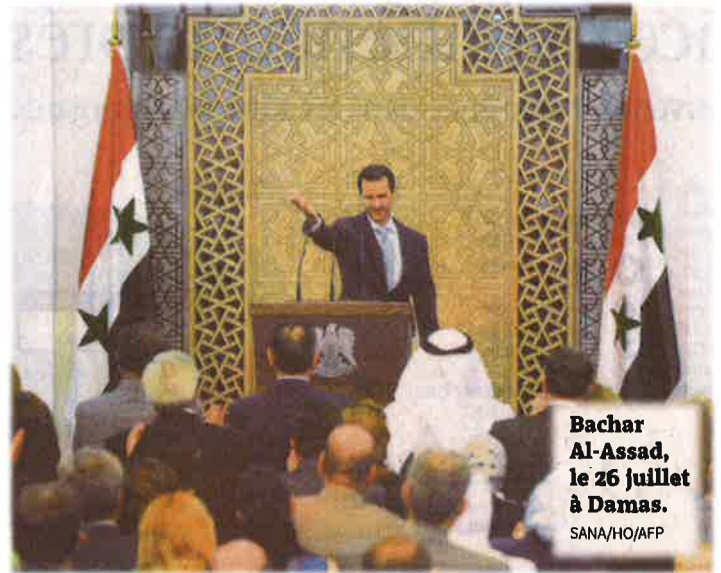
Le constat sur les difficultés militaires n'a rien d'une révélation : depuis le printemps, l'armée syrienne a essuyé une série de revers, d'Idlib (nord-ouest de la Syrie) à Palmyre (nord-est de Damas). Elle s'est repliée dans une position défensive sur les axes vitaux à l'ouest du pays : d'Alep (nord) à Deraa (sud), le long de la région côtière jusqu'à la capitale Damas, dont les défenses ont été renforcées. Pour la présidence, il s'agit moins de prendre acte de l'été des pertes que de donner des explications, sur la scène intérieure, et de contrer la « frustration » parmi les loyalistes, née des défaites et de la détérioration de l'économie syrienne, minée par l'inflation.

Bachar Al-Assad a exclu tout défaitisme. C'est en meneur vers la « victoire », et non en président affaibli, prêt à un compromis, que le « Lion de Damas » s'est posé. Il a assuré que la partition de la Syrie n'était pas à venir, ponctuant son

discours de quelques-uns de ses thèmes chers : le « complot » étranger ourdi depuis 2011, la « guerre médiatique » contre la Syrie. Sans admettre sa dépendance militaire envers Téhéran et le Hezbollah libanais, il a salué le soutien de ses précieux alliés. L'accord sur le nucléaire iranien, signé à Vienne le 14 juillet, aux conséquences régionales incertaines, est perçu comme la promesse d'un soutien financier accru de Téhéran – alors que la crise économique et la dévaluation de la livre syrienne ont vidé les caisses du régime – et de nouveaux renforts parmi ses alliés, du Liban à l'Irak, pour appuyer une armée syrienne mise à rude épreuve sur le front.

L'armée d'Assad semble conserver une certaine cohésion et une puissance de feu supérieure, dans les airs, face aux forces rebelles (des modérés aux affiliés d'Al-Qaïda, en passant par des islamistes plus ou moins conservateurs) et aux djihadistes de l'État islamique (EI). Mais elle est confrontée à une hémorragie. En 2011, avant le début de la révolte, qui s'est muée en une guerre sans pitié, les rangs

**L'accord sur le nucléaire iranien est perçu à Damas comme la promesse d'un soutien financier accru de Téhéran**



Bachar Al-Assad, le 26 juillet à Damas. SANA/HO/AFP

de l'armée étaient estimés autour de 300 000 hommes, sans compter les réservistes. Quatre ans plus tard, les effectifs des troupes terrestres se seraient effondrés de moitié, suite aux désertions, défections et pertes humaines : selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, quelque 50 000 soldats ont été tués depuis 2011, ainsi que 30 000 miliciens pro-régime.

## Critiques des loyalistes

Bachar Al-Assad a eu beau assurer d'une augmentation récente du nombre d'incorporations, les nouvelles recrues manquent. Les appels à rejoindre les rangs se multiplient. Samedi, Damas a annoncé une amnistie pour les déserteurs, en vue de leur réintégration. Depuis fin juin, une campagne d'affichage officielle a été lancée dans les rues de la capitale par une association proche du régime, afin d'encourager les enrôlements.

Les mesures incitatives ne manquent pas – montant de la solde réévalué, assouplissements pour permettre aux appelés, dans certains cas, de combattre dans leur région d'origine. Mais la concurrence est rude : quitte à prendre les armes, des jeunes font le choix de rejoindre les milices locales d'autodéfense. « Le régime syrien a atteint son pic de mobilisation et sa base géographique de recrutement se resserre », analyse Ziad Majed, enseignant à l'Université américaine de Paris.

Le discours d'Assad intervient à quelques jours d'une initiative attendue de Staffan de Mistura, l'envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie, qui a mené des consultations – à défaut de négociations – avec les parties syriennes. A la veille de cette échéance, le prési-

dent syrien n'a montré aucun fléchissement. Accusant au passage l'Occident de jouer un double jeu face à l'extrémisme, il a affirmé ne voir aucune « solution politique » pour mettre fin au « terrorisme », terme par lequel il a labellisé l'insurrection anti-régime dès ses premières heures, et qui désigne aujourd'hui l'EI, comme les rebelles de tout poil. Les espoirs qu'un tournant diplomatique se concrétise restent faibles.

De part et d'autre, les puissances régionales les plus impliquées dans le conflit (l'Iran d'un côté, l'Arabie saoudite, la Turquie et le Qatar de l'autre) ne donnent pas plus de signe de désengagement. Les combattants étrangers sont toujours plus nombreux. Dans le camp pro-régime, « quelque 25 000 à 30 000 hommes, dont la moitié sont de vrais combattants » seraient déployés, selon le chercheur Ziad Majed. Des Afghans, des Irakiens, des Libanais du Hezbollah et quelques Iraniens garnissent les rangs des milices pro-iraniennes encadrées par des conseillers militaires dépêchés par Téhéran. Leur participation aux combats ulcère l'opposition. Elle suscite aussi des critiques dans la sphère loyaliste, que le président syrien a cherché à dissiper.

Parmi les opposants, certains se sont étonnés que le président n'ait pas eu un mot pour le tournant marqué par l'engagement de la Turquie, qui a mené des frappes contre l'EI et les Kurdes, en Irak et en Syrie. Ils y voient le signe que le régime est resserré sur sa survie, sans vision. ■

LAURE STEPHAN  
(BEYROUTH, CORRESPONDANCE)  
ET HÉLÈNE SALLON

# La Turquie lance l'offensive contre les Kurdes

L'entrée de la Turquie dans la coalition contre l'EI s'accompagne de l'ouverture d'un second front contre le PKK

PAR MARIE JÉGO

ISTANBUL - correspondante

Des chasseurs bombardiers turcs ont mené, dans la nuit de dimanche 26 à lundi 27 juillet, un nouveau raid aérien sur les positions des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) dans le nord de l'Irak.

Positionnée à Semdinli (dans la région de Hakkari), l'artillerie turque a visé plusieurs heures durant, dimanche, des bases du PKK situées de l'autre côté de la frontière. Dans le même temps, des chars turcs bombardaient d'autres positions kurdes, en Syrie cette fois, dans le village de Zur Maghar.

Ces frappes sont intervenues après l'explosion d'une voiture piégée, dans la nuit de samedi à dimanche, au passage d'un véhicule militaire sur une route près de Diyarbakir, la grande ville kurde du sud-est de la Turquie.

L'attentat, qui a causé la mort de deux soldats, a été revendiqué par les Forces de défense du peuple (HPG), le bras armé des rebelles kurdes.

La Turquie est confrontée à une flambée de violence depuis l'attentat, attribué à un kamikaze turc d'origine kurde ayant effectué des séjours en Syrie, qui a fait 32 morts lundi 20 juillet à Suruç (sud-est), non loin de la frontière avec la Syrie. Deux jours plus tard, le PKK se vengeait en assassinant deux policiers, complices selon lui de complaisance envers les djihadistes, à Ceylanpinar (sud-est).

Les régions kurdes sont sous tension, des commissariats ont été mitraillés à Diyarbakir, Siirt, Mardin, des voitures ont été brûlées à Kars, sans faire de victimes. Violence aussi à Istanbul, où un policier a été abattu, dimanche 26 juillet, dans le quartier de Gazi, lors de heurts survenus pendant l'enterrement d'une militante d'extrême-gauche, tuée quelques jours auparavant lors d'un coup

de filet de la police.

Quelque 590 personnes – islamistes radicaux, sympathisants du PKK, militants du DHKP-C (gauche radicale) – ont été arrêtées dans 22 régions du pays. Lundi 27 juillet à l'aube, une opération a été lancée dans le quartier de Hacıbayram à Ankara, réputé pour ses réseaux de recrutement de djihadistes vers la Syrie. Un climat d'état d'urgence règne, plusieurs sites prokurdes ont été bloqués le 25 juillet tandis qu'une manifestation pour la paix, prévue dimanche 26 à l'appel d'associations de gauche, a été interdite par le préfet d'Istanbul.

L'armée turque est sur les dents. L'état-major a fait annuler les vacances des officiers qui servent dans les « zones critiques ». « Les opérations vont continuer jusqu'à ce que les centres de commandements d'où sont programmées les attaques contre la Turquie et les dépôts d'armes soient détruits », a annoncé le premier ministre Ahmet Davutoglu.

## « Zone tampon »

Ces tensions surgissent au moment où le gouvernement turc a effectué un virage à 180° dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI), lançant son aviation contre des positions des djihadistes au nord de la Syrie. Ankara a également offert l'usage de bases aériennes aux forces de la coalition anti-EI, un tournant par rapport aux réticences formulées jadis pour rejoindre la coalition.

« La Turquie n'a pas l'intention d'envoyer des troupes au sol en Syrie mais elle pense, comme les Etats-Unis, qu'il faut apporter un appui aérien aux rebelles syriens modérés », a expliqué M. Davutoglu dans un entretien accordé à plusieurs journaux turcs. Les bombardements turcs sur la Syrie se déroulent au nord d'Alep où des combats font rage entre l'EI et l'Armée syrienne libre.

C'est précisément sur cette bande de terre que les Turcs ont obtenu des Américains la création d'une « zone tampon », réclamée de longue date par le président Re-

## Selon le PKK, « le cessez-le-feu n'a plus aucune signification après les raids intensifs de l'armée turque »

cep Tayyip Erdogan. « Une fois que l'EI sera chassée de cet endroit, des zones sécurisées apparaîtront naturellement, constituant un abri pour les déplacés », a expliqué samedi le ministre des affaires étrangères Mevlut Cavusoglu.

Ankara a apparemment obtenu un blanc-seing sur les raids de l'aviation contre le PKK au Nord de l'Irak. La Maison Blanche a reconnu dimanche le droit des Turcs à « mener des actions contre des cibles terroristes », selon le conseiller adjoint du président Barack Obama à la Sécurité nationale, Ben Rhodes. Plus mesurée, la chancelière allemande Angela Merkel a invité son homologue turc, Ahmet Davutoglu, dimanche par téléphone, à plus de modération en lui rappelant « le principe de proportionnalité » dans la riposte. En quête de soutien, la diplomatie turque a demandé une réunion extraordinaire du conseil de l'Otan qui aura lieu mardi.

Deux raisons ont poussé les Turcs à s'entendre avec les Etats-Unis : le risque des infiltrations de djihadistes en Turquie, souligné à l'envi par les services ces derniers mois et aussi la perspective d'un retour de l'Iran sur la scène régionale suite à l'accord trouvé sur le dossier nucléaire. L'engagement turc « change la donne régionale », a fait valoir Ahmet Davutoglu.

## Brûler tous les ponts

Négocié pied à pied ces dernières semaines avec Washington, l'accord, salué par les alliés de l'Otan, s'est assorti de l'ouverture d'un second front contre le PKK en Irak qui a fait voler en éclat le processus de réconciliation avec les rebelles kurdes, engagé en 2012. « Le cessez-

le-feu n'a plus aucune signification après les raids intensifs de l'armée turque d'occupation », affirme le PKK dans un communiqué.

Les deux parties semblent déterminées à brûler tous les ponts, au risque de revenir aux terribles affrontements de la fin des années 1990, quand le sud-est du pays était ravagé par la guerre entre l'armée turque et le PKK, au prix de dizaines de milliers de morts et de millions de déplacés. Cette escalade aura un coût politique et économique au moment où la Turquie a besoin de plus de croissance et d'investissements.

Ce changement de cap survient au moment où le parti de la Justice et du développement (AKP, islam-conservateurs), privé de sa majorité parlementaire depuis les législatives du 7 juin, tente péniblement de former un gouvernement de coalition. S'il n'y parvient pas avant la fin du mois d'août, il y aura de nouvelles élections.

Selon les analystes, l'AKP entre en guerre contre l'EI et le PKK dans l'espoir de récupérer les voix perdues lors du dernier scrutin. Cette soudaine perte de popularité fut vécue comme une claque pour ce parti, vainqueur haut la main de toutes les élections depuis 2002.

Le Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste) joue lui aussi la carte préélectorale en annonçant sa bonne disposition à former un gouvernement avec l'AKP « pour le salut du pays ». Le grand perdant de la nouvelle donne est le Parti de la démocratie des peuples (HDP, gauche, prokurde), jusqu'ici en première ligne pour négocier l'accord de paix entre le PKK et le gouvernement.

Les dirigeants du HDP se retrouvent désormais entre le marteau et l'enclume, marginalisés par les autorités pour leurs liens avec le PKK, contourné par la direction militaire du mouvement rebelle, moins encline que jamais à rendre les armes. ■

MARIE JÉGO

Le Monde

MARDI 28 JUILLET 2015

**Manifestation contre les frappes turques visant des positions du PKK en Irak, à Diyarbakir (au Kurdistan turc), le 25 juillet.**

EMILIE URBANO/MYOP  
POUR « LE MONDE »



## Diyarbakir pleure la paix et se prépare au pire

ILS NE SONT QUE QUELQUES CENTAINES de citoyens à s'être déplacés, samedi 25 juillet, pour assister à la conférence de presse organisée par les multiples émanations légales du mouvement kurde sur une petite place de Diyarbakir, capitale officielle des Kurdes de Turquie. L'atmosphère est pesante dans la foule clairsemée, braquée par le canon à eau d'un véhicule antiémeute. « Nous arrivons à un tournant, le cessez-le-feu a été brisé, le gouvernement est entré en guerre. Une nouvelle période s'ouvre », déclare-t-on à la tribune. Mais la déclaration se termine sans prise de position claire, laissant entier l'état d'incertitude qui règne à Diyarbakir et dans toutes les régions kurdes de Turquie depuis vendredi.

En obtenant aux législatives du 7 juin un score de 13 % et 80 députés, le Parti démocratique des peuples, lié au PKK, avait entretenu les espoirs de paix. L'attentat de Suruç qui a visé le 20 juillet des militants proches de la mouvance kurde, suivi par l'assassinat revendiqué par le PKK de deux policiers dans la province de Sanliurfa, a depuis fait entrer les régions kurdes de Turquie dans un engrenage que la reprise récente de bombardements pourrait rendre irréversible.

Si les attaques ponctuelles contre les forces de sécurité turques se multiplient, le PKK et ses prolongements divers se sont pour l'instant abstenus d'une réaction de grande ampleur. « La guerre est un piège dans lequel nous ne devons pas tomber. Nous n'en avons pas les moyens » explique un cadre local du mouvement kurde, « nous devons continuer le combat de manière légale et démocratique. » Pour certains pourtant, les conditions ne sont plus réunies.

### « Je n'ai plus de patience »

« L'Etat turc a perdu toute légitimité » déclare ainsi la députée HDP Sible Yigitalp, élue récemment à Diyarbakir. Öner Önem, coprésident de la branche locale du parti évoque quant à lui la possibilité d'une rupture définitive : « Nous pouvons continuer à lutter par des voies politiques légales jusqu'à un certain point. Ensuite, nous serons forcés de déclarer notre propre autonomie comme l'ont fait les Kurdes de Syrie. »

C'est précisément pour éviter un tel développement que les opérations militaires contre le PKK ont repris selon Mehmet Ihsan Aytekin, représentant de la branche locale du Parti de la justice et du développe-

ment du président turc Erdogan : « Le processus de paix a donné l'occasion au PKK de se renforcer et de contester l'autorité de l'Etat. Dorénavant, il ne pourra plus s'y opposer. »

Les implications de la crise actuelle, infiniment complexes, dépassent largement les frontières de la Turquie. En première ligne face à l'organisation Etat islamique (EI), notamment en Syrie, le PKK est frappé par Ankara au moment même où la Turquie, membre de l'OTAN, déclare entrer en guerre contre les djihadistes, et alors qu'une large partie du mouvement kurde considère que l'EI et Ankara ont partie liée.

Dans un café de Baglar, un quartier populaire de la ville largement acquis au PKK, Mazlum, la vingtaine tardive, se prépare au pire : « Le parti essaye de contenir la colère des gens, mais personnellement je n'ai plus de patience. Je suis prêt à me battre et je n'ai pas peur de mourir. » Tandis que des véhicules blindés de la police en patrouille passent régulièrement à proximité, il ajoute : « Ici à Baglar, les armes se vendent de plus en plus cher sur le marché noir et nous n'attendons qu'un ordre pour les sortir. » ■

ALLAN KAVAL  
(DIYARBAKIR, ENVOYÉ SPÉCIAL)

**Le Canard enchaîné** - mercredi 29 juillet 2015

## — Les Kurdes victimes du repentir turc —

L'ÉLYSÉE vient de recevoir une note de la Direction du renseignement militaire (DRM) qui peut être interprétée comme une critique de la grande modération présidentielle face au virage pris soudainement par la Turquie. En substance, ce document des analystes de la DRM représente une sévère critique du feu vert accordé par Washington aux Turcs, avec retard d'ailleurs, pour les bombardements qu'ils effectuent en Syrie et en Irak.

Selon cette note, l'objectif de la Turquie est de s'en prendre surtout aux Kurdes - rebelles du PKK ou civils dans leurs villages -, et non à l'Etat islamique. Alors que les Kurdes syriens, irakiens ou turcs sont les plus militairement engagés contre

l'Etat islamique, tout comme les pasdarans iraniens et le Hezbollah libanais, affirme la DRM. Les services français ont d'ailleurs dépêché depuis longtemps des conseillers auprès des différentes unités kurdes, aujourd'hui bombardées... Et leur participation aux combats est indiscutable : les peshmergas kurdes d'Irak ont perdu 1 200 hommes depuis un an face à l'Etat islamique, selon une autre note de la DRM.

Pour apprécier la valeur du repentir tardif de la Turquie, pourtant membre de l'Otan, il faut se souvenir que, au fil des ans, le président Erdogan a toujours ouvert ses frontières, sinon son cœur, aux divers groupes djihadistes, à l'Etat islamique et à leurs trafics d'armes.



# Hostility to China grows among Turks

BEIJING

## Treatment of Uighurs could prompt backlash as trade relations deepen

BY EDWARD WONG

For many Chinese, the images coming out of Turkey this month have been ferocious and frightening.

Online video clips and photographs from Istanbul have shown Turkish and ethnic Uighur protesters burning a Chinese flag outside China's consulate; angry men racing threateningly toward Korean tourists, apparently thinking they were Chinese; and a mostly Uighur mob smashing windows at the Thai Consulate after Thailand sent more than 100 Uighurs back to China against their wishes.

Chinese might wonder whether this is the same Turkey that has been attracting their country's tourists in greater numbers — or, for that matter, the one that agreed to buy a missile defense system from a Chinese company, or that paid Chinese state-owned enterprises to build a 300-mile high-speed rail line between its two largest cities.

Turkey, heir to the Ottoman Empire, has long seen itself as a protector of Turkic-speaking people across the arc of Central Asia — and that includes the mostly Muslim Uighurs in China's western region of Xinjiang, where ethnic tensions and outbursts of violence between Uighurs and ethnic Han, the dominant group in China, have been rising because of what Uighurs say is official repression, though Chinese officials blame terrorist ideology.

Some analysts wonder whether this issue, one that has long simmered in Turkey, could upend the two nations' growing economic and diplomatic ties and tar the image of each country in the eyes of the other. The questions come as Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, prepares to make a state visit to China beginning Wednesday, according to the Chinese Foreign Ministry.

"Bilateral trade is growing, China has sold Turkey some weapons, and cooperation has been carried on in various fields," said Yin Gang, a Middle East researcher at the Chinese Academy of Social Sciences. "But the Uighur problem is somehow standing in the way. The Turkish public has been hostile to China because of it, and there is not much we can do."

Mr. Erdogan's office did not provide details Monday about his China trip. Turkish newspapers close to the government have reported that the president would be accompanied by a group of Turkish businessmen; they have not said whether Mr. Erdogan, who is also dealing with an escalation of Turkey's

fight against the Islamic State and against Kurdish militants, intended to raise the Uighur issue with the Chinese.

Two developments brought the issue to the fore of the countries' relationship in recent weeks. Early in July, Turks and Uighurs protested in the streets of Istanbul and Ankara, the Turkish capital, after hearing that China was forcing Uighurs in Xinjiang to eat during the Muslim fasting month of Ramadan — and, possibly, killing some violators. (There has been no confirmation that such killings have occurred.)

Days later, Turks and Uighurs protested the forced repatriation of Uighurs by Thailand, an act also condemned by the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees and by human rights organizations. Chinese officials have insisted that the Uighurs planned to go to Syria and Iraq, via Turkey, to join the Islamic State group, which is also known by the acronyms ISIS or ISIL.

China and Turkey have had sharp diplomatic exchanges recently over the treatment of Uighurs in Xinjiang. On June 30, the Turkish Foreign Ministry said that reports of the ban on Ramadan fasting and limits on other religious observances had "caused sadness among the Turkish people" and that Turkey had conveyed its "deep concern" to the Chinese ambassador.

China answered with what amounted to a propaganda campaign: Hua Chunying, a Foreign Ministry spokeswoman, said in Beijing that "Uighurs live and work in peace and contentment and enjoy freedom of religion under the rules in the Constitution." State-run Chinese news organizations published articles and Twitter posts about Uighurs in China fasting during Ramadan.

"There are some rumors and twisted facts today that strain the bilateral relationship," said Yang Shu, a former Chinese envoy to the Soviet Union and head of the Institute for Central Asian Studies at Lanzhou University in China. "For example, the alleged ban on Ramadan in Xinjiang, which led to the protests in Istanbul, just can't be true. No government is capable of issuing such a ban on nearly 15 million Muslims in Xinjiang."

Still, there is a factual basis for Turkey's concerns. In recent years, officials in Xinjiang have barred government officials, teachers and students in predominantly Uighur areas from fasting during the daytime. But the ban is not widespread across society.

Mr. Erdogan has taken a measured stance on the issue, trying to play to domestic sympathies toward Uighurs while reassuring China. At a July 9 meeting with ambassadors in Ankara, he said: "We voice distress about our siblings living in the Uighur Autonomous Region at the highest level, and we will continue to do so. But the provocative incidents in Istanbul neither suit our

hospitality nor are they a remedy for the troubles of our Uighur siblings."

The Uighur issue has shadowed the countries' relationship for many years. Decades ago, Uighurs pushing for an independent East Turkestan — as many Uighurs call their homeland in Xinjiang — began doing advocacy work from Turkey. Chinese military intelligence officials who operate out of diplomatic missions in Turkey have been assigned to spy on and infiltrate Uighur organizations there, according to a paper by Yitzhak Shichor, an Israeli scholar, published in 2009 by the East-West Center.

Despite such tensions, the trend of economic cooperation has not slowed, and the Turkish government has not canceled any major contracts or economic agreements with China. Bilateral trade was \$23 billion last year, up from \$650 million a decade earlier; nearly 84 percent of the trade in 2014 came from Chinese exports, according to Chinese customs statistics.

Mehmet Soylemez, a Turk at Hong Kong Baptist University who researches China-Turkey relations, noted that the relationship strengthened even after Mr. Erdogan, then the prime minister, said in 2009 that China was carrying out "a kind of genocide" against Uighurs. The next year, the two nations announced a "strategic partnership" to increase bilateral trade to \$50 billion by 2015 and \$100 billion by 2020. Mr. Erdogan has repeatedly told Chinese leaders that Turkey does not support any separatist ambitions in China.

"Generally speaking, Turkey and China worked on the issue and acknowl-

### "The Uighur problem is somehow standing in the way."

edged each others' positions," Mr. Soylemez said. "So it is not possible to say, in my opinion, that the Uighur issue is too much of a constraint on the diplomatic level."

Chinese both here and in Turkey are aware of the hostility. Wang Xiao, 26, who was traveling in Turkey with her boyfriend this month, said she encountered an anti-China demonstration near the Topkapi Palace on July 4 — the same event at which some protesters tried to attack Korean tourists. She said that while she had found most Turks to be friendly, the protesters were taking part in "hostile and dangerous" demonstrations.

Another female tourist, Zhu He, 23, said by telephone from Turkey that she believed the "religious radicals" were in the minority, but she added, "I would not have come to Turkey if I could choose again."

Yufan Huang contributed research from Beijing, and Ceylan Yeginsu contributed reporting from Istanbul.

International New York Times

JULY 28, 2015

# Turkey and U.S. to seek Syrian 'safe zone'

BAGHDAD,

Moderate-controlled area could shelter refugees but stops short of no-fly zone

BY ANNE BARNARD,  
MICHAEL R. GORDON  
AND ERIC SCHMITT

Turkey and the United States have agreed in general terms on a plan that envisions American warplanes, Syrian insurgents and Turkish forces working together to sweep Islamic State militants from a 60-mile-long strip of northern Syria along the Turkish border, American and Turkish officials say.

The plan would create what officials from both countries are calling an Islamic State-free zone controlled by relatively moderate Syrian insurgents, which the Turks say could also be a "safe zone" for displaced Syrians.

While many details have yet to be determined, including how deep the strip would extend into Syria, the plan would significantly intensify American and Turkish military action against Islamic State militants in the country, as well as the United States' coordination with Syrian insurgents on the ground.

The plan was described in recent days by four senior American officials, who were briefed on the talks and spoke on the condition of anonymity to discuss operational planning.

"Details remain to be worked out, but what we are talking about with Turkey is cooperating to support partners on the ground in northern Syria who are countering ISIL," a senior Obama administration official said, using another term for the Islamic State. "The goal is to establish an ISIL-free zone and ensure greater security and stability along Turkey's border with Syria."

But the plan faces the same challenges that have long plagued American policy in Syria. While the United States is focused on the Islamic State, both the Turks and the Syrian insurgents see defeating President Bashar al-Assad of Syria as their first priority, even though Turkey has escalated its efforts against the Islamic State after the group carried out what is thought to be its first deadly bombing on Turkish soil last week.

Whatever the goal, the plan will put American and allied warplanes closer than ever to areas that Syrian aircraft regularly bomb, raising the question of what they will do if Syrian warplanes attack their partners on the ground.

And with only 60 Syrian insurgents

having been formally vetted and trained by the United States under a Pentagon program, questions also remain about which Syrian insurgents and how many will be involved in the new operation. A larger number of rebels that American officials deem relatively moderate have been trained in a covert C.I.A. program, but on the battlefield they are often enmeshed or working in concert with more hard-line Islamist insurgents.

In another complication, gains for such insurgents would come at the expense of Syrian Kurdish militias that are already fighting the Islamic State farther east with American air support and that have been eyeing the same territory.

Turkish officials and Syrian opposition leaders are describing the agreement as something just short of a prize they have long sought as a tool against Mr. Assad: a no-fly zone in Syria near the Turkish border. They want such a zone in order to curb devastating Syrian government airstrikes on opposition areas, to allow refugees in Turkey to go home and to insulate Turkey from the war, and they call the new plan a "safe zone" that could achieve some of those goals.

But American officials say that this plan is not directed against Mr. Assad. They also say that while a de facto safe zone could indeed be a byproduct of the plan, a formal no-fly zone is not part of the deal. They said it was not included in the surprise agreement reached last week to let American warplanes take off from Turkish air bases to attack Islamic State fighters in Syria, even though Turkey had long said it would give that permission only in exchange for a no-fly zone.

Instead, United States officials said Turks and Americans were working to-

**The plan does not envision Turkish ground troops entering Syria, though artillery could be used to strike across the border.**

ward an agreement on the details of an operation to clear Islamic State militants from a heavily contested area roughly between the eastern outskirts of the city of Aleppo and the Euphrates River.

That is an ambitious military goal, because it appears to include areas of great strategic and symbolic importance to the Islamic State, and it could encompass areas that Syrian helicopters regularly bomb. If the zone goes 25 miles deep into Syria, as Turkish news outlets have reported, it could encompass the town of Dabiq, a significant place in the group's apocalyptic theology, and Manbij, another stronghold. It could also in-

clude the Islamic State-held town of Al Bab, where barrel bombs dropped by Syrian aircraft have killed scores, including civilians, in recent weeks.

American officials emphasized that the depth of the buffer zone to be established was one of the important operational details that had yet to be decided. But one senior official said, "You can be assured many of the principal population centers will be covered."

The plan does not envision Turkish ground troops entering Syria, although long-range artillery could be used across the border. Turkish ground forces would work on their side of the border to stem the Islamic State's ability to move foreign fighters and supplies into Syria.

Turkey, a NATO member, has requested a meeting of the alliance on Tuesday about its fight against the Islamic State and Kurdish militants. NATO officials said Turkey had not requested major military support from the alliance. A number of members are already a part of the American-led coalition fighting the Islamic State.

Inside Syria, the plan calls for relatively moderate Syrian insurgents to take the territory, with the help of American and possibly Turkish air support.

That would entail a far higher degree of coordination with Syrian insurgents than the United States has yet undertaken. American officials said they would need to arrange the same kind of system for calling in airstrikes that American Special Operations forces have worked out successfully with Kurdish fighters to the east in Syria.

Insurgents, as well as their supporters in the Syrian opposition and the Turkish government, are already envisioning the plan as a step toward establishing an area where alternative governance could be set up without fear of attack by Islamic State or government forces.

Once the plan is put in place, "safe zones will be formed naturally," Foreign Minister Mevlut Cavusoglu said at a recent news conference, adding that displaced Syrians could return there.

American officials in recent months have argued to Turkish counterparts that a formal no-fly zone is not necessary, noting that during hundreds of American-led strike missions against Islamic State in Syria, forces loyal to Mr. Assad have steered clear of areas under concerted allied attack.

But until now, those missions been mostly farther east, in areas that are not seen as priorities for Mr. Assad, and where there are few non-Islamic State insurgents to benefit, except for Kurd-

International New York Times JULY 29, 2015

## TURKEY'S SHIFT ON THE SYRIAN WAR

Ankara's bombing of Kurdish separatists could undermine its new efforts to contain the Islamic State.

Late last week, Turkey significantly escalated its involvement in Syria's civil war by carrying out airstrikes against Islamic State targets in Syria and announcing that it would allow American military aircraft targeting the terrorist group to fly sorties out of Turkey. These moves by Turkey, a NATO member that has long been wary of deeper engagement in the Syrian war, could substantially bolster efforts to fight the Islamic State. But that shift was immediately followed by a dangerous development that will create even more turmoil in the region.

On Friday, Turkish warplanes launched airstrikes against the camps of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., a guerrilla group that operates out of remote regions in northern Iraq. The attack ended a truce between the Ankara government and the Kurdish militants that has largely held since 2013. Turkey's opportunistic decision to conflate the risks posed by the Islamic State with its three-decade conflict with Kurdish separatists could set back the broader efforts of the American-led coalition.

This new phase of the war against the Islamic State, also known as ISIS, which appears most likely to lead to the establishment of a de facto no-fly zone over regions of northern Syria, is unfolding with virtually no meaningful input from Congress. Having failed to reach a consensus over the scope and nature of an authorization of war that would have set parameters for Washington's involvement in Iraq and Syria, lawmakers appear resigned to allowing the Obama administration to slide ever more deeply into war.

In launching new attacks against the P.K.K. and engaging in the war against the Islamic State, Turkey appears motivated by a desire to stem the proliferation of armed Kurdish groups along its border. The Kurds, an ethnic group in Iran, Iraq, Syria and Turkey, have long wanted to carve out a sovereign state in the region. That threat will not be reduced by escalating the conflict.

In the short term, Turkey's action is counterproductive for fighting ISIS. A Syrian offshoot of the P.K.K. known as the People's Protection Units, or Y.P.G., has been among the most reliable allies for the American military in Syria, as it has sought fighters it can trust in Syria to hold down terrain.

If Turkey were to focus on routing the Islamic State, the multinational fight could possibly gain more traction. Allowing American warplanes to operate out of Turkey significantly cuts down flight time to and from targets. Turkey also appears more willing than ever to take meaningful steps to choke off the Islamic State's pipelines of fighters and money. Those are important steps. But Turkey's simultaneous campaign against the Kurds could seriously undermine those efforts.

ish militias that the government views as less of a threat.

By contrast, the new plan directly benefits Syrian Arab insurgents. Islamic State attacks on them east of Aleppo have complicated their efforts to take

the half of that city, Syria's largest, that remains in government hands.

"Any weakening of ISIS will be a privilege for us on the battlefield," said Ahmad Qara Ali, a spokesman for Ahrar al-Sham, an insurgent group that often allies with the Nusra Front, Al Qaeda's Syria affiliate. "As for our role, we are already in an open battle against I.S."

Such Syrian Arab insurgents would gain at the expense of the People's Protection Units, a Kurdish militia known by the initials Y.P.G. that is seeking to take the same territory from the east. While the United States views the group as one of its best partners on the ground, Turkey sees it as a threat; it is affiliated with the Kurdistan Workers' Party, a militant group whose longstanding conflict with Turkey has flared anew in recent days.

The area has become more crucial to the Islamic State since the Kurds recently drove the group from a border crossing farther east at Tal Abyad, denying it supply routes and revenues. The operation seeks to stop the Islamic State from establishing new routes anywhere between the Kilis border crossing and Jarabulus on the Euphrates.

Even with the new American access to at least two Turkish bases, drastically shortening the time and distance for American jets and armed drones to strike Islamic State targets, challenges to this border strategy still remain, American officials acknowledged.

American officials said they know much more about recruiting, vetting and training Syrian forces than they did months ago, but they conceded that most Syrians are motivated mainly to fight Mr. Assad's forces, not the Islamic State.

Gen. John R. Allen, a retired Marine officer and the diplomatic envoy coordinating the coalition against the Islamic State, alluded in very general terms to the emerging arrangement in public remarks at the Aspen Security Forum on Thursday.

"Most of the Turkish border, two-thirds of it or so, is back in the hands of what I would call friendlies," General Allen said. "There is a portion that remains to be taken, but it will be taken. And as we continue to close those aspects of the Turkish border, then we can have effects."

Anne Barnard reported from Baghdad; Michael R. Gordon from Washington; and Eric Schmitt from Aspen, Colo. Ceylan Yeginsu and Karam Shoumali contributed reporting from Istanbul.

# Erdogan gèle le processus de paix avec les Kurdes du PKK

Le président turc juge la poursuite des discussions « impossible » tant que les rebelles continuent leurs attaques contre les forces de sécurité.

SAMUEL FOREY

**TURQUIE** Aux optimistes farouches qui gardaient encore l'espoir que le processus de paix entre le gouvernement turc et le PKK - le Parti des travailleurs du Kurdistan - reprenne, le président Recep Tayyip Erdogan oppose une fin de non-recevoir : « Il est impossible pour nous de poursuivre le processus de paix avec ceux qui menacent notre unité nationale. » Il menace également de poursuivre les responsables politiques qui doivent « payer le prix » pour leurs liens avec des « groupes terroristes ». Le regard se tourne vers le HDP, le Parti démocratique des peuples, récemment accusé par Erdogan de liens avec le PKK - considéré comme une organisation terroriste par Ankara, l'Union européenne et les États-Unis. La Cour suprême turque vient d'ouvrir une procédure contre le parti.

Washington a d'ailleurs opportunément rappelé, par la voix du vice-conseiller de la Maison-Blanche à la sécurité nationale, Ben Rhodes, que la Turquie a « le droit de mener des actions contre des cibles terroristes ». Ankara est aussi allé chercher le soutien de l'Otan (lire encadré) en convoquant une réunion extraordinaire. En déclarant la guerre à l'État islamique (EI), Ankara a reçu le blanc-seing de ses alliés pour écraser le PKK, dont la branche syrienne, le PYD, constitue le meilleur atout au sol pour la coalition anti-EI - ce sont les vainqueurs de Kobané, les seuls à véritablement faire reculer les djihadistes, avec l'aide des frappes aériennes.

## Le front intérieur

En Turquie, les policiers multiplient les arrestations : plus de 1 000 personnes se sont retrouvées derrière les barreaux en



Recep Tayyip Erdogan lors d'une visite en République turque de Chypre du Nord, le 20 juillet dernier. REUTERS

une semaine, soupçonnés d'appartenir au PKK, à l'État islamique ou encore aux groupes d'extrême gauche turcs comme le DHKP-C. Le spectre des années 1990 resurgit, les années noires d'une guerre civile larvée entre le PKK et l'armée turque qui a fait plus de 40 000 morts et plus de deux millions de déplacés depuis 1984.

En balayant l'hypothèse d'une réconciliation durable, le président Erdogan

torpille un processus de paix qu'il avait lui-même initié, dix ans plus tôt, quand il reconnaissait dans un discours historique l'existence du fait national kurde. Malgré un parcours sinueux, semé d'obstacles, la cause kurde a fait son chemin depuis. Des radios, des chaînes de télévision en kurde sont apparues sur les canaux turcs.

C'était sans compter avec la campagne électorale pour les élections législatives du 7 juin dernier. M. Erdogan - censé être cantonné, dans la lettre de la Constitution, à un rôle honorifique - n'a cessé de courtiser le vote nationaliste aux dépens des Kurdes. Il a critiqué son

propre gouvernement quand celui-ci a présenté, conjointement avec des députés du HDP, un plan de paix en 10 points préparé par Abdullah Öcalan, le

leader du PKK - qui appelait pourtant l'organisation à déposer les armes. Les provocations se sont multipliées pendant la campagne, des militants ont été blessés, voire tués.

Les tentations autoritaires de M. Erdogan semblaient avoir été stoppées net par le score exceptionnel du HDP lors des élections du 7 juin. Pour la première fois de l'histoire de la Turquie, un parti pro-kurde franchissait le seuil des 10 % - l'un des plus élevés au monde - pour entrer au Parlement. L'AKP, le parti fondé par M. Erdogan, est maintenant contraint de former un gouvernement de coalition, ou de convoquer de nouvelles élections. En déclarant une guerre sûr tous les fronts, le président Erdogan reprend la main, y compris sur le plan intérieur. ■

# L'OTAN salue l'entrée en guerre d'Ankara contre l'EI

## L'alliance réaffirme sa solidarité avec la Turquie, malgré les remous provoqués par les combats contre le PKK

BRUXELLES - correspondant

Une brève réunion ponctuée d'une brève déclaration : le Conseil de l'Atlantique Nord, qui réunit les ambassadeurs des pays membres de l'OTAN, a exprimé, mardi 28 juillet, à Bruxelles, un soutien ferme à Ankara et condamné les récentes attaques menées à Suruç - 32 morts et une centaine de blessés dans un attentat attribué à l'organisation Etat islamique (EI) - puis contre des policiers et des militaires.

« Ankara voulait un geste de solidarité, de réassurance, et l'a obtenu », résume une source diplomatique. Les autorités turques avaient demandé cette réunion en évoquant l'article 4 du traité de l'Atlantique Nord, qui prévoit des consultations entre les alliés dès que l'un d'eux juge que son intégrité, sa sécurité ou son indépendance est menacée.

« Le terrorisme, sous toutes ses formes, ne peut jamais être toléré ni justifié », affirme l'Alliance en manifestant sa « forte solidarité » avec la Turquie. « L'accord est total, unanime, sans faille », a indiqué le secrétaire général, Jens Stoltenberg.

### « Autodéfense proportionnée »

L'unanimité n'est pourtant que de façade. Le communiqué, volontairement vague, ne cite ni l'EI ni les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), les deux cibles de l'offensive menée depuis quelques jours par l'armée turque. Les autorités d'Ankara placent sur le même plan les deux organisations, comme, apparemment, M. Stoltenberg, contraint de veiller d'abord à la cohésion interne de son organisme et de ménager un pays qui possède la deuxième armée de l'Alliance. Il avait toutefois prôné, dimanche, une « autodéfense proportionnée », avant que François Hollande invite le président turc, Recep Tayyip Erdogan, à « ne pas confondre les cibles ».

La Commission européenne a, quant à elle, reconnu le droit de la Turquie de se défendre contre le terrorisme, mais demande à Ankara de « poursuivre le processus d'intégration de la population kurde ». Paris, Berlin et d'autres capitales redoutent une nouvelle déstabilisation de la région avec la possible fin du processus de paix engagé en 2012 entre Turcs et Kurdes qui avait mis fin à vingt-huit ans de combats sanglants.

Mardi 28 juillet, des F-16 de l'armée turque ont à nouveau bombardé des positions du PKK dans la province de Sîrnak, entre la Turquie et l'Irak. Parallèlement, M. Erdogan déclarait qu'il était « impossible » de poursuivre ce processus de paix tant que le PKK, accusé de saper l'unité nationale, attaquerait les forces de sécurité de son pays.

Les pays occidentaux ont un autre motif d'inquiétude : le régime d'Ankara inclut le PKK et l'EI dans sa « guerre contre le terrorisme », avec la suspicion de privilégier surtout l'offensive contre le premier. De quoi compliquer la tâche de la coalition internationale qui œuvre contre les djihadistes.

Les Kurdes de Syrie sont considérés par les Etats-Unis comme leurs meilleurs alliés sur le terrain. Le Pentagone soutient avec des moyens aériens les offensives des unités de protection du peuple (YPG), le bras armé du Parti kurde syrien (PYD). Engrangeant des succès contre l'Etat islamique, les YPG contrôlent quelque 400 kilomètres le long de la frontière turco-syrienne. Problème : Ankara s'inquiète de leur progression et considère qu'elles sont trop proches de son principal adversaire, le PKK.

Le tout survient dans un contexte en mutation rapide, puisque la Turquie et les Etats-Unis ont annoncé, lundi 27 juillet, le renforcement de leur coopération dans la lutte contre l'EI. Le projet intègre la création d'une « zone de sécurité » d'un rayon encore indéterminé près de la fron-

## Le fait qu'Ankara inclue le PKK et l'EI dans sa « guerre contre le terrorisme » complique la tâche de la coalition

tière entre la Turquie et la Syrie.

Les deux pays ont des ambitions différentes : Washington vise surtout à anéantir les groupes de combattants islamistes, et Ankara entend favoriser la chute du régime Assad. Ils prétendent toutefois œuvrer en commun, sans savoir à ce stade quels seront leurs alliés sur le terrain. M. Erdogan a évoqué le nécessaire « nettoyage » des régions concernées pour permettre le retour dans leur pays des 1,8 million de Syriens installés dans des camps en Turquie.

### « Tournant décisif »

Sans obtenir la zone d'exclusion aérienne qu'il réclamait en échange, le président turc va autoriser le départ d'avions, drones et hélicoptères de combat américains de la base d'Incirlik, ce qui va renforcer la mission de la coalition. Ankara est aussi censée soutenir les troupes au sol de l'opposition syrienne modérée, sans toutefois y envoyer des soldats. L'armée turque veillerait enfin à empêcher l'acheminement de combattants étrangers vers l'EI et à couper l'organisation de ses sources d'approvisionnement.

« Cet accord peut marquer un tournant décisif dans le conflit », analyse Marc Pierini, chercheur associé à la fondation Carnegie Europe et ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie. Mais il reste à savoir quel est le but exact du revirement opéré par M. Erdogan dans la lutte contre les terroristes islamistes.

Son offensive contre les forces kurdes ne vise pas seulement à justifier auprès des plus conserva-

## LES DATES

2015

**20 juillet** Un attentat contre un centre culturel de Suruç, près de la frontière syrienne, fait 32 morts. L'attaque est attribuée à l'organisation Etat islamique (EI).

**22 juillet** Le PKK revendique le meurtre de deux policiers retrouvés morts à leur domicile de Ceylanpinar (sud-est), présentant son opération comme une « action punitive ».

**24 juillet** Frappes turques sur des positions djihadistes en Syrie. Début d'une vague d'arrestations visant des rebelles du PKK, des membres présumés de l'EI et des militants d'extrême gauche. Dans la nuit, l'aviation turque bombarde des positions militaires du PKK en Irak.

**28 juillet** Le président turc, Recep Tayyip Erdogan juge « impossible » de poursuivre le processus de paix avec les Kurdes.

teurs de sa formation, l'AKP, son engagement parallèle contre l'Etat islamique, pense M. Pierini. En s'attaquant au Parti des travailleurs du Kurdistan, il a une visée électorale : il tente d'affaiblir ses rivaux du Parti démocratique du peuple (HDP, pro kurde), un parti qui lui a rafflé une partie de ses électeurs en juin dernier, empêchant l'AKP d'obtenir la majorité absolue. M. Erdogan miserait sur de prochaines élections anticipées et un affaiblissement de l'HDP.

L'OTAN redoute la suite : que la Turquie demande une plus grande implication de sa part dans la région. Arrivé mardi en Chine pour une visite officielle, M. Erdogan a évoqué un éventuel recours à l'article 5 du traité de l'OTAN qui oblige l'organisation à entreprendre une action militaire lorsqu'un de ses membres est attaqué. « Illusoire, totalement exclu à ce stade », tranche une source européenne au QG de l'Alliance.

« Nous sommes déjà très impliqués », fait remarquer M. Stoltenberg, qui évoque le soutien actif (entraînement, formation, interopérabilité...) à des pays qui combattent le terrorisme, comme la Jordanie, la Tunisie, l'Irak et l'Afghanistan. Par ailleurs, explique-t-il, tous les pays membres contribuent déjà à la lutte contre l'EI, et l'Alliance « projette de la stabilité » avec un déploiement minimal de forces combattantes. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS



# Turquie : arrestations, frappes au Kurdistan... le triomphe des faucons

**Les avions turcs frappent aussi bien l'Etat islamique que le PKK, le parti des travailleurs du Kurdistan. Tandis que sur le plan intérieur, Erdogan flatte les nationalistes.**

Samuel Forey  
27 juillet 2015  
<http://tempsreel.nouvelobs.com>

"Il ne restait plus qu'un pas pour faire la paix, une seule étape à franchir." Le constat de Selahattin Demirtas, le leader du parti pro-kurde HDP (Parti démocratique des peuples) reste lucide : tout retour en arrière sera difficile. La Turquie est sur le pied de guerre. Les arrestations – plus de 800 personnes ont été mises derrière les barreaux en une semaine –, comme les attentats, se multiplient. Les avions frappent aussi bien l'Etat islamique en Syrie et le PKK, le parti des travailleurs du Kurdistan, dans ses fiefs du Nord de l'Irak.

Les vieux démons se réveillent, le spectre des années 1990 resurgit, les années noires d'une guerre civile larvée entre le PKK et l'armée turque qui a fait plus de 40.000 morts et plus de deux millions de déplacés depuis 1984. Le processus de paix entre le mouvement kurde et le gouvernement est bel et bien enterré ; le cessez-le-feu, qui tenait bon depuis deux ans et demi, rompu.

Qu'il semble loin, le succès exceptionnel du HDP, lors des élections du 7 juin dernier ! Pour la première fois de l'histoire de la Turquie, un parti pro-kurde franchissait le seuil des 10% – l'un des plus élevés au monde – pour entrer au Parlement et obtenait pas moins de 80 députés d'un coup, avec 13% des voix. Le HDP infligeait un rude revers à l'AKP, la formation au pouvoir, pour la première fois depuis 2002. L'AKP (Parti de la justice et du développement), s'il restait majoritaire, avait un genou à terre et était contraint de former une coalition pour gouverner. Tandis que le président Recep Tayyip Erdogan, qui comptait réformer la Constitution pour façonner un régime à sa convenance, devait mettre en sourdine ses tentations autoritaires. L'AKP doit maintenant former un gouvernement de coalition – qu'on attend toujours.

## OCCASION RATÉE

"Cette victoire du HDP sur l'AKP était une chance pour les deux partis de s'affranchir de leurs ailes dures : les pro-lutte armée d'une part, les pro-Erdogan d'autre part", explique Samim Akgönül, chercheur au CNRS et spécialiste de la Turquie. "Mais en cet état de guerre, le président reprend le dessus et le KCK (Groupe des communautés



*Une vague d'arrestations vise des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan, suscitant des affrontements entre militants d'extrême gauche et forces de l'ordre turques, comme ici dans le quartier populaire de Gazi à Istanbul, dimanche 26 juillet. (Bulent Kilic / AFP)*

du Kurdistan, un paravent du PKK) dicte ses conditions. Selahattin Demirtas est inaudible mais ce n'est pas le seul, tous les autres modérés aussi."

Mais le feu couvait depuis longtemps. Tout au long de la campagne pour les législatives, Erdogan – censé être cantonné, dans la lettre de la Constitution, à un rôle honorifique – n'a cessé de draguer le vote nationaliste aux dépens des Kurdes. A tel point que le président a torpillé en personne un processus de paix initié... par lui-même, dix ans plus tôt, quand il reconnaissait dans un discours historique l'existence du fait national kurde. Erdogan a critiqué son propre gouvernement quand celui-ci a présenté en février, conjointement avec des députés du HDP, un plan de paix en 10 points préparé par Abdullah Öcalan, le leader du PKK – qui appelait par la même occasion à déposer les armes. Une première, vite enterrée.

## UN ATTENTAT QUI IMPORTE LA GUERRE EN TURQUIE

Ces provocations diverses ont excité les faucons du PKK, qui ont aussi pu prendre ombrage de la popularité d'un Selahattin Demirtas qui semblait tenter de se substituer à la figure du commandeur, Abdullah Öcalan. "Les combattants se préparent dans les montagnes. Ils sont lassés des promesses non tenues et ulcérés par les propos du président Recep Tayyip Erdogan", confiait à "l'Obs" un proche de l'organisation, peu avant le résultat des élections. Le feu couvait. Le 10 juillet, c'est le KCK, le paravent du PKK, qui annonçait rompre le cessez-le-feu en menaçant de s'en prendre aux barrages hydroélectriques du sud-est de la Turquie. Au grand dam de Selahattin Demirtas, qui s'évertuait à vouloir reprendre les négociations il y a deux semaines encore.

Las. L'attentat meurtrier – 32 morts – du 20 juillet à Suruç, une ville à majorité kurde dans le sud de la Turquie, fut le déclencheur d'une mécanique implacable. Le kamikaze, soupçonné d'appartenir à l'Etat islamique, s'est fait exploser dans un rassemblement de jeunes activistes venus en aide aux Kurdes de Syrie. La guerre civile syrienne, presque miraculeusement tenue à l'écart de la Turquie, s'importait d'un coup.

## VERS DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES ?

Ankara ne pouvait plus jouer double jeu. Le gouvernement turc, obsédé par la chute de Bachar el-Assad, pensait jouer les groupes islamistes armés à la fois contre le régime syrien et les Kurdes de Syrie. Mais l'EI commençait à mordre la main qui l'avait si souvent nourrie. Il fallait frapper les djihadistes – mais c'était risquer de renforcer les Kurdes de Syrie. Impossible, cependant, de bombarder les Kurdes de Syrie, les meilleurs alliés de la coalition anti-EI que rejoint justement... Ankara. Pour les Turcs, il fallait donc frapper l'organisation-mère, le PKK, dans ses fiefs du nord de l'Irak et à l'intérieur de la Turquie.

C'est aussi l'occasion d'en retirer un bénéfice politique. Si aucune coalition n'est trouvée dans un délai de 45 jours, il faut convoquer des élections anticipées. Selon Samim Akgönül, "pour Erdogan, frapper le PKK, c'est criminaliser le HDP aux yeux de son électorat. L'idée, c'est lors d'éventuelles nouvelles élections, rabaisser le parti pro-kurde sous la barre des 10% et avoir un résultat plus conforme aux ambitions du président." Avec le roué Erdogan, il était peut-être trop tôt de proclamer victoire après les législatives du 7 juin. ■

L'ancien premier ministre irakien, évincé à l'été 2014, continue d'entretenir son influence depuis son palais de Bagdad, et défend inlassablement le bilan de ses huit années à la tête du pays

## Les rêves de revanche de Nouri Al-Maliki

**N**ouri Al-Maliki reçoit toujours dans le palais luxueux que Saddam Hussein avait construit pour le roi Hussein de Jordanie, près d'un parc arboré et d'un petit lac.

La demeure, au cœur de la zone verte, le quartier hautement sécurisé de Bagdad, a été pendant huit ans le centre du pouvoir irakien. Quand M. Maliki a été écarté du poste de premier ministre, en août 2014, elle est devenue résidence de vice-président. Gratifié de cette fonction honorifique, le secrétaire général du parti chiite Dawa est loin de goûter une retraite paisible. A quelques centaines de mètres du Palais de la République, où le nouveau chef du gouvernement, Haider Al-Abadi, s'est installé, M. Maliki continue d'entretenir son influence.

Installé dans l'un des canapés richement ornés de son bureau, réservé et l'œil fuyant, Nouri Al-Maliki glisse quelques sourires, des anecdotes personnelles, pour tempérer un peu sa raideur. Petit-fils d'un poète qui combattait l'occupation britannique, il est né le 20 juin 1950 près d'Hilla, au sud de Bagdad. Il évoque son engagement au sein du parti islamique chiite Dawa, des bancs de la faculté de littérature arabe à son exil, en 1979, en Syrie et en Iran, alors qu'il était devenu le chef de ce parti interdit. Marié et père de cinq enfants, il a perdu soixante-sept proches dans la traque lancée par le régime baasiste. A la chute de Saddam Hussein, en 2003, il peut rentrer en Irak et devient bientôt député et vice-président de la commission de « débaasification », commençant l'ascension qui allait le porter en 2006 à la tête du gouvernement.

L'ancien premier ministre, évincé à l'été 2014, quelques semaines après l'irruption au premier plan de l'organisation Etat islamique (EI) et la prise de Mossoul, veut faire mentir ceux qui l'accusent de manigancer en sous-main pour saper l'autorité de son successeur et préparer son retour sur le devant de la scène. « Je ne veux pas d'un gouvernement à deux têtes. Je laisse au premier ministre le champ libre pour exercer sa vision politique », assure-t-il. Il se dit même prêt à « devenir simple soldat pour défendre l'Etat irakien ». Un simple soldat avec « huit années



Nouri Al-Maliki, à Bagdad, le 24 juin.

HIEN LAM DUC POUR « LE MONDE »

d'expérience au pouvoir » et « une base électorale large en Irak, comme l'ont montré les dernières élections de juin 2014, avec 103 sièges au Parlement », glisse-t-il toutefois.

L'homme se garde bien de toute critique ouverte contre son successeur. La consigne s'applique à ses fidèles. Ministre de la réconciliation sous son premier mandat, puis conseiller en sécurité, Saad Al-Mouttaliabi rejette lui aussi les « rumeurs » d'une campagne anti-Abadi. « M. Maliki ne veut pas que nous le critiquions, confie-t-il. Il veut que M. Abadi aille au terme de son mandat. Tant que Maliki le soutient, il est assuré de rester. » Le politicien chiite égrène les qualités de son « ami ». « M. Abadi doit encore faire ses preuves, mais il a le potentiel. Il est poli, intelligent, ferme et honnête. Il est accepté par la plupart

des partis, même si certains prétendent le soutenir pour mieux consolider leur position au sein du gouvernement. » Sans pouvoir éviter une comparaison : « Il n'a pas le même charisme que Maliki, qui est une personnalité respectée et obéie. »

Le ton fédérateur tranche avec les attaques virulentes dont le premier ministre Abadi a

**ON L'ACCUSE D'AVOIR MARGINALISÉ LES MINORITÉS KURDE ET SUNNITE, MUSÉLÉ SES RIVAUX, FAVORISÉ LA CORRUPTION ET POUSSÉ AU RETRAIT DES AMÉRICAINS**

pu faire l'objet par le passé, de la part du vice-président, plus souvent de ses séides. A chaque difficulté rencontrée par son gouvernement, ils sont montés au créneau. Mais, aux yeux des observateurs, cette campagne a échoué à déstabiliser vraiment le gouvernement. Elle a même pu contribuer à détériorer un peu plus l'image de l'ancien premier ministre. « M. Maliki contrôlait l'appareil d'Etat, l'armée et les médias. Il n'a plus cette même influence. M. Abadi a démis les généraux qui le soutenaient au sein de l'armée », pointe Kirk Sowell, analyste politique basé en Jordanie.

L'enquête parlementaire sur la chute de Mossoul, en juin 2014, aux mains de l'EI, n'arrange rien. Les critiques faites sur ses huit années au pouvoir sont à nouveau étalées. Le politicien chiite, qui s'est refusé à témoigner devant la commission, dénonce « un complot » des Kurdes et du conseil provincial de Mossoul contre son gouvernement, et surtout de l'Arabie saoudite, « parrain et soutien du terrorisme », une sortie ayant suscité les condamnations gênées de l'exécutif irakien, qui essaie d'« écrire une nouvelle page » avec Riyad.

### « NETTOYAGE ETHNIQUE »

Nouri Al-Maliki défend son bilan bec et ongles. Arrivé au pouvoir en 2006 avec la volonté de s'imposer en chef fort et unificateur, son premier mandat a dans l'ensemble été salué. L'homme rappelle la « situation complexe » dont il a hérité, « les problèmes de l'ancien régime » et « la guerre confessionnelle déclenchée en 2006 ». Il cite ses « gigantesques efforts pour sauvegarder l'Irak de la désintégration », notamment le « bras de fer » engagé avec les milices chiites en 2008, et son soutien aux milices sunnites du Réveil (« Sahwa »), créées par les Américains pour lutter contre Al-Qaïda en Irak.

« Je n'ai jamais agi pour des raisons confessionnelles », résume-t-il. L'historien américain du Moyen-Orient Juan Cole nuance en soulignant sa lenteur à agir contre les milices chiites, le « nettoyage ethnique » de Bagdad – passé de 45 % de sunnites en 2003 à 25 % fin 2007 –, la confessionnalisation de l'armée au

profit des milices chiïtes et le refus d'intégrer les Sahwa aux forces de sécurité. Ces critiques sont devenues systématiques dès 2010, avec le tournant amorcé sous son second mandat vers une politique confessionnelle, autoritaire et clientéliste. On l'accuse d'avoir marginalisé les minorités kurde et sunnite, muselé ses rivaux, favorisé la corruption jusque dans l'armée et poussé au retrait des forces américaines fin 2011.

**« FAISEUR DE ROI »**

Autant d'« allégations aux visées politiques » que M. Maliki rejette. « Je ne vois pas comment on peut m'accuser d'avoir marginalisé ces minorités », martèle-t-il. Il en veut pour preuve leur représentation « proportionnelle à leur poids » au sommet de l'Etat et le soutien qu'il apporte à l'inclusion politique des forces sunnites, tant qu'elles ne sont pas « trop exigeantes ». Les critiques sont pourtant unanimes, que ce soit de la part de ces minorités, des autorités religieuses chiïtes de Nadjaf, des Etats-Unis, de l'Iran et même de son propre camp chiïte. Ses soutiens se sont lassés et, un à un, se sont détournés de lui au profit d'un autre membre de son parti,

Haïder Al-Abadi.

Ils espèrent que la page Maliki est définitivement tournée. Mais rares sont ceux qui se risquent pourtant à un tel pronostic. A 65 ans, Nouri Al-Maliki se voit « toujours jouer un rôle dans la vie politique irakienne ». « Mais, si vous faites allusion à un retour comme premier ministre : non, je n'y pense plus », déclare-t-il. Dans son entourage, l'éventualité est pourtant évoquée à haute voix. « Maliki est toujours le faiseur de roi, si ce n'est le roi. Certains pensent qu'on doit lui donner sa chance pour mener le prochain gouvernement », dit Saad Al-Mouttalahi. Ce partisan de Maliki assure que le soutien à M. Abadi au sein du parti s'érode et que « les membres de la mobilisation populaire, Hadi Al-Améri et les autres, sont 100 % pour [eux]. »

Les commentateurs sont plus réservés sur les chances de retour de l'ancien premier ministre. Ses rivaux chiïtes, Ammar Al-Hakim et Moqtada Al-Sadr, ainsi que l'ayatollah Ali Al-Sistani, le plus haut dignitaire religieux, risquent fort d'y opposer leur veto. « L'Iran ne le soutient plus. Il n'a plus besoin de lui », ajoute Kirk Sowell. A demi-mot, M. Maliki lui rend la pareille. « Au temps où j'étais premier

ministre, j'ai réussi à établir une situation d'équilibre en signant un accord-cadre stratégique avec les Etats-Unis pour contrebalancer l'intervention iranienne en Irak. Aujourd'hui, cette situation d'équilibre n'existe plus », regrette-t-il, critiquant la faiblesse de l'engagement de la coalition internationale.

La bataille pour la direction du camp chiïte pourrait se jouer sur le terrain militaire. Les chefs de milice chiïte, qui ont les faveurs de Téhéran et tirent leur capital électoral de leur popularité acquise sur le champ de bataille, menacent M. Abadi, tout autant que la prééminence du parti Dawa. « L'appui des différents partis à M. Abadi sera fonction de sa capacité à les ménager et à sauvegarder leurs intérêts », suggère Qaïs Al-Ghazali, chef de la puissante milice chiïte, Asaïb Ahl Al-Haq. Hadi Al-Améri, chef de la milice Badr et du parti du même nom, est, lui, un concurrent sérieux. Le sexagénaire, député et commandant militaire, élude toute question sur son avenir politique, d'un large sourire qui en dit long. ■

HÉLÈNE SALLON

**Le Monde**

VENDREDI 31 JUILLET 2015

# A Téhéran, Laurent Fabius veut sceller la réconciliation avec l'Iran

TÉHÉRAN - envoyée spéciale

**J**e suis très heureux ». Rayonnant, sourire aux lèvres, le ministre des affaires étrangères iranien, Mohammad Javad Zarif, a donné le ton, mercredi 29 juillet au matin, de la visite à Téhéran de son homologue français, Laurent Fabius. « Nos pays entretiennent des relations de longue date, avec leurs péripéties, leurs hauts et leurs bas. Nous espérons qu'à compter d'aujourd'hui, notre relation sera plus soutenue, plus approfondie », a poursuivi M. Zarif.

Dans une complicité apparente, née selon M. Fabius de « longues nuits passées ensemble à négocier » les termes de l'accord sur le nucléaire iranien, les deux hommes ont évoqué le « respect » mutuel et le désir commun de la France et de l'Iran à relancer la coopération « dans toute une série de domaines, politique, économique, culturel ».

Le chef de la diplomatie française, porteur d'une lettre d'invitation du président François Hollande au président iranien Hassan Rohani en France en novembre, a placé cette visite sous le signe du « respect » et de la « relance ». Le respect par les deux pays de l'accord signé à Vienne, le 14 juillet, et

la relance de leur coopération – « si l'Iran le veut bien », a précisé M. Fabius. Les deux hommes ont convenu d'organiser des consultations annuelles au niveau ministériel, portant notamment sur la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue. M. Fabius a promis de retirer l'Iran de la liste des pays jugés à risque par le ministère des affaires étrangères et d'augmenter le nombre de bourses étudiantes.

**« Différences » sur la Syrie**

Le dossier diplomatique a été évoqué, sans être réellement au cœur des discussions. Laurent Fabius a souligné que l'Iran « est une puissance influente » dans la région, qui partage avec la France « le même attachement à la paix et la stabilité », en dépit de « différences », en particulier sur la Syrie, le Yémen et Israël. Devant la presse française, mercredi soir, Laurent Fabius a relativisé l'impact de l'accord de Vienne sur les équilibres régionaux. « Notre souhait est qu'il mène à la stabilisation et dessine un chemin vers la paix, mais les choses peuvent prendre du temps », a dit M. Fabius.

Dans la rue Neauphle-le-Château, où le convoi du ministre a fait escale, à la résidence de l'ambassadeur de France, des centaines de

**Une poignée de manifestants ont attendu le Falcon du ministre à l'aéroport**

policiers antiémeutes avaient été déployés. La polémique qui a entouré cette visite, agitée par des sites conservateurs, a fait craindre des débordements. Une minorité a pointé l'attitude de la France dans la guerre Iran-Irak – dont M. Fabius a évoqué les souffrances pour Téhéran alors que Paris soutenait Bagdad –, et demandé des excuses au ministre pour les victimes iraniennes de l'affaire du sang contaminé, survenue lorsqu'il était premier ministre (1984-1986). Une poignée de manifestants, rapidement dispersés, ont attendu le Falcon du ministre le matin à l'aéroport Mehrabad. Interpellé par la presse iranienne sur l'image négative que lui vaut en Iran sa fermeté sur le dossier nucléaire, M. Fabius a défendu une « attitude constante, ferme, constructive » de la France pour « empêcher la prolifération nucléaire » dans la région tout entière. « Le nu-

claire n'est pas une babiole », a-t-il affirmé, il ne fallait pas « un accord au rabais », mais « robuste et incontestable ».

Pour la délégation française, cette visite est une réussite. « On a eu le sentiment que les Iraniens voulaient donner tous les gages d'une mise en œuvre de l'accord et passer à la suite, aux applications concrètes », commente une source diplomatique. Destinée à un « cadrage politique », elle a pris un tour résolument économique. N'ayant pu rencontrer, comme il l'espérait, le président du Parlement iranien, Ali Larjani, et le chef du conseil suprême sur la sécurité nationale, l'amiral Ali Chamkhani, M. Fabius a enchaîné, au pas de course, les rencontres avec les ministres.

Pétrole, environnement, industrie, et transports : les secteurs de développement prioritaires ont été évoqués. Les potentialités du marché iranien devraient être davantage explorées lors de la visite, en septembre, de la délégation du Medef – la seconde en moins de deux ans. M. Fabius a confirmé que le ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll, et le secrétaire d'Etat au commerce extérieur, Matthias Fekl, seront du voyage. ■

HÉLÈNE SALLON

## Car bomb kills two Turkish soldiers in attacks blamed on Kurdish rebels

**Military launches operation to capture attackers after bombing and armed assault on police station in mainly Kurdish province of Diyarbakir**

Associated Press in Ankara  
26 July 2015

Two soldiers have been killed and four others wounded after suspected Kurdish rebels detonated a car bomb and opened fire at a police station in the eastern Turkish town of Lice.

The bomb exploded late on Saturday as a vehicle carrying military police officers was travelling to intervene against Kurds who had blocked a main intersection, said the governor's office in Diyarbakir, a mainly Kurdish province.



Authorities said the military had launched an operation to capture the attackers.

Assailants also attacked a police station in Diyarbakir city, sparking a gun battle, the state-run Anadolu agency reported. No one was injured in that attack.

The incidents come a day after Turkey launched air strikes on Kurdish rebel camps in northern Iraq, its first such strikes since a peace process with the Kurds was launched in 2012.

The Kurdish rebel group the Kurdistan Workers' party, or PKK, has said the air strikes were likely to spell the end of a ceasefire announced in 2013.

Turkey has simultaneously bombed Islamic State positions near its border with Syria and carried out widespread police operations against suspected Kurdish and Isis militants as well as other outlawed groups inside Turkey. Hundreds of people were detained.

Tensions have been flaring with the Kurds in recent days following an Isis suicide bombing in a Turkish town near the border with Syria. Kurdish groups have blamed the government for not doing enough to prevent Isis operations. On Wednesday, the PKK claimed responsibility for the killing of two police officers in the Kurdish majority city of Sanliurfa.

Late on Saturday, the White House said Turkey had the right to defend itself against attacks by Kurdish rebels. Spokesman Alistair Baskie condemned recent attacks by the PKK, which the US has designated a terrorist group, and said the PKK should renounce terrorism and resume talks with Turkey's government.

But Baskie also said both sides should avoid violence and pursue de-escalation. ♦

REUTERS

## Germany urges Turkey to respect proportionality in fight against PKK

BERLIN - July 26, 2015 - reuters.com

GERMANY will support Ankara in its fight against extremists, Chancellor Angela Merkel told Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu in a phone call on Sunday, but she also urged the Nato partner to keep measures appropriate.

The phone call came after Kurdish militants killed two Turkish soldiers, apparently retaliating for Ankara's crackdown on the Kurdistan Workers Party (PKK), which was launched in tandem with strikes on Islamic State insurgents in Syria.

Davutoglu informed Merkel by phone about the actions of the Turkish government in the "fight against terrorism" following the attacks in Suruc

and other attacks against Turkish security forces, a German government spokesman said.

Merkel assured Davutoglu of Germany's solidarity and support, the spokesman said, but he also added: "In this context she recalled the principle of proportionality in the implementation of necessary measures.

"The Chancellor also appealed that the peace process with the Kurds should not be given up, but continued despite all the difficulties," the spokesman added.

The militant PKK has said its truce with Ankara had lost all meaning after an attack by Turkish warplanes on its camps in northern Iraq. ●



PRESSTV  
JULY 30, 2015

## 18 killed in ISIL attack on Syria northern

Thu Jul 30, 2015 <http://www.presstv.ir>

Takfiri ISIL terrorists in Syria have reportedly killed at least 18 people in an attack on a northern town which was recently liberated by Kurdish forces.

The so-called Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) announced in a Thursday statement that the Takfiri militants slipped into the town of Sarrin in the Aleppo Province and attacked a building used by Kurds

as a base.

According to the Britain-based group, a militant blew himself up with the rest then opening fire. The conflict left 10 Kurdish fighters and eight ISIL terrorists, including the bomber, dead.

On Sunday, Kurdish People's Protection Units (YPG) forces took full control of Sarrin, which lies northeast of the provincial capital of Aleppo and is situated three kilometers (1.8 miles) east of the Euphrates River, following days of heavy clashes with ISIL terrorists.

The town lies along Syria's M4 highway, which the Takfiris use a key supply route to transport militants and armaments between Aleppo Province and the group's major stronghold in the Syrian northeastern city of Raqqa.

The capture of Sarrin cut off ISIL's principal access route to parts of Aleppo Province, where the Takfiri terrorists are engaged in fierce battles against Kurdish forces, rival Takfiri militants as well as Syrian government troops.

The conflict in Syria, which started in March 2011, has reportedly claimed more than 230,000 lives up until now.

The violence has also forced over 3.8 million Syrians to take refuge in neighboring countries, including Jordan and Lebanon. More than 7.2 million others have been displaced within Syria, according to the United Nations. ■

REUTERS

# In Fight Against Islamic State, Turkey's Tayyip Erdogan Sees Chance to Battle Kurds

ISTANBUL: / July 28, 2015 / Reuters

**FORCED INTO battle against Islamic State as it presses on Turkey's borders, President Tayyip Erdogan is seizing the chance to keep another foe in check, bombing Kurdish militants he sees as a threat to the integrity of the Turkish state.**

Casting the operations as a war on terrorist groups "without distinction", Turkey launched air strikes against Islamic State in Syria for the first time last week and granted the US-led coalition access to its air bases after years of reluctance.

It also bombed camps in northern Iraq belonging to the militant Kurdistan Workers Party (PKK) for the first time in at least three years. Hundreds of suspected Islamic State and PKK members have been rounded up in raids across Turkey.

Launching wars on two fronts is a high-risk strategy for the NATO member, leaving it dangerously exposed to the threat of reprisals by jihadists and at risk of reigniting a Kurdish insurgency that has cost 40,000 lives over three decades.

Turkey has been a conduit for foreign jihadists, with thousands thought to have crossed its borders to join Islamic State in Syria and Iraq, many concealed among the millions of tourists who flock to Turkey's shores each year.

They have often been aided by Turkish smugglers linked to the Islamist insurgents; a network Turkey has been trying to dismantle but which could retain capacity to launch attacks on Turkish soil after the fashion of last week's suicide bombing, blamed by Ankara on the militants, that killed 32 people.

Western diplomats have long feared that Istanbul, one of the world's most visited cities, or Turkey's Aegean or Mediterranean coastal resorts could be soft targets. Attacks that killed dozens of foreign tourists in Tunisia earlier this year served only as a reminder of the risks.

"Ankara's recent adoption of aggressive policies towards both the PKK and the Islamic State has considerably raised the risk of terrorist attacks and sustained civil unrest inside the country," Wolfango Piccoli of risk research firm Teneo Intelligence said in a note.

Yet on both fronts, Erdogan looks to be hoping to seize opportunity out of crisis. He is reviving Turkey's international standing with the more robust stance on Islamic State, but also undermining the pro-Kurdish opposition and bolstering nationalist support at home with the attacks on the PKK.

## WHY NOW?

Smarting from an election setback in June, when the AK Party he founded lost its majority and the pro-Kurdish opposition HDP secured enough votes to enter parliament for the first time, Erdogan is keen to win back nationalist support.

"The likely target here is instead the HDP. By striking hard at the PKK, the Turkish government is pressuring the HDP to pick a side," said Erik Meyersson, an assistant professor at the Stockholm School of Economics, in an article on his website.

"Either it denounces PKK to end violence, risking political blowback among its Kurdish base, or it adopts a more pro-Kurdish rhetoric, risking the ire of the Turkish public as well as the judiciary, which has a long history of banning Kurdish parties and politicians."

A collapse of the Kurdish vote and fears over security could, in the event of an early election, revive the AKP vote and with it Erdogan's ambition to change the constitution, investing his presidency with broad new powers.

The decision to actively join the campaign against the Islamist militants flowed directly from the suspected Islamic State suicide bombing that killed 32 in the southeastern town of Suruc. The attack led to days of vio-

lent backlash from Kurds, who accuse Erdogan and the Islamist-rooted AKP of covertly supporting Islamic State against Syrian Kurds.

Ankara denies this. It is, however, uncomfortable with the steady advance of Syrian Kurdish PYD forces, helped by US air strikes, against Islamic State. Around half of Syria's 900 km (560 mile) border with Turkey is now controlled by Kurds. Erdogan and the AKP worry that those advances will embolden Turkey's own 14 million Kurdish minority and rekindle a three-decade insurgency by the PKK, deemed a terrorist organisation by Turkey, the United States and Europe.

"The dynamic in Syria was going against Turkish interests," said Sinan Ulgen, visiting scholar at Carnegie Europe and chairman of the Istanbul-based EDAM think-tank. "First, Islamic State was expanding northwest and continuing to take ground along the border.

"Secondly, there was the fear that the expansion of the PYD could ultimately establish a Kurdish territory stretching from Iraq to the Mediterranean. These two dynamics forced Turkey's hand," he told Reuters.

## LEVERAGE IN WASHINGTON

Ankara also realised that the PYD, in proving a reliable partner on the ground for US-led air strikes, was "gaining an undue degree of leverage in Washington", Ulgen said, prompting Turkey to realise that it needed to step up and move against Islamic State if it was to avoid being sidelined.

"It has been very costly both security-wise and in terms of the national interest for Turkey to prolong this delay in fully engaging with the anti-Islamic State coalition," he said.

"Had Turkey been able to position itself here a year ago, things would be very different."

Ankara's decision to act was also partly a result of a realisation that its efforts to win U.S. support for a "buffer zone" in northern Syria were not gaining traction, said Yusuf Muftuoglu of Macro Advisory Partners, a London-based political risk consultancy.

Turkey wants the safe zones on the Syrian side of the border to keep Islamic State and Kurdish militants away from its soil, and to help prevent a further influx of refugees on top of the 1.8 million which it is now sheltering.

Soon after the strikes started, Foreign Minister Mevlut Cavusoglu raised the issue again, telling a news conference on Saturday that "safe zones will be formed naturally" as swathes of northern Syria are cleared of Islamic State militants.

What Turkey does appear to have won from Washington, however, is tacit support for its campaign against the PKK esconsed in the mountains of northern Iraq, even as the US-led coalition works alongside Kurds in Syria.

"There is no connection between these air strikes against PKK and recent understandings to intensify US-Turkey cooperation against ISIL," Brett McGurk, the deputy special presidential envoy for the coalition to counter Islamic State, said on Twitter, using one of the jihadist group's acronyms.

But he did not criticise Turkey's air strikes in Iraq.

"We fully respect our ally Turkey's right to self-defence," he wrote. ●

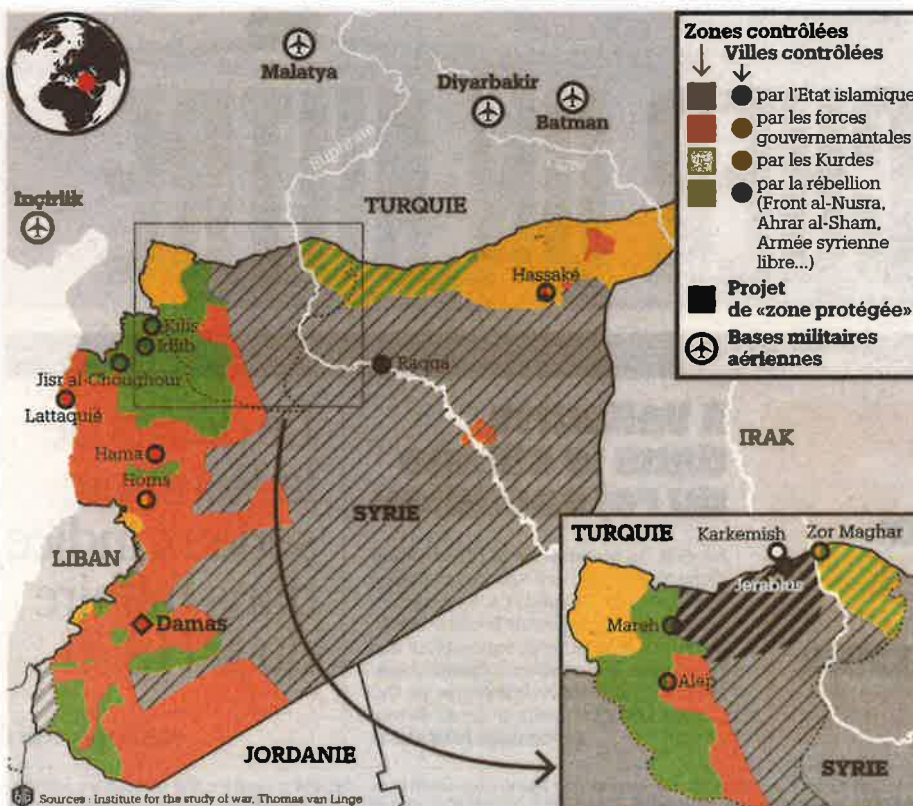


*Peace process with Kurdish militants impossible - Turkey's Erdogan*

VENDREDI 31 JUILLET 2015



Au sein du regroupement salafiste, les jihadistes de Ahrar al-Sham tentent de paraître modérés pour bénéficier de l'appui des Américains et contrôler une future «zone protégée» dans le nord du pays.



Par  
**HALA KODMANI**  
Envoyée spéciale  
à Karkemish (Turquie)

Explosions et tirs de canon sont familiers aux oreilles des habitants de ce coin de Turquie, superbe paysage en d'autres circonstances, où l'Euphrate sert de frontière naturelle entre les trois protagonistes de la nouvelle guerre. Dans ce kilomètre carré de tous les dangers, on n'entendait jusque-là que les bruits des combats, côté syrien, entre les forces de l'Etat islamique et celles du PYD, branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ces derniers jours, ce sont les chars turcs qui tirent depuis Karkemish sur l'autre côté de la rivière, visant tantôt le village kurde de Zor Maghar, tantôt la localité syrienne de Jerablus, où l'on peut distinguer au loin le drapeau noir de l'Etat islamique (EI).

Ce dernier point de frontière encore tenu par les hommes de l'organisation terroriste serait justement la limite est du projet de «zone tampon» en territoire syrien, qui doit s'étendre sur une centaine de kilomètres vers l'ouest, le long de la frontière, jusqu'au village de Marea, au nord d'Alep. Réclamée avec insistance depuis plus d'un an par la Turquie et la rébellion syrienne, la «zone protégée», libérée à la fois de l'EI et des Kurdes et abritée des raids aériens du régime de Bachar al-Assad, est présentée comme un sésame pour changer la donne dans le conflit syrien.

### LE RETOUR DES RÉFUGIÉS

Son acceptation de principe par les Etats-Unis a été la clé du changement de cap de la Turquie, désormais engagée dans la lutte contre l'Etat islamique. «Cette zone dans le nord de la Syrie pourrait permettre le retour de 1,7 million de réfugiés syriens», a même déclaré lundi Recep Tayyip Erdogan, le président turc, pour convaincre l'opinion des avantages de la guerre dans laquelle il vient de lancer le pays. «Si l'on pouvait rentrer chez nous sans plus craindre ni les barils largués par les avions d'Al-Assad, ni la terreur de Daech, ce serait un rêve», confirme un jeune réfugié syrien à Karkemish, qui a livré et perdu la bataille face aux jihadistes de l'EI dans sa ville de Jerablus.

Malgré toutes ses promesses, la «zone protégée ne peut être établie en quelques jours ni en quelques semaines», estime Abu Marzouk, chef

d'une petite brigade locale de la région d'Idlib. Installé depuis peu à Kilis, poste-frontière au nord d'Alep, après avoir été chassé avec ses hommes par le Front al-Nusra, affilié à Al-Qaeda, le quadragénaire ne ca-

che pas son sentiment mitigé sur la perspective «d'une zone qui assurera une sécurité pour les civils mais qui risque fort d'être dominée par les islamistes de Jaish al-Fatah», désignant l'Armée de la conquête.

Ce regroupement de plusieurs formations militaires, né au début de l'année d'un accord entre l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie pour le soutenir en armes et en fonds, a mené avec succès une offensive ce printemps dans le nord-ouest syrien, «libérant» notamment les villes d'Idlib et de Jisr al-Choughour des forces du régime. Comptant près de 30 000 hommes, il inclut le Front al-Nusra mais est de plus en plus dominé par les salafistes de Ahrar al-Sham («les hommes libres de Syrie», en arabe), un mouvement purement syrien (contrairement au Front al-Nusra, il n'appelle pas à un jihad global) qui n'entend pas se contenter de ses succès militaires.

«La Turquie n'a pas l'intention d'envoyer des troupes au sol en Syrie mais elle pense, comme les Etats-Unis, qu'il faut apporter un appui aérien aux rebelles syriens modérés», affirmait il y a quelques jours le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, dans un entretien accordé à plusieurs médias. Pour mettre en place une «zone protégée» y compris pour ses intérêts, Ankara doit compter sur une force armée syrienne de confiance, capable de chasser l'EI de la bande frontalière tout en gardant comme priorité le combat contre le régime de Damas. Ahrar al-Sham apparaît tout désigné pour la tâche. Ses combattants ont une revanche historique à prendre contre les hommes de l'Etat islamique, qu'ils avaient accueillis en frères à Raqqā en 2013 mais qui les ont trahis et évincés de la ville début 2014.

### STRATÉGIE OPPORTUNISTE

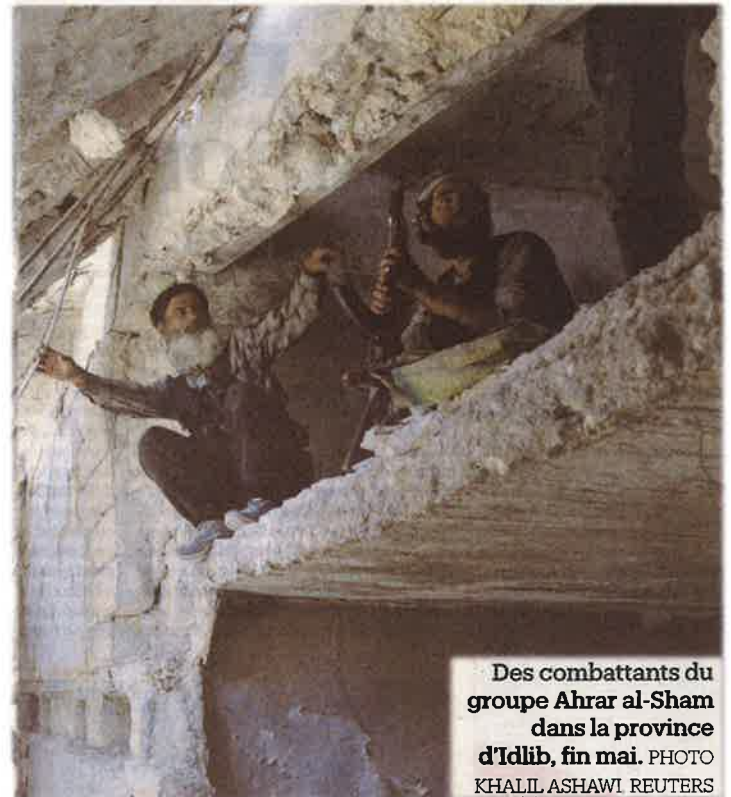
C'est à cette période qu'ils ont participé aux combats pour chasser l'EI des régions d'Idlib et d'Alep. Opposants historiques au régime de Damas, leurs principaux chefs actuels appartiennent à la «Sednaya Academy», du nom de la célèbre prison au nord de Damas réservée aux Frères musulmans et aux salafistes. Plusieurs d'entre eux ont été relâ-

chés à partir de l'automne 2011 par les services d'Al-Assad dans l'intention de discréditer aux yeux du monde une révolution qui s'est en effet militarisée et islamisée. Quatre ans et moult batailles plus tard, le

mouvement s'est organisé et structuré. Il reste toutefois à ces jihadistes salafistes à afficher de nouvelles dispositions pour se rendre acceptables, notamment par les Américains, et accéder au label de «modérés». Ahrar al-Sham déploie depuis un moment une stratégie aussi méthodique qu'opportuniste de conquête du terrain politique et militaire à l'intérieur du pays et surtout à l'international. Un article paru le 10 juillet dans le *Washington Post*, signé de leur responsable des relations extérieures, Labib al-Nahhas, présentant son mouvement comme celui des «Free men of Syria», appelait les Etats-Unis à revoir leur appréciation des rebelles en soutenant les forces sunnites qui combattent à la fois l'Etat islamique et le régime syrien. Il refusait tout lien avec Al-Qaeda, affirmant une identité et des ambitions uniquement syriennes. Quelques jours plus tard, l'ancien ambassadeur américain à Damas Robert Ford, aujourd'hui membre du Middle East Institute, répondait à l'appel en des termes on ne peut plus directs dans un article titré: «Yes, talk with Syria's Ahrar al-Sham». La campagne de promotion organisée a été confirmée la semaine dernière par un article du même Al-Nahhas, cette fois dans le quotidien britannique *Daily Telegraph*, se présentant comme «l'alternative sunnite» à l'Etat islamique.

«C'est une société de relations publiques britannique qui est chargée du plan com, révèle Absi Smeisem, directeur de la rédaction d'un hebdomadaire d'opposition syrien *Sada al-Sham*. Nos interlocuteurs habituels dans le mouvement ne répondent plus à nos appels, suivant les instructions de leurs conseillers de ne plus communiquer avec la presse en dehors de leur plan.» Le Qatar, qui soutient solidement Ahrar al-Sham au côté de la Turquie, finance probablement les services de la société britannique.

Le tournant de l'ouverture vers l'Occident n'est pas simple à négocier au sein d'un mouvement à l'islamisme enraciné, dont les militants sont nourris à la diabolisation des Etats-Unis. Les débats sont animés ces derniers temps sur les comptes des réseaux sociaux des membres d'Ahrar al-Sham. «Modérés, autrement dit vendus aux Américains!»



Des combattants du groupe Ahrar al-Sham dans la province d'Idlib, fin mai. PHOTO KHALIL ASHAWI REUTERS

proteste un surnommé Abu Jaafar dans un commentaire sur Facebook sur les avantages de la nouvelle stratégie. «Après avoir joué l'attraction des autres jihadistes ces dernières années, Ahrar al-Sham peut craindre qu'en renonçant au jihadisme salafiste, il ne perde des troupes qui rallieraient les rivaux d'Al-Nusra ou même de l'EI, explique Abi Smeisem. Il tente depuis un moment de convaincre les gens d'Al-Nusra, ses alliés dans l'Armée de la conquête, de refuser tout lien avec Al-Qaeda, mais ne réussissant pas assez vite, Ahrar al-Sham est de plus en plus tenté de jouer la concurrence et de se présenter seul comme alternative.»

### «LES MOYENS D'ASSURER L'ORDRE»

L'évolution d'Ahrar al-Sham vers un certain pragmatisme a commencé en fait avec le changement de direction en septembre 2014, après l'attentat géant, survenu au cours d'une réunion dans un village au nord d'Idlib, qui a décapité le mouvement. Une cinquantaine de ses chefs dont le numéro 1, Hassan Abouboud, ont été tués dans l'attaque kamikaze attribuée à l'Etat islamique. Très vite, la relève s'est recomposée avec essentiellement des combattants originaires de la région d'Idlib, principale zone d'implantation du groupe.

La prise de la capitale provinciale du nord-ouest en avril a aussi permis de montrer leur capacité de gestion. Selon un accord passé entre les différentes formations composant l'Ar-

mée de la conquête, chacune a désigné ses représentants au conseil local pour administrer les services de la ville et organiser la vie des habitants. «Aujourd'hui, la population accepte et approuve ceux qui lui assurent les services et les conditions de vie correctes, dit un ancien étudiant d'Idlib, installé dans le sud de la Turquie et dont la famille est restée sur place. Les membres de Ahrar al-Sham se sont très bien débrouillés et ils avaient les moyens d'assurer l'ordre, la sécurité, l'électricité et l'approvisionnement de la ville. Ils recrutent maintenant des ingénieurs et des cadres, en payant des salaires confortables pour gagner les populations. Leur nouveau modèle est le Hamas palestinien.» L'expérience réussie de la gestion de la vie civile jouera sans doute aussi en faveur du mouvement candidat à la prise en main de la future zone protégée le long de la frontière turque.

Mais loin de la communication et de l'administration, c'est sur le terrain de la grande bataille militaire à livrer que le mouvement salafiste doit faire face au plus grand défi. Avec ses alliés rivaux de l'Armée de la conquête, il lui faudra lancer ses troupes jusqu'aux rives de l'Euphrate à l'assaut des forces de l'Etat islamique. Celles-ci préparent depuis plusieurs semaines leur défense en creusant des tranchées profondes autour de Jerablus pour résister à l'aviation et à l'offensive qui doit établir la zone «protégée». ◆

ÉDITORIAL

Par  
MARC SEMO

Tentation

La coalition internationale contre l'Etat islamique réunit une soixantaine de pays même si seulement une quinzaine d'entre eux participent effectivement aux opérations. C'est néanmoins considérable et à la hauteur du défi représenté par ce groupe déjà présent, au travers de «franchisés», dans quelque 30 pays. Mais dans une région en plein chaos où l'ami de mon ami est moins que jamais nécessairement mon ami, ni l'ennemi de mon ami inévitablement mon ennemi, chacun des grands acteurs de l'alliance suit son propre objectif. L'écrasement de l'EI est la priorité de Washington, qui tendrait désormais à ménager le régime d'Al-Assad. Son départ reste en revanche l'objectif premier de Paris, qui souligne sa complicité objective avec l'EI. Quant à Ankara, finalement entré en lice, il cible au moins autant les combattants kurdes du PKK que les jihadistes que ces derniers affrontent au sol avec l'appui de l'aviation américaine. L'imbroglio est donc total. Toute solution négociée du conflit syrien semble en outre dans l'impasse alors que l'Iran, même après l'accord sur le nucléaire, ne semble guère disposé à réduire son soutien à Damas. Les experts reconnaissent qu'il sera impossible d'écraser l'EI sans des forces au sol qu'aucun des coalisés ne veut déployer, sauf peut-être la Turquie qui cherche à instaurer une «zone protégée» - de l'Etat islamique comme des bombes du régime - au nord d'Alep, coupant en deux la région kurde. D'où la tentation de miser sur une alter-



VENREDI 31 JUILLET 2015

# Les Kurdes jouent la carte du territoire

**Si les forces du YPG ont combattu ces jours-ci aux côtés de l'armée loyaliste pour reprendre la ville de Hassaké à l'Etat islamique, ils ne comptent désormais que sur eux-mêmes pour défendre leurs terres.**

Par  
LUC MATHIEU

L'alliance, de circonstance, a fonctionné. Mardi, les forces kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), venues en renfort de l'armée syrienne, ont chassé l'Etat islamique (EI) qui tentait de prendre Hassaké, dans le nord-est de la Syrie. Les jihadistes avaient attaqué la partie de la ville tenue par le gouvernement (l'autre est contrôlée par les Kurdes) un mois plus tôt. Les combats ont fait près de 290 morts, dont plusieurs chefs, dans les rangs de l'EI.

**Indépendance.** En règle générale, dans le canton de Djézireh, forces kurdes et soldats du régime de Bachar al-Assad ont plutôt tendance à s'ignorer. A Qamishlé, le gouvernement conserve par exemple le contrôle de l'aéroport. Mais les militaires postés autour des murs d'enceinte ne s'aventurent

pas dans les quartiers kurdes. Ailleurs dans le canton, les forces loyalistes n'interviennent pas non plus lorsque des combats opposent des miliciens du YPG à des jihadistes de l'Etat islamique, comme ce fut le cas au printemps dans une série de villages proches de la rivière Kabbhour. Cette inaction est régulièrement dénoncée par les brigades chrétiennes, qui y voient la preuve que le régime ne les défend pas.

Dans le chaos syrien, les Kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD), la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), revendiquent leur neutralité. A la différence des rebelles sunnites, leur objectif n'est pas de faire tomber le régime de Bachar al-Assad mais de consolider et d'administrer leurs trois cantons, qui bordent la frontière turque. Cette prise de contrôle, et cette indépendance de fait, est le résultat de la politique du président syrien. Au printemps 2011, afin d'éviter que les Kurdes ne rejoignent la ré-

volution, il a autorisé Mohammed Saleh Mouslim, le président du PYD exilé en Irak, à rentrer en Syrie. A la même époque, il a également promis de donner aux Kurdes qui le demandaient la nationalité syrienne. Peu à peu, le PYD s'est imposé face aux autres partis kurdes qui avaient rejoint le Conseil national syrien, la coalition des opposants à Bachar al-Assad. Les rebelles du nord syrien ont observé avec méfiance cette prise de contrôle, sans toutefois intervenir, trop occupés à combattre les soldats et les miliciens du régime.

**Cibles.** Longtemps à l'écart du conflit, les combattants du YPG ont été rattrapés par la guerre en 2013, et surtout en 2014, à mesure que les jihadistes de l'Etat islamique s'imposaient dans le nord-est. Les Kurdes figurent parmi leurs premières cibles. L'épisode le plus sanglant reste l'assaut sur Kobané, lancé à l'été 2014. En quelques semaines, les jihadistes s'emparent de la plupart des villages qui entourent la ville. Kobané est infiltré et semble sur le point de tomber. Les Kurdes reçoivent finalement le soutien de la coalition, qui bombarde des positions de l'Etat islamique, et des peshmergas, qui envoient des renforts du Kurdistan irakien. Depuis le début de l'assaut, les Kurdes étaient aussi soutenus par plusieurs centaines de rebelles arabes sunnites, issus de l'Armée syrienne libre. ◀



native sunnite comme l'Armée de la conquête, soutenue par Riyad, Ankara et le Qatar, recyclant des jihadistes d'Al-Qaeda aux côtés de salafistes et de Frères musulmans. Ce jeu est dangereux, comme le rappellent de nombreux précédents dont celui de la Libye et de l'Afghanistan. A la fin, ce sont trop souvent les plus radicaux qui emportent la mise. ▶



Des combattants des Unités de protection du peuple (YPG), dimanche, à Hassaké, dans le nord-est de la Syrie. Les forces kurdes y sont intervenues en faveur de l'armée syrienne contre l'Etat islamique.

PHOTO DELIL SOULEIMAN AFP



# Syrie: l'EI chassé de la ville de Hassaké par l'armée et les Kurdes

Beyrouth (AFP) - 28 juillet 2015

Le groupe extrémiste Etat islamique (EI) a été chassé mardi de la ville syrienne de Hassaké (nord-est) après plus d'un mois de combats contre l'armée syrienne et les forces kurdes, rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

L'EI, qui avait lancé son offensive le 25 juin, "a été chassé par l'armée de Zouhour, dernier quartier où il était présent à Hassaké, et ses combattants ont été repoussés jusqu'à la périphérie sud de la ville", a indiqué à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur l'OSDH.

L'organisation extrémiste a perdu 287 combattants dans cette bataille, que ce soit dans les combats contre l'armée et les Kurdes ou dans les frappes menées par la coalition antijihadiste dirigée par Washington dans les environs de la ville, d'après l'OSDH.

Parmi eux se trouvent 26 "enfants-soldats" recrutés par l'EI, a précisé l'Observatoire basé en Grande-Bretagne, et qui dispose d'un large réseau de sources à travers la Syrie.

L'armée de Bachar al-Assad a perdu 120 soldats et membres de forces pro-régime, et les Unités de protection du peuple kurde (YPG), des "dizaines de combattants", selon l'ONG.

Le 25 juin, l'EI avait lancé une offensive surprise contre la ville dont le contrôle est partagé entre le régime et les kurdes. En quelques jours, il s'était emparé d'une poignée de quartiers dans le sud, utilisant au total 21 voitures piégées et plusieurs kamikazes.

Une victoire aurait permis d'élargir son territoire dans l'est de la province.

L'EI avait attaqué la partie contrôlée par le régime, et les forces kurdes se sont jointes à celles du régime à lui pour défendre de la



Combattants kurdes sur une route du quartier d'Al-Nashwa, dans la province de Hassaké, le 26 juillet 2015 (c) Afp

ville.

La guerre en Syrie --au départ des manifestations pacifiques contre le régime réprimées dans le sang début 2011--, est devenu un conflit complexe où s'affrontent armée, rebelles, jihadistes et Kurdes sur un territoire de plus en plus morcelé. ■

AFP

## Turquie: les événements depuis l'attentat suicide de Suruç

Istanbul, 31 juillet 2015 (AFP)

**RAPPEL des événements en Turquie depuis l'attentat meurtrier perpétré le 20 juillet à Suruç, dans le Sud.**

Depuis l'attaque, Ankara est passé à l'offensive contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) mais surtout contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, autonomistes kurdes).

- **20 juillet 2015:** La Turquie est rattrapée par le conflit en Syrie qui se déroule depuis plus de quatre ans à ses portes, avec un attentat à Suruç, près de la frontière syrienne, qui fait 32 morts et une centaine de blessés.

L'explosion vise le centre culturel de Suruç, où s'étaient regroupés de jeunes militants de la cause kurde.

Le président Recep Tayyip Erdogan dénonce une "attaque terroriste", le pouvoir évoquant un attentat suicide qu'il attribue à l'EI.

Début de manifestations, réprimées par la police, pour dénoncer la politique syrienne de M. Erdogan, accusé de complicité avec les jihadistes.

- **22 juillet 2015:** Le PKK revendique le meurtre de deux policiers retrouvés morts à leur domicile de Ceylanpinar (sud-est), présentant son opération comme une "action punitive".

- **23 juillet 2015:** Des combattants jihadistes ouvrent le feu à partir de la Syrie sur un poste-frontière de l'armée dans la région de Kilis, tuant un sous-officier. Des chars turcs tirent aussitôt sur des positions tenues en Syrie par l'EI.

- **24 juillet 2015:** Des chasseurs F16 turcs procèdent à des frappes sur des positions jihadistes en Syrie.

Début d'une vague d'arrestations visant des rebelles du PKK, des membres présumés de l'EI et des militants d'extrême gauche. Quelque 1.300 personnes ont été depuis arrêtées.

Dans la soirée, début des raids de l'aviation turque contre des positions militaires du PKK en Irak.

- **25 juillet 2015:** "Les conditions du maintien du cessez-le-feu ont été rom-

pues", estime la branche armée du PKK.

Deux militaires sont tués dans l'explosion d'une voiture piégée près de Diyarbakir. L'attaque est revendiquée par le mouvement autonomiste.

- **26 juillet 2015:** Nouvelle vague de frappes turques contre les bases arrière du PKK sur les monts Kandil, dans le nord de l'Irak.

La Turquie a "le droit de mener des actions contre des cibles terroristes", indique un responsable américain.

- **27 juillet 2015:** Les frappes aériennes turques peuvent "modifier l'équilibre" en Syrie et en Irak, estime le Premier ministre Ahmet Davutoglu, qui affirme que son pays n'enverra pas de troupes terrestres en Syrie.

Ankara et Washington sont d'accord pour éliminer l'EI du nord de la Syrie. "Le but est d'établir une zone débarrassée de l'EI et d'améliorer la sécurité et la stabilité le long de la frontière entre la Turquie et la Syrie", déclare un responsable militaire américain.

- **28 juillet 2015:** Le président Erdogan juge "impossible" de poursuivre le processus de paix avec les Kurdes tant que les rebelles du PKK continuent à procéder à des attaques meurtrières contre policiers et militaires.

L'Otan assure son allié turc de sa "forte solidarité" face au "terrorisme". Mais si tous les participants reconnaissent à la Turquie "le droit à se défendre", certains plaident en faveur d'"une réponse proportionnée" au PKK.

- **29 juillet 2015:** Ankara donne aux Américains le feu vert effectif à l'utilisation de la base aérienne d'Incirlik (sud) afin de mener des frappes en Syrie contre l'EI.

- **30 juillet 2015:** Trois soldats turcs sont tués dans l'attaque d'un convoi militaire dans le Sud-Est, attribuée au PKK. Décès d'un policier et un civil, touchés par des tirs.

- **31 juillet 2015:** Deux policiers turcs ont été tués par balles vendredi matin dans la région d'Adana (sud), dans une nouvelle attaque attribuée à la rébellion kurde, a annoncé l'agence gouvernementale Anatolie.

Au total, au moins 13 représentants des forces de l'ordre ont été tués depuis le 20 juillet.

Ouverture d'une enquête judiciaire contre le leader du parti prokurde Selahattin Demirtas pour "troubles à l'ordre public" et "incitation à la violence". Les faits reprochés à M. Demirtas remontent à octobre 2014.

Une trentaine de F-16 de l'armée turque mènent une nouvelle série de raids contre des positions du PKK dans le nord de l'Irak. ●

# Une lutte sans merci contre les rebelles kurdes

**Turquie Ankara s'enfonce dans une guerre contre le terrorisme visant essentiellement les kurdes au lieu du groupe Etat islamique.**

(afp/Newsnet) 30 juillet 2015  
http://www.24heures.ch

La Turquie s'enfonce dans une guerre ouverte contre les rebelles kurdes, qui répliquent par des attaques meurtrières aux raids aériens visant leurs bases arrière, laissant les Américains en première ligne dans la lutte contre les djihadistes.

Jeudi matin, un policier et un civil sont morts après avoir été touchés par des tirs venus d'une voiture alors qu'ils se trouvaient devant un salon de thé près de la ville de Cinar, dans le sud-est anatolien à majorité kurde. L'attaque a été attribuée par les médias turcs au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Quelques heures plus tôt, les F-16 de l'armée turque avaient mené une nouvelle série de raids contre des cibles du PKK dans les montagnes du nord de l'Irak, où s'est réfugié son état-major, ainsi qu'en Turquie.

## Un attentat qui bouleverse la donne

Ce cycle de représailles se poursuit de manière quasi ininterrompue depuis l'attentat suicide du 20 juillet à Suruç (sud), qui a bouleversé la donne. Attribué au groupe Etat islamique (EI), il a fait 32 morts parmi de jeunes militants de la cause kurde et suscité la colère de la guérilla contre le pouvoir central, accusé de ne pas protéger la population locale.

Depuis, au moins huit représentants des forces de l'ordre ont été tués et une dizaine blessés. La télévision nationale retransmet chaque jour en direct les funérailles officielles accordées aux «martyrs» victimes du PKK.

Des enlèvements de policiers, parfois avec leur famille, sont régulièrement signalés et de nom-



*Un membre du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) marche à travers les tombes de ses camarades à Qandil, dans le nord de l'Irak (jeudi 30 juillet 2015).*

breux postes de police ont été attaqués.

La Turquie se retrouve ainsi replongée «dans son cauchemar récurrent du problème kurde», estimait jeudi dans un éditorial le journal à grand tirage Hurriyet.

Le président Recep Tayyip Erdogan a jugé «impossible» la poursuite du processus de paix avec le PKK et de «reculer dans la guerre contre le terrorisme», en mettant sur le même plan le PKK et l'Etat islamique.

## Tournant stratégique

L'attentat de Suruç, où l'EI frappait pour la première fois en Turquie, a contraint M. Erdogan à un tournant stratégique à l'égard de ce mouvement.

Longtemps soupçonné de complaisance, il a ordonné des frappes contre des cibles de l'EI en Syrie, à la grande satisfaction des Américains qui mènent la coalition internationale antiji-

hadiste. Dans la foulée, Ankara vient de donner son feu vert à l'utilisation de sa base stratégique d'Incirlik pour rapprocher les F-16 américains de leurs cibles en Syrie.

Mais, côté turc, la priorité opérationnelle semble clairement être la lutte contre la guérilla kurde.

En une semaine, l'armée a ainsi fait état de dizaines de frappes aériennes contre des objectifs du PKK, mais n'en a mentionné que trois contre l'EI, annoncées le 25 juillet.

Autre chiffre communiqué mercredi par les autorités: parmi les quelque 1.300 personnes arrêtées dans le pays depuis le 20 juillet, 847 ont été détenues pour leurs liens présumés avec la rébellion kurde contre 137 pour des liens avec l'EI.

## Critique du gouvernement

Sur le plan politique, le président turc et le gouvernement islamo-conservateur ciblent sans discontinuer le jeune leader du parti prokurde HDP, Selahattin Demirtas, accusé de «menacer la sécurité nationale» en refusant de condamner spécifiquement les actions du PKK.

«Une atmosphère de chaos est volontairement créée dans la perspective d'élections anticipées», a rétorqué M. Demirtas.

Avec 13% des voix et 80 élus, son parti est considéré comme un des grands vainqueurs des législatives du 7 juin, où le parti au pouvoir AKP a manqué la majorité absolue pour la première fois depuis 2002. Selon l'opposition, M. Erdogan veut à tout prix l'affaiblir avant de convoquer d'éventuelles élections anticipées.

Deuxième force du Parlement, le parti social-démocrate CHP a clairement dénoncé pour sa part la politique passée de M. Erdogan à l'égard des djihadistes. «Le fait qu'aucune initiative n'ait été prise et que le pouvoir ait fermé les yeux revient à dire que la Turquie a été un soutien de l'EI», a accusé le député d'Istanbul Murat Ozelik. □

## Syria: YPG militia capture Sarrin from Isis

By Admin , July 27, 2015 IST - www.ibtimes.co.in

The Kurdish YPG militia captured a town from Islamic State (IS) fighters in northern Syria on 27 July, after a month-long offensive against the ultra-hard-line militants in the area to cut their supply lines, the Syrian Observatory for Human Rights said.

The Observatory said the town of Sarrin, near the Euphrates River, was a launch pad for IS to wage raids on the Kurdish-held town of Kobani, further north at the border with Turkey.

In footage uploaded to the Internet, said to have been filmed in Sarrin on 25 July, Kurdish fighters appear to be engaging and advancing on IS fighters.

As you know, we have been approaching Sarrin. We besieged Sarrin.

Some of them drop their weapons and run away when they see us. They are running away now. We are on top of a hill in Sarrin, said one Kurdish fighter.

As you know, there was a massacre in [the Turkish town of] Suruc. We will capture Sarrin because of that massacre. We will fight with these gangs and avenge our martyrs. We are coming to the end. They can no longer fight back. They leave dead bodies. Some of them leave their weapons and run away. We came to this point successfully.

US-led air strikes assisted the Kurds in the assault, said the Observatory.

In a second video, believed to have been shot on 24 July, the aftermath of what is said to be coalition air strikes on Sarrin can be seen. The buildings shown have been mostly reduced to rubble.

The YPG, backed by small Syrian rebel groups, has made significant gains against IS in Raqqa province, seizing Tell Abyad at the Turkish border on 15 June before advancing south and capturing the town of Ain Issa.

In July the US-led coalition has conducted some of the most sustained raids in northern Syria against the militants since the campaign began nearly a year ago. ○

# What's Behind Turkey's U-Turn on the Islamic State?

Hint: It's more about Washington and the Kurds than it is about Syria's dangerous Islamists.

By **Henri J. Barkey**  
July 29, 2015  
foreignpolicy.com

After years of disagreement, the United States and Turkey are preparing to fight together in Syria. In a major turnabout last week, the Turkish government announced that it would open its southern air bases to the U.S. Air Force in the war against the Islamic State (IS). The Turkish Air Force has also begun attacking IS targets, launching an attack on Friday that struck three of the group's positions inside Syria. Washington and Ankara aim to eliminate the Islamic State from a 60-mile strip of land it still holds along the border with Turkey, and Turkish officials told the New York Times that they envision a "safe zone" for displaced Syrians in that territory.

This represents a stark turnabout for Ankara, which has long been a very reluctant partner, if not openly hostile, to the Obama administration's policies in Syria. Turks and Americans differed strongly over what was the main threat: For Washington, it is the Islamic State, whereas for Ankara it is President Bashar al-Assad's regime in Damascus.

Although the impetus for the change appeared to be the devastating July 20 suicide attack in the southern town of Suruc, which killed at least 32 people, mostly young activists, the fact of the matter is that Turkish authorities appear to have reluctantly come to the conclusion that they had no choice but to join the coalition even before the bombing. Turkish authorities launched coordinated raids arresting Islamist radicals and shut down some of their social media sites in early July, before the bombing. The decision to formally agree to join the coalition was probably finalized during a visit to Ankara by Under Secretary of Defense Christine Wormuth and the U.S. special envoy for the anti-IS coalition, retired Gen. John Allen, in early July.

There are three broad reasons for Ankara's change of heart. The first is Turkey's deteriorating relations with the United States. Second, Ankara was alarmed by increasing U.S. cooperation with Syrian Kurds, which was growing deeper with every day that Turkey refused to cooperate with Washington. And finally, the Turks realized that IS had become a formidable entity potentially representing a threat to them as well.

Prior to this decision, U.S.-Turkish relations had reached a rare low. President Barack Obama, among other officials in Washington, was publicly complaining of Turkey's lack of resolve in the fight against IS, and was especially critical of Turkey's open-door policy that allowed jihadists from all over the world to

transit Turkey with ease on the way to Syria. By refusing the anti-IS coalition access to the mammoth Incirlik Air Base in southern Turkey, only some 60 miles from the Syrian border, the U.S. Air Force had to fly in from bases in the Persian Gulf or from carriers in the Mediterranean, making it difficult to respond quickly against a nimble and unconventional adversary.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan and elements of the Turkish press closely aligned with him, meanwhile, have long heaped scorn on Obama's policies in Syria.

When in October 2014 the United States decided to come to the aid of Syrian Kurds besieged by IS in the town of Kobani, Erdogan thundered, "What's in Kobani, oil? Gold? Diamonds?" — as if lucre was the only motivator of U.S. foreign policy.

When in October 2014 the United States decided to come to the aid of Syrian Kurds besieged by IS in the town of Kobani, Erdogan thundered, "What's in Kobani, oil? Gold? Diamonds?" — as if lucre was the only motivator of U.S. foreign policy.

In fact, it is this U.S. decision to support Syrian Kurds — and subsequently to openly partner with them in the fight against IS — that really caused the Turks to rethink their policy of non-cooperation with United States. In fact, the Syrian Kurds have been the sole military force that, with significant U.S. air support, could inflict serious blows against IS. The Turks, however, see this growing partnership through the prism of their own three-decade-long struggle against Kurdish insurgents.

The Democratic Union Party (PYD) leads Syrian Kurds, who represent some 10 to 12 percent of the population and whose ancestral lands lay near the Turkish border. The PYD is an offshoot of the Turkish-Kurdish insurgent group, the Kurdistan Workers' Party (PKK). The PKK, deemed a terrorist organization by both Ankara and Washington, has been fighting the Turkish state since 1984. By contrast, only Turkey considers the PYD to be a terrorist group — as Washington openly cooperates with it, Ankara reportedly shelled a northern Syrian village held by the group.

Paradoxically, this Turkish government had gone the furthest to seek a peaceful solution to the Kurdish issue at home. However, the combination of developments in Syria, Turkey's initial refusal to aid Syrian Kurds in Kobani, and a bitterly fought election campaign this past June have undermined peace talks. The PKK made matters much worse by executing two police officers in a revenge attack for the Suruc bombing, for which it blamed Erdogan's government.

The resulting escalation has allowed the government to launch a campaign detaining hundreds of Kurdish activists around the country. The conflict reached a climax on July 28, when Erdogan essentially called off the "peace process" with the PKK, saying it was "impossible" to continue amidst the ongoing attacks.

The Turks, ever so worried about their own domestic problem with their Kurdish minority, feel threatened by PYD gains in northern Syria and its aim to create an autonomous region bordering Turkish territory. For them, it is just one more sign that the Kurdish genie is out of the bottle.

U.S. cooperation with the Syrian Kurds went much further than Turkey had ever envisioned. Not only did the United States begin to act as the PYD's air force, the U.S. military also incorporated PYD fighters as spotters for its air campaign against IS and even invited a PYD official to sit in the operations room in the northern Iraqi city of Erbil. No other group of Syrian insurgents enjoyed such privileges. Turkey, in other words, had become an observer in its most important ally's Syria strategy.

Finally, the free hand that IS and other Syrian jihadist insurgent groups have had over the years means that the jihadist group has now developed a deep infrastructure in Turkey. Foreigners arriving in Istanbul hoping to join the Syrian jihad were whisked to the border through a network of safe houses, while IS sympathizers gathered with impunity in public — making no secret of their aims and ambitions. Turks, too, joined the IS ranks and have come back across the border to blow themselves up, with devastating consequences. These developments have made IS a new and dangerous threat to Turkey.

But the change in Turkish policy is first and foremost aimed at Washington. It is designed to stop the hemorrhaging in U.S.-Turkish relations, and prevent any further deepening in U.S.-PYD cooperation. Following its return to the fold, Turkey may be counting on Washington to calculate that Ankara is far more important than the Syrian Kurds.

Both Syria and the Kurdish issue spark a great deal of opposition in Turkey. The country now faces the risk of attacks by the Islamic State, which could retaliate for the government's latest assault, and also unrest among its own Kurdish population. Erdogan's complex strategy of engaging the United States while also undermining the Kurds in Syria and at home is sure to be tested, perhaps violently, in the days ahead. ♦

# Turkey's Dark Future



David L. Phillips  
30 July 2015  
www.huffingtonpost.com

Storm clouds are gathering. Turkey has a dark future. President Recep Tayyip Erdogan bears responsibility. His policies have made Turkey less secure, stable, and solvent. Erdogan is digging a hole for Turkey. Instead of getting out of the ditch, he keeps digging, casting aspersions and blaming others for Turkey's problems.

On July 24, the US and Turkey announced an agreement allowing use of Turkey's Incirlik Air Base by the coalition for air strikes against ISIS in Iraq and Syria. Erdogan seized on the deal to bomb PKK outposts in the Qandil Mountains of Iraqi Kurdistan.

To the West, counter-terrorism means fighting ISIS. To Erdogan it means killing Kurds. Erdogan cannot whitewash his true intentions by feigning cooperation with the coalition. At the recent NATO meeting, several countries expressed concern that targeting Kurds would strengthen ISIS.

Erdogan justifies air strikes, citing the killing of 2 policemen by the PKK. The PKK claims that the police officers were collaborating with ISIS, allowing the bombing of a Youth Center in Suruc earlier in the week that killed 32 people. Turkey has been the Islamic State's lifeline. The jihadi highway runs through Turkey to Syria. Turks provide logistics, funds, weapons, and medical care to Islamic State fighters.

Erdogan set the bait after Suruc; the PKK took it. Now violence is spiraling out of control.

Erdogan says the bombing campaign will go on indefinitely. He is recklessly leading Turkey into a state of perpetual war. Richard Holbrooke said of Milosevic, "He tried to solve a problem by creating a bigger one." Erdogan is doing the same thing.

Escalation comes at a time of waning legitimacy for Erdogan. He is waging war as the figurehead of a lame duck party. His Justice and

Development Party (AKP) lost its parliamentary majority and moral authority during national elections on June 7.

Provoking the PKK is a brazen ploy to create a crisis. Erdogan is pandering to nationalists, demonizing the PKK, and marginalizing Kurds in Turkey who number 20 million. On July 30, the Turkish government has arrested over 350 Kurdish community activists.

It seems that Erdogan is angling for new elections. He is trying to discredit the People's Democratic Party (HDP), a pro-Kurdish party which received 13.1% of the votes and will be seated in parliament for the first time. Erdogan is furious with the HDP for its strong showing, which denied the AKP enough support to change the constitution and establish an executive imperial presidency. In retaliation, Erdogan is threatening to lift the parliamentary immunity of HDP legislators. He's even intimidated at closing the HDP for supporting the PKK.

Attacking the PKK effectively undermined the peace process. Two years ago, the PKK initiated a unilateral ceasefire and sought talks to end its armed struggle for greater cultural and political rights. Social divisions in Turkey are worse today than any time in recent memory. The risk of renewed civil war looms large.

War-mongering also has an economic cost. Turkey's over-heated economy is highly leveraged. Corruption is rampant in Erdogan's inner circle. Erdogan fears that the newly-elected parliament could open corruption and mismanagement dossiers, targeting the AKP and its leadership.

Erdogan conjures enemies at home and abroad, using fear to manipulate the electorate. He accuses the pious Gulen Movement of plotting to establish a parallel administration and overthrow his government. He has arrested hundreds of administrators, judges, and law enforcement officials with ties to Gulen.

Erdogan wants Turks to blame others for the country's problems. However, there will be a tipping point when they blame Erdogan for mismanaging Turkey's affairs, endangering its security, and turning a blind eye to criminal profiteering by his friends and family.

Turks are hardworking and hospitable. They are a noble people. Erdogan has abused their trust in a perverse pursuit of power. Turkey has a dark future. ♦

*David L. Phillips is Director of the Program on Peace-building and Rights at Columbia University's Institute for the Study of Human Rights. He served as a senior adviser and foreign affairs expert to the U.S. State Department. His recent book is The Kurdish Spring: A New Map for the Middle East.*



## Turkey: 5 killed in clashes between authorities and PKK

ANKARA, Turkey - July 31, 2015 / SUZAN FRASER,(AP)

**KURDISH REBELS** raided a Turkish police station and fired on railway workers in two separate attacks that left five dead, officials said Friday, amid renewed conflict between the security forces and insurgents that has wrecked a fragile peace process.

Violence has sharply increased in Turkey in the past week, with the government launching aerial strikes against Kurdistan Workers' Party, or PKK, bases in northern Iraq, and the rebels escalating attacks against Turkey's security forces. Some 20 people, most of them soldiers, have died in the renewed violence.

PKK militants raided the police station in the town of Pozanti, in southern Adana province, late on Thursday, killing two policemen and touching off a gunfight that also killed two rebels, said Gov. Mustafa Buyuk. He said the rebels were armed with automatic rifles and hand grenades.

In the eastern province of Kars, the rebels detonated a bomb they placed on rail tracks and later fired on rail workers who were sent to repair the line, the region's deputy governor, Adem Unal, told the state-run Anadolu Agency. One of the workers was killed.

Turkey last week conducted air assaults on Islamic State group targets and also opened its air bases for sorties by the U.S.-led coalition fighting the group. The decision came after a suicide bombing blamed on IS killed 32 people and mili-

tants fired on Turkish troops, killing a soldier.

But Turkey shifted focus to the PKK following an attack claimed by the rebels that killed two policemen. That is complicating the U.S. war on IS militants, which has relied heavily on Syrian Kurdish fighters affiliated with Turkey's Kurdish rebels.

Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu has said Turkey's onslaught against the PKK will continue until its fighters lay down arms, despite calls from Turkey's main pro-Kurdish political party for the resumption of peace efforts. On Thursday, Davutoglu vowed renewed strikes against IS militants if the group attacks Turkish targets again.

"A single shot fired at our soldiers will result in the destruction of all those who fired the shot, until no one dares again to conduct such a thing at our border," Davutoglu said. "These operations will continue until all arms are laid down and armed (fighters) leave the country, and until (IS) stops being a threat."

The Kurdish party's co-chairman renewed his plea for peace on Friday, as Turkey began holding funerals for the two officers killed in the police station attack and three soldiers who were slain in southeast Turkey on Thursday.

"The dialogue - slow as it was - must resume," Selahattin Demirtas said in televised comments. "Fingers must be removed from the trigger."

Kurdish activists and government critics say Turkey's toughened stance against the PKK is a tactic aimed at strengthening the ruling party and attracting nationalist votes ahead of possible new elections in November. Davutoglu's Justice and Development party lost its parliamentary majority in June and has until Aug. 24 to form a coalition government, otherwise new elections will be called.

The PKK, considered a terror organization by Turkey and its Western allies, launched its armed campaign for autonomy in Turkey's southeast in 1984. The conflict has killed tens of thousands of people since then.

The Kurds declared a cease-fire in 2013 as part of the peace efforts, but halted a planned withdrawal of fighters from Turkish territory, accusing the government of not keeping promises. ●

# Striking Pipeline, Kurdish Militants Deal Blow to Fellow Kurds

By Keith Johnson

July 30, 2015

<http://foreignpolicy.com>

**The PKK's attacks on energy infrastructure in Turkey aren't just directed at their longtime enemy in Ankara — they're also aimed at Iraqi Kurds they see as sell-outs.**

The already convoluted relations among Iraq, Turkey, and the regional and semi-autonomous Kurdish government located between them just got a whole lot murkier, with potentially grave implications for the one group that has so far carried the ground fight against the Islamic State in Iraq.

A long-active militant group, the Kurdish Workers' Party (known as the PKK for its Turkish name), attacked a pair of energy pipelines inside Turkey this week, including a natural gas pipeline from Iran on Monday and an oil export pipeline that snakes from northern Iraq to the Turkish coast on Wednesday. The PKK's armed wing reportedly took credit for the oil pipeline attack; Turkish officials blamed the PKK for the gas pipeline attack, which bore all the hallmarks of similar PKK strikes over the years.

The attacks are in response to Turkey's armed crackdown on the group, which is being carried out under the guise of Ankara's offensive against the Islamic State. Turkish warplanes, finally unleashed against the Islamic State, have also targeted PKK camps in Syria and Iraq over the last week, reportedly killing nearly 200 PKK militants. The attack on Kurdish rebels angered Turkey's NATO allies, who were glad to see Ankara finally take steps to push back militarily against the Islamic State after months of inactivity but are wary of the latest crackdown. That's especially true because Syrian Kurds allied with the PKK have been among the most effective fighters against the Islamic State.

State Department spokesman John Kirby said this week that the United States recognizes Turkey's right to retaliate against the PKK. The United States, NATO, Turkey, and the European Union consider the PKK a terrorist group, and Turkey has for decades battled the outfit, which seeks greater representation for the Kurdish minority. But Ankara and the militants had enjoyed a cease-fire since 2013, raising hopes of a political solution to the impasse.

Here's where things get complicated: The oil pipeline that the PKK attacked carries crude from Iraqi Kurdistan to the Turkish coast for export. That pipeline is the financial lifeline for Iraqi Kurds: It is the only way to sell serious volumes of crude oil that the Kurdish regional gov-

ernment needs to keep functioning, including paying the salaries of Peshmerga fighters who have battled the Islamic State in Iraq since last summer. In other words, while the attack blew up a pipeline inside Turkey, it was directed as much toward fellow Kurds as it was against Turkish President Recep Tayyip Erdogan.

That's because the Iraqi Kurdish leader, Kurdish Regional Government President Masoud Barzani, has made nice with Turkey — the PKK's historic enemy — in order to make his own independence dreams come true. In recent years, ties between Iraqi Kurdistan and Turkey have grown closer, cemented by the oil pipeline agreement that, for the first time, gives Iraqi Kurdistan the chance to break free from Baghdad. But that has not sat well with fellow Kurds.

"The PKK has a reason to stick it to both Barzani and Erdogan," said Matthew Reed, a Mideast expert and vice president at energy consultancy Foreign Reports, Inc.

"Barzani has traded dependence on Baghdad for dependence on Turkey. They see him as a sell-out."

For now, the pipeline attacks haven't crippled the energy infrastructure. Turkish and Iraqi energy officials expected the oil pipeline to be back in operation Thursday; Turkey's pipeline operator is sadly well-versed in making quick repairs after years of grappling with PKK attacks. The fear is that a steady diet of PKK sabotage could choke Iraqi Kurdistan's oil exports to a trickle.

"The question isn't whether or not the pipeline can be repaired in short order; it's how many times a week it is going to have to be repaired," Reed said.

The immediate concern is for Iraqi Kurdistan's finances. The pipeline can ship a maximum of 400,000 barrels of crude per day — though actual capacity is often far less — from oil fields in northern Iraq to the Turkish coast, where the oil can be loaded onto tankers. That translates to as much as \$20 million a day in potential revenue at current oil prices. And that gives Iraqi Kurdistan an independent source of revenue. Previously, the semi-autonomous Kurdish region relied on cash transfers from the national government in Baghdad, but Kurds have long complained that the Iraqis shortchanged them on sharing oil money.

Longer-term continued threats to the operation of the Kurdish-Turkish pipeline could also torpedo an uneasy peace between Erbil and Baghdad. Over the past year, the two sides reached an agreement: The Kurds could export their own oil and still share some of the proceeds with the Iraqi government. Lately, the Kurds have also been letting Iraq pump oil through the pipeline to tankers in Turkey. Those shipments are worth

hundreds of millions of dollars a month to the cash-strapped Iraqi government. But if the pipeline's operations are diminished by steady PKK attacks, export volumes will almost certainly decline. And that could make relations between Erbil and Baghdad a whole lot thornier than they already are.

"If the volumes are diminished, will Baghdad get its tankers every month or are the Kurds going to prioritize their own needs? Because then you could see that fight getting much nastier," Reed said.

The already convoluted relations among Iraq, Turkey, and the regional and semi-autonomous Kurdish government located between them just got a whole lot murkier, with potentially grave implications for the one group that has so far carried the ground fight against the Islamic State in Iraq.

A long-active militant group, the Kurdish Workers' Party (known as the PKK for its Turkish name), attacked a pair of energy pipelines inside Turkey this week, including a natural gas pipeline from Iran on Monday and an oil export pipeline that snakes from northern Iraq to the Turkish coast on Wednesday. The PKK's armed wing reportedly took credit for the oil pipeline attack; Turkish officials blamed the PKK for the gas pipeline attack, which bore all the hallmarks of similar PKK strikes over the years.

The attacks are in response to Turkey's armed crackdown on the group, which is being carried out under the guise of Ankara's offensive against the Islamic State. Turkish warplanes, finally unleashed against the Islamic State, have also targeted PKK camps in Syria and Iraq over the last week, reportedly killing nearly 200 PKK militants. The attack on Kurdish rebels angered Turkey's NATO allies, who were glad to see Ankara finally take steps to push back militarily against the Islamic State after months of inactivity but are wary of the latest crackdown. That's especially true because Syrian Kurds allied with the PKK have been among the most effective fighters against the Islamic State.

State Department spokesman John Kirby said this week that the United States recognizes Turkey's right to retaliate against the PKK. The United States, NATO, Turkey, and the European Union consider the PKK a terrorist group, and Turkey has for decades battled the outfit, which seeks greater representation for the Kurdish minority. But Ankara and the militants had enjoyed a cease-fire since 2013, raising hopes of a political solution to the impasse.

Here's where things get complicated: The oil pipeline that the PKK attacked carries crude from Iraqi Kurdistan to the Turkish coast for export. That pipeline is the financial lifeline for Iraqi Kurds: It is the only way to sell serious volumes of crude oil that the Kurdish regional

⇒ government needs to keep functioning, including paying the salaries of Peshmerga fighters who have battled the Islamic State in Iraq since last summer. In other words, while the attack blew up a pipeline inside Turkey, it was directed as much toward fellow Kurds as it was against Turkish President Recep Tayyip Erdogan.

That's because the Iraqi Kurdish leader, Kurdish Regional Government President Masoud Barzani, has made nice with Turkey — the PKK's historic enemy — in order to make his own independence dreams come true. In recent years, ties between Iraqi Kurdistan and Turkey have grown closer, cemented by the oil pipeline agreement that, for the first time, gives Iraqi Kurdistan the chance to break free from Baghdad. But that has not sat well with fellow Kurds.

"The PKK has a reason to stick it to both Barzani and Erdogan," said Matthew Reed, a Mideast expert and vice president at energy consultancy Foreign Reports, Inc.

"Barzani has traded dependence on Baghdad for dependence on Turkey. They see him as a sellout."

For now, the pipeline attacks haven't crippled the energy infrastructure. Turkish and Iraqi energy officials expected the oil pipeline to be back in operation Thursday; Turkey's pipeline operator is sadly well-versed in making quick repairs after years of grappling with PKK attacks. The fear is that a steady diet of PKK sabotage could choke Iraqi Kurdistan's oil exports to a trickle.

"The question isn't whether or not the pipeline can be repaired in short order; it's how many times a week it is going to have to be repaired," Reed said.

The immediate concern is for Iraqi Kurdistan's finances. The pipeline can ship a maximum of 400,000 barrels of crude per day — though actual capacity is often far less— from oil fields in northern Iraq to the Turkish coast, where the oil can be loaded onto tankers. That translates to as much as \$20 million a day in potential revenue at current oil prices. And that gives Iraqi Kurdistan an independent source of revenue. Previously, the semi-autonomous Kurdish region relied on cash transfers from the national government in Baghdad, but Kurds have long complained that

the Iraqis shortchanged them on sharing oil money.

Longer-term continued threats to the operation of the Kurdish-Turkish pipeline could also torpedo an uneasy peace between Erbil and Baghdad. Over the past year, the two sides reached an agreement: The Kurds could export their own oil and still share some of the proceeds with the Iraqi government. Lately, the Kurds have also been letting Iraq pump oil through the pipeline to tankers in Turkey. Those shipments are worth hundreds of millions of dollars a month to the cash-strapped Iraqi government. But if the pipeline's operations are diminished by steady PKK attacks, export volumes will almost certainly decline. And that could make relations between Erbil and Baghdad a whole lot thornier than they already are.

"If the volumes are diminished, will Baghdad get its tankers every month or are the Kurds going to prioritize their own needs? Because then you could see that fight getting much nastier," Reed said. ♦

July 30, 2015

## PKK Claims Responsibility of KRG-Ceyhan Pipeline Attack

Basnews | Herman Khalid / 30.07.2015  
<http://www.basnews.com>

**E**RBIL – The People's Defense Forces (HPG), the military wing of the Kurdistan Workers' Party (PKK), has claimed responsibility for Wednesday's Kirkuk – Ceyhan pipeline attack.

On its official website, the HPG confirms they bombed the oil pipeline, which carries oil from the KRG and Kirkuk to the Turkish port of Ceyhan. In the statement, the HPG lists recent attacks against the Turkish state, including the pipeline bombing on July 29th.

Turkish Energy and Natural Resources Minister Taner Yildiz reported that the Kirkuk – Ceyhan oil pipeline in the south of Sirnak Province had been bombed on Wednesday.

The Kirkuk – Ceyhan pipeline has an operational capacity of 400,000 barrels per day, although deliveries average 300,000 bpd due to technical failures, attacks and theft by smugglers.

Wednesday's attack follows an attack on the Turkey-Iran natural gas pipeline in eastern Agri Province on Monday that was blamed on the PKK. ●



Kurdistan Regional Government  
31 July 2015

## KRG Council of Ministers strongly condemns PKK's attack on the Kurdistan Region oil pipeline

FRI, 31 JULY 2015 | KRG Cabinet

**Erbil, Kurdistan Region, Iraq (cabinet.gov.krd) - In a statement, the Presidency of the Kurdistan Region Council of Ministers, strongly condemned the bomb attack on the Kurdistan Region oil pipeline by the Kurdistan Workers' Party, PKK, and considered it as an attack on the source of livelihood of the Kurdistan Region people.**

Following is the text of the statement:

**We condemn PKK's attack on the source of living of the people of Kurdistan Region**

The pipeline, which is used by the Kurdistan Region to export its oil, was bombed on 29 July 2015 in Sirnak province inside the Turkish border. PKK's armed wing, People's Protection Force, HPG, the following day officially claimed responsibility for the blast.

The Government and the people of Kurdistan Region currently pass through severe financial difficulties, due to withholding Kurdistan Region's budget by the Federal Government of Iraq and the war against the Islamic State terrorist organisation, ISIS.

This oil pipeline constitutes the only principal source enabling the Kurdistan Regional Government, KRG, to pay people's salary and help-

ing the government and people of the Kurdistan Region to resist all the pressures and challenges the Region is currently facing. It is also the main source of funding Peshmerga Forces in the fight against ISIS, as well as the source of KRG assistance to more than 1.8 million refugees and internally displaced persons, who fled to the Kurdistan Region.

We strongly condemn this attack by the PKK, and consider it an irresponsible act against the people of the Kurdistan Region, the resistance of the Peshmerga forces and the refugees and displaced persons.

We consider that this attack has no other objective, except targeting and undermining Kurdistan Region's economy and the living source of its citizens.

This is a condemnable act by the Kurdistan people and parties. We call on the PKK to stop the recurrence of such hostile acts against the people of Kurdistan Region.

The Kurdistan Regional Government seeks to use the pipeline of the Iraqi Oil Marketing Company, SOMO, in order to be able to continue exporting its oil. ■

**Presidency of the Kurdistan Region Council of Ministers**

31 July 2015

# Double jeu turc en Syrie

## Manœuvres

Le ralliement d'Ankara aux opérations anti-*"Dae'ch"* est bienvenu. Il n'est que partiel. Les Turcs s'allient avec d'autres islamistes pour mieux casser les Kurdes et chasser Assad. Est-ce vraiment l'intérêt de l'Europe ?

« La guerre en Syrie est à un tournant », assure le premier ministre turc Ahmet Davutoglu. Faut-il le croire ? La décision de la Turquie de bombarder les positions de l'État islamique (EI) en Syrie est moins un tournant qu'une adaptation de son pays à une situation qui devenait préoccupante pour lui : à la poussée réelle de l'EI se sont ajoutés la montée en puissance des Kurdes de Syrie et de Turquie, puis le retour de l'Iran sur la scène régionale, avec l'accord sur le dossier nucléaire.

Soumise à la forte pression des États-Unis, son allié auein de l'Otan, la Turquie n'a pas voulu prendre le risque de se trouver isolée, en marge du combat contre *Dae'ch*. Elle a donc choisi de réorienter sa politique, sans abandonner ses deux objectifs stratégiques : chasser le président syrien Bachar al-Assad et casser toute velléité politique et militaire des Kurdes, en Turquie, en Syrie ou en Irak.

**Il n'a pas fallu attendre longtemps pour lever le doute** sur les vraies intentions du président Recep Tayyip Erdogan. Dès les premiers raids contre l'EI, les frappes de bombardiers et de canons d'artillerie se sont aussitôt réorientées et multipliées contre les positions kurdes. Pour faire bonne mesure, des centaines de Kurdes étaient arrêtés, avec des sympathisants de l'EI – Ankara les mettant sur le même plan que ses ennemis intérieurs.

Davutoglu l'avait annoncé : « L'opération menée contre l'EI a rempli son objectif et ne s'arrêtera pas. » Sans attendre, l'aviation turque a ajouté aux cibles djihadistes des camps de rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) établis dans le nord de l'Irak. « Les opérations vont continuer jusqu'à ce que les centres de

commandement d'où sont programmées les attaques contre la Turquie et les dépôts d'armes soient détruits », a ajouté Davutoglu. Signée en 2013 après trois décennies d'affrontements sanglants, la fragile trêve entre Ankara et le PKK a volé en éclats.

Après s'être fait beaucoup prier, les Turcs ont su négocier au mieux ce durcissement anti-*Dae'ch*. Ils ont obtenu des Américains les mains libres pour mener leur véritable guerre : mater les Kurdes et abattre Assad. En évoquant le droit des Turcs à « mener des actions contre des cibles terroristes », la Maison-Blanche n'a condamné que très mollement ces raids, preuve d'une entente négociée en secret entre Ankara et Washington. Ce renfort soulage réellement l'effort des alliés. L'ouverture des bases turques d'Incirlik, de Batman et de Diyarbakir rapproche les avions de leurs cibles en Syrie et en Irak, à une vingtaine de minutes de vol. Les bombardiers alliés peuvent ainsi emporter plus de munitions et rester plus longtemps au-dessus de leurs objectifs.

### Les services turcs multiplient les arrestations et les renvois vers leur pays d'origine des djihadistes européens.

Ankara annonce aussi une plus grande vigilance sur ses 900 kilomètres de frontière avec la Syrie, afin d'empêcher les volontaires djihadistes venus d'Europe de rejoindre les rangs de l'EI. Longtemps accusée de laxisme à l'égard des djihadistes, la Turquie s'en défend : « Les affirmations selon lesquelles la Turquie aiderait *Dae'ch* relèvent d'une campagne de diffamation et ne sont que des allégations, a tenu à nous dire Ali Onaner, ministre-conseiller à l'ambassade



de Turquie à Paris. La Turquie n'a de problèmes ni dans la lutte contre *Dae'ch* ni avec ses partenaires internationaux dans cette lutte. Cette organisation obscure est une menace pour la sécurité, avant tout, de la Turquie. »

Pour le prouver, les services turcs multiplient les arrestations de djihadistes européens et leur renvoi vers l'Europe : une quarantaine de ressortissants étrangers ont été recensés sur les 590 personnes interpellées ces derniers jours ; depuis mai, 1 500 étrangers ont déjà été expulsés pour connexion avec l'EI ; 1 100 se sont vu refuser l'accès à la Turquie. Jamais la police turque n'avait été aussi précise sur ces dossiers.

Les Turcs ont évolué en constatant avec inquiétude le débordement de la guerre syrienne sur leur territoire, devenu une terre d'accueil pour deux millions de réfugiés syriens. Ils ont aussi noté le renforcement progressif des

Un blindé turc dans une rue de Kobané (Syrie).  
Le véritable ennemi d'Ankara n'est pas "Dae'ch",  
mais les combattants kurdes.



Kurdes de Syrie, rejoints par des Kurdes venus de Turquie. Enhardis par leurs succès à Kobané, Tal Abyad et ailleurs, ces combattants armés rêvaient sans doute d'aller plus loin, ce qui a mis les autorités turques sous tension. L'attentat du 20 juillet à Suruç (sud-est de la Turquie), attribué à un kamikaze turc d'origine kurde (32 morts), a cristallisé les inquiétudes d'Ankara.

**À cela s'ajoutent des considérations de politique intérieure.** Bousculé lors des élections législatives du 7 juin, le Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan n'a plus de majorité parlementaire. Il avait jusqu'à la fin du mois d'août pour former un gouvernement de coalition et éviter de nouvelles élections. Cette entrée en guerre et les messages officiels exaltant le "salut de la patrie" devaient lui permettre de rallier les électeurs qui lui avaient fait défaut en juin.

Les bombardements turcs se concentrent au nord d'Alep, où l'EI affronte d'autres rebelles, eux aussi islamistes. L'idée d'Ankara est de créer dans cette région une "zone tampon" de 90 kilomètres de long sur 40 de profondeur pour y installer les déplacés syriens et surtout ne pas la

### **Turcs, Saoudiens et Qataris : tous unis contre "Dae'ch"... derrière la branche syrienne d'Al-Qaïda !**

laisser aux Kurdes. « *Quand l'EI sera chassé de cet endroit, des zones sécurisées apparaîtront naturellement afin de constituer un abri pour les déplacés* », assure Mevlüt Çavusoglu, le ministre des Affaires étrangères.

En frappant l'État islamique – et lui seulement –, la Turquie peut contribuer à l'affaiblir mais ses raids visent aussi à renforcer l'autre groupe central

de la rébellion anti-Assad, soutenu par la Turquie, l'Arabie Saoudite et le Qatar : la coalition Jaïch al-Fatah ("Armée de la conquête") constituée en mars autour du Front al-Nosra, de la branche syrienne d'Al-Qaïda et de groupes djihadistes rivaux de *Dae'ch*. Le premier ministre turc Davutoglu présente cette nébuleuse islamiste comme un regroupement de "rebelles syriens modérés". On peut en douter.

Depuis trois ans, Al-Nosra a montré son vrai visage, tout aussi barbare que celui de l'EI. Les Américains et les Européens le savent mais font profil bas sur cet allié encombrant, gênés par leur choix initial de faire d'Assad leur ennemi principal, l'homme à abattre. Si le régime syrien devait tomber, Al-Nosra prendrait aussitôt le pouvoir, avec l'aide des services turcs. La charia (loi islamique) y serait aussi rétrograde que dans le califat syro-irakien de *Dae'ch*. Personne n'en doute. ● Frédéric Pons



# TURQUIE LE DOUBLE JEU D'ERDOGAN

## Population kurde

- Très majoritaire
- Majoritaire
- Minoritaire
- Kurdistan autonome irakien



Habitué des coups de théâtre, le président turc, Recep Tayyip Erdogan (*photo*), a une nouvelle fois surpris ses alliés en lançant son pays à l'avant-garde de la lutte contre l'État islamique. Une décision qui est survenue quelques jours après l'attentat-suicide de Suruç, le premier d'une telle ampleur (32 morts) en Turquie, attribué par Ankara à l'organisation terroriste. Longtemps soupçonné de fermer les yeux sur le passage, sur son territoire, de djihadistes pour précipiter la chute du Syrien Bachar el-Assad, le gouvernement turc a, depuis, multiplié les bombardements contre les positions de l'EI en Syrie. Dans la foulée, à l'issue d'une conversation avec Barack Obama, le dirigeant turc a ouvert ses bases aériennes aux avions de la coalition anti-EI. Mais la chasse aux ennemis ne s'arrête pas là. Avec le soutien américain, le « Sultan » a également durci le ton vis-à-vis des rebelles kurdes du PKK. Voyant dans l'attentat

sanglant de Suruç la main de la Turquie, le groupe armé kurde a multiplié les assassinats de policiers turcs. En représailles, l'armée turque a pilonné les bastions du PKK en Irak et arrêté plusieurs centaines de ses membres présumés, faisant voler en éclats le cessez-le-feu arraché en mars 2013. La reprise des combats avec le PKK pose cependant la question des réelles intentions du président turc à l'égard de l'EI. En effet, la formation kurde et sa branche syrienne, le PYD, sont les principales forces à combattre les djihadistes en Syrie. Depuis juin, elles multiplient les victoires, ce qui fait craindre à la Turquie l'établissement à sa frontière d'une région autonome. Mais c'est bien sur la scène intérieure qu'Erdoğan entend prendre sa revanche sur le mouvement kurde. L'escalade des violences avec le PKK pourrait en effet sérieusement fragiliser le parti pro-kurde du HDP (13 % aux législatives de juin), ancienne vitrine

## Paroles de président



**octobre 2014**

« Pour nous, le PKK kurde est semblable à l'EI. Ce serait une erreur de penser qu'ils sont différents. »

**novembre 2014**

« Aujourd'hui, on ne parle que de Kobané assiégée par Daech. Pourquoi donc en fait-on un tel enjeu stratégique ? Y a-t-il de l'or ? Des diamants ? »

**avril 2015**

« Daech cherche à gagner du terrain en jouant sur les lignes de faille confessionnelles et les différences. Daech est un virus destiné à diviser et à détruire l'oumma. »

**juin 2015**

« Je dis ceci au monde entier : nous ne permettrons jamais l'établissement d'un État [kurde, NDLR] sur notre frontière méridionale dans le nord de la Syrie. Nous continuerons notre bataille dans cet état d'esprit, quel qu'en soit le prix. »

politique des rebelles, et permettre au leader turc et au parti qu'il a fondé, l'AKP, de capter l'électorat nationaliste, hostile aux négociations avec le PKK, en vue des élections anticipées, pressenties pour novembre ■

QUENTIN RAVERDY (À ISTANBUL)



26 juillet 2015

## Turquie : deux soldats tués dans une province à majorité kurde

Par FRANCE 24, Avec AFP / 26 juillet 2015

Deux soldats turcs ont été tués par une voiture piégée dans le sud-est, à majorité kurde. Cette attaque non revendiquée intervient alors qu'Ankara a mené une série de frappes aériennes sur des camps de rebelles kurdes du PKK.

Deux soldats ont été tués et quatre autres blessés, samedi 25 juillet, par l'explosion d'une voiture piégée qui a visé un convoi militaire dans la province à majorité kurde de Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, a annoncé le gouvernorat.

Cette attaque, qui n'a pas été immédiatement revendiquée, intervient alors que l'armée

de l'air turque a mené samedi une série de frappes aériennes sur des camps des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak.

Selon un communiqué du gouvernorat, la voiture piégée a explosé dans le district de Lice à l'arrivée d'un convoi de gendarmes appelé à un carrefour pour un feu de voiture, tuant deux militaires et en blessant quatre autres. « Une vaste opération a été lancée dans la région pour retrouver les auteurs de cette attaque haineuse », ajoute le texte.

**Les conditions du cessez-le-feu sont "rompues"**

Le PKK a qualifié samedi d'"agression" les bombardements menés par l'armée turque sur

ses bases arrière et estimé qu'ils avaient "rompu les conditions du cessez-le-feu" entre ses combattants et les forces de sécurité turques qui tenait depuis mars 2013.

Le gouvernement islamo-conservateur turc a ordonné ces frappes après une série d'attaques attribuées ces derniers jours à des militants proches du PKK contre des policiers.

Le mouvement kurde a revendiqué, mercredi, l'assassinat de deux policiers dans la ville de Ceylanpinar (sud-est), à la frontière avec la Syrie, en représailles à l'attentat-suicide de Suruç (sud), attribué au groupe jihadiste État islamique (EI), qui a fait 32 morts et une centaine de blessés parmi de jeunes militants de la cause kurde.

Le régime du président Recep Tayyip Erdoğan a engagé à l'automne 2012 des discussions de paix avec le chef emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, pour tenter de mettre un terme à la rébellion qui a fait 40 000 morts depuis 1984. Ce processus n'a abouti à aucun accord.

Selahattin Demirtas et Abdullah Ocalan incarnent la renaissance d'un peuple. Le premier se trouve au centre du jeu politique turc. Le second, séquestré sur une île, est considéré comme un "terroriste" par Ankara. Quels liens entretiennent-ils ?



**Abdullah Ocalan,**  
67 ans, est le fondateur  
du PKK, le Parti des  
Travailleurs du Kurdistan,  
ennemi n° 1 d'Erdogan.

**Selahattin Demirtas,**  
42 ans, dirige le Parti  
démocratique des Peuples,  
mouvement kurde, qui  
siège au Parlement  
d'Ankara.

Turquie

# Les deux

# visages du Kurdistan

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL  
CHRISTOPHE BOLTANSKI

**S**on sort s'est joué à 19 ans dans un refuge de montagne. En 1992, Selahattin Demirtas a quitté sa famille, à Diyarbakir, une ville déshéritée du Sud-Est anatolien, et a pris la direction de la frontière irakienne avec l'intention de se battre. Un homme devait l'accompagner jusqu'à l'un des maquis du PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, une organisation armée d'inspiration marxiste-léniniste alors engagée dans une lutte sanglante contre le régime turc. Son guide n'est jamais venu. « Je l'ai attendu pendant quinze jours dans une maison, raconte-t-il. Il avait été arrêté par la police. Je n'avais pas d'autre contact. Je suis rentré chez moi. »

Vingt-trois ans plus tard, chacun s'arrête pour le saluer. Un enfant atteint de leucémie a traversé Diyarbakir avec sa mère pour se faire photographier à ses côtés. Cet avocat vient de provoquer une déflagration en Turquie. Non à coups de fusil, mais au moyen des urnes. Avec 80 députés et 13% des voix aux législatives du 7 juin, le mouvement kurde qu'il dirige, le HDP, le Parti démocratique des Peuples, a fait une entrée spectaculaire au Parlement d'Ankara et, pour la première fois depuis treize ans, privé les islamistes de l'AKP de

la majorité absolue. Une défaite cuisante pour le président, Recep Tayyip Erdogan, qui comptait changer la Constitution afin de s'arroger encore plus de pouvoir.

« Quand je regarde en arrière, je me dis que j'ai fait le bon choix », s'écrie Selahattin Demirtas, dans son bureau tendu d'un papier peint imitant la pierre de taille. Au mur, un prix de la paix. Sur la deserte, quelques livres d'histoire. Pour avoir réussi à placer au centre du jeu un peuple qui, au pays fondé par Atatürk, n'avait droit à aucune existence, certains le surnomment « l'Obama kurde ». Mieux, il a sorti le HDP de son ghetto ethnique et en a fait un parti moderne, parfois comparé à Syriza, la gauche radicale grecque, à la fois féministe, écologique, appelant à la reconnaissance du génocide arménien et au respect des droits des minorités, homosexuelle et transgenre comprises. « Nous réclamons la liberté pour tout le monde, insiste-t-il. Pas seulement pour les Kurdes. »

Dans une société conservatrice et patriarcale, il personnifie une façon toute nouvelle de faire de la politique. Parce qu'il joue du saz, sorte de luth kurde, Erdogan le traite de « pop star ». A la télévision, il bat des records d'audience avec son sens de l'humour et sa répartie. Marié à une jeune institutrice, père ➔

» de deux fillettes, il affirme assumer sa part des tâches ménagères. « *Nous essayons d'appliquer l'égalité des sexes partout, à commencer par la vie quotidienne*, dit-il. *Quand mon épouse va à une manifestation ou à un meeting, c'est moi qui cuisine et repasse le linge.* » A la tête du HDP, il partage le pouvoir avec une autre femme, Figen Yüksekdag, une coprésidente plus effacée – « *parce qu'elle est nouvelle à ce poste* », s'empresse-t-il de préciser.

## UN CULTE DIGNE D'UN LEADER NORD-CORÉEN

Le chef guérillero qu'il rêvait de rejoindre durant sa jeunesse croupit, quant à lui, depuis 1999 dans un cachot, au milieu de la mer de Marmara, à 35 milles marins d'Istanbul. Condamné à la perpétuité, Abdullah Ocalan a longtemps été le seul détenu d'Imrali, une île-prison de haute sécurité, gardée par mille soldats d'élite. La Turquie le considère comme son ennemi public n° 1. Le PKK, qu'il a fondé, figure toujours, sous la pression d'Ankara, sur les listes des organisations terroristes établies par l'Union européenne et par les Etats-Unis. A l'inverse, ses partisans lui vouent un culte digne d'un leader nord-coréen. « *Nous voyons le monde à travers ses yeux* », s'exclame Naime Kara, une activiste kurde de 55 ans, croisée dans le village de Roboski, près de la frontière irakienne.

Ocalan, Demirtas. Difficile d'imaginer deux personnages plus dissemblables, aux caractères et aux destins plus éloignés. Avec ses yeux charbonneux, son épaisse moustache, ses portraits, brandis telles des icônes, qui le représentent en uniforme vert olive, flanqué d'une kalachnikov, et sa terminologie en acier trempé, le premier, dit « Apo », évoque un Staline moyen-oriental. Le second a l'âge d'être son fils. Il arbore un visage poupin et siège au Parlement d'Ankara en complet-cravate. Pourtant, ils partagent les mêmes idéaux. L'un et l'autre incarnent le renouveau d'une communauté oubliée par l'histoire. Les succès

1999 : le leader des rebelles kurdes, Abdullah Ocalan, est arrêté et emprisonné sur l'île d'Imrali.



Octobre 2014 : Selahattin Demirtas et sa coprésidente, Figen Yüksekdag, calment la fureur des Kurdes face au martyr de Kobané.



politiques du HDP en Turquie coïncident avec les victoires militaires remportées par la branche du PKK en Syrie contre Daech.

Selahattin Demirtas fait remonter son engagement à l'assassinat, en 1991, du leader kurde et défenseur des droits de l'homme Vedat Aydın. Après son enlèvement par des agents en civil, son corps est retrouvé, criblé de balles, sur le bas-côté d'une route. Tête et membres brisés. « *Je me suis rendu aux funérailles. La police a tiré dans la foule. Ce jour-là, j'ai décidé de prendre part à cette lutte.* » A l'époque, officiellement, il n'y a pas de Kurdes en Turquie. Tout juste parle-t-on de « *Turcs des montagnes* ». Langue et culture interdites. Le PKK, qui réclame alors l'indépendance, tue impitoyablement soldats, fonctionnaires et collaborateurs. Contre les rebelles, l'appareil sécuritaire recourt à la torture, aux kidnappings, aux meurtres. Une sale guerre : 45 000 morts, 17 000 disparus, 2 millions de déplacés, 800 villages détruits.

Après sa tentative avortée de gagner le maquis, le jeune Demirtas est interpellé et vite relâché. Il devient avocat et prend la tête de l'Association des Droits de l'Homme de Diyarbakir. « *Il a une vraie sensibilité sur ces questions*, affirme son successeur, Raci Bilici. *C'est un libéral qui défend tout autant les droits individuels et les droits collectifs.* » Leur local est régulièrement investi par la police. En parallèle, il milite au sein d'un mouvement politique qui change régulièrement de nom au gré des interdictions. « *J'ai pensé que c'était là que je pouvais être le plus utile.* » Son frère aîné, Nürettin, a rejoint, lui, le PKK. Arrêté à son tour, libéré au bout de douze ans de prison, puis de nouveau incarcéré, il finit par s'exiler. Il fait partie aujourd'hui des YPG, les « unités de protection du peuple » qui affrontent les djihadistes en Syrie. « *Je ne sais pas où il est. Je n'ai pas de nouvelles de lui depuis longtemps* », affirme son cadet.

## "MUNICIPALISME LIBERTAIRE"

Abdullah Ocalan entame lui aussi sa mue. A l'issue d'une longue errance, il est capturé en février 1999 au Kenya par un commando turc. Alors qu'il risque la peine de mort, il annonce quelques mois plus tard du fond de sa cellule un cessez-le-feu et ordonne à ses hommes de se replier. « *Le choix du terrorisme était une erreur. La lutte armée est un échec* », proclame-t-il devant la Cour de Sûreté de l'Etat. Dicté ou non par les circonstances, son repentir le conduit à un revirement idéologique. Pour les siens, il ne réclame plus l'indépendance, mais l'autonomie. Fini, aussi, le marxisme-léninisme. Le voilà transformé en apôtre de la démocratie directe. Du « *municipalisme libertaire* », d'un « *système politique sans Etat où la société se gouverne elle-même* ». Pendant les dix premières années, ses geôliers le placent à l'isolement complet. Jusqu'au transfert en 2009 de quatre autres militants kurdes, il est l'unique détenu de l'île d'Imrali. Seuls ses avocats, son frère et plus rarement ses deux sœurs peuvent lui rendre visite. En théorie, une fois par semaine. « *Mais, régulièrement, les autorités nous empêchent de le voir, en fonction des aléas politiques* »,

raconte l'un de ses conseils, M<sup>e</sup> Mazlum Dinç. Lui-même n'a pas pu s'entretenir avec son client depuis dix mois. Pas de télé non plus avant 2013. Dans sa cellule de 13 mètres carrés, il s'adonne à la lecture. « *Sa bibliothèque contient 3 000 ouvrages, selon l'avocate Ebru Günay, qui assure également sa défense. On lui envoie des traités d'économie, de sociologie, de philosophie. Ses commandes sont très variées.* » Le reste du temps, quand ses gardiens ne lui confisquent pas papier et stylo, il écrit. Des manifestes rédigés au rythme d'un par an, que ses fidèles étudient comme s'il s'agissait des Tables de la Loi.

« *Ocalan se considère comme un grand théoricien. Il dit avoir dépassé Hegel et amélioré Marx,* dit d'un ton ironique Vahap Coskun, professeur à la faculté de droit de Diyarbakir. *Dans les chants du PKK, on le compare au soleil.* » Un demi-dieu dont on délivre publiquement les messages à chaque fête de Norouz, le Nouvel An kurde. Chaque mauvais traitement qu'il subit déclenche des réactions très vives à travers tout le pays. « *Depuis son arrestation, il est devenu infailible, ajoute cet universitaire. S'il est libéré, le culte dont il fait l'objet devrait cesser. La magie disparaîtra.* » En attendant, à Diyarbakir, son œuvre abondante occupe un présentoir entier de la librairie Aram, la plus grande de la ville. Ses livres, vendus sous forme de coffrets, avec toujours en couverture son visage moustachu à la Pleksy-Gladz, côtoient un rayon philosophie bien fourni, où l'on trouve des traductions en turc ou en kurde de Slavoj Zizek, Jacques Rancière, Noam Chomsky, Murray Bookchin... Des auteurs de la nouvelle gauche qu'il se plaît lui-même à citer à longueur de pages.

Dans une vieille maison en basalte, Necla Köroglu, chemise canadienne, cheveux ramenés en chignon, propage l'une de ses multiples théories, la « féminologie », élevée au rang de « science » et censée aller « au-delà » du féminisme occidental. « *Nous pensons qu'en libérant la femme, la société tout entière va s'émanciper. L'histoire de l'humanité est en train d'être réécrite,* annonce, devant un thé bouillant, cette biologiste qui anime l'Association académique des Femmes, un des nombreux satellites qui gravitent autour du PKK. Une sorte d'université alternative sans maîtres ni élèves car, dit-elle, « *tout le monde est détenteur d'un savoir* ».

A partir de 2012, Ankara entame avec Abdullah Ocalan des négociations. D'abord secrètes, puis publiques. Dans le cadre du processus de paix, des députés kurdes sont autorisés à le rencontrer un an plus tard. Parmi eux, Selahattin Demirtas. Le dirigeant du HDP revendique cependant sa liberté par rapport à celui qu'il appelle « le leader du peuple ». « *Bien sûr que nous pourrions être en désaccord, s'écrie-t-il. Nous n'avons pas à penser comme lui à tout propos.* » Il prend soin aussi de se dissocier du Parti des Travailleurs



La dernière Marche des Fiertés à Istanbul, en juin dernier, a été durement réprimée par la police turque. Le HDP a su capter les suffrages de la jeunesse urbaine en quête de liberté.

du Kurdistan et refuse la comparaison avec le Sinn Féin, la vitrine politique de l'Armée républicaine irlandaise : « *Nous ne sommes pas issus du PKK et nous ne les représentons pas.* » Le politologue Vahap Coskun, qui était son condisciple à l'école, doute de ses velléités d'indépendance : « *Un conflit entre lui, Ocalan et le PKK ? Impossible !* » Conformément aux principes du séquestré d'Imrali, le HDP pratique une parité parfaite entre hommes et femmes à tous les niveaux de l'organisation. Avec son alter ego féminin, Omer Onen dirige le parti à Diyarbakir. « *Nous prenons nos décisions en commun, assure-t-il. Nous n'avons pas encore eu de différend, mais cela fait seulement six mois que nous sommes en fonction.* » Emprisonné à plusieurs reprises, c'est un militant de toujours. « *Impossible, ici, de ne pas être politisé,* déclare sa colistière, Gülsen Ozer. *On a tous dans nos familles des gens qui ont été incarcérés, torturés, tués ou expulsés.* »

## DAECH, UNE AUTRE GUERRE

Comme dans tous les locaux du mouvement kurde, des portraits d'« Apo » ornent les murs. Des représentations kitsch mi-guerrières, mi-sacrées. Sur l'une d'elle, la tête du vieux leader apparaît auréolée de rayons lumineux. Interrogé sur les liens entre le HDP et le PKK, Omer Onen répond après un rire gêné : « *Nous agissons sur le terrain légal. Eux mènent la lutte armée. Mais chacun ici veut une solution pacifique. La guerre a été sanglante.* » Une violence qui n'a jamais vraiment cessé, malgré les négociations de paix. Meurtres, attentats ont encore émaillé la récente campagne électorale. « *A travers le pays, deux cents de nos bureaux ont été attaqués,* poursuit Omer Onen. *Ici même, sur la place Istasyon, deux bombes ont explosé lors de notre dernier meeting.* » Bilan : cinq morts, quatre cents blessés et, comme toujours, aucune arrestation. « *Ceux qui ont fait ça voulaient pousser les Kurdes à reprendre les armes,* lâche-t-il. La seconde déflagration s'est produite près de la tribune, quelques minutes avant que Selahattin Demirtas prenne la parole. ➤➤



➔ Une autre guerre occupe leur esprit. Les deux responsables kurdes s'apprêtent à inhumer un milicien tombé, à une centaine de kilomètres de là, de l'autre côté de la frontière, face à Daech. « *Tous les jours, on rapatrie de nouveaux corps de Syrie, raconte Omer Onen. On enchaîne funérailles et visites de condoléances. Ces derniers mois, c'est devenu notre principale activité.* » A 300 kilomètres plus à l'est, là où le jeune Demirtas faillit bifurquer vers la lutte armée, des femmes voilées de blanc descendent d'une semi-remorque tirée par un tracteur et pénètrent en silence dans la mosquée. Massés au pied du minaret effilé comme une fusée, les hommes en pantalon bouffant, un keffieh autour de la tête, échangent des poignées de main. Le village de Roboski enterre également l'un de ses enfants : Haydar, un nom de guerre. Agé de 27 ans, il a été tué trois jours plus tôt par un djihadiste, près de Kobané. « *Là-bas, les Kurdes combattent pour toute l'humanité* », insiste Fahir. Interrogé sur sa profession, il répond « *chômeur* », avant de se reprendre : « *Vous pouvez écrire que je suis contrebandier. Je m'en fiche.* »

Sur la ligne de crête, à moins d'une heure de marche, on aperçoit l'Irak. A travers ces reliefs escarpés, recouverts de chênes-lièges, rebelles kurdes et trafiquants en tout genre vont et viennent, malgré l'omniprésence de l'armée turque. De l'autre côté de ces montagnes se trouve le massif du Qandil, qui abrite le quartier général du PKK. Pour prévenir les incursions, les soldats mettent le feu au versant irakien et abattent systématiquement les mulets qui servent aux villageois à introduire en fraude pétrole et cigarettes, leur seule source de revenus dans cette région à l'abandon. Les heurts entre la population et la troupe demeurent réguliers. « *Ici, les seuls symboles de l'Etat, ce sont ces miradors que vous voyez au-dessus de nous* », dit une vieille militante.

## "JE SUIS ARMÉNIEN ET KURDE"

Lors des dernières élections, tout Roboski a voté HDP. Même les « gardiens de village », ces miliciens armés et financés par les militaires turcs afin de lutter contre le PKK. « *A qui d'autre aurions-nous pu donner nos voix ?!* » s'exclame l'un d'eux, prénommé Encü. « *Avant, les gens soutenaient l'AKP. Erdogan disait qu'il allait faire la paix avec les Kurdes. Nous l'avons cru. Au lieu de cela, il a préféré aider Daech* », s'empare Vesile, la mère du défunt Haydar. Chacun dénonce le refus du président turc de voler au secours de la cité martyre de Kobané, assiégée durant des mois par l'« Etat islamique », ou encore les livraisons d'armes du MIT, les services de renseignement, à des groupes islamistes syriens. Une colère redoublée depuis l'attentat-suicide commis par Daech, le 20 juillet, dans la ville frontalière turque de Suruç, qui a fait trente-deux morts, principalement kurdes.

A l'autre bout du pays, le HDP a su également capter les suffrages d'une jeunesse urbaine qui refuse la politique d'islamisation d'Erdogan. La même qui s'est soulevée, deux ans plus tôt, à Istanbul, contre la destruction d'un de ses très rares espaces verts. A l'image

de Rosida Koyuncu, 26 ans, membre de la commission LGBT (lesbiennes, gays, bi, trans) du parti. « *Avec les seules voix kurdes, nous n'aurions jamais dépassé la barre des 10% [nécessaire pour obtenir des députés, NDLR]* », dit-il. Le jeune homme tient ses réunions au centre culturel arménien, à deux pas de la place Taksim, le cœur de la révolte de 2013. « *Je suis arménien par ma mère, kurde par mon père. Mais, ajoutait-il, on peut défendre les droits des Arméniens ou des Kurdes sans en faire partie.* » Il a aussi fait de la prison pour appartenance au PKK. « *Pour moi, ce n'est pas seulement un groupe armé, c'est aussi un mouvement de renaissance du Kurdistan* ». Fin juin, la marche des fiertés qu'il organise comme chaque année à Istanbul a été violemment réprimée par la police. Un autre signe d'un raidissement du gouvernement, selon lui. « *Ils ont peur de perdre le pouvoir* ». ●

Un jeune Kurde est interrogé par un policier turc à Diyarbakir après une nouvelle attaque, le 23 juillet, attribuée à Daech.



## Le jeu dangereux d'Erdogan

**Que recherche Recep Tayyip Erdogan en relançant la guerre contre le PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan ? Pour la première fois depuis le début du processus de paix, en 2012, armée turque et guérilla kurde se retrouvent entraînées dans une suite d'attaques et de représailles. Meurtres de soldats d'un côté, arrestations par centaines, raids aériens contre les bases arrière du PKK, dans le nord de l'Irak, de l'autre. Les combattants kurdes qui affrontent Daech en Syrie ont même été visés par des tirs de chars, malgré leur alliance de facto avec la coalition internationale. Parallèlement, la Turquie a ouvert un second front : contre, cette fois, les djihadistes de l'« Etat islamique ». Mais le PKK semble bien la cible principale de cette double offensive. A la peur de voir se créer une entité autonome kurde en Syrie s'ajoutent des considérations de politique intérieure. Le gouvernement islam-conservateur, qui a perdu la majorité absolue, peine à former une coalition. Le président Erdogan semble tenté par des élections anticipées. En poussant les Kurdes vers la violence, il espère affaiblir leur parti, le HDP, qui a fait une entrée spectaculaire au Parlement d'Ankara lors des dernières législatives. C. B.**

# Le président turc joue les pyromanes

Recep Tayyip Erdogan est responsable du regain de tension au Kurdistan turc. Il prétend vouloir combattre le terrorisme, mais cherche surtout à imposer son autorité

PAR KENDAL NEZAN

La Turquie vient d'annoncer la fin du processus de paix lancé en 2012 pour tenter de trouver une solution politique au conflit qui l'oppose à la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La population kurde a voulu croire un temps aux promesses de paix de M. Erdogan et lui a apporté un soutien décisif lors de l'élection à la présidence en 2014. Puis, le paquet de réformes s'est révélé vide de substance et la connivence du pouvoir turc envers Daech lors du siège de la ville kurde syrienne de Kobané, en Syrie, à l'automne 2014, a dissipé les dernières illusions sur les intentions d'Ankara.

Indignés, les Kurdes ont voté en faveur du parti prokurde HDP lors des législatives de juin qui, pour la première fois dans l'histoire du pays, a pu se présenter aux élections parlementaires. En obtenant 80 sièges, cette formation a brisé le rêve de superprésidence de M. Erdogan dont le parti, l'AKP, a perdu sa majorité au Parlement. Face à cette polarisation, le président Erdogan, dont le premier ministre peine à former une coalition gouvernementale, tente de jouer la carte de la patrie menacée par le terrorisme dans l'espoir de susciter l'union nationale turque autour de lui.

Les ennemis désignés restent le « séparatisme » kurde en train de créer une région autonome en Syrie et l'organisation « terroriste » PKK, pourtant partenaire officiel du « processus de paix » il y a encore peu. Afin d'amadouer les alliés occidentaux, on évoque aussi la lutte contre Daech. Mais il s'agit là d'un écran de fumée car ce n'est pas avec quelques frappes aériennes ou quelques centaines d'opposants syriens modérés que la Turquie pourra inquiéter Daech qu'elle a protégé jusqu'ici.

## DAECH NE REVENDIQUE PAS CE MASSACRE

L'attentat-suicide du 20 juillet, qui a tué 32 jeunes volontaires kurdes venus pour aider à la reconstruction de Kobané, éveille de forts soupçons de manipulation policière. Son auteur pulvérisé a été identifié grâce à une carte d'identité restée miraculeusement intacte. Ce terroriste a aussi échappé aux policiers qui avaient pourtant mené des fouilles lors du rassemblement kurde. Les caméras de surveillance sont malencontreusement tombées en panne. Et voilà que Daech, d'habitude peu discret, ne revendique pas ce massacre, lequel, comme on pouvait s'y attendre, a déclenché des actions de vengeance des militants kurdes, fournissant à Ankara le prétexte qui justifie sa rupture du processus de paix.

Du génocide des Arméniens aux pogroms antigrecs des années 1950-1960, l'histoire turque regorge de manipulations et de complots policiers. L'affaire des trois militantes kurdes assassinées en janvier 2013 à Paris nous rappelle que les services secrets turcs n'hésitent pas à opérer au cœur de l'Europe. Au lieu de s'indigner de ce terrorisme d'Etat, l'Occident s'empresse d'apporter son soutien à Ankara dans sa lutte contre le PKK. Les vagues d'arrestations en cours, le bombardement massif des bases du PKK dans le Kurdistan irakien, les poursuites annoncées contre les députés kurdes pour « soutien au terrorisme » font craindre un retour aux années noires de la décennie 1990.

Il n'y a pas de solution militaire à la question kurde. Ankara doit renouer le dialogue et reconnaître à ses citoyens kurdes un statut et des droits équivalents à ce qu'ils revendiquent pour les 200 000 Turcs chypriotes. ■



Kendal Nezan est le président de l'Institut kurde de Paris

## Trois soldats turcs tués, les représailles aux raids turcs contre le PKK se multiplient

Par Laurence Alexandrowicz  
Avec AFP, REUTERS / 30 juillet 2015

Trois soldats turcs ont été tués dans la matinée, dans le sud de la Turquie, à la frontière de la Syrie et de l'Irak. Une attaque en réponse aux raids aériens ordonnés par Ankara sur les bases du PKK dans le nord de l'Irak. Le gouvernement turc a lancé il y a une semaine une grande offensive contre l'Etat islamique, mais en profite en réalité pour frapper les rebelles kurdes, enterrant de facto le processus de paix avec la guérilla. Ce matin également, un policier et un civil ont été abattus à une terrasse de café, dans le sud de la Turquie.



Dans le nord de l'Irak, le village kurde d'Amadiya a été plusieurs fois la cible des F-16 turcs

«La moitié des habitants du village a fui, à cause des bombardements, explique Salim

Ahmed Salim, un habitant, et ils ont peur de revenir. Beaucoup de récoltes et de maisons ont été brûlées.

Il n'y a pas d'avantage à la guerre. Nous espérons que le gouvernement turc et le PKK résoudront leurs problèmes par des discussions pacifiques.»

Sur le plan politique, Selahattin Demirtas le leader du parti prokurde, appelle à ne pas enterrer le processus de paix. La question kurde, qui empoisonne la Turquie depuis 30 ans, attise les tensions politiques depuis l'excellent score des prokurdes à la dernière élection.

# Their Side of Paradise

In Turkey's enchanted Munzur Valley, the resilient Alevi Kurds open their hearts and homes to a visitor.



PHOTOGRAPHS BY MICHAEL BENANAV FOR THE NEW YORK TIMES

Top, the Munzur Mountains. Above, from left, Berkay Eroglu of Sorsvenk; Birgul Varliel lives in a tent in the high meadows in the summer, when the sheep move up; Hasan Eroglu of Sorsvenk; an Alevi woman in Koseler.

**MICHAEL BENANAV** is the founder of Traditional Cultures Project and the author of "Men of Salt: Crossing the Sahara on the Caravan of White Gold."

By MICHAEL BENANAV

Deep in the rugged heart of eastern Anatolia, the Munzur River flows from the base of a skyscraping limestone massif, wending its way into the world across a grassy valley cradled between dog-toothed peaks and forested hills. The water is impossibly clear and numbingly cold and, to most of those who visit its source, sacred. "It's easy to feel close to God here," I was told by one fol-

lower of the mystical Alevi religion, who, like hundreds of other women, men and children, had come to the springs — called Munzur Gozeleri — on a scorching July afternoon.

They had come to pray and light candles in the nooks of boulders, and to immerse themselves in the bracing waters. They had come to sacrifice sheep and goats on a hill above the river, blessing new marriages, honoring dead relatives, hoping to help heal

sick children. And they had come to eat: Each family that brought an animal to slaughter took its freshly butchered meat down to the riverside, where it was roasted or stewed over an open fire, served under shade trees with flatbreads, cheeses, olives and tea, and shared with friends and strangers alike. The scene was informal and festive, like a community picnic, striking an easy balance between the spiritual and the recreational.

I had gone to the river's source in July 2014, to meet with a local Alevi leader, called a dede, to learn about the religion: a gnostic amalgam of Islam, Zoroastrianism, shamanism and other influences, which emphasizes inner spiritual growth over outward displays of faith, and regards nature as holy. The vast majority of people in the region of Dersim, through which the Munzur River flows, are adherents of Alevism,



From top: The Munzur River, one of the most sacred places for Alevi Kurds, flows out of the Munzur Mountains in eastern Turkey. Fadime Kayir, left, in the traditional dress of the Munzur Valley, holds her granddaughter, Roseanna. Shepherds drive their flocks in the high meadows of the mountains.

and are also ethnic Kurds (though many Alevs in other parts of Turkey are ethnic Turks).

Hasan Hayri Sanli, known as the Hayri Dede, whom I met at the springs, has written five books about Alevism, and was happy to talk with a rare foreign visitor. He was nearly bald; his mustache was a thick brush of white and silver bristles; his hearing aid worked intermittently. His voice was rich and emotive, so I grasped the feeling behind his words even before they were translated for me by a young woman from the nearby town of Ovacik, who was studying to be an English teacher.

Among the many things the dede said during our wide-ranging conversation, one leapt out: "We don't believe there's a paradise waiting for us after we die. For us, heaven and hell are here on earth."

Though he meant it as an explanation of an essential Alevi belief, it was also an apt description of the Munzur Valley itself — where the landscape is awe-inspiring, people are phenomenally friendly, and great suffering and injustice have been endured. At the time of my conversation with the Hayri Dede, the threat of a major hydroelectric project, which would dam the Munzur



River in several places and destroy much of the valley, loomed over the area.

I FIRST VISITED MUNZUR in 2005. I was traveling through eastern Turkey, planning my route with topographical maps, and one land form leapt off the paper and into my imagination: an oval-shaped basin sitting about 5,000 feet above sea level, ringed by mountains. It was far from major cities and

tourist destinations — exactly the kind of place I wanted to go.

I aimed for Ovacik, the largest town in the upper Munzur Valley, now with a population of 3,700, and spent a few days wandering out to the small villages beneath the soaring Munzur Mountains. Wherever I went, I was welcomed into stone-and-mud homes to share tea and food with the Kurdish shepherds who lived there.



With endless hospitality and the sense that I'd found a little-known geographical gem, I felt as if I had stumbled into an Anatolian Shangri-La, which was tarnished only by the imposing presence of Turkish military and police.

Since before the founding of the Turkish Republic in 1923, the Dersim region, most of which is officially part of Tunceli Province, has been known for its independent streak. In the mid-1930s, when the Turkish state began efforts to dilute the region's Kurdish identity, tribes in Dersim resisted. Government forces responded with the Dersim Massacre of 1937-38, killing between 14,000 and 80,000 people. Thousands more were forcibly displaced to western Turkey.

Decades later, in the early 1990s, the hills, mountains and canyons of Dersim were infiltrated by the PKK (Kurdistan Workers' Party), an armed rebel group fighting for greater autonomy for Turkey's Kurds. Despite local ambivalence toward the PKK, the Turkish military began a scorched-earth campaign against the guerrillas in and around the Munzur Valley in 1994.

During what's known as "the Evacuation," more than 100 rural villages in Tunceli Province, where Kurdish Alevi families had lived for hundreds of years, were destroyed; the fields, orchards and forests around them were burned; many men were jailed on suspicion of aiding the insurgents. These tactics largely punished innocent civilians, searing them with a sense of bitterness and mistrust toward the government.

On my first visit, the PKK was apparently still operating in the area. Turkish army vehicles cruised the few streets of Ovacik, and a fortified military commando base loomed on the edge of town. I was stopped daily by uniformed men who examined my passport, unhappy that a foreigner had strayed into their jurisdiction. When I tried to hike into the mountains, I was chased down and forced to turn back by two officers who blocked my way, pointing to the highlands and shouting "Terrorreests! Terrorreests!"

Locals in Ovacik scoffed at the idea that I would have had any trouble with militants but, they said, it was too cold then, in November, to explore the mountains; I should come back in summer, when families moved their herds up to the alpine meadows and stayed there for months. I promised myself that, one day, I would.

IN MANY WAYS, since so few people there spoke English, I didn't realize where I had been until after I had left. I'd had no idea that I was in one of the most biodiverse regions in eastern Anatolia, where bear, wolves, lynx and ibex roam the hills and where thousands of plant species grow. Much of the landscape that so enchanted me, it turned out, was part of Munzur Valley National Park, one of Turkey's largest protected natural areas, created in 1971.

And it was only later that I learned that Munzur is considered by many to be the heartland of the Alevi religion, where holy places, all of which are natural features of the landscape, are found in abundance, and where the region's isolation has insulated it from the influence of Sunni Islam, helping to keep its unique Alevi character relatively pure.

To my shock, while researching Munzur, I also discovered that much of the valley was

slated to be drowned behind a series of dams. According to Turkish newspaper articles, as well as an in-depth report, "The Cultural and Environmental Impact of Large Dams in Southeast Turkey," by Maggie Ronayne, an archaeologist at the National University of Ireland, Galway, many sacred places would be submerged. The villages that survived 1994 would be evacuated, and huge tracts of wildlife habitat would be flooded, even within the supposedly protected national park.

The worst of the impact on the valley had been delayed by passionate protests and legal challenges, but from reports I'd seen, it appeared that the Turkish government wanted to press forward with the hydroelectric projects and was not giving up.

AFTER YEARS of putting it off, I finally made it back to Munzur last July. This time, in case it one day slipped beneath the rising waters of a chain of reservoirs, I planned to begin documenting the daily life and Alevi traditions of the valley, so I asked a friend and filmmaker, Cat Cannon, to join me.

We headed for Ovacik, which is far more scenic, slower-paced and 30 miles closer to the river's source than the valley's largest city, Tunceli. Even before arriving, I noticed a huge difference from my previous visit: There were no military checkpoints anywhere along the road. In Ovacik, the military base had been dismantled, and the police never asked to inspect our passports. Cat and I were free to go anywhere we wanted. The truce made in March 2013 between the Turkish government and the PKK was holding well enough.

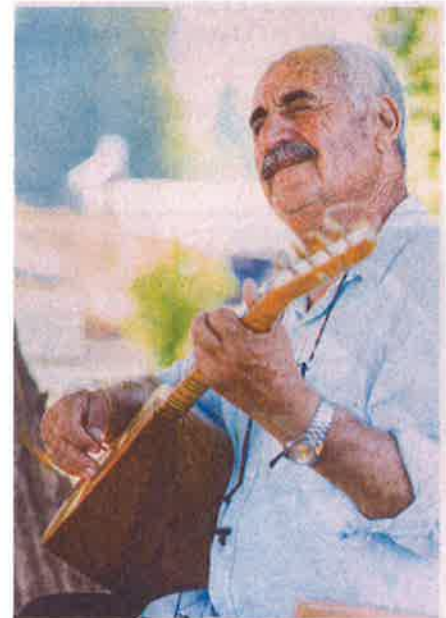
Ovacik's center is two blocks long by three blocks wide and is small enough that, after a few days, almost every face greets you with a smile of happy recognition. Shops display their wares along the sidewalks; you can buy pitchfork tines, scythe blades and wood-fueled water heaters as easily as fruits and vegetables. Men, and sometimes women, sit beneath teahouse awnings, playing cards or Okey (Turkish rummy).

There are two banks, three Internet cafes, four shoe stores and a couple of bakeries that vie for the title of "town's best baklava." With little traffic, people often stroll in the streets, and one rarely loses sight of the mountains that rise behind the town, or the fields along the flood plain in front of it.

Though there are a few hotels and restaurants, there's little in the way of recreational infrastructure in Ovacik: No companies offer guided trips around the valley, and there is no tourist office or marked trail system for Munzur Valley National Park.

As it turned out, we didn't need any of those things. Less than a minute after we arrived by minibus, we met Serde Yerlikaya, who was home on summer break from university in Ankara and was fluent in English. She agreed on the spot to help translate for us during our stay (for which we insisted on paying her) and we became fast friends. When weddings were held, we would go along with her and her older sister, Bahar, who taught us local dances and swept us into the circles of revelers.

Most days, Cat, Serde and I ventured away from Ovacik, walking, hitchhiking or



taking taxis to villages around the valley, where beautiful old stone houses sat beside new ones built of concrete. We sat on porches or in gardens, listening to musicians sing dirges while strumming seven-stringed baglamas. We watched women bake bread by rolling and stretching dough into pizzalike circles, which they draped over curved pans that sat atop small fires. We drank countless glasses of tea and fresh ayran (yogurt, water and salt), and were fed homemade cheeses, roasted peppers and honey straight from the hive.

We also visited sacred Alevi sites, called ziyarets. Some are seemingly random boulders topped with piles of pebbles, or trees to which strips of cloth had been tied — each pebble, each piece of cloth, is a prayer left behind by an Alevi. Other ziyarets are major land features and pilgrimage sites where miracles are said to have occurred.

According to legend, the springs at Munzur Gozeleri gush from the ground where a saintlike figure named Munzur accidentally spilled milk from a pail. On a towering ridge with vistas of the valley, a man named Belhasan is buried where he once gathered snow to show to his brother in a faraway city — and the snow never melted.

At Duzgun Baba (just outside the Munzur Valley), a mountainside cave became the home-in-exile of a shepherd who could turn bare trees green with a touch of his stick; if you can spoon water out of a hole in the back of the cave, you are a pure soul (I passed the test). A nearby pile of stones about as long as a city bus, and half as high, marks Duzgun's grave. The faithful remove their shoes and walk around it three times, perhaps leaving photos of loved ones, lighting candles or adding stones to it.

Though there is one mosque in Ovacik, locals apparently never go to it. "It was built only for the police, who aren't from here," I was told. In fact, though they sometimes refer to God as Allah and revere the prophet Mohammed and especially Ali, Shia Islam's first imam, people I met insisted, "We are not Muslim." Their religion, they said, had Zoroastrian roots, and their ancestors had adopted some trappings of Islam only so they wouldn't be massacred by Muslim armies many centuries ago.

Alevism and Islam seemed to share little in practice: No one I met fasted for Ramadan or read the Quran. Women dressed however they pleased, those younger than 40 often wearing tank tops (at least in July, when daytime temperatures hover around 100).

Alevi men and women worship together, preach tolerance for all religions and don't seek converts. They reject Sharia law as rigid and overly focused on external displays of piety, while they value instead an inner spiritual development, which is mainly practiced by treating people with kindness and generosity, rather than through ritual.

This is not just a nice idea that the people in Munzur agree with in theory, then ignore; it is a fundamental element of the culture that flows effortlessly from the people, and makes traveling there an absolute joy.

FOR OUR MORE AMBITIOUS ENDEAVORS, Cat and I relied on Akin Gedik, the helpful manager of the Doga Turistik Oteli, a modern ho-



Above, during the annual Munzur Nature and Culture Festival, a musical performance in Ovacik becomes a peaceful rally for a regional Communist party, reflecting the majority sentiment of the people of the area, who elected Turkey's first-ever Communist mayor in March 2014. Top left, a woman cleans a pile of sheared wool by beating it with a stick. Bottom left, Hasan Hayri Sanli, a highly respected dede (Alevi religious leader), plays the baglama and sings.

tel with a popular restaurant, in Ovacik. When we told him we wanted to explore the mountains, he found people willing to accompany us: a local man, to show us the way, and a multilingual German anthropologist who had been in the area for several months, to translate.

We spent five days on a route that looped through the burly core of the Munzur Range, where meadows — more rock than grass — unrolled beneath a serrated skyline. We camped near the white cone-shaped tents of the families who summered there, grazing their animals and making tulum peynir, a cheese that is produced in the chilly alpine air, then transported on horseback to town, where it sells for \$8 a pound.

Watching women milk their flocks, veiled in twilight, protected by huge (and surprisingly affectionate) guard dogs, it might have been easy to romanticize this idyllic pastoral existence. Any such fantasies, however, were quickly dispelled by the shepherds, most of whom said that the joys of mountain living were outweighed by its inconveniences, like the lack of electricity and mobile phone service. Those in their teens and 20s, who migrated with their parents, expressed little interest in continuing their seasonally nomadic way of life.

WITH THE FATE OF MUNZUR on my mind, I asked Akin, the hotel manager, about the multi-dam hydro project that was to be built by Turkish, American and European contractors. Akin suggested we visit the first dam that had been built within the national

park, on the Mercan River, a tributary of the Munzur. At the bottom of a gorge, where a sheer canyon opens into a steeply terraced valley, the free-flowing white-water of the Mercan pours into a turquoise pool, blocked by a concrete wall. While this dam is too small to flood any villages, the trickle of water that flows downstream below it is too meager to support native fish populations.

After the dam was completed in 2003, local opposition to the rest of the project erupted. Aside from outrage at the prospect of losing their homes and their livestock-based livelihoods, the Alevis of Munzur objected to the threats to the natural world, which they view as sacred. Damming the river "is the same as harming our body," Baris Yildirim, an activist lawyer, told me. Email requests to several Turkish officials for information about the dams went unanswered, but in the past, the Ministry of Energy and Natural Resources has said that its intention was to promote development by providing more electricity to the region. Locals, however, didn't believe it. Many are convinced that the primary purpose of damming the river is to evict them from the area once and for all. Why? "Because we are Kurds and we are Alevis," Mr. Yildirim said. "They want us to leave and forget who we are."

On Oct. 31, 2014, anti-dam activists won what the Hurriyet Daily News called a "landmark victory" in court, halting construction, at least for now. If the dam plans are resurrected, as they may well be, the people of Munzur will undoubtedly rise against them once more. "We will win," I was told, "because we will never stop fighting for this place."

It was easy to understand their ardor, even without sharing their unique spiritual relationship to Munzur. Many times, when nothing remarkable was going on, I was struck by moments of pure bliss. Just walking between villages at dusk — with the high peaks shrouded in smoky violet, shepherds ambling through the fields with their flocks, bells a-jingle, and the first stars sparkling in the sky over a dark and ragged horizon — was as extraordinary as it was mundane. It was obvious that the essence of this generous and open-minded culture was somehow infused with, and perfectly attuned to, the essence of the place. They seemed inseparable.

The day I spoke with the Hayri Dede at the source of the Munzur, he ended our conversation by reciting a poem he had written. Near the end, his eyes filled with tears. Serde translated the last two lines: "When I die, burn my body and scatter me over Munzur." It was a love poem to the valley.

His heaven, clearly, is here on earth. ●



Moyen-Orient n°26 • Avril-juin 2015

## DOSSIER KURDISTAN(S)

Jean-François Pérouse

Directeur de l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA), Istanbul (Turquie)

# Les Kurdes à Istanbul : une communauté inexistante ?

En partenariat avec



En novembre 2014, l'acteur de cinéma turc Kadir Inanir, promu « sage » par les autorités sur le dossier du processus de paix réactivé en 2012 entre l'État et le mouvement kurde armé, a déclaré qu'« aucun des 3 millions de Kurdes d'Istanbul n'avait l'intention de quitter le Bosphore pour aller prendre le maquis dans les montagnes ». Ce chiffre brandi par cette figure respectée réactive l'un des lieux communs les plus tenaces du discours sur les Kurdes à Istanbul. Ces derniers constitueraient un cinquième de la population totale de la métropole... et Istanbul serait la plus grande ville kurde du monde. Face à ce type d'assertions pouvant servir des desseins politiques différents, il convient d'être prudent.

**A**u début de l'année 2015, la métropole d'Istanbul compte officiellement un peu plus de 14 millions d'habitants. À cette population enregistrée s'ajoutent des dizaines (voire des centaines) de milliers de personnes non déclarées, intermittentes, passagères, dont des Kurdes de Syrie fuyant les horreurs de la guerre (ils sont estimés à 50 000 début 2015). Cela dit, évitons d'entrer dans des débats quantitatifs qui n'ont aucun fondement scientifique. En effet, selon les points de vue, on peut être kurde « de naissance » (et le critère d'identification ou d'identité convoqué est la provenance géographique), par la langue maternelle, par l'appartenance politico-culturelle et/ou par le cœur. Comme la Turquie n'offre plus de données sur la langue maternelle depuis le recensement de 1965 et qu'on ne dispose pas d'enquête large sur l'engagement et la revendication identitaire kurde à Istanbul, il ne reste que les chiffres sur le lieu de naissance. Si, début 2015, ce sont encore les deux tiers de la population enregistrée d'Istanbul qui sont nés hors de la province, la part des « provinces kurdes » (1) ne dépasse pas 15 %.

### Un comptage délicat, voire impossible

Issue des statistiques officielles turques, la carte page 48, sur les régions d'origine des Kurdes habitant Istanbul, prête à d'infinités commentaires. Pourquoi avoir intégré les provinces de Sanliurfa et Siirt, qui comportent chacune de nombreuses populations arabophones ? Pourquoi ne pas avoir fait figurer Sivas (736 542 natifs installés à Istanbul en 2009), Erzurum (382 519) (2), Erzincan (302 511), Kars (269 388), Elazig (141 697) ou Gaziantep (78 238), qui comptent des Kurdes

ethniques dans leur population ? En outre, beaucoup de natifs des provinces généralement décrites comme « kurdes » refusent d'être considérés comme tels ou en tout cas se reconnaissent plus dans la communauté politique turque que dans celle que le « mouvement kurde » (3) prétend représenter. En outre, ce mode de comptage exclut les Kurdes nés dans d'autres provinces que celles majoritairement kurdes, à l'instar de Konya, lieu d'exode dès l'époque ottomane, ou des agglomérations ayant enregistré d'intenses immigrations kurdes depuis des décennies, comme Adana ou Mersin, et ceux qui, nés à Istanbul, peuvent se revendiquer kurdes. Sans parler des provinces qui s'égrènent le long de la ligne de contact avec le Kurdistan géographique turc, soit la diagonale Ardahan-Erzurum-Erzincan-Sivas-Elazig-Malatya-Kahramanmaraş-Gaziantep-Osmaniye. Sivas, le premier « fournisseur » de non-Stambouliotes, a une population mêlée, et ses arrondissements orientaux comptent des kurdophones.

Autrement dit, les Kurdes géographiquement et statistiquement kurdes (critère de la province de naissance) ne sont pas tous ethniquement kurdes, et encore moins politiquement. À l'inverse, les ethniquement kurdes ne sont pas tous politiquement, pas plus que les politiquement kurdes ne sont tous géographiquement (dans le cas des deuxième ou troisième générations, nées à Istanbul). Tant que ces modalités d'être kurde seront confondues, on demeurera dans l'approximation, l'amalgame, la propagande, l'angélisme ou le vœu pieux (cela est valable pour Istanbul comme pour l'ensemble de la Turquie).

Par ailleurs, la présence de Kurdes à Istanbul ne se réduit pas à ceux qui sont enregistrés comme nés dans une province kurde. Elle est aussi le fait de Kurdes temporaires, attirés par le marché du travail stambouliote, comme par d'autres opportunités encore sans égal dans le reste du pays, notamment en matière d'éducation et de santé. Ces Kurdes, parfois jeunes – espérant

gagner à Istanbul de quoi payer leurs études –, sont employés dans les segments les moins protégés : construction, vente au détail dans la rue, manutention/portage ou confection. Ils ont par ailleurs une grande visibilité sociale qui tient à la nature de leurs emplois, à la précarité de leurs conditions de logement comme à l'usage plus systématique qu'ils peuvent faire de la langue kurde. Il faut aussi évoquer les Kurdes syriens qui constituent une part importante de ceux que l'on dénomme les « réfugiés syriens » d'Istanbul. Ils forment le segment extrême de la vulnérabilité. Les Kurdes de Turquie veulent souvent s'en distinguer, tenant leurs présumés frères à distance, faisant valoir, pour marquer leur différence, leur antériorité et leur citoyenneté turque.

### Migrations et conflits de générations

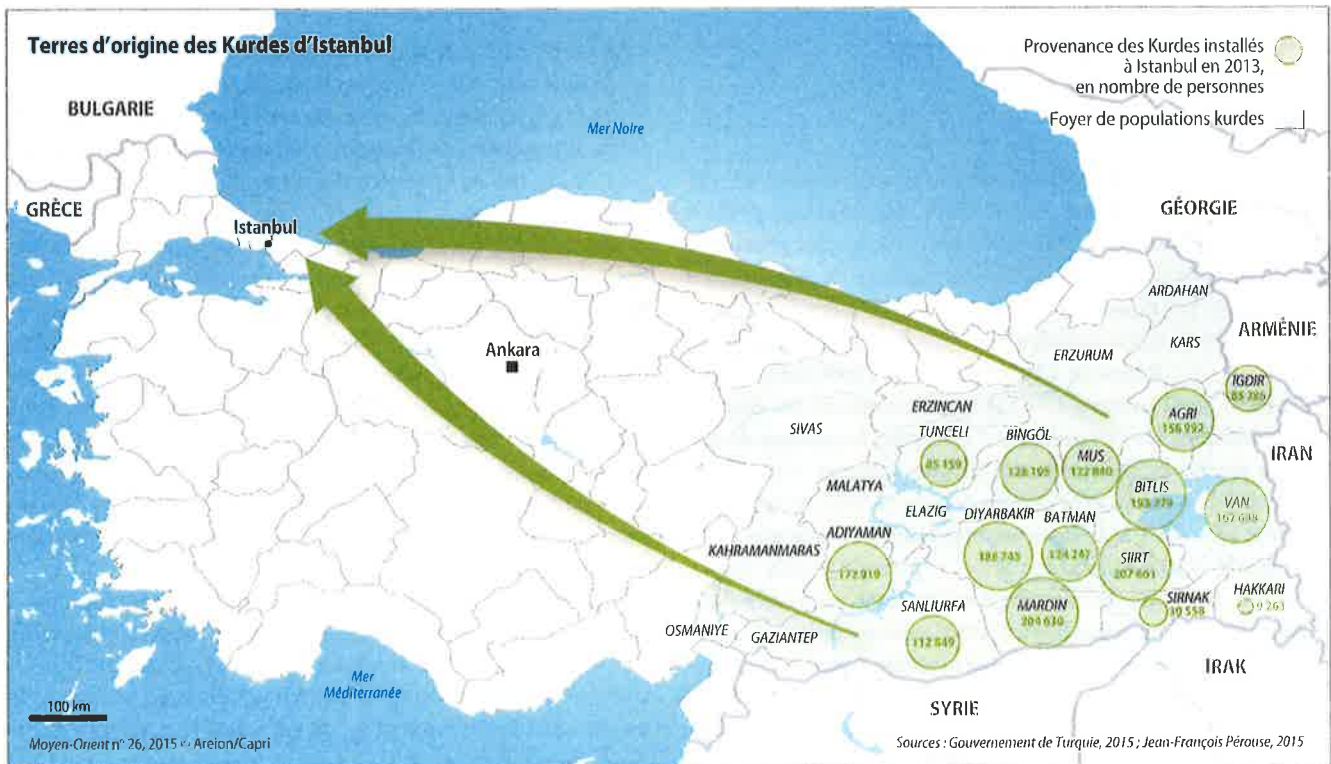
L'histoire des migrations kurdes à Istanbul est ancienne. Les circulations de notables, de religieux, de soldats ou d'étudiants sont établies dès le début du XV<sup>e</sup> siècle (4). Il faudrait mettre à part les pulsations migratoires liées aux catastrophes naturelles, au premier rang desquelles figurent les séismes : Erzincan en 1939 (33 000 morts) et en 1992 (650), Van en 2011 (550), en passant par Varto en 1966 (2 400) et Izmit en 1999 (17 500). Ces événements traumatisants ont été des déclencheurs d'exode vers Istanbul encore peu étudiés.

Pour l'histoire récente, le cas des étudiants, notables, soldats, religieux et victimes des tremblements de terre mis à part, deux vagues peuvent être distinguées, en partie à la lumière de la chronologie des créations d'associations de compatriotes,

nombreuses à Istanbul (5). La première remonte aux années 1950-1970 et concerne les provinces des périphéries nord et ouest du Kurdistan turc : Malatya, Sivas, Tunceli, Erzincan, Kars ou Erzurum. La seconde remonte à la fin de la décennie 1980 et s'est poursuivie jusqu'au début des années 2000. Elle est directement ou indirectement liée aux violences qui ont déstabilisé et endeuillé le Kurdistan turc à partir de 1984, date du début des actions armées du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), des milliers de villages et de hameaux ayant été vidés pour « raison de sécurité » par les forces de l'ordre. Cette seconde vague, dénommée « migrations forcées » en turc, concerne davantage les provinces du cœur et de la périphérie est et sud-est du Kurdistan (Siirt, Batman, Sîrnak, Diyarbakir, Mardin, Van et Bingöl), mais n'exclut pas celles affectées par la vague précédente (comme Tunceli). Elle a alimenté une présence kurde à Istanbul à la fois plus visible, plus instable et souvent plus politique, compte tenu des traumatismes vécus. Composée majoritairement de ruraux, cette dernière vague a contribué à faire émerger dans les représentations dominantes une caractéristique de la population kurde : une forte natalité (6).

### Macro-identités, micro-identités et absence de concentration territoriale

L'examen des dynamiques migratoires et identitaires à Istanbul révèle que l'échelle d'appartenance/d'identification locale ou provinciale est plus activée que le niveau identitaire général d'ordre macroethnique. En d'autres termes, dans le cas de migrants récents, pour trouver du travail ou un





Tarlabasi est un quartier emblématique de la présence kurde à Istanbul.

## ~ L'absence d'un vote et d'une politique kurdes

logement, ce sont plus les réseaux de provenance commune – sur la base du village, de l'arrondissement ou de la province – qui sont utilisés que de supposés réseaux identitaires kurdes trop vastes et vagues pour avoir une quelconque efficacité ; si ce n'est au fondement de certains motifs d'exclusion et de discrimination. La « communauté kurde » d'Istanbul est donc mise à l'épreuve de la vie quotidienne et des pratiques d'accès à des ressources segmentées.

Quand on observe la situation au niveau des micro-identités et sur la base des statistiques relatives au lieu de naissance – donc en ne s'intéressant qu'aux Kurdes géographiques –, on voit que chaque arrondissement d'Istanbul possède un profil différent. Les provinces kurdes d'origine qui dominent dans la composition de la population stambouliote varient selon les arrondissements : Adiyaman (7,4 % des personnes enregistrées dans le département et nées hors d'Istanbul) pour l'arrondissement de Sultangazi, Bingöl (4,1 %) pour Sultanbeyli, Ardahan (7,4 %) pour Esenyurt, Mus (5,4 %) pour Arnavutköy, Mardin (6,5 %) pour Zeytinburnu, Malatya (6,3 %), Bitlis (5,4 %) et Iğdir (5,1 %) pour Basaksehir.

Par conséquent, n'en déplaise à ceux qui en recherchent absolument, au prix de simplifications ou d'amalgames, il n'y a pas de quartier kurde et encore moins d'arrondissement kurde à Istanbul. Les logiques de regroupement sont infraethniques et les différences de position socio-économique – souvent liées à l'ancienneté de l'installation – semblent plus déterminantes. Cependant, certains quartiers d'Istanbul sont emblématiques de la présence kurde, comme Çukur, Bülbül, Sehittuhtar ou Tarlabasi. C'est par exemple dans ce dernier, secteur du vieux Beyoğlu, que se concentrent des institutions culturelles et politiques phares du mouvement kurde : le Centre culturel de Mésopotamie (cf. l'article de Clémence Scalbert-Yücel, p. 52-55) et le siège du Parti démocratique des peuples (HDP).

Toutefois, bien souvent, c'est plus la polarisation médiatique qui contribue à fabriquer ces « quartiers kurdes » que les réalités démographiques ou électorales.

Il n'existe pas un vote kurde, mais des votes différenciés selon le statut des intéressés et les multiples réseaux d'appartenance. La majorité des Kurdes « géographiques » soutient des partis autres que ceux issus du mouvement kurde. Nombre de maires du Parti de la justice et du développement (AKP) des 39 arrondissements d'Istanbul sont des Kurdes géographiques et ethniques.

À l'approche des élections législatives du 7 juin 2015, les formations politiques en lice savent le poids déterminant d'Istanbul dans les résultats finaux au niveau national et concentrent donc une part importante de leurs efforts sur la métropole. La stratégie du HDP est d'essayer de s'adresser aux « Kurdes de cœur » qui ne sont pas des Kurdes géographiques ou ethniques. Les résultats au scrutin présidentiel du 10 août 2014 montrent que le candidat du HDP, Selahattin Demirtas, a réalisé des scores honorables dans des arrondissements à faible population kurde, comme Adalar (13,8 %). En ce sens, les partis kurdes légaux sont partagés entre le souci de conforter la « communauté kurde » (imaginée) – en exaltant les caractéristiques communes : langue, histoire, territoire d'origine – et celui, plus récent, de s'adresser à une communauté politique plus large en dépassant toute segmentation à base ethnique et la tentation générale à tous les partis de Turquie d'instrumentaliser les réseaux de solidarité structurés à l'échelle des provinces.

Parallèlement, les Kurdes géographiques et ethniques continuent de jouer un rôle clé dans l'expression religieuse non étatique. Lors des manifestations d'octobre 2014 contre la politique du gouvernement turc – qui refusait alors d'intervenir contre les forces de l'organisation de l'État islamique – vis-à-vis de la ville syrienne de Kobané, comme pendant les rassemblements contre l'hebdomadaire satirique français *Charlie Hebdo*, on a vu au premier plan des groupuscules islamistes animés essentiellement par des Kurdes (au sens géographique

**DOSSIER KURDISTAN(S)** Les Kurdes à Istanbul : une communauté inexistante ?



et linguistique) faire le coup de feu contre des Kurdes du mouvement politique ou contre des symboles de celui-ci. On sait que le Kurdistan a été un sanctuaire de l'islam confrérique lors des décennies de politique antireligieuse des premiers temps de la République, fondée en 1923. Cette fidélité kurde au religieux se perçoit fortement à Istanbul et alimente certains discours de défiance dans les milieux laïques. En d'autres termes, les pires ennemis du mouvement kurde à Istanbul, comme dans le reste de la Turquie, sont des Kurdes géographiques et ethniques.

**Fin d'une stigmatisation et affirmation identitaire ?**

Qualifiés encore d'« orientaux » ou de « bronzés » par ceux qui se considèrent comme d'anciens Stambouliotes menacés dans leur position du fait de l'immigration interne ou par ceux qui revendiquent une identité turque distincte, les Kurdes – en tout cas ceux qui n'étaient pas dotés d'un capital universitaire ou économique remarquable – ont longtemps été assimilés dans l'imaginaire stambouliote dominant à des migrants. Ainsi, contre des Kurdes géographiques les plus récemment arrivés ou les plus précaires par leur travail, leur logement et leurs revenus, des formes de stigmatisation et de discrimination sont encore repérables. Mais, en aucun cas, on ne peut parler de racisme, tant la majorité turque est composite et a de plus en plus conscience de l'être. Cependant, l'afflux de réfugiés syriens à Istanbul depuis 2011 a eu pour effet de modifier la perception que les « non-Kurdes » pouvaient avoir des Kurdes de Turquie. Le sentiment de distance a changé d'objet. Il s'applique davantage aux migrants syriens, les immigrés kurdes nationaux apparaissant comparativement comme proches. Par ailleurs, au fil des ans, en raison des mécanismes d'intégration et d'assimilation (par l'école et par bien d'autres

institutions étatiques), comme à la suite des politiques d'ouverture conduites depuis la fin des années 1980, les premières vagues d'immigration se sont fondues dans le *melting pot* stambouliote. La promotion sociale par l'éducation, l'insertion dans l'économie urbaine et dans les partis du système – en premier lieu depuis 2002 dans l'AKP – ont contribué à faire perdre aux Kurdes géographiques et ethniques leurs singularités perçues. À cette particularité subie s'est substituée une singularité assumée et revendiquée. À bien des égards, Istanbul a été un laboratoire important dans le processus d'affirmation identitaire positive des Kurdes en Turquie. Dès le début des années 1990, souvent en relation avec les communautés kurdes immigrées des pays d'Europe occidentale, Istanbul a été un centre de nouveaux identitaires, en art comme en politique (7). Associations, fondations et instituts ont porté ce processus de réélaboration et de revendication identitaire et facilité la redécouverte et la réappropriation fière des origines. Un des exemples les plus frappants est l'Institut kurde d'Istanbul, ouvert le 18 avril 1992. L'article 3-1 de ses statuts stipule : « Il conduit des recherches dans les domaines de la langue, de l'histoire, de la littérature, de l'ethnographie et de l'art et plus largement dans le champ de l'héritage sociologique et culturel kurde ; il s'emploie à récolter et centraliser les biens culturels kurdes qui ont été détruits et pillés, à les protéger et à les restaurer ; il met à la disposition du public les produits acquis ». Aux mobilisations patrimoniales pour les langues et expressions culturelles kurdes se sont ajoutés des efforts pour écrire une histoire locale et transnationale kurde plurielle, longtemps broyée sous le récit national turc unique. Les maisons d'édition ont fleuri, de même que les revues et les lieux d'expression artistique. Mais depuis le début des années 2000, il semble qu'Istanbul a peu à peu perdu son statut d'exception comme foyer principal du renouveau culturel kurde. Ce réveil identitaire multiforme s'est en quelque sorte diffusé à l'ensemble du pays et s'est comme banalisé. Les Kurdes disposent désormais de rituels communautaires



La célébration de Newroz rassemble des milliers de personnes à Istanbul, mais elle est parfois réprimée par la police.

et d'un calendrier festif propre dont le point culminant est Newroz, le Nouvel An, qui marque le premier jour du printemps, le 21 mars. Les célébrations à Istanbul – compte tenu des contre-feux ouverts par l'État turc avec la promotion, à partir de 1992, d'une fête concurrentielle « dékurdifée », le Nevruz – se partagent entre la célébration centrale du mouvement kurde qui rassemble des centaines de milliers de personnes, celles organisées par les multiples institutions kurdes, souvent concurrentes, et des festivités spontanées – généralement réprimées par les forces de l'ordre – dans les zones marquées par la seconde vague migratoire.

## Entre distinction identitaire et indistinction métropolitaine

Il n'existe pas une communauté kurde à Istanbul, mais une multitude de segments structurés par des liens de provenance géographique, d'affiliation politique, d'appartenance confrérique ou néoconfrérique, qui ne peuvent momentanément converger qu'à de rares occasions ou sur peu de mots d'ordre.

Istanbul paraît à bien des égards l'illustration la plus flagrante de l'intégration des Kurdes dans le système turc. Citoyens turcs – mais pas seulement, pensons aux Kurdes irakiens, riches, qui viennent en touristes et investissent dans l'immobilier stambouliote –, ils participent pleinement à la vie politique, culturelle et économique de la métropole, sans distinction. Ce qui n'empêche pas qu'Istanbul ait pu jouer le rôle de laboratoire de la sauvegarde ou de la réinvention d'identités kurdes désormais promues sur le marché politique, culturel et économique. Mais les deux dynamiques ne sont pas incompatibles.

Donc l'étude des « Kurdes d'Istanbul » – en évitant les lieux communs ou les fausses polémiques (sur le nombre) qui surabondent sur ce sujet – doit s'attacher à prendre en compte autant les dynamiques qui tendent à faire communauté que toutes les dynamiques de différenciation et de distinction qui travaillent les populations concernées. La communauté kurde n'existe qu'au prix de simplifications extrêmes et de manipulations statistiques – plus ou moins bien intentionnées – ou qu'au terme de rêves unificateurs incessamment brisés par le principe de réalité du quotidien métropolitain. ■

JEAN-FRANÇOIS PÉROUSE

(1) L'appellation « province kurde » est problématique, la population de certaines de ces provinces se révélant beaucoup plus composite que présupposé. C'est le cas par exemple de Mardin. Fadime Deli, « Les flux migratoires des populations originaires de Mardin vers Istanbul », in Isabelle Rigoni (dir.), *Turquie : les mille visages. Politique, religion, femmes, immigrations*, Syllepse, 2000, p. 117-130.

(2) Sur les 20 arrondissements de la province d'Erzurum, cinq (Çat, Tekman, Hınıs, Karayazi, Karaçoban), situés dans le sud, ont une population à dominante kurdophone. Jean-François Pérouse, « Les Erzurumlu à Istanbul : poids, territoires et réseaux », in *Les Cahiers de PIATIFUR*, numéro spécial, juin 2009, p. 157-168.

(3) Par « mouvement kurde », on entend, depuis le début des années 1990, l'ensemble des mobilisations politiques kurdes organisées qui visent à une reconnaissance de l'identité kurde par l'État turc dans la Constitution et à des formes instituées d'autonomie culturelle, politique et territoriale.

(4) Rohat Akalok, *Eski Istanbul Kürtleri*, Avesta, 1998 (non traduit en français). Jean-François Pérouse, « Les migrations kurdes à Istanbul : Un objet de recherche à reconstruire », in *Études rurales* n°186, juillet-décembre 2010, p. 169-180.

(5) Ces associations « d'entraide et de culture » réunissent des personnes originaires d'un même village

ou d'un même arrondissement, voire d'une même province. Dossier « Hometown organisations in Turkey: an overview », in *European Journal of Turkish Studies* n°2, 2005 : <http://ejts.revues.org/397>

(6) En 2013, l'indice synthétique de fécondité moyen en Turquie était de 2,07, alors qu'il était de 4,31 dans le sud-est, à Urfa. Cette tendance du simple au double se retrouve aussi à Istanbul entre les familles turques et kurdes.

(7) Jean-François Pérouse, « Comment peut-on être kurde à Istanbul aujourd'hui ? Essai d'ethnographie urbaine », in Dominique Guillaud, Maorie Seyssset et Annie Walter (dir.), *Le voyage inachevé... à Joël Bonne-maison*, ORSTOM, 1998, p. 415-422.

NOTES



Moyen-Orient n° 26 • Avril-juin 2015

## DOSSIER KURDISTAN(S)

**Pierre Blanc**

Enseignant-chercheur à Sciences Po Bordeaux et Bordeaux Sciences agro, rédacteur en chef de *Confluences Méditerranée* ; auteur de *Proche-Orient : Le pouvoir, la terre et l'eau* (Les Presses de Sciences Po, 2012)



# La terre et l'eau *au cœur des stratégies de pouvoir*

Dans les régions kurdes de Turquie, de Syrie et d'Irak, la terre arable et l'eau ne sont pas uniquement à considérer comme des facteurs de production économique à travers l'irrigation ou l'hydroélectricité. Dans une région à forte valeur géopolitique, elles sont aussi les révélateurs de rapports de pouvoir entre les Kurdes, les Arabes et les Turcs. Plus que cela, leur rôle essentiel dans les politiques d'aménagement de l'espace en fait des vecteurs de contrôle et d'influence.

**E**n Turquie, la terre et l'eau sont supposées servir l'arrimage des Kurdes dans l'espace national. En Syrie, ils se sont trouvés au cœur des politiques de déni ou de sujétion imposées par le Baas et la famille Al-Assad. En Irak, ce parti, quoique rival de son homologue syrien, fait de même, mais l'affirmation du gouvernement kurde d'Erbil depuis la chute de Saddam Hussein (1979-2003) change la donne : si l'« or noir » constitue une ressource évidente (1), le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) du président Massoud Barzani (en fonction depuis 2005) ne veut pas oublier

son potentiel « vert » ; il se fixe désormais comme objectif prioritaire de renforcer sa souveraineté par la sécurité alimentaire. Du fait de la fragilisation des autorités syrienne et irakienne, l'heure n'est pas aux négociations hydropolitiques. Qui plus est, avec l'emprise de l'organisation de l'État islamique (EI), le bassin de l'Euphrate échappe au pouvoir de Damas et en partie à celui de Bagdad. Plus que jamais, la Turquie exerce une hydro-hégémonie, faisant valoir sa supposée « souveraineté territoriale absolue » sur un bassin partagé. Elle déploie ainsi ses projets sans tenir compte des récriminations en aval.





Le nord de la Syrie est une région agricole riche, mais dont le potentiel est remis en question avec la guerre civile.

© Shutterstock/OPIS

## Arrimer les Kurdes au reste d'une Turquie indivisible

Née de la perte annoncée de territoires au moment du traité de Sèvres, signé le 10 août 1920, la peur de la sécession est demeurée prégnante en Turquie. Ce syndrome fait partie de la mémoire collective entretenue à grand renfort de commémorations. Dans un pays où tout ce qui distingue fait craindre la partition, les Kurdes ont longtemps été nommés les « Turcs des montagnes », logés qu'ils sont dans les provinces orientales où les pentes s'élèvent. Afin de contrôler ces régions, la Turquie y a ainsi combiné le *hard power* (la guerre) en même temps qu'un certain *soft power* (le développement).

Sur ce plan, le GAP (*Güneydogu Anadolu Projesi* ou Projet d'Anatolie du Sud-Est) constitue la partie la plus connue (cf. carte p. 69). À l'origine, à la fin des années 1970, ce programme avait été défini comme un ensemble de projets d'irrigation et de production d'énergie électrique à partir des eaux du Tigre et de l'Euphrate, sachant que ce dernier offre plus de possibilités topographiques en matière d'installation de barrages mais aussi d'irrigation. À terme, 22 barrages et 19 centrales hydroélectriques devaient être achevés. Les dimensions

du projet et son ambition autorisent ainsi le site Internet du GAP ([www.gap.gov.tr](http://www.gap.gov.tr)) à le présenter comme un rétablissement de la « civilisation de Haute-Mésopotamie » : il couvre 75 000 kilomètres carrés et concerne 10 % de la population nationale et du territoire de Turquie, répartis entre neuf provinces (Adiyaman, Batman, Diyarbakir, Gaziantep, Kilis, Mardin, Siirt, Sanliurfa et Sirnak).

Par-delà l'irrigation et l'hydroélectricité, le GAP est devenu un grand projet multisectoriel d'aménagement du sud-est du pays, incluant l'essor des transports, du tourisme, de l'éducation et de la santé. Ce vaste programme de développement intégré entend améliorer les conditions de vie et de revenus, et, ce faisant, atténuer les disparités régionales si caractéristiques de la Turquie, promouvoir une croissance équilibrée du territoire. Le GAP a par ailleurs pour objectif de réduire l'exode rural, et donc de limiter la macrocéphalie stambouliote si difficile à gérer. Moins évoquée dans les déclarations publiques, la lutte contre l'irrégentisme kurde constitue également l'un de ses mobiles. Développer la région pourrait en effet permettre de limiter l'emprise du discours sécessionniste/autonomiste kurde sur des populations tentées de voir dans leur pauvreté le signe du délaissement de la périphérie par l'État. Mais il est permis d'aller plus loin. On sait combien le développement

de l'agriculture irriguée dans des économies rurales est facteur de regroupement géographique par le développement de périmètres arrosés. Dès lors peut être posée l'hypothèse d'un contrôle de la région par les ouvrages hydroagricoles. Serait-ce une nouvelle figure du « despotisme oriental » décrit par l'historien allemand Karl Wittfogel (2) ?

Du point de vue agricole, cette région est appelée à devenir la grande zone cotonnière de la Turquie, dont l'industrie textile constitue l'un des piliers. De même, le potentiel céréalier pourrait renforcer le *soft power* turc dans une région du Moyen-Orient très déficitaire en céréales, avec tous les problèmes de solvabilité, voire d'instabilité que cela pose. L'irrigation devrait toucher à terme quelque 1,7 million d'hectares, soit 20 % de la surface irriguée du pays. Mais nonobstant l'affichage de cette priorité, le volet irrigation accuse un grand retard. En 2008, le taux de réalisation y était de 15 % à peine, tandis que celui du secteur énergétique avait atteint 74 %, selon les données de la Mission économique française d'Istanbul. C'est sur le bas Euphrate que le projet conduit à partir du barrage Atatürk était alors le plus avancé, même s'il restait beaucoup de surfaces à couvrir. Car non seulement la construction de canaux primaires, secondaires et tertiaires prend du temps, mais nombre d'agriculteurs kurdes de la région ne connaissent pas les techniques de l'irrigation, ce qui suppose un important travail de formation.

Des associations d'irrigants ont certes été créées pour y remédier, mais leur activité se limite souvent à recueillir les cotisations des agriculteurs pour l'utilisation de l'eau. Ce retard s'explique notamment par le fait que les financements internationaux n'ont pas afflué aussi aisément que les autorités turques l'auraient espéré. Du fait de leur capacité d'éviction hydrique en aval, ces investissements peinent à être financés par des bailleurs – en particulier la Banque mondiale – soucieux de l'équilibre hydropolitique régional. Les bailleurs excipent aussi de certains dégâts collatéraux, environnementaux ou patrimoniaux, pour se retirer : ainsi, à la fin des années 2000, ils sont revenus sur leur engagement à financer le barrage d'Ilisu, car il allait inonder la ville historique de Hasankeyf, une perspective qui mécontente la population locale et remet en cause la capacité d'attraction du GAP auprès des Kurdes. Étant donné ce manque d'aides, la Turquie a ainsi dû prendre en charge une bonne partie des investissements. Constatant le retard d'un programme dont

il a fait une priorité économique, sociale et géopolitique, le gouvernement AKP a lancé en 2008 un plan quadriennal dont la finalité était d'accélérer le développement de l'irrigation – de loin l'objet du plus grand effort financier puisque quelque 7 milliards de dollars sur un total de 10 milliards lui étaient consacrés. Après le terme de ce plan, en 2012, la zone irriguée aurait atteint 24 % (3). Il n'empêche, cette relance de l'irrigation en Turquie pose une hypothèque sur le débit des fleuves en aval, et donc sur l'irrigation en Syrie. S'y ajoute la menace que fait peser un autre projet plus au nord – le DAP (*Doğu Anadolu Projesi* ou Projet d'Anatolie orientale), centré sur Erzurum –, dont l'avancement est à ce jour peu engagé. Ce ne sont plus 22 barrages que compteraient l'Euphrate et le Tigre, mais 150 retenues de tailles très hétérogènes, ce qui ne manquera pas de spolier la Syrie et l'Irak (4).

En s'imposant comme le fournisseur de la région, Ankara veut balayer le risque d'une insécurité alimentaire dans ces deux pays, omettant au passage qu'il n'y a pas que des bouches à nourrir, mais aussi des populations en quête d'activité agricole. Ainsi, l'extrémisme de l'EI, qui occupait début 2015 les zones en aval, ne doit pas faire oublier une chose : la poursuite du développe-

ment territorial du sud-est anatolien, par l'intensification agricole, pourrait donc meurtrir encore plus les régions syriennes et irakiennes traversées respectivement par l'Euphrate et le Khabour, et par l'Euphrate et le Tigre. De plus, il n'est pas sûr que les aménagements en Turquie suffisent à arrimer les Kurdes dans l'espace turc tant que les droits politiques ne sont pas accordés.



Des sacs de blé brûlent après un bombardement gouvernemental sur la ville de Ras al-Aïn, dans le nord de la Syrie.

© AFP/PhotoBuleni Kilit

## En Syrie, la terre comme moyen de contrôle

Depuis le début des soulèvements en Syrie, les Kurdes ont regagné des marges de manœuvre par rapport à un pouvoir qui les a longtemps mis sous surveillance. Par-delà la poche au sud de Kobané (Aïn al-Arab), les Kurdes vivent principalement dans les régions d'Afryn, dans le nord-ouest, et de la Djézireh, dans le nord-est, en particulier dans le gouvernorat de Hassaké. Voulant éviter une « kurdisation » des interstices entre les trois zones, l'État syrien a pris soin d'empêcher que les agriculteurs kurdes y deviennent propriétaires (5). Plus largement, parmi les instruments de contrôle de la zone,

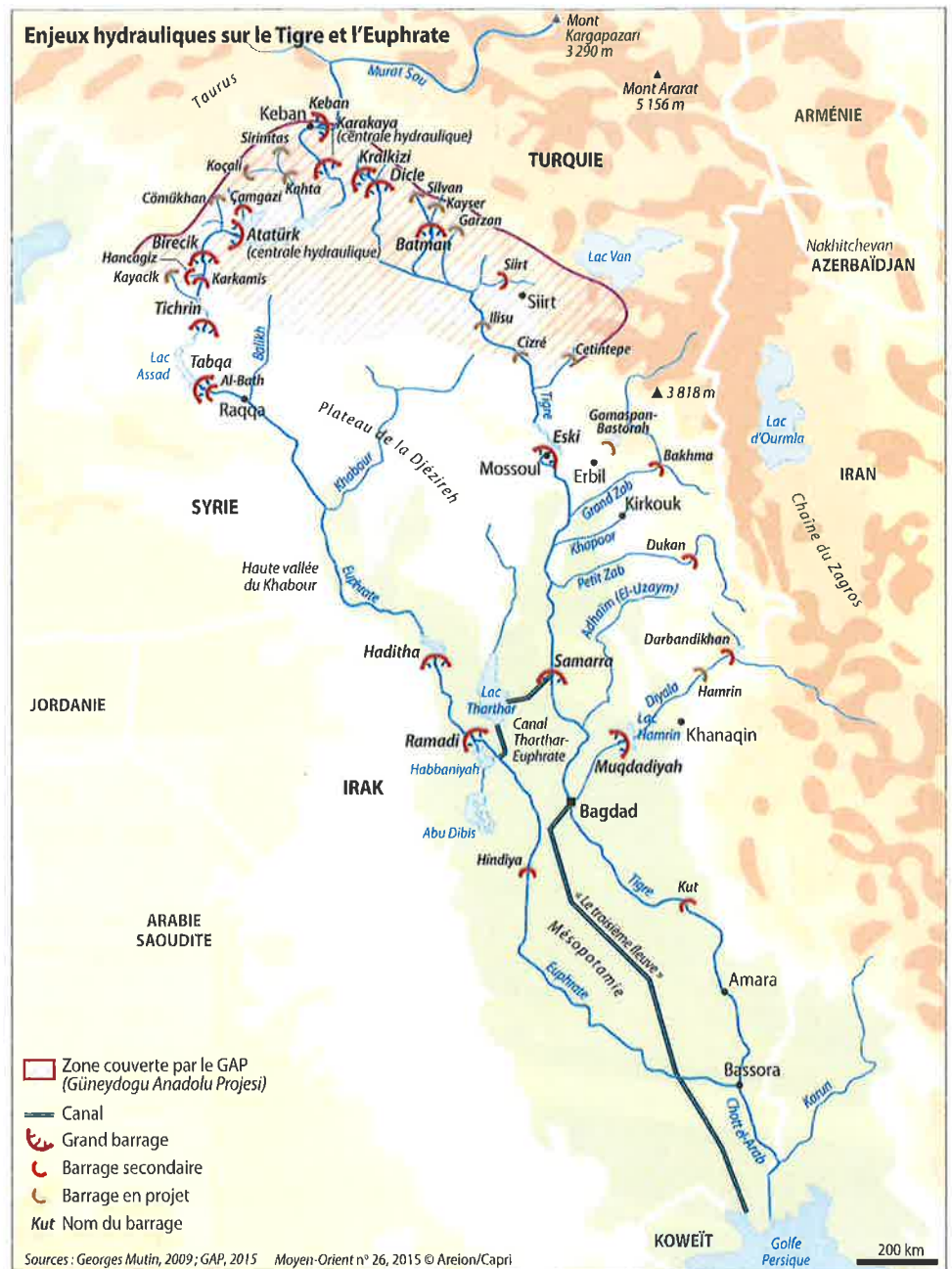
## DEUX FLEUVES POUR TROIS ÉTATS : UNE RICHESSE HYDRIQUE MAL RÉPARTIE ?

Le Tigre et l'Euphrate sont les deux plus importants fleuves du Machrek, avec une longueur respective de 1 850 et 2 800 kilomètres. Partant des régions montagneuses de l'est de la Turquie, ils traversent la Syrie et l'Irak avant de se jeter dans le golfe Persique.

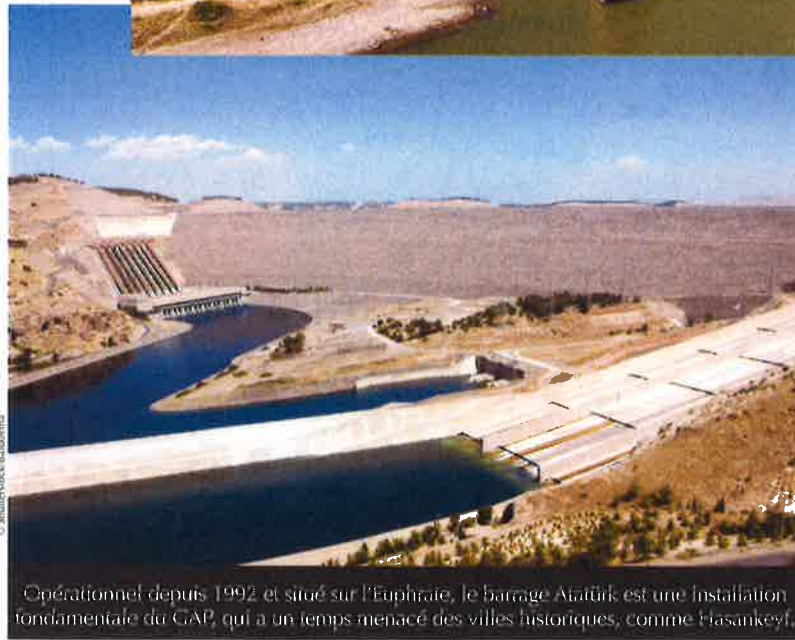
Le contrôle des eaux en amont par les autorités d'Ankara donne un pouvoir et une influence sur l'ensemble des bassins hydrauliques, dont dépendent les populations des territoires en aval pour l'agriculture, donc pour l'alimentation. Si les barrages servent à l'exploitation de l'eau comme énergie, notamment pour l'électricité, ils présentent également une fonction politique.

il a utilisé la question foncière, et ce, jusqu'à la veille du soulèvement de 2011. En effet, alors que le marché du foncier était en cours de libéralisation, le décret 49, adopté en 2008, interdisait désormais la vente de titre à des « étrangers » dans les régions frontalières. Or, depuis le début des années 1960, la plupart des Kurdes vivant à la frontière turque étaient déchus de toute nationalité syrienne au prétexte qu'ils étaient supposés venir de Turquie. Il ne fait donc aucun doute que les Kurdes de Syrie étaient visés par ce décret (6). Cette politique fut en fait entreprise dès les années 1960, où émergea l'idée d'une ceinture arabe dans laquelle, selon le plan prévu, « les habitants des fermes [arabes] devront disposer d'un entraînement et d'armes militaires exactement comme les colonies juives ». Cette ceinture avait donc une vocation doublement stratégique : diluer les populations kurdes et contrôler la frontière.

Elle fut partiellement réalisée avec l'implantation entre 1972 et 1977 d'une quarantaine de villages arabes dévolus à l'agriculture. L'origine des agriculteurs parvenus dans ces agrovillages se trouvait en amont de la région de Raqqa, où certaines bourgades avaient été ennoyées lors du remplissage du lac Assad créé par la construction du barrage de Tabqa. En compensation, des terres au nord avaient ainsi pu être distribuées par l'État à ces agriculteurs arabes, dans le cadre de fermes étatiques ou de périmètres dévolus à l'agriculture familiale. C'est en puisant sur le stock de terres reprises aux grands propriétaires souvent kurdes dans le cadre des réformes agraires des années 1960 que le régime avait pu procéder.



De tous les instruments de contrôle d'une région jugée irrédentiste, la maîtrise du foncier figure donc parmi les plus efficaces et les plus anciens et l'État syrien ne s'en était pas privé. Le gouvernorat de Hassatké, mixte sur le plan de sa population, fut en particulier touché par les expropriations de la réforme agraire, qui représentaient, à la fin des années 2000, 33 % du stock national de terres reprises par l'État (7). Dans cette zone comme dans les autres gouvernorats de la Djézireh (Deir ez-Zor et Raqqa), également peuplés de Kurdes, la présence d'espaces steppiques et de plaines agricoles consacrées principalement au blé favorisait la grande propriété. Les plafonds fonciers y étaient donc souvent dépassés et les expropriations permirent au pouvoir central de mieux maîtriser l'espace : certaines familles kurdes furent dépossédées quand d'autres, plus proches du régime, furent épargnées ; les terres reprises furent



Opérationnel depuis 1992 et situé sur l'Euphrate, le barrage Atatürk est une installation fondamentale du GAP, qui a un temps menacé des villes historiques, comme Hasankeyf.

## Irak : du contrôle foncier des Kurdes à leur émancipation ?

À l'instar de la Syrie, l'arabisation par la politique foncière et les aménagements furent également des instruments puissants de la stratégie d'exclusion des Kurdes mise en œuvre dans l'Irak voisin. Ce fut d'abord le cas avec un projet d'irrigation dans la plaine de Hawija, située au sud de Kirkouk où, contrairement aux Kurdes, des Arabes avaient reçu des terres dans les années 1930. Mais c'est surtout à la faveur de réformes agraires que le foncier fut utilisé comme outil de contrôle et de dilution des Kurdes. Dans un pays marqué du sceau de l'inégalité devant la terre (9), des plafonnements de propriété furent introduits après la révolution de 1958 pour contrecarrer l'oligarchie foncière liée à la monarchie déchu. Ayant révisé plusieurs fois les plafonds, cette politique de réduction de la grande propriété visait aussi l'élite kurde dans le nord du pays.

Cependant, le soulèvement de Mustafa Barzani (1903-1979) dans les années 1960 en ralentissait les effets et il fallut attendre le décret 90 de 1975 pour voir le Baas s'attaquer au domaine foncier kurde. Ce fut surtout le cas dans les territoires en deçà des limites de la province autonome reconnue comme telle en 1970 (10). Ainsi, dans les régions pétrolifères de Kirkouk et de Khanaqin, que Bagdad voulait contrôler (11), les grandes propriétés des élites tribales kurdes furent disloquées et leurs terres allouées dans des conditions très favorables à des agriculteurs ou à des exploitations collectives arabes. La politique d'arabisation fut parfois encore plus brutale lorsqu'elle emprunta la voie de l'expulsion dans le nord de l'Irak, comme ce fut le cas à la frontière avec l'Iran d'où les tribus kurdes chiites furent expulsées par Bagdad entre 1969 et 1971.

partiellement redistribuées (seuls 35 % l'ont été), selon des contrats renouvelables, et, comme évoqué plus haut, celles les plus fertiles situées le long de la frontière furent attribuées aux agriculteurs arabes venus du centre du pays.

Depuis 2011, le pouvoir de Damas a desserré son étreinte, par la force des choses, dans les régions Kurdes, beaucoup parmi les habitants ayant pu enfin obtenir la nationalité syrienne tandis que le décret 49 a été levé. Pour autant, ce n'en est pas fini des difficultés des Kurdes, aux prises avec l'EI qui leur dispute des sols fertiles afin d'élargir son emprise sur les terres céréalières du nord-est (8). S'inspirant de la razzia, les radicaux islamistes font de la « sécurité » alimentaire la condition de leur « politique de puissance » : elle est supposée domestiquer les territoires du « califat » et permettre leur politique de projection.



Les régions autonomes kurdes – qui n'en avaient que le nom – et celles fortement kurdisées allaient être particulièrement exposées à l'exode et à la dépeuplement durant la guerre avec l'Iran (1980-1988), mais le coup de grâce allait être porté avec l'opération « Anfal » (1986-1988), véritable ethnocide kurde. Ses leaders étant accusés d'avoir pactisé avec l'Iran, la région subit alors le feu de l'armée irakienne et environ 180 000 habitants furent tués. C'est une politique de la terre brûlée qui fut conduite au sens figuré, mais aussi au sens propre puisque les sols furent empoisonnés en plusieurs endroits du fait de l'usage des gaz. Avec la guerre civile kurde entre 1994 et 1998, sur fond de déprise forcée du pouvoir de Bagdad, le sort des paysans dans la région ne s'améliora guère, tandis que l'arrivée de l'aide alimentaire tout au long des années 1990 disuadait leur activité.

Cette déréliction du Kurdistan et de ses zones rurales semble connaître un terme depuis la « réunification » kurde en 2005. Ainsi, en 2009, le GRK a lancé une politique de renaissance agricole supposée doper, à côté de la rente pétrolière, la souveraineté de la région. Avant que les vicissitudes évoquées plus haut ne s'abattent dessus, une agriculture pluviale avait pu se développer sur ce territoire de montagnes et de piémont aux sols souvent propices. Et si le GRK ne contrôle pas toutes les zones kurdes, il n'en reste pas moins que les gouvernorats sous sa tutelle recèlent un potentiel avéré avec des spécialités régionales assez marquées : à l'échelle du territoire autonome kurde, le gouvernorat d'Erbil représente, selon les années, entre 40 % et 50 % de la surface cultivée en céréales et en légumes de pleins champs, tandis que pour les fruits, c'est la région de Sulaymaniyya qui prévaut. Par la mise en place d'une politique foncière capable de clarifier la question de la propriété, le GRK souhaite sécuriser des exploitants et attirer des investissements nécessaires à l'élévation de la productivité dans une région à fort potentiel agroclimatique. Malgré ces efforts, le GRK a pu faire le constat que l'autosuffisance alimentaire est loin d'être atteinte, justifiant la mise en œuvre d'un nouveau plan quadriennal de 2013 à 2017.

Mais la dépeuplement souvent forcée et accrue par l'attrait de la rente pétrolière ne facilite pas la remobilisation sur le secteur.

Certes, une agriculture de ferme, liée parfois au gouvernement, investit en recourant au salariat, mais les secteurs résilients de l'agriculture familiale sont frappés de sous-investissement. Celui-ci est particulièrement patent dans l'agriculture irriguée. Dans ce domaine, la plupart des financements durant l'ère baasiste (1968-2003) ont en effet été opérés dans les régions centrales du pays, traversées par l'Euphrate et le Tigre. Bien que comptant cinq cours d'eau (Khapoor, Grand et Petit Zab, Awaspee et Seerwan) en plus d'un court segment du Tigre, les provinces septentrionales ont dû ainsi se contenter d'une agriculture pluviale ou bien irriguer certaines de leurs terres à l'aide d'un système très ancien de galeries drainantes des eaux de nappes (*karez*). Mais les sécheresses récurrentes qui affectent ces ouvrages conduisent le GRK à s'appuyer sur la construction en cours de trois barrages, le plus important étant celui de Gomaspan, à 30 kilomètres d'Erbil.

L'eau devenant l'alliée de l'émancipation kurde, est-il étonnant que les *peshmerga* soient intervenus au cours de l'été 2014 pour empêcher l'EI de contrôler le grand barrage de Mossoul, situé aux confins du territoire du GRK ? Car le combat pour la terre (et aussi pour l'eau) se poursuit pour les Kurdes, même si l'ennemi a changé. Si elle a été un facteur d'émergence de la révolution néolithique dans la région, la maîtrise de la terre et de l'eau demeure un soubassement de l'histoire du pouvoir au Kurdistan mésopotamien. ■

PIERRE BLANC



Les terres fertiles du Kurdistan apportent des ressources alimentaires importantes aux populations locales.

(1) Selon les données officielles, le Kurdistan irakien possède 45 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole. Myriam Benraad, « Le pétrole : bénédiction ou malédiction pour les Irakiens », in *Moyen-Orient* n°18, avril-juin 2013, p. 48-53.

(2) Karl Wittfogel, *Le Despotisme oriental*, Éditions de minuit, 1964.

(3) Stratfor Global Intelligence, « Mesopotamian Vitality Falls to Turkey », 5 janvier 2015.

(4) Stéphane de Tapia, « Tigre et Euphrate : les positions turques », in *Moyen-Orient* n°4, février-mars 2010, p. 36-39.

(5) Abdulbasat Seida, *La question kurde en Syrie*, L'Harmattan, 2005.

(6) Olivier De Schutter, *Report of the Special Rapporteur on the right to food: Mission to the Syrian Arab Republic*, Nations unies, 27 janvier 2011.

(7) Myriam Ababsa, *Raqqa, territoires et pratiques sociales d'une ville syrienne*, Presses de l'IFPO, 2009.

(8) La Djézireh syrienne, qui dépasse les seules zones kurdes du nord-est, représentait plus de 50% de la production céréalière avant la grande sécheresse de 2006-2010. Depuis, il est difficile de se faire une idée précise des niveaux de production.

(9) Habib Ishow, « Le statut foncier, la paysannerie et le pouvoir politique en Irak depuis 1921 », in *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée* n°34, 1982, p. 105-118.

(10) Cette reconnaissance ne satisfaisait pas les Kurdes qui revendiquaient la tutelle sur tout ou partie des régions de Kirkouk, de Salah ad-Din, de Diyala et de Ninive.

(11) Clémence Scalbert-Yücel, « Le peuplement du Kurdistan bouleversé et complexifié : de l'assimilation à la colonisation », in *L'information géographique* n°71, 2007, p. 63-86.